

---

---

# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

### VOL. IX.

---

---



# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

### PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 4 NOVEMBRE JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 1875,  
LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LA TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME  
**LA REINE VICTORIA,**

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU TROISIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC.

---

SESSION 1875.

---

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :

IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

VOL. IX.







## PROCLAMATIONS.

CANADA,  
Province de *Québec*.  
[L. S]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le PREMIER jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et quinze, et à chacun de vous—

SALUT :

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois d'AVRIL, mil huit cent soixante et quinze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre

dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIXIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour d'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et quinze, et de Notre Règne la trente-huitième.

Par ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de *Québec*, }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et quinze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de MAI, mil huit cent soixante et quinze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ-EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans notre dite Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et quinze, et de Notre Règne la trente-huitième.

Par ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec, }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province et à tous ceux que les présentes peuvent concerner :—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que dans et par Notre Proclamation datée du SEPTIÈME jour de Mai dernier, il nous a plu convoquer la Législature de Notre Province de Québec pour le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUIN courant.

ET ATTENDU que de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec. Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province.

A CES CAUSES, par notre présente Proclamation Royale nous dissolvons la dite Assemblée Législative, nous exemptons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'assembler et d'être présents le dit VINGT-UNIÈME jour du mois de JUIN courant.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable RENÉ-ÉDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, dans Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIÈME jour de JUIN dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante et quinze et de Notre Règne la trente-huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec, }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A tous ceux à qui ces présentes parviendront—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec et d'avoir son avis en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de Nos Brefs

d'Election en due forme pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et avons fixé et arrêté le TRENTIÈME jour du mois de JUIN courant pour la présentation des candidats dans tous les districts électoraux de la Province moins celui de Gaspé et celui de Chicoutimi et Saguenay. Nos Brefs d'Election seront en date du SEPTIÈME jour de JUIN courant et rapportables le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de Gaspé, et pour le District Electoral de Chicoutimi et Saguenay, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le DEUXIÈME jour d'Aout prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, dans Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, et de Notre Règne la trente huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A tous ceux à qui les présentes parviendront—

SALUT :

PROCLAMATION.

**S**ACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre Peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MARDI, le TROISIÈME jour du mois d'Aout, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province ce SEPTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-quinze, et de Notre Règne la trente-huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec se trouve convoquée pour le TROISIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent soixante-quinze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec : SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, et de Notre Règne la trente-neuvième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de Québec. }  
[L. S.]

ED. CARON

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIÈME jour du mois d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, et à chacun de vous—

SALUT :

## PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUATORZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent soixante-quinze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, VENDREDI, le CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, et de Notre Règne la trente-neuvième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

ED. CARON.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain—

SALUT :

## PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve prorogée au CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent soixante-quinze; NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de *Québec*, le dit CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, et Nous Voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous

autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENE EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce QUINZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, et de Notre Règne la trente-neuvième.

Par ordre.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

MEMBRES élus pour l'Assemblée Législative de Québec, en conformité des Writs émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, portant tous la date du sept Juin mil huit cent soixante et quinze.

Comtés.	Officiers Rapporteurs.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Argenteuil .....	Thomas Barron, régistreur.....	7 juillet 1875.....	Sydney Bellingham, écuyer...	Par acclamation.
Bagot.....	Joseph C. Bachaud, do .....	2 " " .....	Pierre Gendron, " ..	"
Beauce .....	Jean E. Proulx, do .....	13 " " .....	François-X. Dulac, " ..	"
Beauharnois .....	T. A. L. de Martigny, do .....	14 " " .....	Elie H. Bisson, " ..	"
Bellechasse.....	Pantaléon Forgues, do .....	12 " " .....	P. Fradet, " ..	"
Berthier .....	Basile E. Pellant, do .....	15 " " .....	Louis Sylvestre, " ..	"
Bonaventure .....	J. A. Vergé, do .....	24 " " .....	P. C. Beauchesne, " ..	"
Brome.....	H. S. Foster, do .....	5 " " .....	Wm. Warren Lynch, " ..	"
Chambly .....	Napoléon Mignault, do .....	22 " " .....	Raymond Préfontaine, " ..	"
Champlain.....	Elie Rinfret, do .....	13 " " .....	D. N. St. Cyr, " ..	"
Charlevoix.....	Télesphore Fortin, do .....	14 " " .....	Onésime Gauthier, " ..	"
Châteauguay.....	A. M. Gagnier, do .....	5 " " .....	Edouard Laberge, " ..	"
Chicoutimi et Saguenay .....	Ovide Bossé, do .....	3 août " .....	Wm. Evan Price, " ..	"



Compton.....	Samuel Orr,	do	.....	5	"	"	.....	William Sawyer,	"	...
Deux-Montagnes....	Dosithé Dupras,	do	.....	5	"	"	.....	Hon. Gédéon Ouimet.....	Par acclamation.	
Dorchester.....	Jos. E. Rouleau,	do	.....	5	"	"	.....	L. N. Larochelle, écuyer...	"	
Drummond et Arthabaska.....	M. J. A. Poisson,	do	.....	15	"	"	.....	Wm. John Watts,	"	...
Gaspé .....	J. H. Lavoie,	do	.....	septembre	"	"	.....	Hon. Pierre Fortin.....	.....	
Hochelaga.....	Charles A. Vilbon, avocat.....	do	.....	1er août	"	"	.....	Louis Deaubien, écuyer...	Officier-Rapporteur commissonné.	
Huntingdon.....	A. Somerville, registraire.....	do	.....	13 juillet	"	"	.....	Alex. Cameron,	"	...
Iberville .....	Didace Tassé,	do	.....	5	"	"	.....	Louis Molleur,	"	Par acclamation.
Jacques-Cartier.....	Godfroi Boileau, notaire.....	do	.....	26	"	"	.....	Narcisse M. LeCavalier,	"	Officier-Rapporteur commissonné.
Joliette.....	C. G. Beaudoin, registraire.....	do	.....	5	"	"	.....	Vincent Paul Lavallée,	"	Par acclamation.
Kamouraska.....	Venceslas Taché, shérif.....	do	.....	26	"	"	.....	Charles F. Roy,	"	...
Laprairie.....	Adolphe Beauvais, registraire.....	do	.....	13	"	"	.....	L. B. Alp. Charlebois,	"	...
L'Assomption .....	Barthelemy Rocher,	do	.....	16	"	"	.....	Onulphé Peltier,	"	...
Laval .....	A. E. Léonard,	do	.....	22	"	"	.....	Louis O. Loranger,	"	...
Lévis .....	F. M. Guay,	do	.....	22	"	"	.....	Etienne T. Pâquet,	"	...
L'Islet.....	Thadée Michaud,	do	.....	12	"	"	.....	Pamphile G. Verreault,	"	...
Lotbinière .....	Joseph Filteau,	do	.....	13	"	"	.....	Henri G. Joly,	"	...
Maskinongé .....	J. E. Pichette,	do	.....	15	"	"	.....	Moïse Houde,	"	...

## MEMBRES élus pour l'Assemblée Législative de Québec, etc.—(Suite.)

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Mégantic .....	W. H. Lambly,   registrateur.....	2 juillet 1875.....	Hon. George Irvine.....	Par acclamation.
Missisquoi.....	Richard Dickinson,   do .....	5   "   " .....	G. B. Baker,   écuyer... ..	écuyer...
Montcalm.....	J. E. Beauré,   do .....	14   "   " .....	Louis G. Martin,   "   " .....	"   " .....
Montmagny .....	J. D. Lépine,   do .....	10   "   " .....	Philippe Landry,   "   " .....	"   " .....
Montmorency.....	Gabriel Dick,   do .....	5   "   " .....	Hon. A. Réal Angers.....	"   " .....
Montréal-Centre.....	Charles A. Leblanc,   shérif.....	10   "   " .....	A. Walker Ogilvie,   écuyer... ..	écuyer...
Montréal-Est.....	Tancrède de Lorimier,   avocat.....	6   "   " .....	L. O. Taillon,   "   " .....	Officier-Rapporteur commissonné.
Montréal Ouest.....	John B. Abbott,   do .....	14 août   "   " .....	J. W. McGauvran,   "   " .....	"   " .....
Napierville .....	E. Bouchard,   registrateur.....	5 juillet   "   " .....	Laurent D. Lafontaine,   "   " .....	"   " .....
Nicolet.....	J. A. Blondin,   do .....	22   "   " .....	F. X. Ovide Méthot,   "   " .....	"   " .....
Ottawa-Comté.....	William Washburn,   do .....	9   "   " .....	Louis Duhamel,   "   " .....	"   " .....
Pontiac .....	Walter Rimer,   do .....	5   "   " .....	Hon. Levi R. Church.....	Par acclamation.
Portneuf.....	Hon. J. E. Thibault,   do .....	12   "   " .....	Praxède Larue,   écuyer... ..	écuyer...
Québec Centre.....	Hon. C. Alley,   shérif.....	12   "   " .....	Remi R. Rinfret,   "   " .....	"   " .....

Québec-Est.....	Elzéar Déry, avocat.....	17	"	"	Joseph Shehyn,	"	Officier-Rapporteur commissonné.
Québec-Ouest .....	C. N. Montizaubert, registrateur.....	13	"	"	John Hearn,	"	
Québec-Comté.....	Joseph Laurin, notaire.....	10	"	"	Hon. Pierre Garneau.....	"	"
Richelieu.....	J. Chevalier, registrateur.....	2	"	"	Michel Mathieu, écuyer...	Par acclamation.	
Richmond et Wolfe.	C. P. Cheveland, do .....	5	"	"	Jacques Picard,	"	"
Rimouski.....	A. E. Guay, do .....	5	"	"	Alex. Chauveau,	"	"
Rotville .....	L. E. P. Laberge, do .....	15	"	"	Victor Robert,	"	"
St. Hyacinthe .....	Horace St. Germain, do .....	2	"	"	Pierre Bachand,	"	"
St. Jean.....	G. A. Marchand, do .....	14	"	"	Félix G. Marchand,	"	"
St. Maurice.....	L. G. Duval, do .....	13	"	"	Elie Lacerte,	"	"
Shefford .....	Peter Covan, shérif.....	22	"	"	Hon. M. Lafranboise .....	"	"
Sherbrooke.....	G. F. Bowen, do .....	2	"	"	Hon. Joseph Gibb Robertson...	"	"
Soulanges... ..	Luc H. Masson, registrateur.....	14	"	"	G. K. L. S. de Beaujeu, écuyer...	"	"
Stanstead.....	C. A. Richardson, do .....	16	"	"	John Thornton,	"	"
Témiscouata .....	L. N. Gauvreau, notaire.....	22	"	"	G. H. Desclènes,	"	Officier-Rapporteur commissonné.
Terrebonne.....	L. G. Lachaine, registrateur.....	22	"	"	Hon. Jos. A. Chapleau.....	"	"
Trois Rivières.....	Sévère Dumoulin, shérif.....	13	"	"	Hon. H. G. Malhiot.....	"	"
Vaudreuil .....	F. de S. Bastien, registrateur.....	15	"	"	Emery Lalonde, écuyer...	"	"

## MEMBRES élus pour l'Assemblée Législative de Québec, etc.—(Suite.)

Comtés.	Officiers-Rapporteurs.	Réception des rapports.	Membres élus.	Remarques.
Verchères.....	Aimé Geoffrion, régistrateur.....	21 juillet 1875.....	Jos. Daigle, écuyer...	
Yamaska .....	Louis M. Blondin, do .....	26 " " .....	J. S. C. Würtele, " ...	

Certifié,

GEORGE MANLY MUIR, Ecr.,  
*Greffier de l'Assemblée Législative  
de la Province de Québec.*

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE,  
*Québec, 4 Novembre 1875.*

L. H. HUOT,  
*Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.*

# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

DE LA

### PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1875.

Jeudi, 4 novembre 1875.

**A** la première session du troisième Parlement de la Législature de la Province de Québec commencée et tenue en la dite cité de Québec, le quatrième jour de novembre, dans la trente neuvième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et quinze,—

Lequel jour, étant le premier de la réunion du présent parlement pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée) de Son Excellence l'honorable René Edouard Caron, Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, George Manly Muir, Etienne Simard et Paul Ernest Smith, écuiers, commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus Potestatem*, pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée Législative, se sont rendus à onze heures de l'avant midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où George Manly Muir, écuyer, greffier de l'Assemblée Législative, s'est trouvé conformément à son devoir, et Louis Honoré Huot, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie ayant remis au dit M. Muir un rôle accompagné d'un certificat, contenant une liste des noms des membres, dont il a été fait rapport comme devant servir dans la présente Législature Provinciale, les commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés; ce qui étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

Messieurs,

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où étant,  
L'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs, et Messieurs de L'Assemblée Législative ;

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature Provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais, demain, à trois heures de l'après-midi Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les députés étant de retour,

M. le Solliciteur Général *Angers*, membre représentant le district électoral de *Montmorency*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, membre représentant le district électoral de *Sherbrooke*, s'adressant au Greffier (qui étant debout, s'est tourné de son côté et ensuite s'est assis) propose à la Chambre pour son Orateur l'honorable *Pierre Fortin*.

La Chambre ayant alors demandé que la question, " Que l'honorable *Pierre Fortin* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur " soit mise aux voix, elle est en conséquence mise aux voix par le Greffier et il est

Résolu, *nemine contradicente*

Que l'honorable *Pierre Fortin* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré l'honorable *Pierre Fortin* dûment élu, il est conduit au fauteuil par M. le Solliciteur Général *Angers*, et M. le Trésorier *Robertson*, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant pour son Orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil et la masse (qui était auparavant sous la table) est placée sur la table.

Alors M. le Solliciteur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*, propose que cette Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à demain à trois heures.  
P. M.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

---

Vendredi, 5 novembre 1875.

La Chambre étant assemblée, et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil,

A. *Cameron*, écuyer, membre pour le district électoral de *Huntingdon* ; et J. W. *McGauveran*, écuyer, membre pour le district électoral de *Montréal-Ouest*, et R. S. *de Beaujeu*, écuyer, membre pour le district électoral de *Soulanges*, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence l'Orateur élu s'est rendu avec la Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

L'Assemblée Législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée, et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui par mon ministère, réclame humblement, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers Sa Souveraine et Son Pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, l'accès à la personne de Votre Excellence, en tout temps convenable, et de la part de Votre Excellence l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

M. l'Orateur,

J'ai ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer qu'il se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne de Sa Majesté et son gouvernement, et, ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, il accorde, et, en toutes les occasions, il reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables, et que Son Excellence interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que ses paroles et ses actions.

La Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif, et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'Orateur est tombé sur lui ; et aussi qu'il a au nom de la Chambre et pour elle réclamé, par une humble demande à Son Excellence, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats et avoir accès auprès de la personne de Son Excellence, lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Excellence l'interprétation la plus favorable ; et que, sur ce, Son Excellence a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Excellence, en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et ses actions.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Angers* ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue ce jour auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale, et que pour prévenir toute erreur il en a eu une copie qu'il a lue à la Chambre, et elle est comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative.*

En vous souhaitant la bienvenue, au moment de votre réunion pour commencer les travaux du troisième parlement de cette province, je vous félicite et je félicite le pays sur la tranquillité et le bon ordre qui ont régné pendant les dernières élections. Cet heureux résultat est dû, sans doute, à la loi passée par vos prédécesseurs durant la dernière session, ainsi qu'aux bonnes dispositions de notre population.

Je regrette que notre province n'ait pu échapper à la crise financière qui se fait sentir si vivement dans toute la Puissance ; mais je remercie la Providence de l'abondante récolte qu'Elle nous a donnée, et qui nous permettra d'attendre des jours meilleurs.

Les difficultés rencontrées pour la négociation de leurs bons ayant obligé les compagnies de chemins de fer de la *Rive Nord* et *Montréal, Ottawa et Occidental* à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise, j'ai cru que mon gouvernement devait prendre les moyens d'assurer la confection d'un ouvrage d'où dépend la prospérité de notre province, et dans lequel des sommes considérables ont déjà été engagées. Une mesure à cette effet vous sera proposée, et j'espère qu'elle rencontrera votre approbation.

J'ai fait préparer une loi qui, tout en respectant scrupuleusement les droits et privilèges des catholiques et des protestants, changera la direction du département de l'Instruction Publique et en rendra l'administration plus efficace.

Je suis heureux de vous apprendre que le mode nouveau introduit à la dernière session pour faciliter la colonisation de nos terres publiques a été couronné de succès.

*Messieurs de l'Assemblée Législative.*

Les comptes publics pour l'année fiscale écoulée seront mis devant vous, et les subsides nécessaires vous seront demandés.

Nonobstant la crise financière, je suis heureux de vous annoncer que les finances de la province sont dans un état satisfaisant.

*Honorables Messieurs et Messieurs,*

Persuadé que vous apporterez à l'accomplissement de vos importants devoirs le zèle, la sagesse et le dévouement à notre Très-Gracieuse Souveraine qui ont distingué vos prédécesseurs, je fais des vœux pour que, avec l'aide de la divine Providence, vos travaux procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Robertson*,

*Ordonné*, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale soit pris en considération lundi prochain.



*Ordonné*, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer.

*Résolu*, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la Province de *Québec*, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

*Résolu*, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants :

1. Les privilèges et élections. 2. Les ordres permanents. 3. Les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. 4. Les divers bills privés. 5. Les lois expirantes. 6. Les dépenses contingentes. 7. Les impressions. 8. Les comptes publics. 9. L'agriculture, l'immigration et la colonisation. 10. Sur les différentes industries dans cette Province; lesquels dits comités auront respectivement pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre, et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur met devant la Chambre :—Etat des affaires de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*, de l'Union St-Henri, de *St-Henri*, tous deux pour l'année 1875.—(Documents de la Session No. 4.)

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 8 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre :—Etat des affaires de l'Asile de St-Joseph du Bon-Pasteur, rue Fullum, *Montréal*, pour l'année 1874.—(Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. le Trésorier *Robertson*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain et autres, de la ville de *Sherbrooke*, et la pétition du Conseil-de-Ville de la ville de *Sherbrooke*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la Société de construction permanente de *Montréal*.

Par M. *Beauchesne*,—la pétition des Sœurs de la Charité de St-Joseph de *Carleton*.

Par M. *Chauveau*,—la pétition des Sœurs de Charité de *St-Germain de Rimouski*; la pétition de la corporation du Séminaire de *St-Germain de Rimouski*; et la pétition des Révérendes Dames Carmélites Déchaussées de *St-Germain de Rimouski*.

Par M. Charlebois,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Laprairie*.  
Par M. Hearn,—la pétition de la Révérende Sœur Supérieure de l'école de réforme, *Québec*.

Par l'Honorable M. Ouimet,—la pétition des Frères des Ecoles Chrétiennes, et la pétition des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

*A l'Honorable Assemblée Législative de la Province de Québec,*

Le bibliothécaire de la Législature de *Québec*, par son rapport sur l'état de la bibliothèque, expose humblement :

Que la bibliothèque s'est enrichie depuis la dernière session d'un nombre considérable d'ouvrages, grâce à la décision prise par la Législature, à la suggestion de l'Honorable Premier, de transférer ici la bibliothèque du département de l'Instruction Publique.

En effet, de 10,000 volumes qui se trouvent dans ce département, 6,017 ont été placés sur vos tablettes, et dans ces derniers vous avez plusieurs collections d'ouvrages précieux et rares qui ne se trouvent guère dans les autres bibliothèques de la Puissance.

L'Honorable Chambre remarquera, entre autres, les travaux d'histoire, de voyages et de géographie, et les revues scientifiques et littéraires. Les premiers ne comprennent pas moins de 2,245 volumes, et les revues et journaux 869. Parmi les ouvrages historiques et géographiques 809 volumes appartiennent à l'histoire de l'Amérique. Les ouvrages de sciences comptent 756 volumes ; l'économie politique, l'agriculture, etc. 557 ; la religion 180 ; la littérature 1216 ; le droit et les documents parlementaires 194.

Les ouvrages dont votre bibliothèque possédait une copie et les traités d'éducation ont été laissés au département de l'Instruction Publique.

Depuis l'an dernier, 837 volumes ont été achetés. Une grande partie de ces livres se compose de droit anglais et de droit constitutionnel.

La bibliothèque a reçu 48 volumes en échange d'ouvrages qu'elle possédait en double, et elle en a reçu 72 en don, outre 50 volumes de documents du *Canada*.

Votre bibliothèque contient aujourd'hui 21,000 volumes. Un mille encore peut-être et elle sera parfaitement remplie. Déjà, pour ménager l'espace, l'on est forcé de rompre la symétrie dans l'arrangement des matières. Et ce n'est qu'avec difficulté que l'on peut placer convenablement la grande série de journaux ou papiers-nouvelles.

Il serait fort expédient d'agrandir le local en prenant l'une de ces petites chambres qui y sont contiguës. Les journaux pourraient être déposés là, et cela permettrait de faire une classification plus régulière des autres livres.

Le catalogue de tous les livres ajoutés depuis un an à votre bibliothèque est écrit, et même il est sous presse.

Votre bibliothécaire espère en faire distribuer avant quinze jours une copie à chacun des Honorables membres de la Législature.

Malgré l'empressement que votre bibliothécaire a mis à faire la demande des divers ouvrages, quelques-uns de ces ouvrages ne sont pas encore arrivés ; ce sont des livres de droit anglais. Ils sont attendus cependant très-prochainement. Il reste en caisse environ \$800.00. Quand le dernier envoi et quelques comptes de reliure auront été payés, il ne devra pas rester plus de \$300.00. Mais cette somme, si légère qu'elle soit, sera suffisante, votre bibliothécaire l'espère, pour couvrir les dépenses qui deviendront nécessaires d'ici à l'expiration de l'année fiscale.

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et

rapporter avec toute la diligence convenable les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson*, M. le Commissaire *Malhiot*, M. le Procureur Général *Church*, M. le Solliciteur Général *Angers*, l'Honorable M. *Ouimet*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Chapleau*, M. *Joly*, M. *Gendron*, M. *Bachand* et M. *Marchand* composent le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

M. *Landry*, secondé par M. *Ogilvie*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours et de ses souhaits de bienvenue au moment de notre réunion pour commencer les travaux du troisième Parlement de cette Province, et de plus pour assurer Son Excellence.

2. Que nous félicitons, avec Son Excellence, le pays sur la tranquillité et le bon ordre qui ont régné pendant les dernières élections, et que nous croyons avec Son Excellence que ce résultat est dû à la loi passée par nos prédécesseurs durant la dernière session, ainsi qu'aux bonnes dispositions de notre population.

3. Que nous partageons les regrets de Son Excellence de ce que notre province n'ait pu échapper à la crise financière qui se fait sentir si vivement dans toute la Puissance; mais que nous remercions, avec Son Excellence, la Providence de l'abondante récolte qu'Elle nous a donnée, et qui nous permettra d'attendre plus facilement des jours meilleurs.

4. Que les difficultés rencontrées dans la négociation de leurs bons ayant obligé les compagnies de chemins de fer de la *Rive Nord*, et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise, nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement de Son Excellence a cru devoir prendre les moyens d'assurer la confection d'un ouvrage d'où dépend la prospérité de notre province, et dans lequel des sommes considérables ont déjà été engagées, espérant que la mesure proposée à cet effet rencontrera notre approbation.

5. Que nous apprenons avec plaisir que Son Excellence a fait préparer une loi qui, tout en respectant scrupuleusement les droits et privilèges des catholiques et des protestants, changera la direction du département de l'Instruction Publique, et en rendra l'administration plus efficace.

6. Que nous voyons avec satisfaction que le mode nouveau introduit à la dernière session pour faciliter la colonisation de nos terres publiques, a été couronné de succès.

7. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics pour l'année fiscale écoulée, qui seront mis devant nous, et aux subsides qui nous seront demandés.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré la crise financière, les finances de la province sont dans un état satisfaisant.

9. Que, espérant pouvoir apporter à l'accomplissement de nos importants devoirs le zèle, la sagesse et le dévouement à notre Très-Gracieuse Souveraine, qui ont distingué nos prédécesseurs, nous faisons des vœux avec Son Excellence, pour que, avec l'aide de la divine Providence, nos travaux procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que le quatrième paragraphe des dites résolutions soit amendé en ajoutant à la fin d'icelui les mots : " mais cette Chambre est d'opinion qu'après les grands sacrifices que la Province de *Québec* a faits pour promouvoir ces entreprises, il est juste que la Puissance du *Canada* vienne à notre aide, puisque ces deux chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental* font virtuellement partie de la grande ligne du Pacifique."

Et des débats s'ensuivant,  
*Ordonné*, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 9 novembre 1875.

*E. H. Bisson*, écuyer, membre pour le district électoral de *Beauharnois*, ayant préalablement prêté le serment conformément à la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par *M. Fradette*,—la pétition du Révérend *J. N. Gingras* et autres, de la paroisse de *St-Gervais*, comté de *Bellechasse*.

Par *M. Baker*,—la pétition de *S. R. Whitman* et autres, du comté de *Missisquoi*.

Par *M. Ogilvie*,—la pétition de Messieurs *Cuvillier & Co.* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable *M. Laframboise*,—la pétition des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*.

Par *M. McGauvran*,—la pétition du Recteur et des Marguilliers de l'Eglise de *St-Etienne*, de la paroisse *St-Etienne*, dans le diocèse de *Montréal*; et la pétition de la faculté médicale de l'Université *Bishops College*, *Montreal*.

Par *M. Lavallée*,—la pétition du Révérend *A. Dupuis*, de la paroisse de *Ste. Elizabeth*, comté de *Joliette*; et la pétition de l'Asile de la Providence de la ville de *Joliette*.

Par *M. Lacerte*,—la pétition des Sœurs de la Providence de *Ste. Anne de Yamachiche*.

Par l'honorable *M. Chapleau*,—la pétition des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*; et la pétition de la compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Par *M. Beaubien*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres.

*Ordonné*, Que *M. Wartelle* ait la permission d'introduire un bill, intitulé : Acte pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable *M. le Solliciteur Général Angers* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des élections contestées de 1875.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement proposé hier au quatrième paragraphe de la question, étant lu :

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours et de ses souhaits de bienvenue au moment de notre réunion pour commencer les travaux du troisième Parlement de cette Province, et de plus pour assurer Son Excellence.

2. Que nous félicitons, avec Son Excellence, le pays sur la tranquillité et le bon ordre qui ont régné pendant les dernières élections, et que nous croyons avec Son Excellence que ce résultat est dû à la loi passée par nos prédécesseurs durant la dernière session, ainsi qu'aux bonnes dispositions de notre population.

3. Que nous partageons les regrets de Son Excellence de ce que notre province n'ait pu échapper à la crise financière qui se fait sentir si vivement dans toute la Puissance ; mais que nous remercions, avec Son Excellence, la Providence de l'abondante récolte qu'Elle nous a donnée, et qui nous permettra d'attendre plus facilement des jours meilleurs.

4. Que les difficultés rencontrées dans la négociation de leurs bons ayant obligé les compagnies de chemins de fer de la *Rive Nord*, et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise, nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement de Son Excellence a cru devoir prendre les moyens d'assurer la confection d'un ouvrage d'où dépend la prospérité de notre province, et dans lequel des sommes considérables ont déjà été engagées, espérant que la mesure proposée à cet effet rencontrera notre approbation.

5. Que nous apprenons avec plaisir que Son Excellence a fait préparer une loi qui, tout en respectant scrupuleusement les droits et privilèges des catholiques et des protestants, changera la direction du département de l'instruction publique et en rendra l'administration plus efficace.

6. Que nous voyons avec satisfaction que le mode nouveau introduit à la dernière session, pour faciliter la colonisation de nos terres publiques, a été couronné de succès.

7. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics pour l'année fiscale écoulée, qui seront mis devant nous, et aux subsides qui nous seront demandés.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré la crise financière, les finances de la province sont dans un état satisfaisant.

9. Que, espérant pouvoir apporter à l'accomplissement de nos importants devoirs le zèle, la sagesse et le dévouement à notre Très-Gracieuse Souveraine, qui ont distingué nos prédécesseurs, nous faisons des vœux avec Son Excellence pour que, avec l'aide de la divine Providence, nos travaux procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Lequel amendement était que les mots "mais cette Chambre est d'opinion qu'après les grands sacrifices que la province de *Québec* a faits pour promouvoir ces entreprises, il est juste que la Puissance du *Canada* vienne à notre aide, puisque ces deux chemins de fer de la *Rive Nord* et *Montréal Ottawa et Occidental* font virtuellement partie de la grande ligne du *Pacifique*," soient ajoutés à la fin du dit paragraphe.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, la Chambre reprend les dits débats ajournés.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 10 novembre 1875.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bachand,  
Bisson,  
Cameron.  
Daigle.

Joly,  
Laberge.  
Lafontaine.  
Laframboise.

Marchand.  
Molleur.  
Piquet,  
Préfontaine.

Rinfret dit Malouin.  
Watts et  
Wirtle.—15.

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Angers, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchesne,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Church, (Proc.-Gén.),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Landry,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Deschêne,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Thorton et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Verreault.—45.</i>
<i>Dulac,</i>			

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée,

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours et de ses souhaits de bienvenue au moment de notre réunion pour commencer les travaux du Troisième Parlement de cette Province et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous félicitons, avec Son Excellence, le pays sur la tranquillité et le bon ordre qui ont régné pendant les dernières élections, et que nous croyons avec Son Excellence que ce résultat est dû à la loi passée par nos prédécesseurs durant la dernière session, ainsi qu'aux bonnes dispositions de notre population.

3. Que nous partageons les regrets de Son Excellence de ce que notre province n'ait pu échapper à la crise financière qui se fait sentir si vivement dans toute la Puissance ; mais que nous remercions, avec Son Excellence, la Providence de l'abondante récolte qu'Elle nous a donnée, et qui nous permettra d'attendre plus facilement des jours meilleurs.

4. Que les difficultés rencontrées dans la négociation de leurs bons ayant obligé les compagnies de chemins de fer de la *Rive Nord*, et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise, nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement de Son Excellence a cru devoir prendre les moyens d'assurer la confection d'un ouvrage d'où dépend la prospérité de notre province, et dans lequel des sommes considérables ont déjà été engagées, espérant que la mesure proposée à cet effet rencontrera notre approbation.

5. Que nous apprenons avec plaisir que Son Excellence a fait préparer une loi qui, tout en respectant scrupuleusement les droits et privilèges des catholiques et des protestants, changera la direction du département de l'Instruction Publique et en rendra l'administration plus efficace.

6. Que nous voyons avec satisfaction que le mode nouveau introduit à la dernière session, pour faciliter la colonisation de nos terres publiques, a été couronné de succès.

7. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics pour l'année fiscale écoulée, qui seront mis devant nous, et aux subsides qui nous seront demandés.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré la crise financière, les finances de la province sont dans un état satisfaisant.

9. Que, espérant pouvoir apporter à l'accomplissement de nos importants devoirs le zèle, la sagesse et le dévouement à notre Excellence, pour que, avec l'aide de la divine Providence, nos travaux procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

L'honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Wurtele*, propose sous forme d'amendement que le quatrième paragraphe de la dite adresse soit amendé en ajoutant les mots suivants :

"Que cette Chambre a l'honneur d'exprimer l'espoir que, dans les arrangements proposés, on n'ajoutera aucune dépense qui pourrait augmenter les fardeaux de la province, en rendant nécessaire l'imposition de nouvelles taxes, et que dans la distribution des fonds qui sont maintenant à la disposition de la province pour les chemins de fer, les entreprises qui ont déjà reçu des subsides de la Législature et qui sont retardées par des raisons semblables à celles qui ont retardé la continuation du chemin de la Rive Nord, et celui de Montréal, Ottawa et Occidental, recevront la part d'aide qui leur est due."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Wurtele.—16.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Angers, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Dulac,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchesne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Sheyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Church, (Proc.-Gén.),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Landry,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Tailton,</i>
<i>Deschêne,</i>	<i>Laroche,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Thorton et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Laloue,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Verreault.—44.</i>

Ainsi il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec.

*Résolu*, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Church*, M. le Commissaire *Malhiot*, M. le Trésorier *Robertson*, l'honorable M. *Ouimet*, l'honorable M. *Chapleau*, M. *Loranger*, M. *Ogilvie*, M. *Landry*, M. *Mathieu* et M. *Baker*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur aux deux chambres de la législature, en conformité de la dite résolution.

M. le Solliciteur Général *Angers* du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence l'honorable RENÉ EDOUARD CARON, Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, réunis en Législature Provinciale, remercions Votre Excellence de son gracieux discours et de ses souhaits de bienvenue au moment de notre réunion pour commencer les travaux du troisième parlement de cette province.

Nous félicitons, avec Son Excellence, le pays sur la tranquillité et le bon ordre qui ont régné pendant les dernières élections, et nous croyons avec Son Excellence que ce résultat est dû à la loi passée par nos prédécesseurs durant la dernière session, ainsi qu'aux bonnes dispositions de notre population.

Nous partageons les regrets de Son Excellence de ce que notre province n'ait pu échapper à la crise financière qui se fait sentir si vivement dans toute la Puissance ; mais nous remercions, avec Son Excellence, la Providence de l'abondante récolte qu'Elle nous a donnée, et qui nous permettra d'attendre plus facilement des jours meilleurs.

Les difficultés rencontrées dans la négociation de leurs bons ayant obligé les compagnies de chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise, nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement de Son Excellence a cru devoir prendre les moyens d'assurer la confection d'un ouvrage d'où dépend la prospérité de notre province, et dans lequel des sommes considérables ont déjà été engagées, espérant que la mesure proposée à cet effet rencontrera notre approbation.

Nous apprenons avec plaisir que Son Excellence a fait préparer une loi qui, tout en respectant scrupuleusement les droits et privilèges des catholiques et des protestants, changera la direction du département de l'instruction publique et en rendra l'administration plus efficace.

Nous voyons avec satisfaction que le mode nouveau introduit à la dernière session, pour faciliter la colonisation de nos terres publiques, a été couronné de succès.

Nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics pour l'année fiscale écoulée, qui seront mis devant nous, et aux subsides qui nous seront demandés.

Nous sommes heureux d'apprendre que, malgré la crise financière, les finances de la province sont dans un état satisfaisant.

Espérant pouvoir apporter à l'accomplissement de nos importants devoirs le zèle, la sagesse et le dévouement à notre Très Gracieuse Souveraine, qui ont distingué nos prédécesseurs, nous faisons des vœux avec Son Excellence, pour que, avec l'aide de la divine Providence, nos travaux procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

La dite adresse étant lue une seconde fois est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et vingt-cinq minutes mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 10 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital des Ursulines des *Trois-Rivières* pour l'année 1874 ; et de l'Ouvroir de Ste. Geneviève à *St.-Hyacinthe*, et de l'Hôtel-Dieu de *St.-Hyacinthe*, tous pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)



Aussi rapports municipaux de la province de *Québec* pour l'année 1874. (Documents de la Session No. 5.)

Aussi statistiques judiciaires de la province de *Québec* pour l'année 1874. (Documents de la Session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la société de construction provinciale permanente.

Par M. *Sawyer*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Romain de Winslow*, comté de *Compton*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition du Révd. *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St. Joseph de Montréal*.

Par M. *Taillon*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de *Montréal* et autres.

Par M. *Robert*,—la pétition de *Narcisse Baillargeon* et autres, du village de *Richelieu*.

Par l'honorable M. *Ouimet*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence ; la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de *Montréal* et autres ; et la pétition de *Charles Alexander* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition du Conseil de Ville de la ville de *St.-Henri*.

Par M. *Bachand*,—la pétition des Dames de l'Association de Charité de la cité de *St.-Hyacinthe*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Conseil de Ville de la ville de *Sherbrooke* ; demandant à être incorporé.

Des Frères des Ecoles Chrétiennes ;—et des Révérendes Sœurs Carmélites déchaussées de *St.-Germain de Rimouski* ; demandant respectivement un acte d'incorporation.

De la Société de Construction Permanente de *Montréal* ; demandant que son nom soit changé en celui de " Compagnie de Placements et de Prêts de *Montréal* " et pour autres fins.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Sherbrooke* et autres, de la ville de *Sherbrooke* ; demandant de l'aide pour un Hôpital dans la dite ville.

De la Corporation du Séminaire de *St.-Germain de Rimouski*,—des Sœurs de la Charité de *St.-Germain de Rimouski*,—de la Révérende Sœur Supérieure de l'Ecole de Réforme, *Québec*,—des Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*,—des Sœurs de la Charité de *St.-Joseph de Carleton*, et des Sœurs de l'Asile de la Providence, de *Laprairie* ; demandant respectivement de l'aide.

Ordonné, Que M. *Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour amender les lois de la chasse en cette province.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu et pour régler la procédure à cette fin.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant les sociétés de constructions et pour pourvoir au mode de leur amalgamation et pour d'autres fins.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour l'undi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Ouimet, secondé par l'honorable M. Chapleau,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la Commission des Commissaires nommés pour s'enquérir des faits et des circonstances se rapportant au "Prêt aux Incendiés de Québec," ainsi que de tous procédés adoptés par la commission, les documents et témoignages produits devant elle, le rapport des Commissaires et les ordres en conseil concernant cette commission et le rapport des Commissaires; sans comprendre néanmoins les documents composant le No. 18 des documents de la dernière session.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Jeudi, 11 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année 1874, et de l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, et de l'Asile de la Providence, *Montréal*, tous deux pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ogilvie,—la pétition de Anthony Force et autres.

Par M. Mathieu,—la pétition de François David et autres, de la paroisse *St.-Hubert*.

Par M. Taillon,—la pétition du Révérendissime Evêque catholique Romain de *Montréal* et autres; la pétition de L. P. Guillet; et la pétition du Révérendissime Evêque catholique romain de *Montréal* et de la corporation catholique romaine de *Montréal*.

Par M. Watts,—la pétition des Frères du Sacré Cœur d'Arthabaskaville.

Par M. Robert,—la pétition du Révérend L. C. Blanchard, et autres de la paroisse de *Ste.-Angèle*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du recteur et des marguilliers de l'église *St.-Etienne*, de la paroisse de *St.-Etienne*, dans le diocèse de *Montréal*; demandant l'autorisation de vendre la dite Eglise et le terrain sur laquelle elle est bâtie et de la rebâtir ailleurs.

Du Révérend J. N. Gingras et autres, de la paroisse *St.-Gervais*, comté de *Bellechasse*; demandant de l'aide pour faire copier les registres de baptêmes, mariages et sépultures de la dite paroisse, détruits lors de l'incendie de l'église.

De MM. Cuillier et Cie. et autres, de la cité de *Montréal*,—et de S. R. Whitman et autres du comté de *Missisquoi*; demandant respectivement que le chemin de fer de *Montréal Portland et Boston* soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe, maintenant en construction, en lui accordant un égal subside.

De la Compagnie du chemin de fer des *Laurentides*; demandant que son subside soit augmenté et de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière au village de *St.-Lin*.

Du Révérendissime Evêque catholique romain de *Montréal* et autres; demandant de l'aide pour l'institution catholique des Sourds-Muets de la province de *Québec*.

Du Révérend A. Dupuis de la paroisse de *St.-Elizabeth*, comté de *Joliette*; demandant que l'allocation en faveur de l'asile de la dite paroisse soit continuée.

De la faculté médicale de Bishop's College, *Montréal*,—des Dames directrices des orphelins catholiques romains, *Montréal*,—des Dames religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*,—des Sœurs de la Providence de

*Ste-Anne d'Yamachiche*,—et de l'Asile de la Providence de la ville de *Joliette* ; demandant respectivement de l'aide.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Church*, M. le Solliciteur-Général *Angers*, l'honorable M. *Ouimet*, l'honorable M. *Chapleau*, l'honorable M. *Irvine*, M. *Roy*, M. *Mathieu*, M. *Joly*, M. *Marchand*, M. *Loranger*, M. *Pâquet* et M. *Baker* pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers* porte le dit message au Conseil Législatif.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un Bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869. (32 Vict., chap. 51.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour rendre obligatoire l'enregistrement des douaires coutumiers créés avant le 1er août 1866.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Beauchesne* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la Chambre Provinciale des Notaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Trésorier *Robertson* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des comptes publiés de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale expirée le 30 Juin 1875. (Documents de la Session No. 1.)

*Ordonné*, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. le Solliciteur-Général *Angers* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

ED. CARON,

*Messieurs de l'Assemblée Législative.*

Je vous remercie de l'adresse loyale que vous venez de me présenter, et je compte avec confiance sur votre coopération aux mesures qui vous seront soumises pour la prospérité du pays.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Québec*, 11 novembre 1875.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 12 novembre 1875.

M. le trésorier *Robertson* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la Province de *Québec*, entre le 12 décembre 1874 et le 11 novembre 1875, en vertu de la 32e Vic : chap : 9, sec : 17, lequel est lu comme suit :

ÉTAT des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la Province de Québec, du 12 décembre 1874  
 au 11 novembre 1875, en vertu de la 32me Victoria, chapitre 9, section 17.

Nom.	Emploi.	Résidence.	Noms des cautions.	Résidence.	Montant du cau- tion- nement.	Description du cautionnement.
Bowen, G. F.....	Sherif de St. François.....	Sherbrooke	Canada Guarantee Co.....	Montréal.....	\$2000	Cautionnement.
Belleau, A. G.....	Coroner, Québec.....	Québec.....	.....	.....	1400	Hypothèque.
Chamberlin, J.....	Coroner conjoint, Bedford.....	St. Armand.....	.....	.....	1000	do
Laberge, L. E. P. Régistrateur, comté de Rou- ville.....	.....	Mariville.....	F. X. Girard et F. Nadeau.....	Ste. Marie de Monnoir.....	4000	do
Mailloux, E.....	Régistrateur, comté de Témis- couata.....	Isle Verte.....	J. Dionne et J. D. Gagnon.....	St. Arsène.....	4000	do
Richardson, J. H. Comptable en chef du départe- ment des Travaux Publics.....	.....	Québec.....	Citizens Ins. Co.....	Montréal.....	2000	Cautionnement.
Thomas, D.....	Régistrateur, Sherbrooke.....	Sherbrooke.....	E. P. Felton.....	Sherbrooke.....	4000	Hypothèque.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,  
 Québec, 11 novembre 1875.

H. T. MACHIN,  
 Assistant-Trésorier, P. Q.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la société de numismatique et d'archéologie de *Montréal*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition du Révérend A. *Thibault*, et autres du bassin de *Chambly*.

Par M. le Procureur Général *Church*,—la pétition de *Léandre Chevrier* et autres.

Par M. *Robert*,—la pétition des Dames Religieuses de l'Hospice *Ste.-Croix, Ste. Marie de Monnoir*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :—

Du Conseil de Ville de la ville de *St.-Henri* ; demandant la passation d'un acte incorporant la dite ville par une charte spéciale et pour autres fins.

De la Société de Construction Permanente Provinciale ; demandant que son nom soit changé et pour autres fins.

De *Narcisse Baillargeon* et autres, du village de *Richelieu* ; demandant que le chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston* soit mis sous le même pied que les autres chemins de sa classe maintenant en construction, en lui accordant un égal subside.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de *Montréal* ; demandant à faire un emprunt de \$60,000 au gouvernement.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres,—de *Charles Alexander* et autres, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement qu'il soit fait un prêt aux Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant de l'aide pour un Dispensaire ou Institut Ophthalmique dans la dite cité.

Du Rév. *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St.-Joseph* de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'Asile Nazareth dans la dite paroisse.

Des Dames de l'Association de Charité de *St.-Hyacinthe* ; demandant de l'aide en faveur de l'orphelinat dans la dite ville.

De la municipalité de la paroisse de *St.-Romain* de *Winslow*, comté de *Compton* ; demandant de l'aide pour un chemin.

M. le Solliciteur Général *Angers*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé ces listes en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Privilèges et Elections :—Les honorables MM. *Angers, Church, Ouimet, Irvine* et *Chapleau*, et MM. *Bachand, Baker, Gendron, Joly, Loranger, Lynch, Mathieu, Préfontaine, Taillon* et *Wurtele*.

2. Ordres Permanents :—Les honorables MM. *Laframboise, Malhiot* et *Ouimet*, et MM. *Beauchesne, Charlebois, Daigle, de Beaujeu, Gauthier, Gendron, Houde, Laberge, Lafontaine, Landry, Marchand, Martin, Méthot, Pâquet, Roy, Verrault* et *Watts*.

3. Chemins de fer, Canaux, etc :—Les honorables MM. *Chapleau, Garneau, Irvine, Laframboise, Malhiot* et *Ouimet*, et MM. *Bachand, Beaubien, Bellingham, Bisson, Chauveau, Daigle, Dulac, Hearn, Joly, Lafontaine, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, Lynch, Martin, Mathieu, McGawran, Ogilvie, Peltier, Sawyer, St. Cyr* et *Sylvestre*.

4. Bills Privés :—Les honorables MM. *Angers, Chapleau, Church, Laframboise, Malhiot, Ouimet* et *Robertson*, et MM. *Bachand, Baker, Beaubien, Bellingham, Bisson, Cameron, Chauveau, Duhamel, Gauthier, Gendron, Hearn, Joly, Lacerte, LeCavalier, Loranger, Marchand, Mathieu, McGawran, Méthot, Ogilvie, Pâquet, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Taillon, Watts* et *Wurtele*.

5. Lois Expirantes :—Les honorables MM. *Angers* et *Chapleau*, et MM. *Deschênes, Fradette, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pâquet* et *Robert*.

6. Dépenses Contingentes :—Les honorables MM. *Robertson, Malhiot, Ouimet* et *Laframboise*, et MM. *Bachand, Baker, Cameron, de Beaujeu, Lacerte, LaRue, LeCavalier, Loranger, Molléur* et *Picard*.

7. Impressions :—Les honorables MM. *Robertson, Angers et Church*, et MM. *Bellingham, Joly, Marchand, Mathieu et Méthot*.

8. Comptes Publics :—Les honorables MM. *Robertson, Malhiot, Garneau, Irvine et Laframboise*, et MM. *Bachand, Baker, Beaubien, Gendron, Joly, Lacerte, Lafontaine, Landry, LeCavalier, Lynch, Mathieu, McGawran, Méthot, Molleur, Ogilvie, Picard, Roy, Shehyn, St. Cyr, Verreault et Wurtele*.

9. Agriculture, Immigration et Colonisation :—L'honorable M. *Garneau*, et MM. *Beaubien, Beauchesne, Bisson, Chauveau, Deschênes, Duhamel, Dulac, de Beaujeu, Fradette, Gauthier, Hearn, Houde, Laberge, Lalonde, Landry, Larochelle, LaRue, Lavallée, Marchand, Méthot, Peltier, Picard, Préfontaine, Rinfret, Robert, Roy, Sawyer, St. Cyr, Sylvestre, Thornton et Verreault*.

10. Industries :—Les honorables MM. *Garneau, Ouimet et Robertson*, et MM. *Beaubien, Charlebois, Daigle, Dulac, Fradette, Gauthier, Gendron, Hearn, Houde, Joly, Larochelle, Lavallée, Martin, Méthot, Molleur, Peltier, Robert, Sawyer, Shehyn, Thornton et Watts*.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *Baker* ait la permission d'introduire un bill pour définir la juridiction de la Cour de Magistrat, et celle des Magistrats de District en matière civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Baker* ait la permission d'introduire un bill pour amender le code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Commissaire *Garneau* met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics pour la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1875. (Documents de la Session No. 2.)

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé en anglais et en français.

Sur motion de l'honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes les pétitions qui lui ont été présentées, ou qui ont été référées par le gouvernement du Canada, au sujet de l'acte passé dans la dernière session de la Législature de cette province intitulé : "Acte pour diviser la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement," et toute correspondance au sujet du dit acte.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance qui a lieu entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la province d'Ontario, ou le gouvernement du Canada, concernant les actifs communs qui furent le sujet de l'arbitrage entre ces provinces, depuis le 28 janvier 1874.

Sur motion de M. *Beauchesne*, secondé par M. *Landry*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé indiquant le montant réclamé, pour services et déboursés par le Curateur de la Compagnie des Mines de charbon et des Pêcheries de Gaspé et des diverses sommes qui lui ont été payées par le gouvernement de cette province pour tels services et déboursés, ainsi que copie des ordres en conseil en vertu desquels ces sommes ont été payées, et copie de tous documents et correspondance au sujet de cette affaire.

---

Ordonné, que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 15 novembre 1875.

M. l'Orateur devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1874 : La maison protestante d'industrie et de refuge de *Montréal*, et "The Women's Hospital," de *Montréal*,—et des institutions suivantes pour l'année 1875 : Les Dames Ursulines des *Trois-Rivières* et le Dispensaire de *Montréal* (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* ; la pétition de la Société d'histoire Naturelle de *Montréal* ; et la pétition de l'Asile des Orphelins protestants de *Montréal*.

Par M. *Méthot*,—la pétition de la Compagnie de Navigation Union.

Par M. *Houde*,—la pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge de *St.-Paulin*, comté de *Maskinongé*.

Par M. *Robert*,—la pétition de *Joseph N. Paulin* et autres, de *Ste.-Marie de Monnoir* ; et la pétition des Dames Religieuses Administratrices de l'Hospice *Ste.-Croix, Ste.-Marie de Monnoir*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *T. J. J. Loranger* et autres, de la ville de *Sorel*.

Par M. *Beauchesne*,—la pétition de la municipalité du township de *Pabos* et *Newport*, comté de *Bonaventure*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—la pétition du Révérend *S. Tassé* et autres, des comtés des *Deux-Montagnes*, *Argenteuil* et *Terrebonne*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

Des Frères du Sacré-Cœur d'*Arthabaskaville* ; demandant un acte d'incorporation.

De *Anthony Force* et autres ; demandant la passation d'un acte incorporant la "Compagnie du Gaz de *St.-Henri*."

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*, et de la Corporation Catholique Romaine de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre un immeuble dépendant de la succession de feu Messire *Louis Marie Lefebvre*.

De *Léandre Chevrier* et autres ; demandant la passation d'un acte pour assurer le privilège des hommes de cages.

De *L. P. Guillet* ; demandant la passation d'un acte, permettant au Barreau de la Province de *Québec*, de l'admettre au nombre de ses membres.

Du Révérend *L. C. Blanchard* et autres, de la paroisse de *St.-Angèle* ; de *François David* et autres, de la paroisse de *St.-Hubert* ; et du Révérend *A. Thibault* et autres, du Bassin de *Chambly* ; demandant respectivement que le chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston* soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe maintenant en construction, en lui accordant un égal subside.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant de l'aide pour l'Institution des sourds-muets.

De la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

Des Dames Religieuses de l'Hospice *Ste. Croix, Ste.-Marie de Mannoir*; demandant de l'aide.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre, dans la formation d'un comité conjoint au sujet des impressions de la Législature, et pour informer Leurs Honneurs, que les membres du comité permanent des impressions, savoir : M. le Procureur-Général *Church*, M. le Solliciteur-Général *Angers*, M. *Bellingham*, M. *Joly*, M. *Marchand*, M. *Mathieu* et M. *Méthot* agiront comme membres du dit comité conjoint.

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers* porte le dit message au Conseil Législatif.

*Ordonné*, Que M. *Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour assurer les privilèges des hommes de cages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain

*Ordonné*, Que M. *Picard* ait la permission de s'absenter jusqu'au dix-neuf courant.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

## Mardi, 16 novembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de l'Eglise libre de la rue Côté en rapport avec l'Eglise Presbytérienne en *Canada*.

Par M. *McGauvran*,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises) *Montréal*,—et la pétition de la corporation de la cité de *Montréal*.

Par M. *Loranger*,—deux pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*

Par M. *Sylvestre*,—la pétition de la Révérende Dame Supérieure du Couvent de la Providence, *St.-Joseph de Lanoraie*, comté de *Berthier*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition de la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu* et la pétition du Conseil de Ville de la ville de *Longueuil*, comté de *Chambly*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston*; la pétition du collège de *Sorel* et la pétition de *J. B. Charon* et autres, de la paroisse de *Chambly*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—la pétition de l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*.

Par M. *Marchand*,—deux pétitions des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—trois pétitions du Révérend *V. Rousselot* et la pétition de *G. D. Gernon* et autres de la paroisse de *St.-Benoit*.

*Ordonné*, Que M. *Wartele* ait la permission d'introduire un bill concernant le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des élections contestées de 1875, étant lu ;

M. le Solliciteur Général *Angers*, secondé par M. le Procureur Général *Church*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'ensuivant,

Et la question étant mise aux voix que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des chemins de fer de *Québec* 1869, (32 Vict., chap. 54) étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill concernant le Notariat.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par M. *Préfontaine*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état du fonds de bâties du palais de justice de *Montréal*, (établi en vertu de la 12e Vic., chap. 112, et 18 Vic., chap. 164,) indiquant la balance du débit du dit fonds au 1er de juillet 1867, et les montants portés à son crédit et à son débit depuis cette date.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre cette Chambre un état des montants payés par les syndics de la loi des Banqueroutes de 1869, en vertu de la section 152, au fonds de bâties et de jurés des différents districts judiciaires de la province, du 1er de septembre 1869, au 1er de septembre 1875.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de la Province.

M. le Solliciteur-Général *Angers* présente, conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 10 novembre 1875, demandant une copie de la Commission des Commissaires nommés pour s'enquérir des faits et des circonstances se rapportant au "Prêt aux Incendies de Québec," ainsi que de tous procédés adoptés par la commission, les documents et témoignages produits devant elle, le rapport des Commissaires et les ordres en conseil concernant cette commission et le rapport des Commissaires ; sans comprendre néanmoins les documents composant le No. 18 des documents de la dernière session. (Documents de la Session No. 7.)

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Mercredi, 17 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre ;—Etat des affaires de l'Hospice des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année 1874 ; et de la Providence de *Ste.-Ursule*, comté de *Maskinongé* ; de l'Ecole de Réforme, Québec ; de l'Hôpital de *Sherbrooke* ; de la Salle d'Asile de *St.-Jean d'Iberville* ; tous pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gendron*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*.

Par M. *Duhamel*,—la pétition du conseil de ville de la ville de *Hull*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de *John Yule* et autres, du canton de *Chambly*.

Par M. *Pâquet*,—la pétition de *John McKitbin* et autres, de la paroisse de *St.-Joseph de Lévis* ; la pétition du Révérend *E. Fafard* et autres, du village de *Lauzon*, comté de *Lévis* ; la pétition des Sœurs de la Charité de la paroisse de *St.-Nicolas* ; et la pétition de la municipalité du village de *Lauzon*, comté de *Lévis*.

Par M. *Molleur*,—la pétition du Révérend *O. Desorey* et autres, de la paroisse de *St.-Alexandre*, comté d'*Iberville*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie de Navigation Union ; demandant des amendements à son acte d'incorporation et pour autres fins.

De la municipalité des townships de *Pabos* et *New-Port*, comté de *Bonaventure* ; demandant à être divisée en deux municipalités séparées.

De l'Honorable *T. J. J. Loranger* et autres, de la ville de *Sorel* ; et de *Joseph N. Poulin* et autres, de *Ste.-Marie de Monnoir* ; demandant respectivement que le chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston* soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe, maintenant en construction, en lui accordant un égal subside.

Du Révérend *S. Tassé* et autres, des comtés des *Deux-Montagnes*, *Argenteuil* et *Terrebonne* ; demandant de l'aide pour l'Hospice *Youville*.

Des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de *St.-Paulin*, comté de *Maskinongé* ; demandant de l'aide pour un couvent dans la dite paroisse.

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* ; et des Dames Religieuses Administratrices de l'Hospice *Ste.-Croix*, *Ste.-Marie de Monnoir* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit augmentée.

De la Société d'Histoire Naturelle ; et de l'Asile des Orphelins Protestants, tous deux de *Montréal* ; demandant respectivement de l'aide.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir élu son Président, a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants :

Du Conseil de la ville de *Sherbrooke* ; demandant un acte spécial d'incorporation.

De la Société Permanente de Construction de *Montréal* ; demandant que son nom soit changé, et pour autres fins.

Du Recteur et des Syndics de l'Eglise de *St.-Etienne*, de la paroisse de *St.-Etienne* ; demandant d'être autorisés à vendre la dite église et le terrain sur lequel elle est érigée, et de la rebâtir ailleurs.

De la Société de Construction Provinciale Permanente ; demandant que son nom soit changé, et pour autres fins.

De *Antoine Force* et autres ; demandant de passer un acte pour incorporer la compagnie du gaz de *St.-Henri*.

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. Gendron, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à neuf membres.

L'honorable M. Ouimet, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la Société Permanente de Construction de Montréal en celui de la "compagnie de Prêt et d'Hypothèque (*Montreal Loan and Mortgage Company*) de Montréal," et pour en étendre les pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du Gaz de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la Société Provinciale Permanente de Construction en celui de la "Compagnie Provinciale de Prêt" et pour étendre ses pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Landry, secondé par M. Beauchesne, propose qu'il lui soit permis d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, (38 Vic. chap. 15).

Et objection étant faite que le bill est introduit en blanc contrairement aux règles de cette Chambre.

Le dit bill est par ordre de la Chambre retiré,

M. Beaubien du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à onze membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à onze membres.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le commissaire Garneau, M. le commissaire Mathiot, M. Bachand, M. Lalonde, M. LeCavalier, M. Joly, M. Préfontaine, M. Roy, M. Verrault, M. Waurte, M. Sylvestre, M. Mathieu et M. Molleur, pour aviser aux moyens de pourvoir à l'établissement, en cette province, d'un système d'assurance mutuelle contre le feu, avoir pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. Robert, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre copie de tout rapport fait jusqu'à aujourd'hui au gouvernement par ses ingénieurs de chemins de fer, ainsi qu'un état des sommes d'argent payées aux compagnies de chemins de fer qui ont droit à un subside en vertu du 2<sup>me</sup> chapitre de la 38<sup>me</sup> Victoria, avec copie des demandes d'aide des compagnies ou des individus qui ont fait des demandes pour des chemins de fer et les noms des compagnies qui se sont conformées à la loi.

Sur motion de *M. Joly*, secondé par *M. Pâquet*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport indiquant la nature et le coût des travaux qui ont été faits dans l'ancienne boulangerie militaire, rue Ste.-Anne, pour préparer cette bâtisse à recevoir les archives de la cour et le bureau d'enregistrement; le dit rapport rendant compte plus particulièrement des précautions prises pour mettre tous les documents à l'abri de l'incendie, avec copie des recommandations et rapports faits par les ingénieurs du gouvernement sur ce point si important.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les sommes payées par le gouvernement pour la construction du nouveau pont à l'embouchure de la Rivière Jacques-Cartier; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits, et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements ont été faits.

Sur motion de *Laberge*, secondé par *M. Préfontaine*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'enquête faite dernièrement contre le magistrat stipendiaire du district de Beauharnois, et aussi copie des papiers, lettres, correspondances échangés entre le gouvernement et les particuliers au sujet de la dite enquête et de la nomination du nouveau magistrat du dit district de *Beauharnois*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que *M. le Trésorier Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de *Québec*, (32 Vict., chap. 51,) et après y avoir siégé quelques temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte des élections contestées, 1875, et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Chapleau* fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender l'acte des élections contestées, 1875 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Jeudi, 18 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre ;—Etat des affaires du dispensaire de *Québec* pour l'année 1874 ;—de la société charitable des Dames Catholiques Romaines, *Québec*, et de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises), *Montréal*, tous deux pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. le Commissaire *Garneau*,—la pétition de la Société charitable des Dames Catholiques Romaines ; et la pétition de l'Hospice de la Maternité, toutes deux de la cité de *Québec*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Québec* et autres.

Par M. *St. Cyr*,—la pétition de la Société d'Histoire Naturelle, *Québec*.

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition des Sœurs de la Charité, *Ottawa*.

Par M. *Hearn*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec* ; et la pétition de *Jeremiah Gallagher* et autres de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De la corporation de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

Du Conseil de Ville de la ville de *Longueuil*,—et de la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu* ; demandant respectivement des amendements à son acte d'incorporation.

De la Compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston* ; demandant la passation d'un acte pour prolonger le terme de la confection du dit chemin et pour autres fins.

De la congrégation de l'Eglise Libre de la rue Côté (*Montréal*) en rapport avec l'Eglise presbytérienne en *Canada* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre la propriété de la dite congrégation dans *Montréal*.

De J. B. *Charon* et autres, de la paroisse de *Chambly* ; demandant que le chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston*, soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe maintenant en construction en lui accordant un égal subside.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St-Jean* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hôpital de la ville de *St-Jean* soit continuée.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St-Jean* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile de la ville de *St-Jean* soit continuée.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence *Montréal* ; demandant de l'aide en faveur de la salle d'Asile de *St. Vincent de Paul*.

De *G. D. Gernon* et autres, de la paroisse de *St-Benoit* ; demandant de l'aide pour l'Hospice *Youville*.

De l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *V. Rousselot* ; demandant de l'aide pour la salle d'Asile *St-Joseph*, rue *Bonaventure*, *Montréal*.

Du Révérend *V. Rousselot* ; demandant de l'aide pour l'Asile *Nazareth*, rue *Ste-Catherine*, *Montréal*.

Du Révérend *V. Rousselot* ; demandant de l'aide pour l'Institution des Aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*.

Des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs-Grises), *Montréal*,—du collège de *Sorel*,—de la Révérende Dame Supérieure du Couvent de la Providence, *St-Joseph de Lanoraie*, comté de *Berthier*,—et des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant respectivement de l'aide.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

#### M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault*, de *Boucherville*, *Dionne*, *Fraser*, de *Léry*, *Rodier*, *Starnes* et *Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil Législatif informe aussi cette Chambre qu'il a nommé les honorables Messieurs *Beaubien*, *Beaudry*, *Ferrier*, *Richard*, *Ross*, *Roy*, *Sharples*, *Webb* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée Législative par son message.

Et ensuite il se retire.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre que le *quorum* de ce comité soit réduit à sept membres et que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-six de ce mois, celui pour la réception des bills privés au trois décembre prochain, et celui pour la réception des rapports des dits bills privés au dix du même mois.

Résolu, Que cette chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Roy*, du comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable chambre que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-six de novembre courant inclusivement ; celui pour la réception des bills privés au trois de décembre prochain, et celui pour la réception des rapports des dits bills privés au dix de décembre prochain inclusivement.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *McGauvran* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église St-Etienne à vendre la dite église et à la reconstruire ailleurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Church*, l'honorable M. *Ouimet*, M. *Lynch*, M. *Gendron*, M. *Lavallée*, M. *Duhamel*, M. *Laberge*, M. *Lacerte*, M. *Lafontaine*, M. *Rinfret dit Malouin*, M. *LaRue* et M. *Cameron*, chargé d'étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Landry*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état de toutes les sommes d'argent payées jusqu'à ce jour, par le gouvernement, à aucune compagnie de chemin à lisses de bois ou en fer, la date de ces paiements et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements furent faits et le nombre de milles de chemin complétés par ces compagnies.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *Bachand*, secondé par M. *Marchand*,

*Ordonné*, Qu'un état de toutes les recettes et dépenses depuis le 30 juin dernier jusqu'au 15 novembre courant soit placé sur la table du Greffier de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération, les amendements faits en comité de toute la Chambre au bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869 (32 Vict. chap. 51) lesquels sont lus deux fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender les lois de la chasse en cette province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Commissaire *Malhiot*, M. *Houde*, M. *Sylvestre*, M. *Watts*, M. *Ogilvie*, M. *Gauthier*, M. *Dulac*, M. *de Beaujeu*, M. *Taillon*, M. *Shehyn*, M. *Beaubien*, M. *Marchand*, M. *Mathieu*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill concernant le notariat est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Ouimet*, M. le Solliciteur-Général *Angers*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Laframboise*, M. *Marchand*, M. *Picard*, M. *Gendron*, M. *Lynch*, M. *Bisson*, M. *LeCavalier* et M. *Beauchesne*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte des élections contestées 1875, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Wurttele*, secondé par M. *Joly*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre pour l'y amender" en retranchant la seconde clause et insérant la suivante à la place : "Chaque fois qu'il semblera à un juge que la présence du défendeur dans une contestation d'élection sera nécessaire, le procès de la contestation d'élection ne sera pas commencé durant la session de la Législature de cette province, et dans le temps accordé pour aucune démarche ou procédure concernant ce procès de contestation d'élection, on ne comprendra pas le temps que durera telle session," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée,  
Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour en amender la première clause en en retranchant les mots "et l'article 275 du code de procédure civile ne s'appliquera pas" et en insérant à la place les mots : "Le témoin ne peut être contraint de déclarer ce qui lui a été révélé confidentiellement" à raison de son caractère professionnel comme aviseur religieux ou légal" soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant,  
Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Vendredi, 19 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre—Etat des affaires de l'OEuvre du Patronage, *Québec*, et de l'Hospice St. Joseph de la Maternité, *Québec*, tous deux pour l'année 1875. (Document de la session No. 4.)

M. l'Orateur communique à la Chambre une lettre renfermant une copie certifiée d'un jugement rendu sur une pétition contre le rapport d'élection, lors de la dernière élection générale de *Joseph Sheehy*, écuyer, pour le district électoral de *Québec-Est*, lesquels sont lus comme suit :

Québec, 19 novembre 1875.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous envoyer ci-inclus une copie certifiée d'un jugement rendu sur une pétition contre le rapport d'élection de *Joseph Sheehy*, écuyer, lors de la dernière élection générale pour le district électoral de *Québec-Est*.

La pétition contenait des accusations de manœuvres frauduleuses, lesquelles auraient eu lieu à l'élection dont il est question. Nous présentons en conséquence, en conformité de l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, le rapport suivant :

Qu'il n'a pas été prouvé qu'aucune manœuvre frauduleuse ait été commise par, ou à la connaissance et avec le consentement de tout candidat à cette élection.



Que personne n'a été trouvé coupable lors du procès, d'aucunes manœuvres frauduleuses.

Qu'il n'y a aucune raison de croire qu'on a employé des manœuvres frauduleuses lors de l'élection à laquelle la pétition a rapport.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très-obéissants serviteurs,

Signé,

W. C. MEREDITH, J. en Ch., C. S.

A. STUART, J. C. S.

J. MAGUIRE, J. C. S.

A l'Honorable P. FORTIN,

Orateur de l'Assemblée Législative.

Puissance du Canada, }  
Province de Québec. }  
No. 3.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE,—SIÉGEANT EN RÉVISION,  
Acte des élections contestées de Québec, 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative pour le district de *Québec*  
Est

Le dix-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante et quinze.

PRÉSENTS :

L'Honorable William Collis Meredith, Juge en Chef,

" M. le Juge Andrew Stuart,

" M. le Juge John Maguire.

Dans la pétition d'élection pour le dit district électoral, dans laquelle l'Honorable Jean Elie Gingras, de la cité de Québec, constructeur de navires, Narcisse Rosa, de la cité de Québec, constructeur de navires, et Ferdinand Martineau, de la cité de Québec, commis, sont

Pétitionnaires ;

vs.

Joseph Shehyn, de la cité de Québec, écuyer, marchand,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties sur la pétition filée en cette cause contre le rapport aux dernières élections générales, de Joseph Shehyn, écuyer, le défendeur, pour le district électoral de Québec-Est, ayant vu et examiné la preuve produite en cette cause devant l'Honorable M. le Juge Tessier, qui, après la production de la dite preuve, et avant la dite audition, a été nommé à et a accepté la position de juge de la Cour du Banc de la Reine ; et ayant délibéré sur le tout : il est déclaré et jugé que le dit Joseph Shehyn a été dûment élu et rapporté élu pour le dit district électoral de Québec-Est, et la dite pétition contre le dit rapport est déboutée par les présentes ; et, quant à la motion faite en cette cause, le vingt-septième jour d'octobre dernier par le dit Jean Elie Gingras et autres, il est ordonné et jugé que le dit Jean Elie Gingras et autres n'obtiennent rien par la dite motion, et il est de plus ordonné et jugé que les dits pétitionnaires devront payer au dit Joseph Shehyn ses frais en cette cause.

(Vraie copie,)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. Gauthier,—la pétition de S. Pouliot et autres, du village de *Bagotville*.

Par M. Shehyn,—la pétition de Michel Simard et autres, de *Québec*.

Par M. Chauveau,—la pétition de l'Hôpital St. Joseph, *Beauharnois*.

Par M. Dulac,—la pétition du Révérend F. Laliberté et autres, de la paroisse de *St-Séverin*, dans les comtés de *Beauce* et de *Lotbinière*.

Par M. LeCavalier,—la pétition de la corporation du collège *St-Laurent*, comté de *Jacques-Cartier*.

Par M. Larochelle,—La pétition de P. Cassidy et autres, du township de *Cranbourne*.

Par M. Hearn,—la pétition de l'asile *Finlay*, *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil de ville de la ville de *Hull*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend F. Fafard et autres, du village de *Lauzon*, comté de *Lévis*; demandant que le corps de musique du dit village soit incorporé.

De la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*; demandant que son nom soit changé en celui de "Compagnie du chemin de fer de jonction du *St. Laurent* et du *Lac Champlain*" et pour autres fins.

De la municipalité du village *Lauzon*, comté de *Lévis*; demandant à être séparée du comté de *Lévis* pour les fins municipales et que certains pouvoirs lui soient accordés.

De John McKitbin et autres, de la paroisse de *St-Joseph* de *Lévis*; demandant à être annexés au village *Lauzon*,

Du Révérend O. Desorey et autres, de la paroisse de *St-Alexandre*, comté d'*Iberville*; demandant la passation d'un acte permettant l'établissement de sociétés d'assurances mutuelles contre le feu.

De John Yule et autres, du canton de *Chambly*; demandant que le chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston* soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe, maintenant en construction, en lui accordant un égal subside.

Des Sœurs de la Charité de la paroisse de *St-Nicolas*; demandant de l'aide pour leur couvent.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été publiés dans chaque cas :

Des Dames Carmélites déchaussées de *Rimouski*; demandant à être incorporées sous le nom de l'Institution des Dames Carmélites déchaussées de *Rimouski*.

De L. P. Guillet, demandant la passation d'un acte permettant au barreau de la province de *Québec* de l'admettre au nombre de ses membres.

De la municipalité des townships de *Pabos* et *Newport*, comté de *Bonaventure*; demandant à être divisée en deux municipalités séparées.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

Du conseil de ville de la ville de *Longueuil*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la congrégation de l'église libre de la rue *Côté*, à *Montréal*; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre la propriété de la dite Congrégation dans *Montréal*.

M. le Solliciteur *Angers*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. LaRue, du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de

statistiques hygiéniques et mortuaires présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.  
*Ordonné*, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable M. Ouimet, du comité permanent des industries, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.  
*Ordonné*, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que M. Préfontaine ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 37 Vict., chap. 49, incorporant la ville de Longueuil.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. McGawran ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'Eglise Libre, rue Côté, Montréal, concernant sa propriété.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Corporation des Religieuses Carmélites dechaussées de Rimouski."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Solliciteur-Général Angers, présente conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 13 février 1875, demandant copie de la concession à titre de seigneurie faite le 26 mai 1694, par le Comte de Frontenac, à Charles Nicolas D'Amour, Sieur de Louviers, d'une étendue d'une lieue autour du Lac Métépédia ou (Métapédia) ; et copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de la dite seigneurie, et de son occupation par un nommé Bartholomew Hartford, dans le Connecticut. (Document de la session No. 8.)

Aussi réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 novembre 1875, demandant copie de toutes les pétitions qui lui ont été présentées, ou qui ont été référées par le gouvernement du Canada, au sujet de l'acte passé dans la dernière session de la Législature de cette province, intitulée : "Acte pour diviser la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement," et toute correspondance au sujet du dit acte. (Document de la session No. 9.)

M. le Solliciteur-Général Angers remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

Ed. CARON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exem-

plaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant, avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts. (Appendice No. 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
Québec, 15 novembre 1875.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Ministre de l'Instruction Publique pour les années 1873, 1874, et partie pour 1875. (Document de la session No. 3.)

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé hier à la question, que le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte des élections contestées, 1875, soit maintenant reçu ; lequel amendement était que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, aux fins d'amender la première clause en en retranchant les mots, " et l'article 275 " du Code de Procédure Civile ne s'appliquera pas," et en insérant à la place les mots "le témoin ne peut-être contraint de déclarer ce qui lui a été révélé confidentiellement à raison de son caractère professionnel comme aviseur religieux ou légal " soient mis à la place."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Laberge*, secondé par M. *Robert*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction " d'en amender la quatrième section en ajoutant à la fin d'icelle les mots "le présent " acte ne s'appliquera pas aux contestations d'élections qui sont maintenant devant " les tribunaux," soient mis à la place.

Et la dite motion en amendement est, avec la permission de la Chambre, retirée.

La question principale étant alors mise aux voix.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. *Chapleau* fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix que le bill passe et que le titre soit : Acte pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875, (38 Vict., chap. 8), la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender la loi relative à la constitution de la Chambre des Notaires, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le bill concernant le notariat.

Le bill concernant le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité général pour lundi prochain.

Sur motion de M. Mathieu secondé par M. Taillon,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé des sommes payées depuis la confédération jusqu'à ce jourd'hui par les greffiers des magistrats de districts et des juges de paix, les greffiers de la couronne et de la paix, pour amendes appartenant à la province, cet état détaillé devant donner le titre des causes dans lesquelles ces amendes ont été payées.

Sur motion de M. Joly, secondé par M. Marchand,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et les compagnies de la *Rive Nord* et *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, au sujet des raisons qui ont obligé ces compagnies à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise; de tout contrat conclu, ou de tout projet de contrat maintenant sous considération, entre le gouvernement et ces compagnies ou toute autre personne, pour la construction des dits chemins de fer, et de tout offre ou proposition faite au gouvernement pour la construction des dits chemins.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

### Lundi, 22 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Maternité, *Québec*; de la Société Historique et Littéraire, *Québec*; de l'asile pour les enfants pauvres, rue Bonaventure, *Montréal*; de l'asile *Nazareth*, *Montréal*; et de l'asile des orphelins catholiques romains, *Montréal*, tous pour l'année 1875 (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. Baker,—la pétition de E. Cornell et autres du township de *Stanbrige*, et la pétition de Joseph Lequin, junior, et autres de *Farnham Ouest*.

Par M. Dulac,—la pétition du Révérend F. X. Côté, et autres de la paroisse de *St.-Vital* de *Lambton*, comté de *Beauce*.

Par M. Lavallée,—la pétition du Conseil de Ville de la ville de *Joliette*.

Par M. Wurtel,—la pétition de " *The Canada Extract Company* ", limitée.

Par M. Le Cavalier,—la pétition du Révérend C. Lefebvre, et autres, religieux de l'ordre de *Ste. Croix*.

Par M. Hearn,—la pétition de la Société Littéraire et Historique de *Québec*.

Par M. Marchand,—la pétition du Conseil de Ville de la ville de *St.-Jean*.

Par M. Lynch,—la pétition de Frost Wood Gray, de la cité de *Québec*, écuyer, et de Maria Gray, épouse d'Arthur Gascoyne Chapman de *Brighton*, Angleterre, écuyer, et du dit Arthur Gascoyne Chapman.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De Jeremiah Gallagher, et autres, de *Québec*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The St. Patrick's Literary Institute*."

De *Michel Simard* et autres, de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " L'Union des Menuisiers de Québec."

De *S. Pouliot* et autres, du village de *Bagotville* ; demandant que le dit village soit incorporé en municipalité.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*—et de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford* et *Chambly* ; demandant respectivement des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend *F. Laliberté* et autres, de la paroisse de *St-Séverin*, dans les comtés de *Beauce* et *Lotbinière* ; demandant que certaine partie de la dite paroisse qui se trouve située dans le comté de *Lotbinière* en soit détachée et soit annexée au comté de *Beauce*.

Du Révérendissime Evêque Anglican, de *Québec* et autres ; demandant l'établissement dans les environs de *Québec*, d'un asile pour les aliénés protestants.

De *P. Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne* ; demandant que le gouvernement vienne en aide à certaines familles du dit township ruinées par un orage de grêle en juillet dernier.

De la Société d'Histoire Naturelle ;—et de l'Hospice de la Maternité, tous de *Québec* ; demandant respectivement de l'aide.

De la corporation du collège de *St-Laurent*, comté de *Jacques-Cartier* ; demandant une aide de \$10,000 pour le dit collège.

De l'Asile *Finlay*, *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Hôpital *St-Joseph, Beauharnois* ; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

Des Sœurs de la Charité d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour une institution dans la paroisse de *St-François-Xavier* du lac *St-Pierre*, comté d'*Yamaska*.

De la Société Charitable des Dames Catholiques Romaines de *Québec* ; demandant un octroi de \$800 pour aider à leur institution, et un autre octroi de \$400, pour aider à la fondation d'un nouvel asile appelé " Asile Nazareth," pour recevoir les petits orphelins.

*M. Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la *Rivière Richelieu*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a de plus examiné la pétition du Révérend *F. Fafard* et autres, du Village de *Lauzon* ; demandant que le Corps de Musique du Village de *Lauzon* soit incorporé, et trouve qu'elle est de nature à ne pas exiger d'avis.

Ordonné, Que *M. Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la *Rivière Richelieu*, (36 Vict. chap. 74).

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Wurtels* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 1318 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Paquet* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le Corps de Musique du Village de *Lauzon*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Commissaire *Malhiot* présente, conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 18 janvier 1875, demandant un état indiquant le prix d'achat des limites mentionnées dans le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874. (Document de la session No. 10.)

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur Général *Angers* ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code de procédure civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Ouimet*, secondé par l'honorable M. *Chapleau*,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre; la commission et tous les procédés et le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir des affaires des chemins à barrières de la *Rive Nord* et de la *Rive Sud* de *Québec*.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*,  
*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de tous les employés salariés de la Province, y comprenant ceux qui ne sont employés que pendant la session; cet état devant contenir le nom des employés, leur qualité et résidence avant leur nomination, la date de leur nomination, leur résidence actuelle et leur emploi ainsi que leur salaire annuel.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Mardi, 23 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Association de l'Asile Ste.-Brigitte pour l'année 1875. (Document de la session No. 4.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des "élections contestées de *Québec*, 1875," (38 Vict., chap. 8) sans amendement.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Robert*,—la pétition de *J. Bte. Jourdain* et autres, de la paroisse de *St.-Jean-Baptiste de Rouville*.

Par M. Taillon,—la pétition de C. E. O. Tranchemontagne.

Par l'honorable M. Chapleau,—la pétition de G. M. Laframboise et autres.

Par M. Beaubien,—la pétition du Révérend Jos. Gratton et autres, de St. Henri, comté d'Hochelaga.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve suffisants les avis qui ont été donnés :

Des Frères des Ecoles Chrétiennes ; demandant un acte d'incorporation.

Des Frères du Sacré-Cœur, d'Arthabaskaville ; demandant un acte d'incorporation.

Du conseil de ville de la ville de Hull ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la compagnie de Philipsburg, Farnham, et Yamaska ; demandant de changer son nom et pour autres fins.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec, section du district de Montréal, à admettre, après examen, Louis Philippe Guillet comme l'un de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Shehyn ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société de l'Union des Menuisiers de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Commissaire Malhiot ait la permission d'introduire un bill pour annexer certaines parties du territoire de St. Maurice au comté de Champlain, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative et pour les fins municipales et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Verreault soit ajouté au comité spécial sur le bill concernant le Notariat.

L'honorable M. Chapleau, du comité spécial sur le bill concernant le Notariat, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Stanton Hall, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du Conseil Législatif ;

Et étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence, dans la Salle des Séances du Conseil Législatif, où il a plu à Son Excellence de donner, au



---

nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875. (38 Vict : chap. 8.) "

Le bill pour incorporer la ville de *Sherbrooke*, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent de bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en comité de toute la Chambre au bill concernant le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques, lesquels étant lus une seconde fois sont adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour déclarer à quelle date commence à courir le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques, après le cadastre.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu et pour régler la procédure à cette fin, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé à un comité de tout la Chambre pour vendredi prochain.

Sur motion de *M. Joly*, secondé par *M. Piquet*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre des prisonniers qui se sont échappés des prisons de la Province depuis le 1er juillet dernier ; les prisons d'où ces évasions ont eu lieu ; les rapports officiels des géoliers annonçant ces évasions ; les mesures prises pour arrêter ces prisonniers évadés et le nombre de ceux qui ont été repris.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de *M. le Procureur-Général Church*, *M. le Solliciteur-Général Angers*, *M. le Commissaire Malhiot*, l'honorable *M. Guimet*, l'honorable *M. Chapleau*, l'honorable *M. Irvine*, l'honorable *M. Laframboise*, *M. Bachand*, *M. Baker*, *M. Chauveau*, *M. Joly*, *M. Loranger*, *M. Lynch*, *M. Préfontaine*, *M. Watts*, *M. Wurtelle*, *M. Mathieu*, *M. Taillon*, pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records et devant faire rapport le plus tôt que possible.

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 24 novembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par *M. Sawyer*,—la pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Québec* et autres.

Par *M. Taillon*,—la pétition de *Louis Archambault* et autres.

Par *M. Watts*,—la pétition d'*Alexandre Cassidy* et autres,—et la pétition de *L. Laverque* et autres.

Par M. Deschênes,—la pétition du Révérend L. N. Bernier et autres, des townships de Demers et Viger, comté de Témiscouata.

Par M. Landry,—la pétition de l'Institut de Montmagny.

Par M. Roy,—la pétition de Firmin H. Proulx.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De "*The Canada Tanning Extract Company (Limited)*"; demandant un acte d'incorporation.

Du Révérend C. Lefebvre et autres, religieux de l'ordre de Ste-Croix; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Le Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges*."

Du Conseil-de-Ville de la ville de Joliette;—et du Conseil-de-Ville de la ville de St. Jean; demandant respectivement des amendements aux actes d'incorporation des dites villes.

De Frost Wood Gray, écuyer, de la cité de Québec, et de Maria Gray, épouse d'Arthur Gascoyne Chapman, de Brighton, Angleterre, écuyer, et du dit Arthur Gascoyne Chapman; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre une certaine propriété dans la cité de Québec.

Du Révérend F. X. Côté et autres, de la paroisse de St-Vital de Lambton, comté de Beauce; demandant que le gouvernement fasse ébaucher un certain nombre de lots de terre dans le township de Price, et dans la partie nord-est du township de Statford, afin de faciliter la colonisation de ces townships.

De E. Connell et autres, du township de Stanbridge; et de Joseph Lequin, fils et autres, de West Farnham; demandant respectivement de l'aide pour le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston.

De la Société Littéraire et Historique de Québec; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

M. Mathieu du comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires du code de procédure civil présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. Verreault du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que dans chaque cas les avis donnés sont suffisants :

De Jeremiah Gallagher et autres de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*St. Patrick Literary Institute*;"

De Michel Simard et autres, de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*l'Union des menuisiers de Québec*;"

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité;

De S. Pouliot et autres, du village de Bagotville; demandant que le dit village soit incorporé en municipalité;

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal; demandant la passation d'un acte pour autoriser la Corporation Catholique Romaine à vendre un immeuble dépendant de la succession de feu Messire Louis Marie Lefebvre.

De la municipalité du village Lauzon, comté de Lévis; demandant à être séparée du comté de Lévis pour les fins municipales et que certains pouvoirs lui soient accordés.

Ordonné, Que M. Gendron ait la permission d'introduire un bill pour changer

le nom de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska* en celui de la compagnie du chemin de fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent* et lui permettre de changer son tracé.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal en y ajoutant un certain article après l'article 1030.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Piquet* ait la permission d'introduire un bill pour séparer la municipalité du village de *Lauzon* de celle du comté de *Lévis*, pour lui donner des pouvoirs plus étendus et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Piquet*, secondé par M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les sommes payées pour la construction du nouveau pont sur la rivière *Famine*, dans le comté de *Beauce*; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits et l'autorité en vertu de laquelle ils ont été faits.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Joly*, secondé par M. *Piquet*, propose,

Que, s'il est proposé, en vertu des contrats qui viennent d'être signés, de mettre la province en possession des lignes de chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, et des travaux faits jusqu'ici sur ces lignes, il est important que le montant exact des dettes encourues et non encore acquittées, pour ces travaux, soit connu et clairement établi, afin que la province ne soit pas exposée dans la suite à des réclamations auxquelles elle ne pourrait peut-être pas, en justice, refuser de faire droit.

Qu'à cette fin il serait opportun que le gouvernement prit des mesures pour avertir de suite tous ceux qui ont avancé des fonds pour ces deux entreprises, ou fait de l'ouvrage dont ils n'ont pas encore été payés, afin qu'ils présentent leurs réclamations et qu'elles puissent être discutées et réglées pendant qu'il en est encore temps.

L'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" soient effacés, et que les mots "cette Chambre constate avec satisfaction que le gouvernement s'est réservé le droit de payer les créanciers des contracteurs des chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental* sur le montant qui, d'après les contrats faits avec eux, pourra leur revenir pour les travaux faits après déduction des sommes déjà reçues par les dits contracteurs, et du montant à être retenu pour sûreté de la due exécution des travaux," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant;

M. le Solliciteur-Général *Angers* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

ED. CARON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental* et la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*, respectivement, ainsi que copie des divers actes et contrats passés entre le gouvernement et les dites compagnies pour la construction et le parachèvement de leurs lignes de chemin de fer.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Quebec*, 24 Novembre 1875.

Et les débats continuant ;

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose sous forme d'amendement au dit amendement que les mots " constate avec satisfaction que le gouvernement s'est " réservé le droit de payer les créanciers des contracteurs des chemins de fer de " la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, sur le montant qui, d'après les " contrats faits avec eux, pourra leur revenir pour les travaux faits après " déduction des sommes déjà reçues par les dits contracteurs, et du montant à " être retenu pour sûreté de la due exécution des travaux," soient retranchés, et que les mots " ne croit pas devoir se prononcer sur les détails des mesures " prises par le gouvernement pour assurer la construction des chemins de fer " de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, avant d'avoir pris com- " munication des documents qui viennent d'être soumis," soient mis à la place.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix, savoir : Que cette Chambre ne croit pas devoir se prononcer sur les détails des mesures prises par le gouvernement pour assurer la construction des chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental* avant d'avoir pris communication des documents qui viennent d'être soumis, la Chambre se divise et elle est résolue affirmative.

Ordonné, Que la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 25 janvier 1875, demandant copie de tout rapport fait jusqu'ici au gouvernement, soit par le bureau provincial du chemin de fer ou ses ingénieurs, ainsi que des sommes d'argent payées aux compagnies de chemin de fer qui ont droit à des octrois publics en vertu de la loi ; avec copies des demandes des compagnies ou des individus qui ont fait des demandes d'argent, les autorités légales en vertu desquelles ces sommes ont été payées et à qui elles l'ont été, ainsi que le rapport de Messieurs *Baillargé* et *Light* soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que le message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur transmettant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental* et la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* ainsi que des documents qui l'accompagnent soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, étant lu ;

M. *Loranger*, secondé par M. *Gendron*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, section du district de *Montréal*, à admettre *Louis Philippe Guillet* au nombre de ses membres après examen, étant lu,

M. *Taillon*, secondé par M. *Mathieu*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Jeudi, 25 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'école de Médecine et de Chirurgie de *Montréal*, et de l'Hôpital-Général de *Sorel*, tous deux pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour valider certaines ventes de meubles de succession, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. *Loranger*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour valider certaines ventes de meubles de succession soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de *Thomas Simpson* et autres, de la cité de *Montréal*,—la pétition des Compagnies et des Agents de Compagnies d'Assurance Maritimes et autres, de *Montréal* ; la pétition des Dames Directrices de l'Université de la Maternité ; et la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université *McGill*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de l'Hôpital-Général, *Sorel*.

Par M. *Baker*,—deux pétitions du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal*.

Par M. *Joly*,—la pétition de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*.

Par M. *Martin*,—la pétition de *John Rowan* et autres, du township de *Rawdon*, comté de *Montcalm*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De G. M. *Laframboise* et autres ; demandant l'incorporation du "Club Canadien de *Montréal*.

De C. E. O. T. *Tranchémontagne* ; demandant la passation d'un acte pour autoriser la chambre provinciale des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

De *J.-Bte. Jourdain* et autres, de la paroisse de *St.-Jean-Baptiste de Rouville* ; demandant de l'aide pour le chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*.

Du Révérend *Jos. Gratton* et autres, de *St.-Henri*, comté de *Hochelaga* ; demandant la passation d'un acte accordant des pouvoirs plus étendus aux commissaires d'école de la municipalité scolaire de *St. Henri*.

*M. Verreault* du comité permanent des ordres permanents présentes à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que dans chaque cas les avis suffisants ont été donnés :

De la Compagnie de Navigation Union ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston* ; demandant la passation d'un acte pour prolonger le terme pour la confection du dit chemin, et pour autres fins.

De la compagnie dite "*The Canada Tanning Extract Company* ;" demandant un acte d'incorporation.

Du Révérend *C. Lefebvre* et autres, de *Côte des Neiges* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Le Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges*."

Du conseil de ville, de la ville de *St. Jean* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

*M. Mathieu* du comité spécial nommé pour amender les lois de la chasse en cette province présente à la Chambre le premier rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que *M. Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 38 Victoria, chap. 29, relativement aux assemblées de paroisses dans les paroisses formées ou à former de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de *Montréal*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser l'Evêque Catholique Romain ou la Corporation Episcopale Catholique de *Montréal*, à vendre un immeuble destiné par le testament du Révérend *Louis Marie Lefebvre*, à l'établissement d'un hôpital en la paroisse de *Ste. Geneviève*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Ouimet*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Chapleau*, ait la permission d'introduire un bill concernant la profession médicale de la Province de *Québec*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Marchand*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 22 Victoria, chap. 106, incorporant la ville de *St. Jean*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Canada Tanning Extract Company*," limitée.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Le Cavalier*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le collège de Notre-Dame, *Côte des Neiges*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *St-Cyr*, ait la permission d'introduire un bill pour annexer certaines parties du township de *Shawanigan* dans le comté de *Champlain* pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour mieux définir les articles 648, 649 et 650, concernant les annonces des ventes faites par le shérif, en pourvoyant à ce qu'il soit donné avis de telles ventes aux créanciers hypothécaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Méthot* ait la permission d'introduire un bill pour accorder à la Compagnie de Navigation Union, incorporée par lettres-patentes, un nouvel acte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes d'argent payées depuis la confédération à ce jour à la province par les shérifs et les huissiers dans la province de *Québec*, appartenant au fonds de bâties et de jurés. Cet état devant mentionner les noms des shérifs et huissiers qu'ont fait ces paiements et le nom des parties dans les causes dans lesquelles ces paiements ont été faits.

*Resolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes d'argent payées à la province depuis la confédération à ce jour par les encanteurs pour droit imposé par la section 43 de l' "Acte des Licences de *Québec*," et aussi copie de tous rapports faits par les encanteurs pendant le même temps en vertu de la section 45 du même acte.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de la déclaration telle que dressée par les avocats employés par le gouvernement dans la cause du Procureur-Général *vs. Middlemiss*, avant qu'elle n'ait été changée à la demande du gouvernement ;

2. Copie de cette déclaration telle que changée et modifiée comme ci-dessus, indiquant les changements faits par le gouvernement, ou à sa demande ;

3. Copie de cette déclaration telle qu'annexée au bref d'assignation émané depuis en cette instance;

4. Copie du jugement rendu dans la dite cause.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

---

*A sept heures et demie. P. M.*

Conformément à la 19<sup>e</sup> règle de cette Chambre les ordres du jour concernant les bills privés sont lus :

Le bill pour autoriser le Recteur et les Marguilliers de l'Eglise *St. Etienne* à vendre la dite église et le terrain sur lequel elle est construite et pour la rebâtir ailleurs, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la corporation des Religieuses Carmelites déchaussées de *Rimouski*, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution concernant l'achat de provisions pour l'usage des habitants des *Iles de la Magdeleine* pendant l'hiver prochain.

M. le Trésorier *Robertson*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.  
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le Trésorier de la province de *Québec*, soit et est, par les présentes, autorisé d'avancer sur le fonds consolidé de la province, la somme de trois mille piastres pour acheter des provisions pour venir en aide aux habitants des *Iles de la Magdeleine*, durant l'hiver prochain, et que la dite somme soit dépensée en achat de provisions pour l'objet ci-dessus mentionné.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Quimet* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Quimet* fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le Trésorier de la Province de *Québec*, soit et est, par les présentes, autorisé d'avancer sur le fonds consolidé de la Province la somme de trois mille piastres pour acheter des provisions pour venir en aide aux habitants des *Iles de la Magdeleine*, durant l'hiver prochain, et que la dite somme soit dépensée en achat de provisions pour l'objet ci-dessus mentionné.



La dite résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui :

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1o. Copie de la déclaration telle que dressée par les avocats employés par le gouvernement dans la cause du Procureur-Général *vs. Midlemiss*, avant qu'elle n'ait été changée à la demande du gouvernement.

2o. Copie de cette déclaration telle que changée et modifiée comme ci-dessus indiquant les changements faits par le gouvernement, ou à sa demande.

3o. Copie de cette déclaration telle qu'annexée au bref d'assignation émané depuis en cette instance.

4o. Copie du jugement rendu dans la dite cause.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 26 novembre 1875.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Daigle,  
Joly,  
Laberge,*

*LaFontaine,  
Laframboise,  
Marchand,*

*Molcur,  
Pâquet,*

*Rinfret dit Malouin et  
Wurtels.—10.*

CONTRE :

Messieurs

*Angers, (Sol. Gén.),  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchesne,  
Bisson,  
Cameron,  
Chapleau,  
Charlebois,  
Chauveau,  
Church, (Proc. Gén.),  
de Beaujeu,  
Deschênes,*

*Duhamel,  
Dulac,  
Fradette,  
Garneau,  
Gaulhier,  
Gendron,  
Houde,  
Irvine,  
Lacerte,  
Lalonde,  
Landry,  
LaRue,*

*Lavallée,  
LeCavalier,  
Loranger,  
Lynch,  
Malkiel,  
Martin,  
Mathieu,  
McGawran,  
Méthot,  
Ogilvie,  
Ouimet,  
Peltier,*

*Picard,  
Robert,  
Robertson,  
Roy,  
Shehyn,  
St. Cyr,  
Sylvestre,  
Taillon,  
Thornton,  
Verrault et  
Watts.—47.*

Ainsi, elle est résolue dans la négative.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et demie, vendredi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 26 novembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. Dulac,—la pétition de *Nazaire Lessard* et autres, du township de *Broughton*, comté de *Beauce*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

Par M. le Commissaire *Garneau*,—la pétition de *Adolphe P. Caron* et autres, de *Québec*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres ; la pétition de *W. M. Ramsay* et autres, gérants et agents de compagnies d'assurance sur la vie, de *Montréal*, et la pétition de *T. Ryan* et autres, présidents et directeurs de diverses banques faisant affaires dans la cité de *Montréal*.

Par M. *Pâquet*,—la pétition de *Théodore Samson* et autres.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—la pétition de *John Henry Pelly Simpson*, avocat, de *Londres, Angleterre*.

Par M. *Watts*,—la pétition de *W. P. McNally*, et autres.

Par M. *de Beaujeu*,—la pétition du Révérend *F. X. Vézina*, et autres, du *Côteau du lac*, comté de *Soulange*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition de la Compagnie des moulins à coton de *F. Hudon*, *Hochelaga*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :—

De Révérendissime Evêque Anglican de *Québec* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compton Ladies College*."

De *Louis Archambault* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Société des Artisans Canadiens de Montréal*."

De *Alexander Casady* et autres ; demandant que certains lots dans la municipalité de *Kingsey Falls* soient annexés à la municipalité du township de *Kingsey*.

De l'Institut de *Montmagny* ; demandant de l'aide.

De *Firmin H. Proulx* ; demandant de l'aide pour la publication de "*La Gazette des Campagnes*."

De *L. Lavergne* et autres ; demandant de l'aide pour un pont sur la *Rivière du Loup*.

Du Révérend *L. N. Bernier* et autres, des townships *Demers* et *Viger*, comté de *Témiscouata* ; demandant de l'aide pour des chemins.

M. *Verreault* du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le septième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De *Frost Wood Gray*, écuier, de la cité de *Québec* et de *Maria Gray*, épouse d'*Arthur Gascoyne Chapman*, de *Brighton, Angleterre*, écuier et du dit *Arthur Gascoyne Chapman* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre une certaine propriété dans la cité de *Québec*.

Du Conseil de Ville de la ville de *Joliette* : demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville.

Du Révd. *Jos. Graton* et autres de *St-Henri*, comté de *Hochelaga* ; demandant la passation d'un acte accordant des pouvoirs plus étendus aux commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de *St-Henri*.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford* et *Chambly*, demandant que le délai pour le parachèvement du dit chemin soit étendu pour une période de dix années. Votre comité constate qu'aucun avis n'a été donné, mais comme aucun intérêt ne saurait être lésé par le délai proposé en faveur de la compagnie, votre comité est d'opinion que dans ce cas les avis ne sont point nécessaires.

Ordonné, Que M. *Gauthier*, ait la permission d'introduire un bill pour ériger le village de *Bagotville*, dans le comté de *Chicoutimi*, en une municipalité séparée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Sylvestre*, ait la permission d'introduire un bill pour annexer certaines isles dans la paroisse de *La Visitation*, de l'*Isle du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Duhamel*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette Province 38 Vict : chap: 76, intitulé : " Acte pour incorporer la cité de *Hull*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Lavallée*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 23, intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Joliette*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Laframboise*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les actes qui concernent la Compagnie du chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Solliciteur Général *Angers* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Les contrats avec la compagnie de contracteurs de *Chicago*, pour la construction et le matériel du chemin de fer du Nord du *Canada*,—et aussi, l'acte d'incorporation, les lois du gouvernement fédéral et de celui de la province, et les décisions judiciaires et autres documents concernant la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord, *Montréal*, ainsi que le contrat accordé à Messieurs *Duncan*, *McDonald & Cie*. (Documents de la session No. 11.)

*Ordonné*, Que les dits documents soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. le Solliciteur-Général *Angers* présente, conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 1er février 1875 ; demandant copies de toute correspondance concernant les terres de la *Pointe Betsimis*, dans le comté de *Saguenay*, vendues à la Compagnie de la *Baie d'Hudson*, par le Gouvernement de la ci-devant province du *Canada*, en 1867, ou concernant la prétendue révocation de la dite vente, le 2 octobre 1872, et de tous rapports, ordres en conseil, pétitions ou documents concernant ces sujets, et de toute patente accordée depuis cette date, ou de toutes ventes de ces terres ou d'aucune partie d'icelles, et de toute correspondance et de tout document s'y rapportant en aucune manière. (Documents de la session No. 12).

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 novembre 1875, demandant un rapport indiquant la nature et le coût des travaux qui ont été faits dans l'ancienne boulangerie militaire, rue Ste. Anne, pour préparer cette bâtisse à recevoir les archives de la cour et le bureau d'enregistrement ; le dit rapport rendant compte plus particulièrement des précautions prises pour mettre tous les documents à l'abri de l'incendie, avec copie des recommandations et rapports faits par les ingénieurs du gouvernement sur ce point si important. (Document de la session No. 13.)

Et aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 Novembre 1875 ; demandant un état indiquant les sommes payées par le gouvernement pour la construction du nouveau pont à l'embouchure de la rivière *Jacques Cartier* ; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits, et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements ont été faits. (Documents de la session No. 14.)

*Ordonné*, Que cette dernière réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. le Solliciteur-Général *Angers* l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport des directeurs médecins propriétaires de l'Asile des Aliénés de *Québec*, pour l'année 1874-75. (Documents de la session, No. 15.)

M. le Commissaire *Malhiot* l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la Province de *Québec* pour les douze mois expirés le 30 juin 1875. (Documents de la session, No. 16.)

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant l'Instruction Publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

M. le Trésorier *Robertson* informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.  
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'il soit payé à l'officier du revenu, par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants respectivement, savoir :

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau de vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées.

a. Dans la cité de *Montréal*, \$200, si le loyer annuel du lieu pour lequel cette licence est demandée, n'excède pas \$400,—\$300, si ce loyer est plus de \$400, mais n'excède pas \$800,—et \$400, si ce loyer excède \$800 ;

b. Dans la cité de *Québec*, \$125, si ce loyer n'excède pas \$400,—\$175, si ce loyer est plus de \$400, mais n'excède pas \$800,—et \$225 si ce loyer excède \$800 ;

c. Dans toute autre cité dans la province, \$80 ;

d. Dans toute ville incorporée, \$70 ;

e. Dans tout village incorporé fonctionnant sous l'opération du code municipal, \$60 ;

f. Dans toute section organisée de la province, hors de telle cité, ville ou village, \$50 ;

g. Dans tout territoire non organisé hors d'une municipalité, \$35 ;

2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses.

a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, \$75 ;

b. Dans toute autre cité dans la province, \$50 ;

c. Dans toute autre section organisée de la province, \$40 ;

d. Dans toute section non organisée de la province, \$30 ;

3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantités de pas moins de trois demiards à la fois,

a. Dans chacune des cités de *Montréal* et de *Québec*, \$60, si le loyer annuel de la boutique ou du magasin pour lequel la licence est demandée n'excède pas \$100,—\$80, si ce loyer est plus de \$100, mais n'excède pas \$200,—\$100 si ce loyer est plus de \$200, mais n'excède pas \$400,—et \$125 si ce loyer excède \$400 ;

b. Dans toute autre section organisée de la province, \$50 ;

c. Dans tout territoire non organisé hors d'une municipalité, \$20 ;

4. Pour chaque licence prise en vertu de l'acte 36 *Vict.*, ch. 3, pour vendre des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, en la quantité de, ou en quantité plus grande que trois gallons ou une douzaine de bouteilles à la fois, \$100 si le loyer annuel du lieu pour lequel la licence est demandée n'excède pas \$200,—\$125 si ce loyer est de plus de \$200, mais n'excède pas \$400,—et \$150 si ce loyer excède \$400 ;

5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, \$150 ;

6. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, \$100.

7. Pour chaque licence d'encanteur,

a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, \$60, avec une somme additionnelle de \$25 pour chaque assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;

b. Dans toute autre partie de la province, \$40, avec une somme additionnelle de \$15 pour chaque assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;

8. Pour chaque licence séparée qui sera prise par un encanteur pour un ou deux assistants, agents, serviteurs ou associés employés comme crieurs,

a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, \$25 pour chaque tel assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;

b. Dans toute autre partie de la province, \$20 pour chaque tel assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;

9. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district judiciaire seulement, \$20, et pour tout district additionnel, \$10 ;

10. Pour chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre ou une ménagerie ou une caravane ou train d'animaux féroces.

a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal* et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, \$100 par chaque jour de séance, représentation ou exhibition ;

b. Dans toute autre partie de la province, \$50 par chaque tel jour ;

2. *Résolu*, Qu'au cas des paragraphes 1 et 3 de la résolution précédente, relativement aux cités de *Québec* et de *Montréal*, et au cas du paragraphe 4 de la même résolution, si le lieu pour lequel la licence est demandée, est la propriété de celui qui demande la licence ou est occupé par lui autrement que comme locataire, le

montant à payer sur la licence, au lieu d'être déterminé d'après le loyer annuel, le soit d'après la valeur ou revenu annuel de ce lieu.

3. *Résolu*, Que le loyer annuel ou la valeur ou le revenu annuel, d'après les quels est déterminé le prix des licences dans certains cas, soient les mêmes que ceux portés au rôle d'évaluation en force, dans la cité ou municipalité, pour les fins de taxation municipale.

4. *Résolu*, Que tous les immeubles mis en vente à un encan public ou à la criée dans cette province, et adjugés au plus offrant enchérisseur, soient sujets à un droit d'une piastre pour chaque cent piastres du prix auquel ils sont vendus, et en suivant la même proportion pour toute somme moindre ou plus grande.

Que les sections 39, 40, 40a (37 *Vict.*, ch. 3, s. 8), 41, 42, 44, 45, 46, et les paragraphes 1, 2, 3 et 5 de la section 43, de "l'acte des licences de Québec," s'appliquent aux immeubles, de la même manière qu'aux marchandises ou aux effets, et soient interprétés comme si les mots "ou immeubles" étaient insérés après le mot "effets," partout où ce dernier mot se trouve dans ces sections et paragraphes.

5. *Résolu*, Que le paragraphe 4 de la section 43 de "l'acte des licences de Québec," tel qu'amendé par l'acte de cette province (37 *Vict.*, ch. 3, s. 9,) soit rappelé et remplacé par le suivant : "Et ce droit ne sera pas non plus payable sur les ventes par encan qui auront lieu dans les districts ruraux, à la porte des églises, pour des fins de charité et de bienfaisance, ou pour cause d'indigence."

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

L'Honorable M. Ouimet fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'il soit payé à l'officier du revenu, par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants respectivement, savoir :

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau de vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées,

a. Dans la cité de Montréal, \$200, si le loyer annuel du lieu pour lequel cette licence est demandée, n'excède pas \$400,—\$300, si ce loyer est plus de \$400, mais n'excède pas \$800,—et \$400, si ce loyer excède \$800 ;

b. Dans la cité de Québec, \$125, si ce loyer n'excède pas \$400,—\$175, si ce loyer est plus de \$400, mais n'excède pas \$800,—et \$225 si ce loyer excède \$800 ;

c. Dans toute autre cité dans la province, \$80 ;

d. Dans toute ville incorporée, \$70 ;

e. Dans tout village incorporé fonctionnant sous l'opération du code municipal, \$60 ;

f. Dans toute section organisée de la province, hors de telle cité, ville ou village, \$50 ;

g. Dans tout territoire non organisé hors d'une municipalité, \$35 ;

2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses.

a. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal, \$75 ;

b. Dans toute autre cité dans la province, \$50 ;

c. Dans toute autre section organisée de la province, \$40 ;

- d. Dans toute section non organisée de la province, \$30 ;
3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois.
- a. Dans chacune des cités de *Montréal* et de *Québec*, \$60, si le loyer annuel de la boutique ou du magasin pour lequel la licence est demandée n'excède pas \$100,—\$80, si ce loyer est plus de \$100 mais n'excède pas \$200,—\$100 si ce loyer est plus de \$200, mais n'excède pas \$400,—et \$125 si ce loyer excède \$400 ;
- b. Dans toute autre section organisée de la province, \$50 ;
- c. Dans tout territoire non organisé hors d'une municipalité, \$20 ;
4. Pour chaque licence prise en vertu de l'acte 36 Vict., ch. 3, pour vendre des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, en la quantité de, ou en quantité plus grande que trois gallons ou une douzaine de bouteilles à la fois, \$100 si le loyer annuel du lieu pour lequel la licence est demandée n'excède pas \$200,—\$125 si ce loyer est de plus de \$200, mais n'excède pas \$400,—et \$150 si ce loyer excède \$400 ;
5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, \$150 ;
6. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, \$100 ;
7. Pour chaque licence d'encanteur,
- a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, \$60, avec une somme additionnelle de \$25 pour chaque assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;
- b. Dans toute autre partie de la province, \$40, avec une somme additionnelle de \$15 pour chaque assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;
8. Pour chaque licence séparée qui sera prise par un encanteur pour un ou deux assistants, agents, serviteurs ou associés employés comme crieurs,
- a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*, \$25 pour chaque tel assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;
- b. Dans toute autre partie de la province, \$20 pour chaque tel assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé ;
9. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district judiciaire seulement, \$20, et pour tout district additionnel, \$10 ;
10. Pour chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre ou une ménagerie ou une caravane ou train d'animaux féroces.
- a. Dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal* et dans un rayon de trois milles chacune de ces cités, \$100 par chaque jour de séance, représentation ou exhibition ;
- b. Dans toute autre partie de la province, \$50 par chaque tel jour ;
2. *Résolu.* Qu'au cas des paragraphes 1 et 3 de la résolution précédente, relativement aux cités de *Québec* et de *Montréal*, et au cas du paragraphe 4 de la même résolution, si le lieu pour lequel la licence est demandée, est la propriété de celui qui demande la licence ou est occupé par lui autrement que comme locataire, le montant à payer sur la licence, au lieu d'être déterminé d'après le loyer annuel, le soit d'après la valeur ou revenu annuel de ce lieu.
3. *Résolu.* Que le loyer annuel ou la valeur ou le revenu annuel, d'après lesquels est déterminé le prix des licences dans certains cas, soient les mêmes que ceux portés au rôle d'évaluation en force, dans la cité ou municipalité, pour les fins de taxation municipale.
4. *Résolu.* Que tous les immeubles mis en vente à un encan public ou à la criée dans cette province, et adjugés au plus offrant enchérisseur, soient sujets à

un droit d'une piastre pour chaque cent piastres du prix auquel ils sont vendus, et en suivant la même proportion pour toute somme moindre ou plus grande.

Que les sections 39, 40, 40a (37 Vict. ch. 3, s. 8), 41, 42, 44, 45, 46, et les paragraphes 1, 2, 3, et 5 de la section 43, de "l'acte des licences de Québec," s'appliquent aux immeubles, de la même manière qu'aux marchandises ou aux effets, et soient interprétés comme si les mots "ou immeubles" étaient insérés après le mot "effets," partout où ce dernier mot se trouve dans ces sections et paragraphes.

5. *Résolu.* Que le paragraphe 4 de la section 43 de "l'acte des licences de Québec," tel qu'amendé par l'acte de cette province (37 Vict., ch. 3, s. 9), soit rappelé et remplacé par le suivant : "Et ce droit ne sera pas non plus payable sur les ventes par encan qui auront lieu dans les districts ruraux, à la porte des églises, pour des fins de charité et de bienfaisance, ou pour cause d'indigence."

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill pour amender certains articles du Code de Procédure civil est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires au Code de Procédure Civil.

Sur motion de M. Wurtelle, secondé par l'Honorable M. Laframboise,

*Résolu.* Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport de toutes les proclamations émanées depuis le 12 décembre 1853, concernant l'érection et la subdivision des paroisses, le changement des limites, bornes ou lignes de démarcation des paroisses, et de toutes proclamations concernant l'érection des townships et aussi de toutes proclamations concernant l'érection des villages ou villes, en vertu des différents actes municipaux et du Code Municipal ;—donnant la date de chaque telle proclamation, ainsi que la désignation des limites et bornes, ou le changement des limites et des bornes de telles paroisses, townships, de villages et villes ; pour continuer le rapport des subdivisions du *Bas-Canada* en paroisses et townships, préparé en réponse à une adresse votée par l'Assemblée Législative de la ci-devant Province du *Canada*, le 30 mars 1853.

*Ordonné*, que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Le bill pour incorporer la Société de l'Union des Menuisiers de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 29 novembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Rimouski* pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4).

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robert,—la pétition du Révérend L. H. *Provencal* et autres, de la paroisse de *St. Césaire*, comté de *Rouville*.



Par M. Ogilvie,—la pétition de l'Institut *Hercy*.

Par M. le Solliciteur-Général *Angers*,—la pétition de l'Institut Canadien *Québec*, et la pétition du Révérend *Jos. Auclair* de *Québec*.

Par M. *Duhamel*,—la pétition de *R. W. Scott* et autres, de la cité de *Hull*.

Par M. *Hearn*,—la pétition des syndics de l'Association de l'asile *Ste. Brigitte Québec*.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—la pétition de l'asile des orphelins, *Québec*, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre.

Par M. *Wurtele*,—la pétition du crédit foncier du *Bas-Canada*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Adolphe Caron* et autres, de *Québec*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et du Cap-Rouge*."

De *Thomas Simpson* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Patriotic Insurance Company of Canada*."

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Durham Ladies College*."

De *W. P. McNally* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Young Irishmen's Literary and Benefit Association*."

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Church Home*."

De la Compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennebec*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*; demandant un acte pour l'autoriser à émettre des débentures et autres fins.

De *John Henry Kelly Simpson*, de *Londres, Angleterre*, avocat; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certaines isles dans le fleuve *St. Laurent*, connues sous le nom de "*Les Isles Dorval*."

De *Nazaire Lessard* et autres, du township de *Broughton*, comté de *Beauce*; demandant à être annexés à la paroisse de *St. Frédéric* pour les fins civiles.

De *T. Ryan* et autres, les présidents et gérants des diverses banques faisant affaires dans la cité de *Montréal*,—des compagnies d'assurances maritimes, agents de compagnies et autres, de *Montréal*,—et de *W. M. Rmsay* et autres, gérants et agents des compagnies d'assurance sur la vie, de *Montréal*; demandant respectivement que certaines parties du bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, ne deviennent pas loi.

De l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*; demandant de l'aide.

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal*, et autres; demandant de l'aide pour le "*Durham Ladies College*."

Du Révérend *F. X. Vézina* et autres, du Côteau du Lac, comté de *Soulanges*; demandant de l'aide pour un asile dans la dite paroisse.

Des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université; de la Faculté Médicale de l'Université *McGill*;—et de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, tous de *Montréal*; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Hôpital-Général de *Sorel*; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De *John Rowan* et autres, du township de *Rawdon*, comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour un chemin.

Ordonné, Que la pétition du crédit foncier du *Bas-Canada* soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant un acte d'incorporation est reçue et lue.

M. l'Orateur met devant la Chambre, rapport du Greffier de la Couronne en

Chancellerie au sujet des élections générales de 1875. (Documents de la session No. 17.)

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'Honorable M. *Laframboise*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Québec* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compton Ladies College*."

De G. M. *Laframboise* et autres ; demandant l'incorporation du "*Club Canadien de Montréal*."

De C. E. O. T. *Tranchemontagne* ; demandant la passation d'un bill pour permettre à la Chambre des Notaires de l'admettre à exercer cette profession, après examen.

M. le commissaire *Malhiot*, présente conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 18 janvier 1875, demandant un état indiquant les changements opérés depuis le 10 décembre 1873 dans la possession des limites mentionnées dans le rapport des terres de la Couronne de 1874. (Documents de la session No. 18.)

*Ordonné*, Que M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires d'école catholique de la municipalité scolaire de *St-Henri*, comté d'*Hochelaga* à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâtisses pour des fins d'école.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier *Robertson*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec* (34 Vict : chap : 2) et les divers actes qui l'amendent et en étendre l'application.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hearn*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hearn*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*l'Institut Littéraire de St. Patrice de Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *McGawran*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Young Irish Literary and Benevolent Society*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Sawyer*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Compton Ladies College*."

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Mathieu ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Chapleau ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "Le Club Canadien de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour incorporer la compagnie du gaz de *St. Henri*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut-être obtenu et pour régler la procédure à cette fin, et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Baker fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

*Ordonné*, Que ce bill avec les amendements soit réimprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Le bill concernant les sociétés de constructions et pour pourvoir au mode de leur amalgamation et pour d'autres fins, est lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Le bill pour amender l'article 1318 du code civil, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. Wurtelle, M. le Procureur-Général Church, M. le Solliciteur-Général Angers, M. Bachand, et M. Loranger pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes papiers et records.

Le bill pour annexer certaines parties du territoire du *St. Maurice* au comté de *Champlain* pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative et pour les fins municipales et d'enregistrement, est lu pour la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

## Mardi, 30 novembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:—

Par M. Fradette,—la pétition de *Jacques Roy* et autres, de la paroisse de *St. Anselme*, comté de *Dorchester*.

Par M. le Commissaire *Malhiot*,—la pétition des Dames Ursulines des *Trois-Rivières*, directrices de l'Hôtel-Dieu.

Par M. *Dulac*,—la pétition du Révérend F. X. *Côté* et autres, des townships de *Lambton* et *Forsyth*, comté de *Beauce*.

Par M. *LaRue*,—la pétition de *Louis Jobin* et autres, de la paroisse de *St. Augustin* ; la pétition de *Siméon Mayrand* et autres, de la paroisse des *Grondines* ; la pétition de *Lazare Soulard* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* ; la pétition de *Célestin Germain* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf* ; la pétition d'*Elzéar Chateaufort* et autres de la paroisse de *St. Alban* ; la pétition de *Damasc Naud* et autres, de la paroisse de *St. Alban* ; la pétition de *Zéphirin Perreault* et autres, de la paroisse de *Deschambault* et la pétition de *Louis Nault* et autres, de la paroisse de *Deschambault*, toutes du comté de *Portneuf*.

L'honorable M. *Laframboise*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De la compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennebec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon*, *Hochelaga* ; demandant un acte pour l'autoriser à émettre des débentures et autres fins.

De *Thomas Simpson* et autres, de la cité de *Montréal* : demandent un acte d'incorporation sous le nom de "*The Patriotic Insurance of Canada*."

Votre comité considère que les pétitions suivantes sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis :

De *Louis Archambault* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Société des Artisans Canadiens de Montréal*."

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Durham Ladies College*."

De *W. P. McNelly* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Young Irishmen's Literary and Benefit Association*."

Ordonné, Que M. *Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie d'Assurance patriotique du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer certaines parties du territoire du *St. Maurice* au comté de *Champlain* pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative et pour les fins municipales et d'enregistrement, et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Ogilvie* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender le code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill, du Conseil Législatif intitulé : "*Acte pour valider certaines ventes de meubles de successions étant lu :*

M. Loranger, secondé par M. McGauvran, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'église libre de la rue Côté, *Montréal*, au sujet de sa propriété, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer Les Frères du Sacré-Cœur est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. Larochelle ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte sanctionné le 28 janvier 1874, intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour autoriser les commissaires d'école catholique de la municipalité scolaire de *St. Henri*, comté de *Hochelaga*, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâtisses pour des fins d'école est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente de certaine propriété substituée par le testament de feu *Maria Orkney*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 1<sup>er</sup> décembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ogilvie,—la pétition de *G. F. C. Smith* et autres agents de compagnies d'assurance sur le feu faisant affaires dans la cité de *Montréal*,—la pétition de *R. A. Lindsay* et autres, de la cité de *Montréal*; et la pétition de la nouvelle compagnie du Gaz, *Montréal*.

Par M. Cameron,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de la Frontière de *Québec*.

Par l'Honorable M. Chapleau,—la pétition de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *R. W. Scott* et autres, de la cité de *Hull*; demandant certains amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité et pour autres fins.

Du Révérend *Jos. Auclair* de *Québec*; demandant de l'aide pour établir des salles d'asile pour les jeunes enfants qui, pendant les heures de travail de leurs parents, se trouvent sans protection.

De l'Asile des Orphelins, *Québec*, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre : demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Institut Canadien de *Québec* ;—de l'Institut *Hervey* ;—et des syndics de l'Association de l'Asile Ste. Brigitte, *Québec* ; demandant respectivement de l'aide.

Ordonné, Que la pétition du Révérend F. X. *Provençal*, et autres de la paroisse de *St.-Césaire*, comté de *Rouville*, présentée, lundi dernier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Le Collège Commercial de *St.-Césaire* " est reçue et lue.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Révérendissime Anglican de *Montréal*, et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Church Home*," et trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Quant à la pétition de la Compagnie du Crédit Foncier du Bas-Canada ; demandant un acte d'incorporation, votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis, mais attendu qu'on ne demande que la confirmation d'une charte déjà existante et que les intérêts des tiers ne seront pas affectés, votre comité désire recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>ème</sup> Règle de cette Chambre.

Ordonné, Que la 51<sup>ème</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à la pétition du Crédit Foncier du Bas-Canada demandant un acte d'incorporation.

Ordonné, Que M. *Baker*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer " *The Durham Ladies College*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Ogilvie*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer " *The Church Home* " de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Landry*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Beauchesne*, ait la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité de *Newport*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le commissaire *Garneau*, présente conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 24 novembre 1875, demandant un état indiquant les sommes d'argent payées pour la construction du nouveau pont sur la rivière *Famine*, dans le comté de *Beauce*, la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits et l'autorité en vertu de laquelle ils ont été faits. (Documents de la session No. 19.)

Sur motion de M. *Roy*, secondé par M. *LaRue*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la déclaration et du jugement final dans la cause du Procureur-Général *vs.* Middlemiss, ci-devant pendante dans la Cour Supérieure à Montréal.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les sociétés de construction et pour pourvoir à leur amalgame et d'autre fins, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gendron fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant les sociétés de construction en pourvoyant au mode de leur union ou fusion.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour valider certaines ventes de meubles de successions étant lu.

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile.

Le bill pour définir la juridiction des cours de Magistrats et celle des Magistrats de District en matières civiles, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile.

*Ordonné*, Que M. Ogilvie soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Jeudi, 2 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, et du Dispensaire du dit hôpital et de l'Hospice St. Paulin, comté de Maskinongé, tous pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. Piquet,—la pétition de la municipalité du village de Lauzon et la pétition de Théodore Samson et autres.

Par M. Wurtele,—la pétition de A. H. B. Lassieray et autres, des paroisses de St. François du Lac et St. Thomas de Pierreville.

Par M. Loranger,—la pétition de J. B. Martin et autres, de la paroisse de Lachine.

Par M. Deschênes,—la pétition d'Adolphe Mignoan et autres, de la paroisses de *St. Jean de la Croix*, comté de *Témiscouata*.

Par M. Hearn,—la pétition du bureau de commerce de *Québec*.

Par M. LeCavalier,—la pétition de C. Aimé Dugas et autres, de la paroisse de *Lachine*; et la pétition de la municipalité du village de la *Côte St. Louis*, paroisse du *St. Enfant Jésus*, comté d'*Hochelaga*.

Par l'Honorable M. Irvine,—la pétition de "The Women's Christian Association of *Quebec*."

Par M. Beaubien,—la pétition des Dames Religieuses du Précieux Sang du diocèse de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

De *Jacques Roy* et autres, de la paroisse de *St. Anselme*, comté de *Dorchester*; demandant qu'une partie de la dite paroisse en soit détachée et soit annexée à la paroisse de *St. Gervais* pour toutes fins quelconques.

Des Dames Ursulines des *Trois-Rivières*, directrices de l'Hôtel-Dieu; demandant de l'aide.

Du Révérend F. X. Côté et autres, des townships de *Lambton* et *Forsyth*, comté de *Beauce*; demandant de l'aide pour un chemin.

De *Louis Jobin* et autres, de la paroisse de *St. Augustin*; de *Siméon Mayrand* et autres, de la paroisse des *Grondines*; de *Lazare Soulard* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*; de *Célestin Germain* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf*; de *Elzéar Châteaufort* et autres, de la paroisse de *St. Alban*; de *Damasc Naud* et autres, de la paroisse de *St. Alban*; de *Zéphirin Perreault* et autres, de la paroisse de *Deschambault*; et de *Louis Nault* et autres, de la paroisse de *Deschambault*, tous du comté de *Portneuf*; demandant respectivement qu'une commission soit nommée pour régler les réclamations dues par le contracteur du chemin de fer de la *Rive Nord*.

M. le Solliciteur Général *Angers*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser le barreau de la province de *Quebec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Guillet* au nombre de ses membres et à l'honneur de le rapporter sans amendement.

Sur motion de M. *Ogilvie*, secondé par M. *Taillon*.

Ordonné, Que la pétition de A. M. *Delisle*, et autres; et la pétition de R. A. *Lindsay*, et autres, tous de la cité de *Montréal*, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues.

Et les dites pétitions demandant respectivement qu'il ne soit pas fait d'amendement, pendant la présente session, à l'acte concernant la corporation de la dite cité sont maintenant reçues et lues :

Ordonné, Que la pétition de G. F. C. *Smith*, et autres, agents de Compagnies d'Assurance faisant affaires dans la cité de *Montréal*, et de la nouvelle Compagnie du gaz, *Montréal*, et de la Compagnie du chemin de fer à passagers de *Montréal*, présentées aujourd'hui soient maintenant reçues et lues.

Et les dites pétitions demandant respectivement que certaines parties du bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, ne deviennent pas loi, sont maintenant reçues et lues.

Ordonné, Que M. *Dulac*, ait la permission d'introduire un bill pour détacher certaine partie du comté de *Lotbinière*, et l'annexer au comté de *Beauce*, pour toutes fins électorales municipales judiciaires et d'enregistrement.



Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Ouimet, ait la permission d'introduire un bill pour détacher du comté de Terrebonne, la partie de la paroisse de Ste.-Monique, située dans le dit comté et l'annexer au comté des Deux Montagnes, pour les fins parlementaires d'enregistrement, municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Mathieu secondé par M. Taillon.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes maintenant dues à la province, comme partie du fonds d'emprunt municipal, indiquant séparément les débiteurs, le titre en vertu duquel ces sommes sont respectivement dues, le capital prêté, le capital maintenant dû, le montant des intérêts maintenant dus, le taux de l'intérêt tel que chargé, et le montant payé à compte de ces emprunts et la date de ces paiements.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour mieux définir les articles 648, 649 et 650 concernant les annonces des ventes faites par le shérif en pourvoyant qu'il soit donné avis de telles ventes aux créanciers hypothécaires, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite que ce bill n'est pas dans l'ordre,

M. l'Orateur décide que le dit bill n'est pas dans l'ordre parce qu'il tend à imposer des taxes sur le peuple et que cette mesure n'a pas été recommandée à la considération de la Chambre, par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869," (32 Vict., chap. 51.)

Bill intitulé : " Acte déclarant à quelle date commence à courir le délai pour le renouvellement et l'enregistrement des hypothèques, après le cadastrage.

*Ordonné*, Que la pétition de " The Women's Christian Association of Quebec," soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation, est reçue et lue.

*Ordonné*, Que la pétition des Dames Religieuses du Précieux Sang du diocèse de Montreal présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation, est reçue et lue.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

---

Vendredi, 3 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice *Youville*, de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*,—de l'*Union St. Joseph* de la ville de *Lévis*, et de l'*Asile Ste. Brigitte*, de *Montréal*, tous pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Irvine*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du *Canada*.

Par M. le Trésorier *Robertson*,—la pétition de la Compagnie manufacturière *Paton*, de *Sherbrooke* (*The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*).

Par M. *Taillon*,—la pétition de *Damase Masson* de *Montréal*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de Dame *Mary E. Westcott* épouse de *Louis Joseph Amédée Papineau* de *Montréal*, et du dit *Louis Joseph Amédée Papineau*.

Par M. *Duhamel*,—la pétition du Conseil Municipal du comté d'*Ottawa*.

Par M. *Cameron*,—la pétition de *Alexandre Cross* et autres.

Par M. le Commissaire *Malhiot*,—la pétition de *T. E. Normand* et autres, de la cité des *Trois-Rivières*.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue :

De la compagnie de chemin de fer de la *Frontière* ; demandant que le délai qui donne droit à cette compagnie de recevoir un subside ou octroi soit prolongé.

Ordonné, Que la dite pétition de la Compagnie Manufacturière *Paton*, de *Sherbrooke* (*The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*) présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, est reçue et lue.

M. le Procureur-Général *Church* présente conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 1er décembre 1875 ; demandant une copie de la déclaration et du jugement final dans la cause du Procureur-Général *vs. Middlemiss* ci-devant pendante dans la Cour Supérieure à *Montréal*. (Documents de la session No. 20.)

Ordonné, Que la pétition de Dame *Mary E. Westcott* épouse de *Louis Joseph Amédée Papineau* de *Montréal*, et du dit *Louis Joseph Amédée Papineau*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que certaines clauses du bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal* ne deviennent pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanents des bills privés.

Ordonné, Que la pétition d'*Alexandre Cross* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Prêt du *Canada*," est reçue et lue.

M. le Solliciteur-Général *Angers* du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des bills privés qui expire aujourd'hui soit prolongé jusqu'au dix de ce mois, et que celui pour la réception des rapports des dits bills soit prolongé jusqu'au vingt du même mois.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. *Beaubien* du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes de télégraphe, et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que le délai pour la réception des bills privés soit prolongé au 10 de décembre courant, et celui pour la réception des rapports sur les dits bills privés au 20 de décembre aussi courant.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Verreault* du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés :

De *Adolphe P. Caron* et autres, de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* et du *Cap Rouge*."

Votre comité considère que les pétitions suivantes sont de la nature de celles qui ne requèrent point d'avis :

De " *The Women's Christian Association of Quebec*," demandant un acte d'incorporation.

Des Dames Religieuses du Précieux Sang du Diocèse de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation.

*Ordonné*, Que M. le Commissaire *Garneau* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* et du *Cap Rouge*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Landry*, ait la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny* pour les fins parlementaires d'enregistrement, municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Wartele* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer une compagnie sous le nom de " *Le Crédit Foncier du Bas-Canada*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec*, section du district de *Montréal*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Guillet* comme l'un de ses membres, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour changer le nom de la société de construction permanente de *Montréal*, en celui de "La compagnie de prêt et d'hypothèque de *Montreal*" et pour en étendre les pouvoirs.

Bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Bill pour amender l'acte 37<sup>e</sup> Vict., chap. 49, incorporant la ville de *Longueuil*.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie hydraulique et manufacturière de la *Rivière Richelieu*, 36 Vict., chap. 74, est, en conformité de l'ordre lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Le bill pour incorporer le corps de musique du village de *Lauzon* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour changer le nom de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *harnham* et *Yamaska*, en celui de la compagnie du chemin de fer de jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, et lui permettre de changer son tracé, est en conformité de l'ordre lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Les bills suivants, sont en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour autoriser l'évêque catholique romain ou la corporation épiscopale catholique romaine de *Montréal*, à vendre un immeuble destiné par le testament du révérend *Louis Marie Lefebvre*, à l'établissement d'un hôpital en la paroisse de *Ste.-Geneviève*.

Bill pour accorder à la compagnie de navigation *Union* incorporée par lettres-patentes un nouvel acte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus.

Bill pour ériger le village de *Bagotville*, dans le comté de *Chicoutimi*, en une municipalité séparée.

Bill pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 76, intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Hull*."

Bill pour amender l'acte 27 Vict., chapitre vingt-trois, intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Joliette*."

Bill pour incorporer l'Institut littéraire de *St. Patrice de Québec*.

Le Bill pour amender l'acte sanctionné le 28 janvier 1874, intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* à *Kennébec*" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Le bill pour diviser la municipalité de *Newport*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St. Joseph de la ville de *Lévis* pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. *Sylvestre*,—la pétition de A *Ecrément* et autres, de la paroisse de *St. Damien*, comté de *Portneuf*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de *George H. Ryland*, de la cité de *Montréal*, régistrateur.

Par M. *Duhamel*,—la pétition de *G. J. Marston* et autres, de la cité de *Hull*.

Par M. *Marchaud*,—la pétition du Révérend *J. Gravel* et autres.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :—

De la municipalité du village *Lauzon* ; demandant qu'une certaine partie de la paroisse de *St. Joseph de Lévis* soit annexée à la dite municipalité.

De *Théodore Samson* et autres ; demandant que les conclusions de la pétition pour annexer une partie de *St. Joseph de Lévis* au village de *Lauzon*, ne soient pas accordées.

De la chambre de commerce de *Québec* ; demandant que le bill pour incorporer l'Union des Menuisiers de *Québec*, ne devienne pas loi.

De la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc ; demandant qu'aucune mesure ne reçoive la sanction de la Chambre, ayant pour but la construction de chemins de fer quelconques, sur la *Rive Nord du St. Laurent*, qui pourraient faire concurrence aux pétitionnaires ou contre-carrer leurs droits.

De la municipalité de la *Côte St. Louis*, paroisse du *Saint Enfant Jésus*, comté de *Hochelaga* ; demandant que certaines parties du bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, ne deviennent pas loi.

De *Damase Masson*, de *Montréal* ; demandant que le bill pour accorder à la Compagnie de Navigation Union, incorporée par lettres-patentes, un nouvel acte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus, ne devienne pas loi.

De *C. Aimé Dugas* et autres ;—et de *J. B. O. Martin* et autres, tous de la paroisse de *Lachine* ; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de *J. H. P. Simpson*, demandant l'autorisation de vendre les *Isles Dorval*, ne soient pas accordées.

Du conseil municipal du comté d'*Ottawa* ; demandant que le conseil municipal de *Hull* ait une personne chargée de la représenter dans celui d'*Ottawa*, avec pouvoir de régler toutes affaires concernant toutes espèces de réclamations de l'intérêt des deux conseils.

De *A. H. B. Lassiseray* et autres, des paroisses de *St. François du Lac* et *St. Thomas de Pierreville* ; demandant de l'aide pour l'académie commerciale de *St. François*.

De *T. E. Normand* et autres, de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant la reconstruction des ponts sur le *St. Maurice* et pour autres fins.

De *Adolphe Migneau* et autres, de la paroisse de *St. Paul de la Croix*, comté de *Témiscouata* ; demandant de l'aide pour la reconstruction d'un pont sur la rivière *Marie-à-Cliche*, dans la dite paroisse.

M. le Trésorier *Robertson*, du comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a élu l'Honorable *L. Archambault* son président.

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Que les Honorables Messieurs *Archambault, Ross, Angers et Webb*, et Messieurs *Joly, Mathieu et Marchand* forment un sous-comité, avec instruction d'examiner les comptes d'impressions, les contrats et les documents référés à ce comité.

Votre comité recommande que le document No. 11, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental* et la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*, respectivement ; ainsi que copies des divers actes et contrats passés entre le gouvernement et les dites compagnies pour la construction et le parachèvement de leurs lignes de chemin de fer, soient imprimés comme documents de la session.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la "Compagnie Manufacturière *Paton*" de *Sherbrooke* (*Paton manufacturing Company of Sherbrooke*) ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'aucun avis n'a été publié mais comme il a été établi à la satisfaction de votre comité que tous les intéressés savent que cette demande a été faite, votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

M. *Wurtele*, du comité spécial nommé sur le bill pour amender l'article 1318 du code civil fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour autoriser la compagnie manufacturière *Paton*, de *Sherbrooke*, (*The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*) à émettre du stock préférentiel.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill concernant les huissiers de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Irvine*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Women's Christian Association of Quebec*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Fradette* ait la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Anselme*, dans le comté de *Dorchester* et l'annexer à la paroisse de *St. Gervais*, dans le comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, judiciaires, d'enregistrement municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 2179 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Trésorier *Robertson* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

ED. CARON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative les estimés supplémentaires pour l'année courante et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (Documents de la session No. 21).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Québec*, 2 décembre 1875.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme aujourd'hui en comité, pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Ordonné*, Que le message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en date de ce jour, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-un mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (comprenant un commis surnuméraire) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Quimet* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

L'honorable M. *Ouimet*, informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité, demain.

*A sept heures et demie, P. M.*

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer l'institut littéraire de *St. Patrice de Québec*.

Bill pour incorporer la compagnie d'assurance Patriotique du *Canada*.

Bill pour incorporer "*The Church Home*" Montréal.

Bill pour séparer la municipalité du village de *Lauzon* de la municipalité du comté de *Lévis* et lui donner de plus amples pouvoirs et pour autres fins.

Bill pour amender l'acte 22 *Victoria* chap. 106 incorporant la ville de *St. Jean*.

Sur motion de M. *Wurtele*, secondé par M. *Marchand*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre ; 1. Copie du rapport de la dernière inspection des divers bureaux d'enregistrement dans la province établis en vertu des sections 93 et 111 du chapitre 37 des Statuts Refondus du *B. C.*

2. Copie de l'ordre en conseil, établissant et prescrivant la forme, en vertu de la section 106, des statuts ci-dessus mentionnés, ou en vertu de l'article 2164 du code civil, de l'*Index* des immeubles dont on doit se servir, dans toute division d'enregistrement, après le dépôt des plans officiels.

Sur motion de M. *Préfontaine* secondé par M. *Wurtele*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre ; Copies de toutes correspondances, ordres, jugements ou notifications se rapportant à tel jugement et de tous autres documents ou papiers ayant rapport à la cause dite M. le Procureur-Général *Church vs. John Rollo Middlemiss*, envoyés et reçus par le gouvernement ou aucun de ses membres en leur qualité officielle, depuis l'expiration du délai de quinze jours pour donner avis d'appel dans la dite cause.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Robert*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des sommes dépensées dans le dernier parlement jusqu'à ce jour pour l'achat, réparation, transport, etc., de machines à broyer la pierre et aussi tous documents, papiers et rapports échangés entre les particuliers et le gouvernement au sujet du fonctionnement de ces machines et de l'étendue de chemin empierré par le travail de ces machines.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.



La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu et pour régler la procédure à cette fin ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Le bill pour annexer certaines isles dans la paroisse de *Sorel*, comté de *Richelieu* à la paroisse de la *Visitation de l'Isle du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

### Mardi, 7 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre.—État des affaires de l'Hôpital des Sœurs de la Providence St. Vincent de Paul, comté de *Laval*, pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. *Ogilvie*,—la pétition des commissaires des écoles protestantes de *Montréal*.

Par M. *Baker*,—la pétition de *W. H. French*, et autres.

Par M. *Larochelle*,—la pétition du Révérend *W. Richardson*, et autres, du comté de *Dorchester*.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Truchemontagne*, à la pratique du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Church*, ait la permission d'introduire un bill pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'Etat civil de la paroisse de *Ste-Marie de Monnoir*, dans le comté de *Rouville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant les licences.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'il soit payé à l'officier du revenu, par chaque personne qui se munit d'une licence pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, du cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, dans un restaurant, *saloons* ou salle de rafraîchissements.

a. dans la cité de Montréal.....	\$200
b. dans la cité de Québec.....	100
c. dans toute autre cité.....	80
d. Et dans toute ville incorporée.....	60

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Ouimet fait en conséquence rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'il soit payé à l'officier du revenu, par chaque personne qui se munit d'une licence pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, du cidre, ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, dans un restaurant, *saloons* ou salle de rafraîchissements.

a. dans la cité de Montréal.....	\$200
b. dans la cité de Québec.....	100
c. dans toute autre cité.....	80
d. Et dans toute ville incorporée.....	60

La dite résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise et elle est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-sept mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille sept cent cinquante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-et-un mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, savoir : éducation supérieure proprement dite, soixante-et-onze mille piastres ; *High Schools, Québec* et *Montréal*, deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres ; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordé aux *High Schools*, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Education Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université McGill, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop College, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des Cours de Justice à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Chambre d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me et 3me classes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide, pour l'établissement de manufactures de sucre de betterave, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. Ouimet informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

M. LaRue, du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir fait une étude aussi complète que possible du meilleure système de statistiques hygiéniques et mortuaires qu'il convient d'adopter ; et après avoir entendu comme témoins les personnes les plus en état de donner à votre comité des renseignements utiles et pratiques sur cette matière, croit devoir recommander :

Que le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics transmette chaque année, dans le cours de novembre, aux protonotaires des différents districts de cette province, des blancs ou formes d'information concernant le nombre de décès et leurs causes, et celui des naissances et mariages, et que les dits blancs soient ensuite distribués par les dits protonotaires aux propriétaires, administrateurs de cimetières et à tous ceux qui ont charge de registres.

Que tous propriétaires, ou administrateurs d'aucun cimetière ou toutes autres institutions que ce soit, sous la surveillance desquelles il se fait des inhumations en cette Province, soient tenus de remplir fidèlement les blancs ainsi transmis par le protonotaire; au fur et à mesure que telles inhumations auront lieu dans leur cimetière ou institution respectivement.

Que les dits propriétaires, administrateurs de cimetière, et institutions soient tenus de transmettre au dit Département, aussi souvent qu'il le jugera à propos, les dits blancs ainsi remplis et le dit Département devra ensuite compiler ces différents retours sous telles formes qu'il sera jugé utile ou nécessaire.

Que toute personne qui ne fera pas baptiser son enfant dans les six mois qui suivront sa naissance sera tenue de faire enregistrer telle naissance chez le secrétaire-trésorier de la municipalité où elle demeure, ou chez le juge de paix le plus proche, et tel juge de paix sera obligé de transmettre au secrétaire-trésorier son rapport annuel de telle naissance, et le secrétaire-trésorier transmettra toutes ces informations au Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Que le dit Département d'Agriculture et des Travaux Publics soit chargé de la compilation des naissances, mariages et décès, et des différentes causes de décès et de maladie en cette province.

Les bills suivants sont en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer le Collège de Notre-Dame, *Côte des Neiges*.

Bill pour incorporer "*The Canada Tanning Extract Company*," (limited.)

M. le Trésorier *Robertson* met sur la table du Greffier, en conformité de l'ordre de la Chambre, daté le 18 Novembre dernier, Etat des recettes et dépenses de la Province de *Québec* depuis le 1er juillet jusqu'au 15 novembre 1875, lequel est lu comme suit :

## ETAT des recettes et des dépenses de la Province

RECETTES.	\$	cts.
Balance en banques le 30 juin 1875.....	3,644,382	31
Puissance du Canada.....	507,356	06
Département des Terres de la Couronne compte de 1874-75. Revenu.....	108,977	77
Do do do 1875-76. Revenu.....	51,940	00
Timbres judiciaires.....	63,572	26
Do d'enregistrement.....	4,145	66
Honoraires de justice à l'exception des Timbres.....	2,020	54
Licences, tavernes, etc.....	22,681	61
Do de mariage.....	2,760	00
Recettes d'éducation.....	2,691	78
Police Provinciale.....	21,087	39
Asile des Aliénés, St. Jean.....	543	41
Fonds de bâtisse et de jurés à l'exception des timbres.....	1,475	87
Palais de justice de Montréal do.....	2,019	26
Fonds d'emprunt municipal.....	124	42
Amendes et pénalités, justice.....	93	40
Do licences.....	446	59
Gazette Officielle de Québec.....	7,670	97
Vente des Statuts.....	112	25
Maison de correction, Montréal.....	171	01
Intérêt.....	5,834	81
Revenu casuel.....	251	33
Remises.....	4,475	48
	4,454,834	18
Nov. 1875, A balance en banques.....	3,397,834	62

H. T. MACHIN,  
Asst. Trésorier, P. Q.

de Québec, du 1er Juillet au 15 Novembre 1875.

PAIEMENTS.	\$	cts.
Intérêt sur la dette publique.....	95,700	00
Législation.....	86,592	28
Gouvernement civil.....	58,345	77
Administration de la Justice.....	149,670	82
Police.....	25,721	18
Ecoles de Réforme.....	20,837	64
Inspection de prisons.....	1,047	66
Education.....	125,424	51
Institutions littéraires et scientifiques.....	2,350	00
Arts et manufactures.....	7,500	00
Société d'Agriculture.....	45,942	25
Bureau d'Agriculture.....	2,000	00
Ecoles d'Agriculture.....	2,400	00
Immigration.....	13,060	44
Repatriement.....	13,868	90
Chemins de colonisation.....	51,301	00
Loyer, assurances, réparation aux édifices publics, en général.....	21,979	12
Inspections et arpentages.....	1,607	25
Départements publics.....	82	26
Loyer des palais de justices et prisons.....	65	00
Assurances.....	132	75
Réparations.....	9,887	55
Prison de Montréal.....	3,366	67
Prison pour les femmes, Montréal.....	25,794	14
Palais de justice et prisons, nouveaux districts.....	3,341	95
Asiles d'aliénés.....	66,642	84
Asile de Belmont pour les ivrognes.....	700	00
Charités diverses.....	31,213	33
Ecoles d'industrie et de réforme.....	3,416	04
"Gazette Officielle de Québec".....	5,333	58
Divers.....	6,538	85
Fonds des municipalités.....	72	00
Service d'enregistrement.....	13,024	62
Arpentages.....	16,762	13
Dépenses générales des Terres de la Couronne.....	29,000	00
Timbres, licences.....	3,116	68
Enquête sur le terrain des Tanneries.....	1,106	15
Poursuite.....	160	00
Fonds des licences de mariage.....	8,200	00
Robertson et Fleming en fidei-commis.....	1,844	55
Aide aux colons pauvres, sur la côte du Labrador.....	1,650	00
Paiements aux compagnies de chemins de fer.....	87,175	96
Ajoutez mandats non rentrés 30 Juin 1875.....	1,043,975	87
	28,725	99
Moins mandats non entrés 15 Novembre 1875.....	1,072,701	86
	15,702	30
Balance.....	1,056,999	56
	3,397,834	62
	4,454,834	18

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour bâtir les départements publics (voté de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Isle-au-Cahmet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé, fournisse une somme suffisante pour le compléter, (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour acheter la propriété Workman, rue St. Gabriel, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, (imputable au fond de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, (imputable au fond de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une résidence, pour le gardien et pour élever les murs du palais et de la prison de Bonaventure, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour construction des coffres à l'épreuve du feu pour les palais de justice et prisons des nouveaux districts, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-douze mille cinq cent six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent trente-trois piastres



et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1877.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des Sourds muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, *Varembes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphélins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B.-C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-trois mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille quatre cent quatre piastres et quarante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1875; (Voir comptes publics 1875, p. 47.) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de chemin de colonisation, 1<sup>ère</sup> classe; pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de loyer, assurances, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réparations aux palais de justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Victoria*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter la clôture de la cour des prisonniers du palais de justice et prison de *Gaspé*, pour couvrir les dépenses faite durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Victoria*, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la prison pour les femmes, *Montréal*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du procès de l'échange du terrain des Tanneries, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté, par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu jeudi prochain.

L'honorable M. Ouimet informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité, jeudi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 1318 du code civil: et après y avoir siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Marchand* fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit "Acte amendant l'article 210 du Code Civil."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer certaines isles dans la paroisse de *Sorel*, comté de *Richelieu*, à la paroisse de *La Visitation de l'Isle du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrements; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pâquet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendements.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour annexer certaines isles dans la paroisse de *Sorel*, comté de *Richelieu*, à la paroisse de la *Visitation*, de *l'Isle du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, municipales, scolaires et d'enregistrement."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill concernant la profession médicale de la province de *Québec*, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Church*; l'Honorable M. *Quimet*, M. *Joly*, M. *LaRue*, M. *Lavallée*, M. *Laberge*, M. *Lafontaine*, M. *Cameron*, M. *Lacerte*, M. *Rinfret dit Malouin* et M. *Duhamel*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à jeudi prochain.

---

### Jeudi, 9 décembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bisson*,—la pétition d'*Isidore B. Durocher* et autres, propriétaires de chambres de billard dans la province de *Québec*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition du Révérend L. *Trahan* et autres; et la pétition de Arch. *Ferguson* et autres, anciens (*Elders*) diacres et membres de l'église libre, rue Côté, *Montréal*.

Par M. *Loranger*,—la pétition de la nouvelle compagnie du gaz de la cité de *Montréal*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de E. *Holton* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *LaRue*,—la pétition de *Thomas Larivière* et autres, de la paroisse de *Ste. Jeanne de Neuville*,—la pétition de *Félix Leclerc* et autres, de la paroisse du *Cap Santé*,—et la pétition de *Olivier Germain* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf*, toutes du comté de *Portneuf*.

Par M. Baker,—la pétition de *Joseph Landsberg* et autres, du village de *Frelighsburg*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *George H. Ryland*, de *Montréal*, registrateur ; demandant le remboursement de la somme de \$1,844 déposée entre les mains du Trésorier de la province de *Québec*.

Du Révérend *J. Gravel* et autres ; demandant que l'article 810 du Code Municipal soit amendé.

De *G. J. Marston* et autres, de la cité de *Hull* ; demandant que certaines parties du bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de *Hull* ne devienne pas loi.

Des commissaires des écoles protestantes de la cité de *Montréal* ; demandant qu'aucun acte ne soit passé ayant pour objet de modifier les dispositions de l'acte 36 *Vict.*, cap. 33, au sujet de la taxe d'école de la dite cité.

De *Wm. French* et autres ; demandant que le délai donnant droit au chemin de la Frontière, à un subside ou un octroi, soit prolongé.

De *J. A. Ecrément* et autres, de la paroisse de *St. Damien*, comté de *Berthier* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend *W. Richardson* et autres, du comté de *Dorchester* ; demandant que le gouvernement vienne en aide à certaines familles ruinées par un orage de grêle en juillet dernier.

Ordonné, Que la pétition de *Arch. Ferguson* et autres, anciens (*Elders*) diacres et membres de l'église libre, rue Côté, *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant que le bill concernant la dite église soit rejeté ou amendé est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des bills privés.

Ordonné, que la pétition de la nouvelle compagnie du gaz de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant que le bill pour incorporer la compagnie du gaz de *St. Henri* ne devienne pas loi, tel que présenté, et que la compagnie soit entendue par conseil à l'encontre d'icelui, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des bills privés.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétitions suivante et trouve que des avis suffisants ont été donnés :

Du conseil du comté d'*Ottawa* ; demandant que la cité de *Hull* fasse partie du comté pour les fins municipales.

Votre comité considère que la pétition suivante est de la nature de celles qui n'exigent point d'avis :

Du Révérend P. H. Provençal et autres, de la paroisse de *St. Césaire*, comté de *Rouville* : demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Collège Commercial de *St. Césaire*."

M. Mathieu, du comité spécial nommé sur le bill pour amender les lois de la chasse en cette province, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait plusieurs amendements.

Ordonné, Que M. Taillon, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marchand, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 810 du code municipal.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Beaubien, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la communauté des Religieuses du Précieux Sang de Notre-Dame de Grâce, du diocèse de *Montréal*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Ouimet, ait la permission d'introduire un bill pour refondre et amender les parties du chapitre 78 des statuts refondus du *Bas-Canada* qui ne sont pas comprises dans le code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le juge des sessions de la paix de *Québec* à se nommer un député.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte électoral de *Québec* (38 *Vict.*, chap. 7).

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Beaubien, ait la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie des Moulins à Coton de *F. Hudon, Hochelaga*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. Ouimet, secondé par l'Honorable M. Chapleau,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une liste des employés du service civil de cette province avec le salaire de chacun et la date de leurs nominations.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.



Le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général Church, l'Honorable M. Ouimet, l'Honorable M. Irvine, M. le Trésorier Robertson, M. Bisson, M. Landry, M. Lynch, M. Martin, M. Lacerte, M. Sawyer, M. Verreault, M. Loranger, M. Beaubien, M. Duhamel et M. Gendron, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que le bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, soit réimprimé.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Le bill pour permettre la vente de certaine propriété substituée par le testament de feu *Maria Orkney* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender de nouveau le code municipal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé sur le bill pour amender le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030.

L'honorable M. Ouimet, du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-un mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (comprenant un commis surnuméraire) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Ouimet, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-sept mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille sept cent cinquante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-et-un mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix-huit mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, savoir : éducation supérieure proprement dite, soixante-et-onze mille piastres ; *High Schools, Québec et Montréal*, deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres ; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordé aux *High Schools*, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Éducation Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université McGill, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop College, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des Cours de Justice à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Chambre d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1<sup>ère</sup> classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> classes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide, pour l'établissement de manufactures de sucre de betterave, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et les suivantes jusqu'à la vingt-neuvième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la trentième et la trente-unième résolutions étant lues une seconde fois.

*Ordonné*, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise.

La trente-deuxième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'Honorable M. Ouimet du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour bâtir les départements publics (voté de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa* jusqu'à l'*Isle-au-Columet*, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé, fournisse une somme suffisante pour le compléter, (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour acheter la propriété Workman, rue St. Gabriel, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, (imputable au fond de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, (imputable au fond de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une résidence, pour le gardien et pour élever les murs du palais et de la prison de *Bonaventure*, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour construction des coffres à l'épreuve du feu pour les palais de justice et prisons des nouveaux districts, (imputable au fonds de bâtisses et de jurés,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-douze mille cinq cent six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent trente-trois piastres

et trente trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1877.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des Sourds muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, *Varennas*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphélins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B.-C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-trois mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.



88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille quatre cent quatre piastres et quarante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1875 ; (Voir comptes publics 1875, p. 47.) pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de chemin de colonisation, 1<sup>ère</sup> classe ; pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de loyer, assurances, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de réparations aux palais de justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Victoria*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter la clôture de la cour des prisonniers du palais de justice et prison de *Gaspé*, pour couvrir les dépenses faite durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Victoria*, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la prison pour les femmes, *Montréal*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du procès de l'échange du terrain des Tanneries, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté, par 38 *Vict.*, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et les suivantes jusqu'à la quatre-vingt-quinzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatre-vingt-seizième résolution étant lue une seconde fois,

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de la dite résolution soit remise.

La quatre-vingt-dix-septième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

Vendredi, 10 décembre 1875.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Solliciteur-

Général *Angers*, M. le Procureur-Général *Church*, M. *Gendron*, M. *Joly* et M. *Bachand*, pour aider M. l'Orateur à prendre en considération les règles et règlements de cette Chambre qui ont rapport à l'impression des bills privés, et pour en faire rapport à la Chambre de temps en temps.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. *Beauchesne*,—la pétition du Révérend *François Gagné* et autres, de la paroisse de *St. Charles de Caplan*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de *J. Davidson* et autres, les anciens (*Elders*) diacres et membres de l'église libre, rue *Côté*, *Montréal*.

Par M. *Baker*,—la pétition de *C. S. Rowe* et autres, de la paroisse de *St. Thomas*, comté de *Missisquoi*.

Ordonné, Que la pétition de *J. Davidson* et autres, les anciens (*Elders*) diacres et membres de l'église libre, rue *Côté*, *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

la dite pétition demandant que le bill qui a rapport à la dite église soit rejeté ou amendé, est reçue et lue.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition suivante et trouve que des avis suffisants ont été donnés :

De *Alexandre Cross* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Prêt du *Canada*."

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la ville de *Sherbrooke*.

Bill pour incorporer la compagnie de gaz de *St. Henri*.

Votre comité a aussi examiné les deux bills suivants, et a fait un amendement à chacun qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la société de l' "Union des Menuisiers de *Québec*."

Bill pour incorporer la Congrégation des Religieuses Carmélites déchaussées de *Rimouski*.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement :

Bill pour incorporer les Frères des écoles chrétiennes.

Bill pour incorporer les Frères du Sacré-Cœur.

M. *Roy*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que dans l'opinion de ce comité, il est grandement désirable qu'une somme de pas moins de deux mille piastres (\$2,000) soit ajoutée aux estimés supplémentaires pour l'encouragement d'un journal agricole illustré pour la province de

*Québec*, lequel devra être distribué aux membres des sociétés d'agriculture de la dite province, aux conditions qui seront imposées par le conseil d'agriculture.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Church*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 24 *Vict.*, chap. 24, concernant la pratique de la vaccination.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour prévenir tout conflit entre l'autorité religieuse et l'autorité civile relativement aux cimetières des catholiques romains dans cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société des Artisans Canadiens de la ville de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Trésorier *Robertson*, informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : " Le Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*," il lui a plu de les recommander à la favorable considération de la Chambre.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre les dites résolutions en considération.

Et des débats s'ensuivant,

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

---

*A sept heures et demie, P. M.,*

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à trois heures, P. M.

M. *Mathieu*, du comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires du code de procédure civile, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que, dans le but de faciliter ses travaux, il a cru devoir adresser une circulaire aux juges, protonotaires, shérifs et avocats de la province, attirant leur attention sur la formation de ce comité, et sollicitant de leur part les remarques qu'ils jugeraient à propos de faire, au sujet du code de procédure civile.

Que les réponses à la dite circulaire suggérant plusieurs amendements à faire au dit code de procédure ont été reçues par votre comité.

Que votre comité croit devoir recommander l'impression des dites réponses et circulaires.

Votre comité a aussi examiné le bill intitulé : "Acte pour définir la juridiction de la cour de magistrats, et celle des magistrats de district en matière civile," et il est convenu de le rapporter avec des amendements.

Sur motion de M. Mathieu, secondé par M. Taillon,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que les réponses à la circulaire dont il est fait mention dans le dit rapport, soient imprimées pour l'usage des membres de cette Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer *The "Womens Christian Association of Quebec."*

Bill pour incorporer la Communauté des Religieuses du Précieux Sang de Notre-Dame de Grâce, du diocèse de Montréal.

Bill pour incorporer "*The Durham Ladies College.*"

Sur motion de M. LaRue, secondé par l'honorable M. Ouimet,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiénique et mortuaires.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit "le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

Et la question étant de nouveau proposée,

Et de nouveaux débats s'ensuivant,

Sur motion de M. le Procureur-Général Church, secondé par M. le Solliciteur-Général Angers,

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

Samedi, 11 décembre 1875.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital *St. Joseph de Chambly*, pour l'année 1875. (Documents de la Session, No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Ouimet,—la pétition du Révérend A. Thibault, de la paroisse de *St. Joseph de Chambly*.

Par l'Honorable M. Malhiot,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. Hearn,—la pétition de *Simon Peters* et autres, de la cité de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Dn Révérend L. Trahan et autres ; demandant la passation d'un acte réglant le flottage du bois de corde sur la rivière *St. François* et ses tributaires.

De *Isidore B. Durocher* et autres, propriétaires de salles de billards, dans la province de *Québec* ; demandant certaines modifications à la loi imposant des taxes sur tables de billards.

De *E. Holton* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant qu'aucune mesure ayant pour objet la construction des chemins de fer de la *Rive Nord* et *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* par le gouvernement, ne reçoive la sanction de la Chambre.

De *Joseph Landsberg* et autres ; demandant que le délai donnant droit au chemin de fer de la Frontière, à un subside ou un octroi, soit prolongé.

De *Thomas Larivière* et autres, de la paroisse de *Ste. Jeanne de Neuville* ; de *Félix Leclerc* et autres, de la paroisse du *Cap Santé* ;—et de *Olivier Germain* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf*, tous du comté de *Portneuf* ; demandant respectivement qu'une commission soit nommée pour régler les réclamations dues par le contracteur du chemin de fer de la *Rive Nord*.

Ordonné, Que M. Robert, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le collège de *St. Césaire*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Solliciteur-Général *Angers* du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et y a fait un amendement qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église de *Saint Etienne (St. Stephen Church)*, de la paroisse de *Saint Etienne (St. Stephen)*, dans le diocèse de *Montréal*, à vendre la dite église et la propriété sur laquelle elle est bâtie, et à construire une autre église ailleurs.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Angers* ait la permission d'introduire un bill pour étendre la juridiction du commissaire des incendies pour la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que tout assureur, faisant dans la province des affaires d'assurance autres que celles d'assurance maritime exclusivement, soit tenu de prendre une licence, avant le premier de mai de chaque année, de l'officier du revenu du district où se trouve son principal bureau d'affaires ou son agence principale.

2. *Résolu*, Que le prix de cette licence consistera dans le paiement, à la couronne pour l'usage de cette province, lors de l'émission ou de la délivrance de toute police d'assurance sauf celle d'assurance maritime et lors de la délivrance de chaque reçu de prime ou renouvellement se rapportant à une police émise avant ou après l'entrée en force de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, d'une somme calculée au taux de trois centins par chaque cent piastres ou fraction de cent piastres, par an, du montant assuré ou garanti. Et que ce paiement soit fait au moyen d'un ou de plusieurs timbres adhésifs équivalents en valeur au montant requis, apposés par l'assureur, ses agents et officiers ou employés, sur la police d'assurance ou sur le reçu ou le renouvellement, selon le cas, lors de leur confection, émission ou délivrance.

3. *Résolu*, Que quiconque, pour un assureur tenu de prendre une licence en vertu des présentes résolutions ou au nom de tel assureur, délivrera une police d'assurance ou un reçu de prime ou un renouvellement, sans que la police, le reçu ou le renouvellement soit revêtu de timbres au montant requis, soit punissable, pour chaque contravention, d'une amende de \$50, ou, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas trois mois.

4. *Résolu*, Que tout assureur tenu de prendre une licence en vertu des présentes résolutions, pour lequel ou au nom duquel, une police d'assurance ou un reçu de prime ou un renouvellement aura été délivré sans être revêtu de timbres au montant requis, soit punissable, pour chaque cas, d'une amende n'excédant pas \$50, ou, à défaut de paiement, à moins que cet assureur ne soit une corporation, à un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour pourvoir au prélèvement d'une taxe sur les exhibits produits dans certaines cours de justice, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

M. le Trésorier *Robertson*, informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme en conséquence en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que pour augmenter le fonds destiné à l'administration de la justice, il soit prélevé un droit de dix centins payable à la couronne, au profit de cette province, sur chaque reçu, compte et exhibit quelconque produit devant la cour supérieure, la cour de circuit ou la cour de magistrat.

2. *Résolu*, Que le droit mentionné dans la résolution précédente fasse partie du

fonds de bâtisse et de jurés et soit perçu de la même manière que les autres droits judiciaires déjà payables à la couronne ; et que toutes les dispositions de loi applicables à ces derniers droits, s'appliquent avec le même effet au droit imposé par les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain :

Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique.

Bill pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'état civil de la paroisse de *Ste. Marie de Monnoir*, dans le comté de *Rouville*.

Bill pour amender l'acte électoral de *Québec* (38 *Vict.*, chap. 7).

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser le juge des sessions de la paix de *Québec* à se nommer un député, étant lu ;

M. le Solliciteur Général *Angers*, secondé par M. le Procureur Général *Church*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse*, et l'annexer au comté de *Montmagny*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour définir la juridiction de la cour de magistrat et de celle des magistrats de district en matières civiles ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Chapleau* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain :

Bill pour annexer certaines parties du township de *Shawinigan*, dans le comté de *St. Maurice*, à la paroisse de *Ste. Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Bill pour détacher du comté de *Terrebonne* la partie de la paroisse de *Ste. Monique*, située dans ce comté, et l'annexer au comté des *Deux Montagnes*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de *St. Anselme*, dans le comté de *Dorchester*, et l'annexer à la paroisse de *St. Gervais*, dans le comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, judiciaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Le bill pour amender l'article 810 du code municipal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé sur le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de *Sherbrooke* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la cité de *Sherbrooke*."

*Ordonné* ; Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie de gaz de *St. Henri* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société de l'Union des Menuisiers de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer " La Corporation des Religieuses Carmélites déchaussées de *Rimouski* ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Congrégation des Religieuses Carmélites déchaussées de *Rimouski*."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Institut des Frères des Ecoles Chrésiennes ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.



*Résolu*, Que le bill passe et Que le titre soit : "Acte pour incorporer les Frères des Ecoles Chrétiennes."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer les Frères du Sacré-Cœur ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Préfontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer *The Compton Ladies College*.

Bill pour incorporer le Club Canadien de *Montréal*.

Bill pour autoriser la chambre provinciale des notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Tranchemontagne* à la pratique du notariat.

Bill pour amender la charte de la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*.

Bill pour incorporer une compagnie sous le nom de "Le Crédit Foncier du Bas-Canada."

Bill pour autoriser la compagnie manufacturière *Paton de Sherbrooke* (*The Paton Manufacturing Company de Sherbrooke*) à émettre du stock préférentiel.

*Ordonné*, Que *M. Wurtele* soit ajouté au comité spécial sur le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 13 décembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par *M. Shehyn*,—la pétition de *James Creighton* et autres, de *Québec*.

Par *M. Piquet*,—la pétition de *Pierre Bourget* et autres, du village de *Lauzon*.

Par l'Honorable *M. Garneau*,—la pétition du Révérend *J. B. Vallée* et autres, de la paroisse de *St. Jérôme du Lac St. Jean*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :—

De *Simon Peters* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant que le bill pour incorporer l'Union des Menuisiers de *Québec*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *François Gagné* et autres, de la paroisse de *St. Charles de Caplan* ; demandant que le gouvernement leur fasse remise pour cette année du droit de coupe de bois sur le cèdre.

De *C. S. Rowe* et autres, de la paroisse de *St. Thomas*, comté de *Missisquoi* ; demandant que le délai donnant droit au chemin de fer de la Frontière à un octroi ou subside, soit prolongé.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant que le gouvernement fasse reconstruire les ponts sur le *St. Maurice*.

Du Révérend A. *Thibault*, de la paroisse de *St. Joseph de Chambly* ; demandant de l'aide pour l'hôpital de *St. Joseph de Chambly*.

Ordonné, Que la pétition de *James Creighton* et autres, de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la pétition demandant que la propriété appartenant à l'institut catholique et littéraire de *St. Patrice* ne devienne pas la propriété de l'institut littéraire de *St. Patrice*.

M. *Loranger*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour changer le nom de la société provinciale permanente de construction en celui de compagnie provinciale de prêt et pour étendre ses pouvoirs.

Bill pour changer le nom de la société permanente de construction de *Montréal* en celui de compagnie de prêt de *Montréal*, et pour étendre ses pouvoirs.

Bill pour amender de nouveau les divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Bill autorisant l'évêque catholique romain ou la corporation épiscopale romaine de *Montréal* à vendre un immeuble destiné par le testament du Révérend *Louis M. Lefebvre* à l'établissement d'un hôpital en la paroisse de *Ste. Geneviève*.

Bill pour amender l'acte de la Législature de la province de *Québec*, 37 *Victoria*, chap. 49, pour incorporer la ville de *Longueuil*.

Bill pour incorporer *The Young Irish Men's Literary and Benevolent Society of Montreal*.

M. *Gendron*, du comité spécial nommé sur le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030 présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition suivante et trouve que des avis suffisants ont été donnés :

Du conseil de ville de la ville de *St. Henri* ; demandant la passation d'un acte incorporant la dite ville par une charte spéciale et pour autres fins.

M. le Procureur-Général *Church*, du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à prendre en considération les règles et règlements de cette Chambre qui ont rapport à l'impression des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Résolu, Que M. le Procureur-Général *Church* soit le président de ce comité.

Résolu, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à trois membres.

Résolu, Que la règle 51<sup>me</sup> du supplément de 1871 aux règles et règlements de cette Chambre soit amendée, en ajoutant à la dite 51<sup>me</sup> règle du dit supplément, les mots suivants :

" Et dans une semaine de la première publication de tel avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, une copie du dit bill sera mise entre les mains du greffier du

“ comité des bills privés. Et il sera du devoir du dit greffier de faire traduire et “ imprimer incontinent le dit bill.”

M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné le bill, intitulé : “ Acte passé pour amender de nouveau les “ actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de *Stanstead, Shefford et Chambly*,” et il est convenu de le rapporter avec des amendements.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité spécial nommé sur le bill concernant le notariat, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que M. *Taillon*, ait la permission d'introduire un bill concernant l'éducation en cette province quant aux écoles de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Malhiot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 23 des statuts refondus du *Canada* concernant la vente et l'administration des bois sur les terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Malhiot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant les arpenteurs et les arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51<sup>me</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour accorder une charte spéciale à la ville de *St. Henri*.

Ordonné, Que M. *Beaubien*, ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée vendredi le 10 du courant,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : Le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Et la question étant de nouveau proposée.

M. *Bachand*, secondé par M. *Cameron*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots “ dans l'opinion de cette Chambre la politique du gouvernement sur “ les chemins de fer compromet le projet de la construction des chemins de fer de “ la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, et est en même temps injuste à “ l'égard des chemins de fer du côté sud du fleuve *St. Laurent*,” soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

---

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, section du district de *Montréal*, à admettre *Louis Philippe Guillet* au nombre de ses membres après examen sans amendement.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mardi matin.

Mardi, 14 décembre 1875.

Et les débats continuant ;

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*,  
Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à aujourd'hui à trois heures,  
P. M.

Et la Chambre ayant continuée à siéger jusqu'à minuit et trente-cinq minutes mardi matin s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 14 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St. Joseph, de *St. Joseph de Lévis*, de l'Union St. Jean-Baptiste, de *St. Joseph de Lévis* et de l'Asile de la Providence de *Sainte-Elizabeth*, tous pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Fradette*,—la pétition du Révérend *C. S. Brochu* et autres, de la paroisse de *St. Magloire* et la pétition du Révérend *C. S. Brochu* et autres, des townships de *Rioux*, *Bellechasse* et *Daaquam*, comté de *Bellechasse*.

Par M. *Deschênes*,—la pétition du Révérend *J. C. Cloutier* et autres, du comté de *Témiscouata* et la pétition du Révérend *P. N. Thivierge* et autres, de la paroisse de *St. Bonaventure d'Hamilton*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition du Révérend *A. H. B. Lassiseray* et autres, du comté d'*Yamaska*.

Par M. *Landry*,—la pétition d'*Octave Cuisset*, chimiste industriel et fabricant de sucre de betterave.

M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie de mines et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre :

Qu'il a examiné le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*," et il est convenu de le rapporter sans amendement.

Qu'il a aussi examiné le bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie de chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec*," et il est convenu de le rapporter avec des amendements.

M. *LaRue*, du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques, hygiéniques et mortuaires, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité est d'opinion que le gouvernement devrait nommer une commission d'hommes dont la position professionnelle et sociale inspirerait la confiance, qui seraient chargés d'organiser un bureau central de santé dans chacune des cités de *Québec* et de *Montréal*. Ces bureaux auraient pour mission d'aviser aux moyens de faire vacciner le peuple,—de faire distribuer de la lymph pure aux personnes chargées de vacciner—de recueillir et publier des statistiques sur la petite vérole et les autres maladies contagieuses—les bureaux devraient en outre conférer de temps à autres avec le gouvernement sur les mesures à adopter pour arriver à ce résultat pour écarter les préjugés qui pourraient exister contre la vaccination, et pour assurer aux différents centres rivaux les avantages d'une semblable organisation.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *John Henry Pelly Simpson*, écuier, demandant la permission de vendre certains immeubles grevés de substitution et trouve que les avis requis ont été donnés.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte de cette province, 38 *Vict.*, chap. 79, intitulé : " Acte pour incorporer la cité de *Hull*."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour annexer certaines parties du territoire du *St. Maurice* au comté de *Champlain*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative, municipales et d'enregistrement" sans amendement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposée hier à la question " Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : Le chemin de fer de *Québec*, *Montréal* et *Occidental*," lequel amendement était que tous les mots après " Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " dans l'opinion de cette Chambre, la politique du gouvernement sur les chemins de fer compromet le projet de la construction des chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et est en même temps injuste à l'égard des chemins de fer du côté sud du fleuve *St. Laurent*," soient mis à la place.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chamblly* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Présontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé hier à la question "Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : Le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*," lequel amendement était, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, la politique du gouvernement sur les chemins de fer compromet le projet de la construction des chemins de fer de la *Rive Nord* et de *Montréal, Ottawa et Occidental*, et est en même temps injuste à l'égard des chemins de fer du côté sud du fleuve *St. Laurent*," soient mis à la place.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit mercredi matin.

*Mercredi, 15 décembre 1875.*

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée ;

M. *Préfontaine*, secondé par M. *Wurtele*, propose sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots "et que pour assurer les deux premiers et pouvoir venir au secours des derniers, la province ne devrait pas s'engager pour le moment à construire la portion du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis *Hull* à *Portage du Fort*, non plus que l'embranchement des Piles," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et des débats s'ensuivant ;

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Wurtele.</i> —21.
<i>de Beaujeu,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Angers, (Sol. Gén.),</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Quimet,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pellier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchesne,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malou'n,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Church, (Proc. Gén.),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>McGauran,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Landry,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault.</i> —40.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative, la division étant la même que la précédente, mais en sens contraire.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que "la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*" et "la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental*," jusqu'ici connue sous le nom de "la compagnie du chemin de colonisation du Nord," ont respectivement signifié au Lieutenant-Gouverneur leur impuissance à poursuivre la construction des dites lignes de chemin, et attendu qu'elles ont respectivement déclaré être prêtes à faire la cession, au gouvernement de la province de *Québec*, de la propriété et des droits des dites corporations, si le gouvernement consentait à entreprendre la construction des chemins de fer, avec les embranchements d'iceux aux *Grandes Piles* et à *St. Jérôme*; et attendu qu'il est de l'intérêt public que les dits chemins soient construits et de là prolongés comme ci-après exposé; en conséquence, il est:

1. *Résolu*, Qu'un chemin de fer sera construit partant du port de *Québec* et s'étendant depuis l'eau profonde dans le dit port, *via Montréal*, au point, dans le comté de *Pontiac*, qui paraîtra le plus avantageux, pour faire aboutir le dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du *Canada central* et à tout chemin de fer quelconque y compris un embranchement depuis la cité des *Trois-Rivières* aux *Grandes Piles* et un autre de *Sainte-Thérèse* à *Saint-Jérôme*; et le dit chemin sera désigné et connu sous le nom du "chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*."

2. *Résolu*, Que le dit chemin de fer sera un ouvrage public appartenant à la province de *Québec*, possédé pour l'utilité publique de la dite province, et sera construit à voie de quatre pieds huit pouces et demi, et sur telles rampes, en tels endroits, de telle manière, avec tels matériaux, et d'après telles spécifications qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer et de fixer, comme étant les mieux adaptées aux intérêts généraux de la Province, le tout sujet à tous les contrats existant que la législature de la Province de *Québec* pourra ratifier et confirmer.

3. *Résolu*, Que la construction du dit chemin de fer et son administration seront sous le contrôle de trois commissaires nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels resteront en office durant bon plaisir. Ils seront désignés par et sous le nom de "commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*."

4. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil devra et pourra nommer un ingénieur-en-chef et des ingénieurs, sur la ligne entière ou sur une section ou partie du dit chemin, qui resteront en charge durant bon plaisir et à qui les dits commissaires, par leurs ordres donnés de temps à autre, confieront la surveillance générale des travaux qui pourront être exécutés ou complétés en vertu des présentes résolutions.

5. *Résolu*, Que les Commissaires devront et pourront, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, nommer et employer un secrétaire, tels ingénieurs et arpenteurs et autres officiers, et aussi tels agents, serviteurs, travailleurs, que dans leur discrétion ils pourront considérer comme nécessaires et convenables pour l'exécution des pouvoirs et des devoirs qui leur sont dévolus en vertu des présentes résolutions.

6. *Résolu*, Que les résolutions passées le onzième jour d'août dernier par les directeurs du chemin de fer de la rive Nord et subseqüemment au dit jour, le vingt-deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, telles que ratifiées et confirmées par une résolution des actionnaires de la dite Compagnie, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer, dans et à la dite province de *Québec*, seront, en tous temps et lieux, considérées comme entières, finales, complètes et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et toute la propriété de la dite corporation et toutes les franchises et privilèges d'icelle, seront et sont par les présentes remises à Sa Majesté pour l'utilité publique de cette province ; et l'enregistrement d'une copie des dites résolutions, au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées des terres qui en aucun temps jusqu'à cette date auront pu être transportées ou engagées à la dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans les dites résolutions, et y eussent été séparément, spécialement et expressément décrites, nonobstant toute disposition de loi ou acte à ce contraire.

7. *Résolu*, Que le transport et cession fait le deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-quinze, devant *Dumouchel*, notaire public, par et entre la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et la Province de *Québec*, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer dans et à la dite province de *Québec*, seront considérés comme étant entiers, définitifs, complets et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et toute la propriété de la dite corporation et tous les droits et privilèges d'icelle, par iceux transportés de fait ou d'intention seront et sont par les présentes cédés à Sa Majesté pour l'utilité publique de la Province ; et l'enregistrement d'une copie des dits transport et cession au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées des terres, qui peuvent en aucun temps, jusqu'à ce jour, avoir été transportées ou engagées à la dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans le dit contrat ou convention et que si elles y eussent été séparément et spécialement et expressément décrites, nonobstant toute disposition de loi ou acte quelconque, à ce contraire.

8. *Résolu*, Que le contrat passé en la cité de *Québec*, le vingt-quatrième jour de septembre dernier, devant Mre. *Ph. Huot* et confrères, notaires, entre l'Honorable *Charles B. de Boucherville*, représentant la province de *Québec*, et l'Honorable *Thomas McGreevy*, pour la construction et l'achèvement de cette portion du dit chemin de fer entre l'eau profonde dans le port de la cité de *Québec* et la cité de *Montréal* et l'embranchement aux *Grandes Piles*, est confirmé et ratifié par les présentes.

9. *Résolu*, Que le contrat passé devant Mre. *Dumouchel*, notaire public, en la cité de *Québec*, le seizième jour de novembre dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, entre l'Honorable *Charles B. de Boucherville*, représentant la province de *Québec*, et *Duncan MacDonald*, pour la construction et l'achèvement de la portion du dit chemin de fer entre la cité de *Montréal* et le village d'*Aylmer*, dans le comté d'*Ottawa*, avec l'embranchement à *Saint-Jérôme*, est par les présentes ratifié et confirmé.

10. *Résolu*, Que les commissaires pourront faire des contrats et stipulations avec toutes personnes, corporations, gardiens, tuteurs, curateurs et fidéicommissaires quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs hoirs, successeurs et ayants cause, mais aussi pour et au nom de ceux qu'ils représentent, qu'ils soient mineurs, absents, aliénés, femmes mariées, ou autrement incapables de passer des contrats, au sujet de l'achat de tout terrain ou autre propriété nécessaire à la construction, entretien et usage du chemin de fer, aux prix qui pourront être convenus entre eux : et pourront aussi passer des contrats et stipulations avec ces personnes et corporations, au sujet du montant de la compensation à payer pour tous dommages soufferts par elles à raison de toute chose faite en vertu et sous l'autorité des présentes.



11. *Résolu*, Que, quant à cette portion du dit chemin de fer, entre *Aylmer* susdit, et le point dans le comté de *Pontiac*, qui sera déterminé comme étant le plus avantageux pour traverser la rivière *Ottawa*, de manière à relier la portion du dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du *Canada Central*, les dits commissaires devront la construire, par soumission et contrat, après que les plans et les spécifications d'icelle auront été régulièrement publiés ; et ils devront accepter les soumissions de tels contracteurs qui leur paraîtront posséder une capacité suffisante, l'expérience et les moyens nécessaires, pour faire l'ouvrage ou telles portions de l'ouvrage pour lequel ou lesquelles ils pouvaient contracter ; pourvu toutefois que les dits commissaires ne soient pas tenus d'accepter la plus basse (ou aucune des soumissions) dans le cas où ils croiraient devoir agir ainsi, dans l'intérêt du public, et pourvu aussi, que nul contrat, sous l'autorité de la dite résolution, ne soit conclu par les commissaires, avant qu'il ait été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

12. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le taux du salaire ou compensation, pour les commissaires et l'ingénieur-en-chef, et devra approuver tous les autres salaires qui seront accordés par les commissaires, sujets, dans tous les cas, à la révision et à la confirmation de la Législature.

13. *Résolu*, Que les commissaires pourront faire tels arrangements avec la compagnie du chemin de fer du *Canada Central*, qui pourront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour l'extension du dit chemin de fer du *Canada Central*, depuis le terminus Est de la portion subventionnée d'icelui, ou depuis tel autre point de jonction avec la dite portion subventionnée d'icelui qui pourra être choisi, jusqu'à la rivière *Ottawa*, à l'opposé du terminus Ouest du chemin de fer dont la construction est autorisée par les présentes, ou pour la construction d'un pont sur la dite rivière au dit terminus en dernier lieu mentionné, et aussi pour faire tels arrangements, pour le passage des convois du dit chemin, et pour le transport de marchandises, fret et de passagers, sur la dite portion subventionnée du dit chemin de fer du *Canada Central*, et sur le chemin de fer du Pacifique du *Canada*, ou un embranchement d'icelui, qui pourront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil. Mais ces arrangements ne seront obligatoires et ou définitifs qu'après l'approbation de la Législature de la province de *Québec*.

14. *Résolu*, Que toute cette partie des sections deuxième et cinquième de l'acte de cette province, 34 *Vict.*, chap. 21, la section troisième de l'acte de cette province, 36 *Vict.*, chap. 42, et toute autre disposition de la loi, par lesquelles une réserve de terres a été faite, soit à la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* ou à l'embranchement des *Grandes Piles*, soit à la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental* sont révoquées ; et les dites terres sont par les présentes réunies, aux terres publiques de la province de *Québec*, aussi pleinement et entièrement que si les dites sections ou dispositions n'avaient jamais été passées.

15. *Résolu*, Que les dits commissaires sont autorisés à prélever, par voie d'emprunt, une somme n'excédant pas \$3,000,000, pour la construction du dit chemin, et de ses embranchements, et à émettre des bons ou débetures à cet effet ; et ils pourront être autorisés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à garantir au nom de la province, que le dit chemin de fer sera complété et mis en opération.

16. *Résolu*, Que ces bons ou débetures seront signées par l'un des commissaires, contresignées et enregistrées dans un livre spécial par le secrétaire des dits commissaires, et certifiées, par le Trésorier de la Province, comme émanant en vertu des présentes.

Ils seront faits payables dans trente ans, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas six par cent par an, payable tous les six mois, sur présentation des coupons d'intérêts qui y seront annexés.

Les coupons d'intérêts annexés aux débetures, seront signés par le secrétaire des dits commissaires.

17. *Résolu*, Que les dits commissaires pourront vendre, les bons ou débetures

émises en vertu des présentes, et en disposer à tels prix dont ils pourront convenir et que le Lieutenant-Gouverneur en conseil approuvera ou prescrira ; et ils pourront garantir le paiement régulier du principal et de l'intérêt de ces bons par première hypothèque ou *mortgage* sur la dite ligne de chemin de fer et sur les terrains, bâtiments, matériel roulant et outillage et sur toutes autres propriétés et leurs revenus, et les dits commissaires seront tenus, de temps à autre, d'exécuter tout titre ou autre instrument que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra approuver qui pourra être nécessaire pour parfaire la charge destinée à être créée par cette hypothèque, et pour parfaire la sûreté qu'elle est destinée à donner et de permettre que cette charge soit rendue parfaitement efficace par son enregistrement, conformément aux lois de cette province.

18. *Résolu*, Que toute telle hypothèque pourra, de temps à autre, être consentie en faveur de toute corporation, personne ou personnes, dans le Royaume-Uni ou dans la Puissance du Canada ou ailleurs, comme fidéi-commissaires des porteurs des bons susdits, lesquels bons feront mention de la dite hypothèque et seront contresignés par les fidéi-commissaires ou l'un d'eux, ou en leur nom, par quelque personne dûment autorisée par eux à cet effet, pour identifier ces bons comme étant ceux qui doivent être garantis par la dite hypothèque ; mais toute banque ou société financière légalement constituée, pourra être aussi nommée fidéi-commissaire, et est par les présentes, autorisée à accepter cette charge et à remplir les devoirs s'y rattachant tels que décrits dans l'hypothèque.

19. *Résolu*, Que toute telle hypothèque pourra autoriser les fidéi-commissaires à prendre possession du chemin de fer, à exploiter et vendre le dit chemin, les terrains et autres propriétés y comprises, à défaut par les dits commissaires de payer les intérêts sur les bons ou partie d'iceux qui seront garantis par telle hypothèque, et cela à la suite de tels détails respectivement et tels termes et conditions dont les dits commissaires pourront convenir, et que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra approuver, prescrire, tel que spécifié dans la dite hypothèque.

20. *Résolu*, Que, après l'enregistrement régulier et conforme aux lois de la province, de toute telle hypothèque, ou celui d'une copie authentique notariée de cette hypothèque, dans les bureaux de toutes les divisions d'enregistrement où sera située quelque partie du chemin de fer, des terrains ou autres propriétés qu'elle pourra grever, et sans l'enregistrement d'aucun des bons émis, la dite hypothèque, pour les fins des présentes et de l'emprunt qu'il autorise, aura priorité à dater de son enregistrement sans égard à la date ou aux dates de l'émission des bons qu'elle doit garantir, et à quelque date ou dates subséquentes auxquelles ils seront ainsi émis, et sauf le cas d'une prescription différente dans l'hypothèque, tous les bons qui seront émis, sous sa garantie seront par elle garantis *pari passu*, et n'auront aucune priorité les uns sur les autres à raison des dates particulières de leurs émissions, ni pour aucune autre raison.

21. *Résolu*, Que les fidéi-commissaires pourront en tout temps, en leur propre nom, et sans le concours ou la coopération d'aucun des porteurs de bons, exercer tous les droits à eux conférés par la dite hypothèque, et faire exécuter dans l'intérêt et pour la protection des porteurs de bons, tous contrats qu'ils auront pu passer avec des entrepreneurs pour la construction du chemin de fer, ou avec toutes autres personnes, et cela précisément de la même manière que si tels contrats et la dite hypothèque eussent été passés et consentis pour leur propre bénéfice et que s'ils étaient les porteurs de tous les bons émis en vertu de l'hypothèque et destinés à être garantis par elle, et à cette fin, s'il y a nécessité, ils pourront plaider et se défendre en leur propre nom, dans toute action ou poursuite intentée dans toute cour de la province de Québec.

22. *Résolu*, Que il pourra être posé comme condition de la dite hypothèque, que dès que les dits fidéi-commissaires se seront engagés à prendre possession du dit chemin de fer, et l'auront mis en opération, ils seront tenus et obligés de rendre des comptes à époques déterminées, aux dits commissaires, des recettes du dit chemin et à payer aux dits commissaires tout surplus de revenu en sus de ce qui

est requis pour le paiement des réclamations des dits porteurs de bons et en sus des frais de la mise en opération et de l'entretien du dit chemin, le tout sujet à telle pénalité qui pourra être stipulée et établie dans et par la dite hypothèque.

23. *Résolu*, Qu'il est par le présent établi un fonds d'amortissement auquel les dits commissaires devront verser une somme annuelle de un pour cent sur le montant des bons ou débentures émises en vertu des présentes; et cette somme sera par eux remise au trésorier de la province, en paiements semi-annuels égaux, et placée et accumulée sous la direction du dit trésorier.

24. *Résolu*, Que ce fond d'amortissement pourra être employé au rachat des débentures ainsi émises, d'après les instructions du trésorier de la province, telle qu'approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

25. *Résolu*, Que sur les revenus du dit chemin, après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, les premières réclamations à payer seront les intérêts des bons ou débentures émises par les dits commissaires en vertu des présentes, et les sommes destinées au fonds d'amortissement créé en vertu de la résolution 23; et les secondes réclamations seront les intérêts payables aux corporations municipales comme ci-dessous; et la balance sera la propriété de la couronne et fera partie du fond consolidé du revenu de la province.

26. *Résolu*, Que les octrois municipaux ou les souscriptions de stock mentionnées dans la cédule A annexée aux présents, et les règlements les autorisant en faveur de la dite compagnie du Nord et de la dite compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, jusqu'ici nommée "la compagnie de chemin de fer de colonisation du nord, seront et sont investis dans le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*" et payés au trésorier de la province.

27. *Résolu*, Que les corporations qui ont fait de tels octrois ou qui ont souscrit le dit stock ne seront pas admises à plaider, par voie d'exception ou pour amender leurs engagements, le laps d'une période de temps écoulé, ou la négligence de la part des dites compagnies ou d'aucune d'elle, d'avoir rempli les ou une des conditions sous lesquelles ou laquelle, les dits octrois ou souscription de stock ont été faits; et les divers règlements sont par le présent acte déclarés obligatoires légaux et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques; et les dites corporations seront tenues et obligées respectivement, d'exécuter, d'émettre et de délivrer au trésorier de la province, le total de leurs bons ou débentures respectives, dont l'émission est autorisée par les dits règlements, et le trésorier au besoin et suivant le cas, pourra négocier ces bons ou débentures.

28. *Résolu*, Que les divers montants des souscriptions des corporations municipales au fonds social, soit de "la compagnie du chemin de fer de la rive nord," soit de "la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*," et des bonus accordés à ces compagnies, comprenant les sommes déjà payées, seront réputées être un placement fait sur le dit chemin, portant des intérêts payables par les dits commissaires aux dites corporations, jusqu'à concurrence de cinq pour cent par an sur leurs montants respectifs, selon que les revenus annuels du dit chemin le permettront après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, des intérêts des bons ou débentures émises en vertu de la résolution 15 et du fonds d'amortissement créé par la résolution 23, les dits intérêts ne devant commencer à courir qu'après que tout le chemin sera complété et mis en opération.

29. *Résolu*, Que les balances des différents subsides ou aides accordées, par les actes de cette province actuellement en force, à "la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*," et à "la compagnie du chemin de colonisation du nord de *Montréal*," et les sommes souscrites par les cités de *Québec*, *Montréal*, *Trois-Rivières*, et les diverses autres corporations et municipalités, seront payées par le trésorier de la province aux dits commissaires pour les fins des présentes, et seront employées sur les parties du chemin pour lesquelles ces subsides, aides et souscription ont été accordées; et les dits paiements seront faits sujets aux dispositions du proviso se rapportant au chemin depuis la cité des *Trois-Rivières* jusqu'au *Grandes Piles* et à l'établissement d'une ligne de vapeur sur le *St. Maurice*, contenu dans le premier

paragraphe de la section 16 de l'acte de cette province, 37 V. c. 2, et aussi proviso contenu dans la section 21 du dit acte.

30. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder aux dits commissaires, pour la construction du chemin de fer construit en vertu des présentes résolutions, un autre subside additionnel de \$2,327,000 comme représentant la valeur de l'octroi en terres accordé aux chemins de fer de la rive nord et de colonisation du nord de *Montréal*.

31. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra dès que le dit chemin, ou aussitôt qu'une section d'icelui aura été complétée, louer le dit chemin ou la dite section du dit chemin, à une ou à plusieurs personnes ou à une corporation, sujet à l'approbation de la Législature.

#### CEDULE A.

##### I. Souscriptions et octrois municipaux en faveur du chemin de fer de colonisation du Nord de *Montréal*.

La cité de <i>Montréal</i> .....	\$1,000,000 en parts.
Le comté d' <i>Ottawa</i> .....	200,000 "
La paroisse de <i>St. André</i> .....	25,000 "
Le village de <i>Ste. Thérèse de Blainville</i> .....	12,000 "
La paroisse de <i>Ste. Thérèse</i> .....	12,000 "
Le village de <i>St. Jérôme</i> .....	15,000 "
La paroisse de <i>St. Jérôme</i> .....	10,000 "
Le village de <i>Ste. Scholastique</i> .....	10,000 "
Le village de <i>St. Jérusalem d'Argenteuil, (Lachute)</i> .....	25,000 bonus.
Le village de la <i>Côte St. Louis</i> .....	25,000 en parts.

##### II. Souscriptions municipales en faveur du chemin de fer de la Rive Nord.

La cité de <i>Québec</i> .....	\$1,000,000 en parts.
" des <i>Trois-Rivières</i> .....	100,000 "
La paroisse de <i>St. Sauveur de Québec</i> .....	25,000 "
Résolutions à rapporter.	

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à trois heures et demie, mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

#### Mercredi, 15 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'asile des orphelins protestantes, *Québec*, pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Sylvestre*,—la pétition de *F. X. Routhier* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*.

Par M. Marchand,—la pétition de Chs. Langelier et autres, de la ville de St. Jean.  
Par M. Ogilvie,—la pétition du bureau de commerce de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend J. B. Vallée et autres, de la paroisse de St. Jérôme du Lac St. Jean, demandant le parachèvement du chemin de fer de Québec et du Lac St. Jean.

De Pierre Bourget et autres, du village de Lauzon; demandant des amendements au bill pour étendre les pouvoirs de la municipalité du village de Lauzon.

Ordonné, Que la pétition de Chs. Langelier et autres, de la ville de St. Jean, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que certaines clauses du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de St. Jean, ne deviennent pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des bills privés.

M. Mathieu, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer " The Church Home " de Montréal, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour octroyer à " La compagnie de navigation Union " incorporée par lettres-patentes, une nouvelle chartre d'incorporation, avec des pouvoirs plus étendus.

Bill pour incorporer " la compagnie d'assurance patriotique du Canada."

Bill pour incorporer le corps de musique du village Lauzon.

Bill pour incorporer le collège de Notre-Dame, Côte des Neiges.

Bill pour autoriser les commissaires d'école de la municipalité scolaire de St. Henri, comté d'Hochelega, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâtisses pour des fins d'écoles.

Bill pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'Eglise libre, (Free Church,) de la rue Côte, de Montréal, au sujet de sa propriété.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de sept jours requis par la 60ème règle de cette Chambre soit limité à trois jours seulement, à compter de la date à l'ordre de référence de tous les bills privés, pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session et que la 60ème soit suspendue à cet effet.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le neuvième rapport du dit comité.

Sur motion de M. Beauchesne, secondé par M. Landry,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les détenteurs de limites à bois dans le comté de Bonaventure, et les noms de ces détenteurs qui ont payé les rentes foncières le cinq de décembre courant.

Sur motion de M. Chauveau, secondé par M. Lynch.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le rapport de Pierre Gauvreau, écr., ingénieur du gouvernement en date du 11 mars 1875, sur les travaux sur le Québec Central Railroad.

Sur motion de *M. Sawyer*, secondé par *M. Thornton*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des terres dont la vente a été annulée, dans les townships de *Dillon*, *Hampden*, *Whitton*, *Marston & Ditchfield*, depuis le premier janvier 1875, avec les noms des acheteurs, les dates de ces achats et les raisons qui ont occasionné leur annulation.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Résolu*, Que la requête du révérend *Louis Trahan* et autres, habitants, des paroisses de *St. Thomas de Pierreville*, *St. François du Lac* et *St. Pie de Guir*, dans le comté d'*Yamaska*, demandant la passation d'un acte réglant le flottage du bois de corde sur la rivière *St. François* et ses tributaires, soit renvoyée à un comité spécial composé de *M. le Commissaire Malhiot* et de *M. Houde*, *M. McGawran*, *M. Mathieu*, *M. Méthot*, *M. Molleur*, *M. Ogilvie*, *M. Robert*, *M. Thornton*, *M. Watts* et *M. Wurtele*, et qu'instruction soit donnée au dit comité de s'enquérir des faits mentionnés dans la dite requête et des meilleurs moyens à prendre pour remédier aux graves inconvénients et aux abus y signalés avec permission d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport de temps à autres.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les lois de la chasse en cette province; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Beaubien* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le bill soit ré-imprimé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour définir la juridiction de la cour de magistrat et celle des magistrats de district en matière civile; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil et l'Honorable *M. Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer certaines parties du township de *Shawinigan*, dans le comté de *St. Maurice*, à la paroisse de *Ste. Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher du comté de *Terrebonne* la partie de la paroisse de *Ste. Monique*, située dans le dit comté, et l'annexer au comté des *Deux-Montagnes*, pour les fins parle-

mentaires, d'enregistrement, municipales et scolaires; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Taillon, fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour détacher du comté de *Terrebonne* la partie de la paroisse de *Sainte Monique*, située dans ce comté et l'annexer au comté des *Deux-Montagnes*, et pour annexer certaines terres détachées du domaine du Lac des *Deux-Montagnes* à la paroisse de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher du comté de *Dorchester* une partie de la paroisse de *St. Anselme*, située dans ce comté et l'annexer au comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mathieu fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'article 2179 du code civil est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'Honorable M. Irvine, membre pour le district électoral de *Mégantic*, se lève de son siège et dit :

Qu'il a appris, de source certaine et qu'il croit cette information véritable, que *George Deschênes*, écuyer, membre pour la division électorale de *Témiscouata*, a fait et signé une déclaration dont voici la copie :

" Je, *George Deschênes*, reconnais avoir dit à *Basile Thibault*, chez lui, vers la fin du mois de mai dernier, que lors de l'élection de M. *Elie Mailloux*, en 1872, M. *Charles Bertrand*, alors candidat, s'était vendu pour \$500.00 à condition qu'il retirerait sa candidature; que ces \$500.00 lui avaient été payées en ma présence chez le dit *Sieur Elie Mailloux* où il était arrêté en descendant de *Québec* : que j'avais fait et rédigé moi-même l'acte de résignation et que j'avais passé ma chaise au *Sieur Bertrand* pour s'asseoir afin de signer le contrat; que j'avais cet écrit en mains et j'ai dit de plus au *Sieur Thibault* que je lui laissais avoir cet écrit quand il le voudrait afin de lui faire croire toute cette histoire que j'inventais pour servir dans mon élection.

" Je déclare par ces présentes que je n'étais pas présent lorsque M. *Bertrand* a arrêté chez *Mailloux*, que je ne l'ai point vu recevoir d'argent, qu'aucun de ceux présents m'a dit que M. *Bertrand* en avait reçu ou qu'il lui en avait été promis, que je n'ai jamais fait d'écrit, que ce sont des mensonges que j'ai faits et inventés pour compromettre et perdre M. *Bertrand* comme homme public, que c'est ma faute si M. *Basile Thibault* se confiant sur ma parole a répété cette histoire mensongère qui l'a exposé à une poursuite très onéreuse et dont je m'engage à payer les frais.

C'est pourquoi j'ai signé les présentes à l'*Isle Verte*, le 30 août 1875.

(Signé,)

GEORGE H. DESCHÊNES.

En présence de { J. B. Raymond et  
sa  
Basile Thibault : — } Témoins.  
marque.

L'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *De Beaujeu*, propose alors que cette question soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

Et des débats s'ensuivant ;

*Ordonné*, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les huissiers de la province de *Québec*, étant lu ;

M. *Taillon*, secondé par M. *Beaubien*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile.

Le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly*, étant lu ;

M. *Préfontaine*, fait rapport du bill en conséquence.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, étant lu ;

L'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, propose qu'il soit donné instruction au dit comité d'amender le bill en retranchant les mots " et un quart " dans le premier paragraphe de la deuxième clause.

Et des débats s'en suivant ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

M. *Taillon*, secondé par M. *Mathieu*, propose qu'il soit donné instruction au dit comité d'ajouter à la fin du cinquième paragraphe de la deuxième clause les mots " les compagnies d'assurances contre le feu qui ne prennent des risques qu'en dehors des limites de la cité ne sont pas comprises dans cette disposition, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Laframboise* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois.



*A sept heures et demie, P. M.,*

Conformément à la 19<sup>e</sup> règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'article 210 du code civil, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'Eglise de *St. Etienne (St. Stephens Church)*, de la paroisse de *St. Etienne (St. Stephen)*, dans le diocèse de *Montréal*, à vendre la dite église et la propriété sur laquelle elle est bâtie et à construire une autre église ailleurs ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom de la société de construction permanente provinciale en celui de la compagnie provinciale de placement et de prêt et pour étendre ses pouvoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour changer le nom de la société provinciale permanente de construction en celui de compagnie provinciale de prêt et pour étendre ses pouvoirs.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom de la société de construction permanente de *Montréal* en celui de la compagnie de dépôt et de prêt de *Montréal*, et pour étendre ses pouvoirs ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour changer le nom de " la société permanente de construction de *Montréal* " en celui de " Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal* " " (*Montreal loan and mortgage Company*)," et pour en étendre les pouvoirs.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le

fauteuil, et M. Marchand fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser l'évêque catholique romain ou la corporation épiscopale catholique romaine de *Montréal* à vendre un immeuble destiné par le testament du Révérend *Louis Marie Lefebvre* à l'établissement d'un hôpital en la paroisse de *Ste. Geneviève*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur la bill pour amender l'acte 37 Vict., chap. 49, incorporant la ville de *Longueuil*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 Vict., chap. 49."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer *The Young Irish Literary and Benevolent Association*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer l'association littéraire et de bienfaisance des jeunes Irlandais de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette Province, 38 Vict., chap. 79, intitulé : "Acte pour incorporer la cité de *Hull*," et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Houde* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la Rivière *Richelieu* (36 Vict., chap. 74); et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte incorporant " la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour incorporer le Collège de *St. Césaire* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : Le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " dans l'opinion de cette Chambre la politique du gouvernement sur les chemins de fer doit inévitablement plonger la province dans les plus sérieuses difficultés, et qu'avant longtemps elle conduira à la taxe directe et à la ruine de la province," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bachand,*  
*Bisson,*  
*Cameron,*  
*Chauveau,*

*Daigle,*  
*Joly,*  
*Laberge,*  
*Lafontaine,*

*Laframboise,*  
*Marchand,*  
*Molleur,*  
*Pâquet,*

*Robert,*  
*Watts et*  
*Wurtele.*— 15.

CONTRE :

Messieurs

*Angers, (Sol. Gén.),*  
*Baker,*  
*Beaubien,*  
*Beauchesne,*  
*Chapleau,*  
*Charlebois,*  
*Church, (Proc. Gén.)*  
*Deschênes,*  
*Duhamel,*

*Garneau,*  
*Gauthier,*  
*Gendron,*  
*Houde,*  
*Lacerte,*  
*Lalonde,*  
*LaRue,*  
*Lavallée,*  
*LeCavalier,*

*Loranger,*  
*Malhiot,*  
*Martin,*  
*Mathieu,*  
*McGauvran,*  
*Méthot,*  
*Ouimet,*  
*Peltier,*  
*Picard,*

*Préfontaine,*  
*Rinfret dit Malouin,*  
*Roy,*  
*Shehyn,*  
*St. Cyr,*  
*Sylvestre,*  
*Taillon et*  
*Verreault.*— 40.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative sur la même division que la précédente prise en sens contraire.

L'Honorable M. *Ouimet* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que " la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* " et " la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental*," jusqu'ici connue sous le nom de " la compagnie du chemin de colonisation du Nord," ont respec-

tivement signifié au Lieutenant-Gouverneur leur impuissance à poursuivre la construction des dites lignes de chemin, et attendu qu'elles ont respectivement déclaré être prêtes à faire la cession, au gouvernement de la province de *Québec*, de la propriété et des droits des dites corporations, si le gouvernement consentait à entreprendre la construction des chemins de fer, avec les embranchements d'iceux aux *Grandes Piles* et à *St. Jérôme* ; et attendu qu'il est de l'intérêt public que les dits chemins soient construits et de là prolongés comme ci-après exposé ; en conséquence, il est :

1. *Résolu*, Qu'un chemin de fer sera construit partant du port de *Québec* et s'étendant depuis l'eau profonde dans le dit port, *viâ Montréal*, au point, dans le comté de *Pontiac*, qui paraîtra le plus avantageux, pour faire aboutir le dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du *Canada* central et à tout chemin de fer quelconque y compris un embranchement depuis la cité des *Trois-Rivières* aux *Grandes Piles* et un autre de *Sainte-Thérèse* à *Saint-Jérôme* ; et le dit chemin sera désigné et connu sous le nom du "chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*."

2. *Résolu*, Que le dit chemin de fer sera un ouvrage public appartenant à la province de *Québec*, possédé pour l'utilité publique de la dite province, et sera construit à voie de quatre pieds huit pouces et demi, et sur telles rampes, en tels endroits, de telle manière, avec tels matériaux, et d'après telles spécifications qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer et de fixer, comme étant les mieux adaptées aux intérêts généraux de la Province, le tout sujet à tous les contrats existant que la législature de la Province de *Québec* pourra ratifier et confirmer.

3. *Résolu*, Que la construction du dit chemin de fer et son administration seront sous le contrôle de trois commissaires nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquels resteront en office durant bon plaisir. Ils seront désignés par et sous le nom de "commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*."

4. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil devra et pourra nommer un ingénieur-en-chef et des ingénieurs, sur la ligne entière ou sur une section ou partie du dit chemin, qui resteront en charge durant bon plaisir et à qui les dits commissaires, par leurs ordres donnés de temps à autre, confieront la surveillance générale des travaux qui pourront être exécutés ou complétés en vertu des présentes résolutions.

5. *Résolu*, Que les Commissaires devront et pourront, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, nommer et employer un secrétaire, tels ingénieurs et arpenteurs et autres officiers, et aussi tels agents, serviteurs, travailleurs, que dans leur discrétion ils pourront considérer comme nécessaires et convenables pour l'exécution des pouvoirs et des devoirs qui leur sont dévolus en vertu des présentes résolutions.

6. *Résolu*, Que les résolutions passées le onzième jour d'août dernier par les directeurs du chemin de fer de la rive Nord et subseqüemment au dit jour, le vingt-deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, telles que ratifiées et confirmées par une résolution des actionnaires de la dite Compagnie, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer, dans et à la dite province de *Québec*, seront, en tous temps et lieux, considérées comme entières, finales, complètes et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques ; et toute la propriété de la dite corporation et toutes les franchises et privilèges d'icelle, seront et sont par les présentes remises à Sa Majesté pour l'utilité publique de cette province ; et l'enregistrement d'une copie des dites résolutions, au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées des terres qui en aucun temps jusqu'à cette date auront pu être transportées ou engagées à la dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans les dites résolutions, et y eussent été séparément, spécialement

et expressément décrites, nonobstant toute disposition de loi ou acte à ce contraire.

7. *Résolu*, Que le transport et cession fait le deuxième jour de novembre de l'année mil huit cent soixante-quinze, devant *Dumouchel*, notaire public, par et entre la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et la Province de *Québec*, ayant pour but d'investir et de transporter toute la propriété de la dite compagnie de chemin de fer dans et à la dite province de *Québec*, seront considérés comme étant entiers, définitifs, complets et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques; et toute la propriété de la dite corporation et tous les droits et privilèges d'icelle, par iceux transportés de fait ou d'intention seront et sont par les présentes cédés à Sa Majesté pour l'utilité publique de la Province; et l'enregistrement d'une copie des dits transport et cession au bureau d'enregistrement de toute division d'enregistrement de cette province, dans laquelle sont situées des terres, qui peuvent en aucun temps, jusqu'à ce jour, avoir été transportées ou engagées à la dite compagnie, aura la même force et le même effet que si les dites terres avaient été spécialement mentionnées dans le dit contrat ou convention et que si elles y eussent été séparément et spécialement et expressément décrites, nonobstant toute disposition de loi ou acte quelconque, à ce contraire.

8. *Résolu*, Que le contrat passé en la cité de *Québec*, le vingt-quatrième jour de septembre dernier, devant M<sup>re</sup>. *Ph. Huot* et confrères, notaires, entre l'Honorable *Charles B. de Boucherville*, représentant la province de *Québec*, et l'Honorable *Thomas McGreevy*, pour la construction et l'achèvement de cette portion du dit chemin de fer entre l'eau profonde dans le port de la cité de *Québec* et la cité de *Montréal* et l'embranchement aux *Grandes Piles*, est confirmé et ratifié par les présentes.

9. *Résolu*, Que le contrat passé devant M<sup>re</sup>. *Dumouchel*, notaire public, en la cité de *Québec*, le seizième jour de novembre dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, entre l'Honorable *Charles B. de Boucherville*, représentant la province de *Québec*, et *Duncan MacDonald*, pour la construction et l'achèvement de la portion du dit chemin de fer entre la cité de *Montréal* et le village d'*Aylmer*, dans le comté d'*Ottawa*, avec l'embranchement à *Saint-Jérôme*, est par les présentes ratifié et confirmé.

10. *Résolu*, Que les commissaires pourront faire des contrats et stipulations avec toutes personnes, corporations, gardiens, tuteurs, curateurs et fidéi-commissaires quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs hoirs, successeurs et ayants cause, mais aussi pour et au nom de ceux qu'ils représentent, qu'ils soient mineurs, absents, aliénés, femmes mariées, ou autrement incapables de passer des contrats, au sujet de l'achat de tout terrain ou autre propriété nécessaire à la construction, entretien et usage du chemin de fer, aux prix qui pourront être convenus entre eux; et pourront aussi passer des contrats et stipulations avec ces personnes et corporations, au sujet du montant de la compensation à payer pour tous dommages soufferts par elles à raison de toute chose faite en vertu et sous l'autorité des présentes.

11. *Résolu*, Que, quant à cette portion du dit chemin de fer, entre *Aylmer* susdit, et le point dans le comté de *Pontiac*, qui sera déterminé comme étant le plus avantageux pour traverser la rivière *Ottawa*, de manière à relier la portion du dit chemin de fer à la portion subventionnée du chemin de fer du *Canada Central*, les dits commissaires devront la construire, par soumission et contrat, après que les plans et les spécifications d'icelle auront été régulièrement publiés; et ils devront accepter les soumissions de tels contracteurs qui leur paraîtront posséder une capacité suffisante, l'expérience et les moyens nécessaires, pour faire l'ouvrage ou telles portions de l'ouvrage pour lequel ou lesquelles ils pouvaient contracter; pourvu toutefois que les dits commissaires ne soient pas tenus d'accepter la plus basse (ou aucune des soumissions) dans le cas où ils croiraient devoir agir ainsi, dans l'intérêt du public, et pourvu aussi, que nul contrat, sous l'autorité de la dite résolution, ne soit conclu par les commissaires, avant qu'il ait été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

12. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le taux du salaire ou compensation, pour les commissaires et l'ingénieur-en-chef, et devra approuver tous les autres salaires qui seront accordés par les commissaires, sujets, dans tous les cas, à la révision et à la confirmation de la Législature.

13. *Résolu*, Que les commissaires pourront faire tels arrangements avec la compagnie du chemin de fer du *Canada Central*, qui pourront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour l'extension du dit chemin de fer du *Canada Central*, depuis le terminus Est de la portion subventionnée d'icelui, ou depuis tel autre point de jonction avec la dite portion subventionnée d'icelui qui pourra être choisi, jusqu'à la rivière *Ottawa*, à l'opposé du terminus Ouest du chemin de fer dont la construction est autorisée par les présentes, ou pour la construction d'un pont sur la dite rivière au dit terminus en dernier lieu mentionné, et aussi pour faire tels arrangements, pour le passage des convois du dit chemin, et pour le transport de marchandises, fret et de passagers, sur la dite portion subventionnée du dit chemin de fer du *Canada Central*, et sur le chemin de fer du Pacifique du *Canada*, ou un embranchement d'icelui, qui pourront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil. Mais ces arrangements ne seront obligatoires et ou définitifs qu'après l'approbation de la Législature de la province de *Québec*.

14. *Résolu*, Que toute cette partie des sections deuxième et cinquième de l'acte de cette province, 34 *Vict.*, chap. 21, la section troisième de l'acte de cette province, 36 *Vict.*, chap. 42, et toute autre disposition de la loi, par lesquelles une réserve de terres a été faite, soit à la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* ou à l'embranchement des *Grandes Piles*, soit à la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa* et *Occidental* sont révoquées ; et les dites terres sont par les présentes réunies, aux terres publiques de la province de *Québec*, aussi pleinement et entièrement que si les dites sections ou dispositions n'avaient jamais été passées.

15. *Résolu*, Que les dits commissaires sont autorisés à prélever, par voie d'emprunt, une somme n'excédant pas \$3,000,000, pour la construction du dit chemin, et de ses embranchements, et à émettre des bons ou débentures à cet effet ; et ils pourront être autorisés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à garantir au nom de la province, que le dit chemin de fer sera complété et mis en opération.

16. *Résolu*, Que ces bons ou débentures seront signées par l'un des commissaires, contresignées et enregistrées dans un livre spécial par le secrétaire des dits commissaires, et certifiées, par le Trésorier de la Province, comme émanant en vertu des présentes.

Ils seront faits payables dans trente ans, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas six par cent par an, payable tous les six mois, sur présentation des coupons d'intérêts qui y seront annexés.

Les coupons d'intérêts annexés aux débentures, seront signés par le secrétaire des dits commissaires.

17. *Résolu*, Que les dits commissaires pourront vendre, les bons ou débentures émises en vertu des présentes, et en disposer à tels prix dont ils pourront convenir et que le Lieutenant-Gouverneur en conseil approuvera ou prescrira ; et ils pourront garantir le paiement régulier du principal et de l'intérêt de ces bons par première hypothèque ou *mortgage* sur la dite ligne de chemin de fer et sur les terrains, bâtiments, matériel roulant et outillage et sur toutes autres propriétés et leurs revenus, et les dits commissaires seront tenus, de temps à autre, d'exécuter tout titre ou autre instrument que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra approuver qui pourra être nécessaire pour parfaire la charge destinée à être créée par cette hypothèque, et pour parfaire la sûreté qu'elle est destinée à donner et de permettre que cette charge soit rendue parfaitement efficace par son enregistrement, conformément aux lois de cette province.

18. *Résolu*, Que toute telle hypothèque pourra, de temps à autre, être consentie en faveur de toute corporation, personne ou personnes, dans le Royaume-Uni ou dans la Puissance du *Canada* ou ailleurs, comme fidéi-commissaires des

porteurs des bons susdits, lesquels bons feront mention de la dite hypothèque et seront contresignés par les fidéi-commissaires ou l'un d'eux, ou en leur nom, par quelque personne dûment autorisée par eux à cet effet, pour identifier ces bons comme étant ceux qui doivent être garantis par la dite hypothèque ; mais toute banque ou société financière légalement constituée, pourra être aussi nommée fidéi-commissaire, et est par les présentes, autorisée à accepter cette charge et à remplir les devoirs s'y rattachant tels que décrits dans l'hypothèque.

19. *Résolu*, Que toute telle hypothèque pourra autoriser les fidéi-commissaires à prendre possession du chemin de fer, à exploiter et vendre le dit chemin, les terrains et autres propriétés y comprises, à défaut par les dits commissaires de payer les intérêts sur les bons ou partie d'iceux qui seront garantis par telle hypothèque, et cela à la suite de tels détails respectivement et tels termes et conditions dont les dits commissaires pourront convenir, et que le Lieutenant Gouverneur en conseil pourra approuver, prescrire, tel que spécifié dans la dite hypothèque.

20. *Résolu*, Que, après l'enregistrement régulier et conforme aux lois de la province, de toute telle hypothèque, ou celui d'une copie authentique notariée de cette hypothèque, dans les bureaux de toutes les divisions d'enregistrement où sera située quelque partie du chemin de fer, des terrains ou autres propriétés qu'elle pourra grever, et sans l'enregistrement d'aucun des bons émis, la dite hypothèque, pour les fins des présentes et de l'emprunt qu'il autorise, aura priorité à dater de son enregistrement sans égard à la date ou aux dates de l'émission des bons qu'elle doit garantir, et à quelque date ou dates subséquentes auxquelles ils seront ainsi émis, et sauf le cas d'une prescription différente dans l'hypothèque, tous les bons qui seront émis, sous sa garantie seront par elle garantis *pari passu*, et n'auront aucune priorité les uns sur les autres à raison des dates particulières de leurs émissions, ni pour aucune autre raison.

21. *Résolu*, Que les fidéi-commissaires pourront en tout temps, en leur propre nom, et sans le concours ou la coopération d'aucun des porteurs de bons, exercer tous les droits à eux conférés par la dite hypothèque, et faire exécuter dans l'intérêt et pour la protection des porteurs de bons, tous contrats qu'ils auront pu passer avec des entrepreneurs pour la construction du chemin de fer, ou avec toutes autres personnes, et cela précisément de la même manière que si tels contrats et la dite hypothèque eussent été passés et consentis pour leur propre bénéfice et que s'ils étaient les porteurs de tous les bons émis en vertu de l'hypothèque et destinés à être garantis par elle, et à cette fin, s'il y a nécessité, ils pourront plaider et se défendre en leur propre nom, dans toute action ou poursuite intentée dans toute cour de la province de Québec.

22. *Résolu*, Que il pourra être posé comme condition de la dite hypothèque, que dès que les dits fidéi-commissaires se seront engagés à prendre possession du dit chemin de fer, et l'auront mis en opération, ils seront tenus et obligés de rendre des comptes à époques déterminées, aux dits commissaires, des recettes du dit chemin et à payer aux dits commissaires tout surplus de revenu en sus de ce qui est requis pour le paiement des réclamations des dits porteurs de bons et en sus des frais de la mise en opération et de l'entretien du dit chemin, le tout sujet à telle pénalité qui pourra être stipulée et établie dans et par la dite hypothèque.

23. *Résolu*, Qu'il est par le présent établi un fonds d'amortissement auquel les dits commissaires devront verser une somme annuelle de un pour cent sur le montant des bons ou débentures émises en vertu des présentes ; et cette somme sera par eux remise au trésorier de la province, en paiements semi-annuels égaux, et placée et accumulée sous la direction du dit trésorier.

24. *Résolu*, Que ce fond d'amortissement pourra être employé au rachat des débentures ainsi émises, d'après les instructions du trésorier de la province, telle qu'approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

25. *Résolu*, Que sur les revenus du dit chemin, après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, les premières réclamations à payer seront les intérêts des bons ou débentures émises par les dits commissaires en vertu des

présentes, et les sommes destinées au fonds d'amortissement créé en vertu de la résolution 23; et les secondes réclamations seront les intérêts payables aux corporations municipales comme ci-dessous; et la balance sera la propriété de la couronne et fera partie du fond consolidé du revenu de la province.

26. *Résolu*, Que les octrois municipaux ou les souscriptions de stock mentionnées dans la cédule A annexée aux présents, et les règlements les autorisant en faveur de la dite compagnie du Nord et de la dite compagnie du chemin de fer de *Montréal, Ottawa et Occidental*, jusqu'ici nommée "la compagnie de chemin de fer de colonisation du nord, seront et sont investis dans le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*" et payés au trésorier de la province.

27. *Résolu*, Que les corporations qui ont fait de tels octrois ou qui ont souscrit le dit stock ne seront pas admises à plaider, par voie d'exception ou pour amender leurs engagements, le laps d'une période de temps écoulé, ou la négligence de la part des dites compagnies ou d'aucune d'elle, d'avoir rempli les ou une des conditions sous lesquelles ou laquelle, les dits octrois ou souscription de stock ont été faits; et les divers règlements sont par le présent acte déclarés obligatoires légales et d'efficacité à toutes fins et intentions quelconques; et les dites corporations seront tenues et obligées respectivement, d'exécuter, d'émettre et de délivrer au trésorier de la province, le total de leurs bons ou débentures respectives, dont l'émission est autorisée par les dits règlements, et le trésorier au besoin et suivant le cas, pourra négocier ces bons ou débentures.

28. *Résolu*, Que les divers montants des souscriptions des corporations municipales au fonds social, soit de "la compagnie du chemin de fer de la rive nord," soit de "la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*," et des bonus accordés à ces compagnies, comprenant les sommes déjà payées, seront réputées être un placement fait sur le dit chemin, portant des intérêts payables par les dits commissaires aux dites corporations, jusqu'à concurrence de cinq par cent par an sur leurs montants respectifs, selon que les revenus annuels du dit chemin le permettront après le paiement des dépenses courantes, d'entretien et d'exploitation, des intérêts des bons ou débentures émises en vertu de la résolution 15 et du fonds d'amortissement créé par la résolution 23, les dits intérêts ne devant commencer à courir qu'après que tout le chemin sera complété et mis en opération.

29. *Résolu*, Que les balances des différents subsides ou aides accordées, par les actes de cette province actuellement en force, à "la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*," et à "la compagnie du chemin de colonisation du nord de *Montréal*," et les sommes souscrites par les cités de *Québec, Montréal, Trois-Rivières*, et les diverses autres corporations et municipalités, seront payées par le trésorier de la province aux dits commissaires pour les fins des présentes, et seront employées sur les parties du chemin pour lesquelles ces subsides, aides et souscription ont été accordées; et les dits paiements seront faits sujets aux dispositions du proviso se rapportant au chemin depuis la cité des *Trois-Rivières* jusqu'au *Grandes Piles* et à l'établissement d'une ligne de vapeur sur le *St. Maurice*, contenu dans le premier paragraphe de la section 16 de l'acte de cette province, 37 V. c. 2, et aussi proviso contenu dans la section 21 du dit acte.

30. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder aux dits commissaires, pour la construction du chemin de fer construit en vertu des présentes résolutions, un autre subside additionnel de \$2,327.000 comme représentant la valeur de l'octroi en terres accordé aux chemins de fer de la rive nord et de colonisation du nord de *Montréal*.

31. *Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra dès que le dit chemin, ou aussitôt qu'une section d'icelui aura été complétée, louer le dit chemin ou la dite section du dit chemin, à une ou à plusieurs personnes ou à une corporation, sujet à l'approbation de la Législature.



## CEDULE A.

## I. Souscriptions et octrois municipaux en faveur du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal.

La cité de Montréal .....	\$1,000,000 en parts.
Le comté d'Ottawa.....	200,000. "
La paroisse de St. André.....	25,000 "
Le village de Ste. Thérèse de Blainville.....	12,000 "
La paroisse de Ste. Thérèse.....	12,000 "
Le village de St. Jérôme.....	15,000 "
La paroisse de St. Jérôme.....	10,000 "
Le village de Ste. Scholastique.....	10,000 "
Le village de St. Jérusalem d'Argenteuil, (Lachute).....	25,000 bonus.
Le village de la Côte St. Louis.....	25,000 en parts.

## II. Souscriptions municipales en faveur du chemin de fer de la Rive Nord.

La cité de Québec.....	\$1,000,000 en parts.
" des Trois-Rivières.....	100,000 "
La paroisse de St. Sauveur de Québec.....	25,000 "

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Church ait la permission d'introduire un bill concernant la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'état civil de la paroisse de Ste. Marie de Monnoir, dans le comté de Rouville; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le prélèvement d'une taxe sur les exhibits produits dans certaines cours de justice, étant lu ;

Et la question étant proposée,

Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'honorable M. Ouimet, fait en conséquence rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. Résolu, Que pour augmenter le fonds destiné à l'administration de la justice, il soit prélevé un droit de dix centins payable à la couronne, au profit de cette province, sur chaque reçu, compte et exhibit quelconque produit devant la cour supérieure, la cour de circuit ou la cour de magistrat.

2. Résolu, Que le droit mentionné dans la résolution précédente fasse partie du fonds de bâties et de jurés et soit perçu de la même manière que les autres droits

judiciaires déjà payables à la couronne ; et que toutes les dispositions de loi applicables à ces derniers droits, s'appliquent avec le même effet au droit imposé par les présentes résolutions.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,

Que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. Ouimet fait en conséquence rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que tout assureur, faisant dans la province des affaires d'assurance autres que celles d'assurance maritime exclusivement, soit tenu de prendre une licence, avant le premier de mai de chaque année, de l'officier du revenu du district où se trouve son principal bureau d'affaires ou son agence principale.

2. *Résolu*, Que le prix de cette licence consistera dans le paiement, à la couronne pour l'usage de cette province, lors de l'émission ou de la délivrance de toute police d'assurance sauf celle d'assurance maritime et lors de la délivrance de chaque reçu de prime ou renouvellement se rapportant à une police émise avant ou après l'entrée en force de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, d'une somme calculée au taux de trois centins par chaque cent piastres ou fraction de cent piastres, par an, du montant assuré ou garanti. Et que ce paiement soit fait au moyen d'un ou de plusieurs timbres adhésifs équivalents en valeur au montant requis, apposés par l'assureur, ses agents et officiers ou employés, sur la police d'assurance ou sur le reçu ou le renouvellement, selon le cas, lors de leur confection, émission ou délivrance.

3. *Résolu*, Que quiconque, pour un assureur tenu de prendre une licence en vertu des présentes résolutions ou au nom de tel assureur, délivrera une police d'assurance ou un reçu de prime ou un renouvellement, sans que la police, le reçu ou le renouvellement soit revêtu de timbres au montant requis, soit punissable, pour chaque contravention, d'une amende de \$50, ou, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas trois mois.

4. *Résolu*, Que tout assureur tenu de prendre une licence en vertu des présentes résolutions, pour lequel ou au nom duquel, une police d'assurance ou un reçu de prime ou un renouvellement aura été délivré sans être revêtu de timbres au montant requis, soit punissable, pour chaque cas, d'une amende n'excédant pas \$50, ou, à défaut de paiement, à moins que cet assureur ne soit une corporation, à un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec* (34 Vict., chap. 2) et les divers actes qui l'amendent et pour en étendre l'application, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Church*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angrs*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, (24 Vict., chap. 24) concernant la pratique de la vaccination est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

---

Jeudi, 16 décembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Houde*,—la pétition du Révérend N. O. *LaRue*, et autres, des townships de *Hunterston* et *Decalonne*, comté de *Maskinongé*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—la pétition de l'association Pharmaceutique de la province de *Québec*.

Par M. *Laroche*,—la pétition de *John O'Farrell*, et autres, de la paroisse de *St.-Malachie*, et la pétition de *Michel Moses Donohue* et autres, de la paroisse de *St.-Malachie*, tous du comté de *Dorchester*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend A. H. B. *Lassiseraye* et autres, du comté d'*Yamaska* ; demandant que l'acte 35 Vict., ch. 30 soit amendé.

Du Révérend J. C. *Cloutier* et autres, du comté de *Témiscouata* ; demandant que le gouvernement établisse un canton de repatriement dans le dit comté.

De *Octave Cuisset* ; demandant que, pour le défrayer du coût de l'impression de son "Traité populaire de la culture de la betterave et de la fabrication du sucre en Canada," une somme de \$250 à déduire du subside de \$500 votée dans le but d'encourager la culture de la betterave, lui soit accordée.

Du Révérend P. N. *Thivierge* et autres, de la paroisse de *St.-Bonaventure d'Hamilton* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière "du Petit Bonaventure," et pour autres fins.

Du Révérend C. S. *Brochu* et autres, de la paroisse de *St.-Magloire* ;—et du Révérend C. S. *Brochu* et autres, des townships *Roux*, *Bellechasse* et *Daquam*, comté de *Bellechasse* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que M. *Baker*, ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LaRue*, ait la permission d'introduire un bill concernant la compilation des statistiques de naissances, mariages, décès et causes de décès dans la province de *Québec*.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que cette Chambre concourt dans le troisième rapport du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires.

Le bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, est en conformité de l'ordre lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*, et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Baker*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Baker, fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill concernant le notariat et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Beauchesne, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Beauchesne, fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant proposée que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Watts, secondé par M. Lynch, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " soit " jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y ajouter après la clause dix les mots suivants : " que cette clause ne s'appliquera pas ni aura aucun effet dans la division d'enregistrement de Sherbrooke " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise des débats sur la question qui a été proposée hier que la déclaration de l'Honorable M. Irvine, savoir :

Qu'il a appris, de source certaine et qu'il croit cette information véritable, que George Deschênes, écuyer, membre pour la division électorale de *Témiscouata*, a fait et signé une déclaration dont voici la copie :

" Je, George Deschênes, reconnais avoir dit à Basile Thibault, chez lui, vers la fin du mois de mai dernier, que lors de l'élection de M. Elie Mailloux, en 1872, M. Charles Bertrand, alors candidat, s'était vendu pour \$500.00 à condition qu'il retirerait sa candidature ; que ces \$500.00 lui avaient été payées en ma présence chez le dit Sieur Elie Mailloux où il était arrêté en descendant de Québec : que j'avais fait et rédigé moi-même l'acte de résignation et que j'avais passé ma chaise au Sieur Bertrand pour s'asseoir afin de signer le contrat ; que j'avais cet écrit en mains et j'ai dit de plus au Sieur Thibault que je lui laissais avoir cet écrit quand il le voudrait afin de lui faire croire toute cette histoire que j'inventais pour servir dans mon élection.

" Je déclare par ces présentes que je n'étais pas présent lorsque M. Bertrand a arrêté chez Mailloux, que je ne l'ai point vu recevoir d'argent, qu'aucun de ceux présents m'a dit que M. Bertrand en avait reçu ou qu'il lui en avait été promis, que je n'ai jamais fait d'écrit, que ce sont des mensonges que j'ai faits et inventés pour compromettre et perdre M. Bertrand comme homme public, que c'est ma faute si M. Basile Thibault se confiant sur ma parole a répété cette histoire mensongère qui l'a exposé à une poursuite très onéreuse et dont je m'engage à payer les frais.

C'est pourquoi j'ai signé les présentes à l'Isle Verte, le 30 août 1875.

(Signé,)

GEORGE H. DESCHÊNES.

En présence de { J. B. Raymond et  
sa  
Basile Thibault : — } Témoins.  
marque.

soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

*Ordonné*, Que le dit ordre soit renvoyé à demain, pour y être le premier ordre du jour.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité permanent des bills privés, présente à la chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les deux bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer le "*Compton Ladies College*."

Bill pour ériger le village de *Bagotville* en une municipalité séparée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte sanctionné le 28 janvier 1874, intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie de chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec*."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour changer le nom de "La compagnie de chemin de fer de *Philipsbourg*, *Farnham* et *Yamaska*," en celui de "La compagnie du chemin de fer de jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*," et a décidé de le rapporter avec des amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Church Home*," de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour accorder à la compagnie de navigation *Union*, incorporée en vertu de lettres-patentes un nouvel acte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sheehy* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie d'assurance patriotique du *Canada* ; et après y avoir

siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le corps de musique du village de *Lauzon*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Robert* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Collège de Notre-Dame, *Côte des Neiges*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Lalonde* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les commissaires d'école catholique de la municipalité scolaire de *St-Henri*, comté d'*Hochelaga*, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâtisses pour des fins d'écoles; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Beauchesne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'église libre (*Free Church*) rue Côté, *Montréal*, au sujet de sa propriété; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *McGauvran*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique étant lu :

M. le Solliciteur-Général *Angers*, informe la Chambre que Son Excellence le

---

Lieutenant-Gouverneur a été informé des dispositions du dit bill et le recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Roy fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Vict : chap : 24 concernant la pratique de la vaccination; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. LaRue fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*, propose qu'il lui soit permis d'introduire un bill pour obliger les assureurs à prendre une licence. la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, présente en conséquence un bill pour obliger les assureurs à prendre une licence, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Beaubien* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29, amendant le chap. 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors, jusqu'à demain.

---

### Vendredi, 17 décembre 1875.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition de la municipalité du township de *Cranbourne* ; la pétition du Révérend *J. A. Raimville* et autres, de la paroisse de *Ste. Germaine du Lac Etchemin* et la pétition du Révérend *L. Poulin* et autres, de la paroisse de *St. Isidore*, comté de *Dorchester*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du bureau de commerce de *Montréal* ; demandant que le bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leurs subsistances, ne devienne pas loi.

De F. X. Routhier et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*; demandant de l'aide pour un pont.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée mercredi dernier, que la déclaration de l'Honorable M. *Irvine*, savoir :

Qu'il a appris, de source certaine et qu'il croit cette information véritable, que *George Deschênes*, écuier, membre pour la division électorale de *Témiscouata*, a fait et signé une déclaration dont voici la copie :

" Je, *George Deschênes*, reconnais avoir dit à *Basile Thibault*, chez lui, vers la fin du mois de mai dernier, que lors de l'élection de M. *Elie Mailloux*, en 1872, M. *Charles Bertrand*, alors candidat, s'était vendu pour \$500.00 à condition qu'il retirerait sa candidature ; que ces \$500.00 lui avaient été payées en ma présence chez le dit *Sieur Elie Mailloux* où il était arrêté en descendant de *Québec* : que j'avais fait et rédigé moi-même l'acte de résignation et que j'avais passé ma chaise au *Sieur Bertrand* pour s'asseoir afin de signer le contrat ; que j'avais cet écrit en mains et j'ai dit de plus au *Sieur Thibault* que je lui laissais avoir cet écrit quand il le voudrait afin de lui faire croire toute cette histoire que j'inventais pour servir dans mon élection.

" Je déclare par ces présentes que je n'étais pas présent lorsque M. *Bertrand* a arrêté chez *Mailloux*, que je ne l'ai point vu recevoir d'argent, qu'aucun de ceux présents m'a dit que M. *Bertrand* en avait reçu ou qu'il lui en avait été promis, que je n'ai jamais fait d'écrit, que ce sont des mensonges que j'ai faits et inventés pour compromettre et perdre M. *Bertrand* comme homme public, que c'est ma faute si M. *Basile Thibault* se confiant sur ma parole a répété cette histoire mensongère qui l'a exposé à une poursuite très onéreuse et dont je m'engage à payer les frais. C'est pourquoi j'ai signé les présentes à l'*Ile Verte*, le 30 août 1875.

(Signé,)

GEORGE H. DESCHÊNES.

En présence de { *J. B. Raymond* et  
sa  
*Basile Thibault* : — } Témoins.  
marque.

soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, 1858 incorporant la ville de *St. Jean*.

Bill pour amender l'acte 27 Victoria, chap. vingt-trois, intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Joliette*."

Bill pour incorporer l'Institut Littéraire de *St. Patrice*, de *Québec*.

Bill pour diviser la municipalité du township de *Neuport*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à 2 heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte électoral de *Québec* ; (38 Vict., chap. 7) et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet*



fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Roy* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 2179 du code civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes de télégraphe, et mines et corporations manufacturières, présente à la Chambre, le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre :

Qu'il a examiné le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Portland* et *Boston*," et il est convenu de le rapporter avec des amendements.

M. *Wurtele*, du comité spécial, nommé pour prendre en considération la pétition du Révd. *Louis Trahan* et autres, demandant la passation d'un acte réglant le flottage du bois de corde sur la rivière *St. François* et ses tributaires, présente à la Chambre, le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à trois membres.

*Ordonné*, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à trois membres.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 38 Vict., chap. 29, concernant les assemblées de paroisses dans les paroisses, formées ou à former dans l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal*, étant lu ;

M. *Taillon*, secondé par M. *Landry*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Solliciteur-Général *Angers*, M. le Commissaire *Malhiot*, M. *Chapleau*, M. *Gendron*, M. *Verreault*, M. *Wurtele*, M. *Taillon* et M. *Loranger*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour prévenir tout conflit entre l'autorité religieuse et l'autorité civile relativement aux cimetières des catholiques romains dans cette province, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Orbonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province quant aux écoles de la cité de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de *Wurtele*, secondé par M. *Préfontaine*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la déclaration, plaidoyers et réponses produites, ainsi que de la preuve faite dans la cause de M. le Procureur-Général *vs. J. R. Middlemiss*, dans la Cour Supérieure de *Montréal*.

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'opinion des avocats employés par le gouvernement dans la cause de M. le Procureur-Général *vs. J. R. Middlemiss*, recommandant appel du jugement rendu dans la cause par l'honorable juge *Johnson*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Collège des Dames de *Compton* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ériger le village de *Bagotville*, dans le comté de *Chicoutimi*, en une municipalité séparée ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sylvestre* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour ériger le village de *Bagotville* en une municipalité séparée."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom de la Compagnie de chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*, en celui de la Compagnie du chemin de fer de jonction du *St. Laurent* et du *Lac Champlain* et lui permettre de changer son tracé ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

---

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27, 28 Vict., ch. 5, concernant l'apposition des timbres judiciaires.

Il présente, en conséquence, le dit à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill pour enlever les doutes relatifs à l'authenticité de certains registres des actes de l'état civil dans le comté de *Rimouski*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Wurtele*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les inhumations et les exhumations, chap: 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

Samedi, 18 décembre 1875.

2 heures, P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de *J. B. Rolland* et fils et autres, libraires, imprimeurs et relieurs de la province de *Québec*.

Par M. *Wurtele*,—la pétition de la Compagnie de prêt et de placement du *Canada*.

Par M. *Loranger*,—la pétition de *James Foley*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'association pharmaceutique de la province de *Québec* : demandant que le bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance, ne devienne pas loi.

Du Révérend *N. O. LaRue*, et autres des townships de *Hunterstown* et *Décalonne*, comté de *Maskinongé* : demandant de l'aide pour un pont sur la *Rivière du Loup*.

De *John O'Farrell* et autres, de la paroisse de *St. Malachie* : demandant de l'aide pour améliorer le chemin dit "*Nova Scotia Road*" dans la dite paroisse.

De *Michel Moses Donahue* et autres, de la paroisse de *St. Malachie* : demandant de l'aide pour améliorer le chemin royal du côté ouest de la *Rivière Etchemin* dans la dite paroisse.

M. le Procureur-Général *Church*, du comité spécial nommé pour assister M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre, quant à ce qui concerne l'impression des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Que la 51<sup>me</sup> règle du supplément de 1871 aux règles et règlements de cette Chambre soit amendée en ajoutant à la dite 51<sup>me</sup> règle, du dit supplément les mots suivants : " Et sous une semaine de la première publication de tel avis dans la " Gazette Officielle de Québec," une copie du dit bill, avec une somme de cent piastres, sera mise entre les mains du greffier du comité des bills privés et il sera du devoir du dit greffier de faire traduire et imprimer incontinent le dit bill.

Le comité recommande que les mots suivants soient retranchés du rapport du 23 décembre 1872 " et il leur sera allouée une somme additionnelle pour la traduction, la correction et la révision des bills privés qui sera jugée équitable."

Nous recommandons de plus que le rapport du 23 décembre 1872, tel qu'amendé ci-haut soit ajouté à la règle 58<sup>ème</sup>.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter à votre Honorable Chambre sans amendement :

Bill pour incorporer le collège de *St. Césaire*.

Bill pour incorporer le " Club Canadien " de *Montréal*.

Bill pour autoriser la vente d'un certain bien fonds substitué par l'acte des dernières volontés et le testament de Dame *Maria Orkney*.

Bill pour autoriser la compagnie manufacturière *Paton*, de *Sherbrooke* (*Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*), à émettre du stock préférentiel.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill érigeant la communauté des Religieuses du Précieux Sang de Notre-Dame de Grâce, diocèse de *Montréal*.

Bill pour incorporer l'association chrétienne des femmes de *Québec*.

Bill pour incorporer " *The Dunham Ladies College*."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour annexer certaines îles dans la paroisse de *Sorel*, comté de *Richelieu*, à la paroisse de la *Visitation de l'Île du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, municipales, scolaires et d'enregistrement " sans amendement.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 69 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* concernant les sociétés de construction, en pourvoyant au mode de leur union ou fusion," avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 69 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction, en pourvoyant au mode de leur union ou fusion," lesquels sont lus comme suit :

Page 1, ligne 35, clause 1, après le mot " environs," insérez les mots " et copie de cet avis sera expédiée par la malle à l'adresse de chacun des actionnaires."

Page 2, ligne 3, après le mot " présents" insérez les mots " et tout actionnaire pourra se faire représenter par procuration, pourvu que le procureur soit actionnaire lui-même."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

M. le trésorier *Robertson* informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur présente à l'Assemblée Législative les estimés supplémentaires de la province de *Québec* pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877, et en conformité des dispositions de la 54<sup>e</sup> section de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il les recommande à la considération de la Chambre. (Documents de la session No. 21.)

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

La résolution adoptée en comité des subsides, mardi, le 7 décembre courant, concernant la prison pour les femmes, *Montréal*, est de nouveau considérée et lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'érection d'une prison pour les femmes, *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, les mots " cinquante-deux " sont retranchés de la dite résolution, et les mots " trente six " sont mis à la place.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspecteur des prisons, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, C. B. est insuffisant.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, C. B. est insuffisant.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspecteur des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction du viaduc du chemin de fer au-dessus du *St. Maurice*, pour l'usage des voitures ; ou si ce projet était abandonné, pour reconstruire le pont sur le *St. Maurice*, près de *Trois-Rivières*, pourvu que la cité des *Trois-Rivières* et des autres municipalités environnantes, fournissent les sommes suffisantes pour parachever les dits ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un calorifère pour la prison de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile *Nazareth* pour les aveugles et les enfants pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à

Sa Majesté, pour défrayer les dépenses relatives à l'exposition de *Philadelphie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour se procurer de la vaccine pure pour être distribuée au public, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire copier les registres de la paroisse de *St. Gervais*, comté de *Bellechasse*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

L'Honorable M. *Ouimet*, informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender l'acte électoral de *Québec* (38 *Vict.*, chap. 7); et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lacerte* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lacerte*, fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et en demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec* (34 *Vict.*, ch. 2) et les divers actes qui l'amendent et en étendent l'application; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu :

M. *Marchand*, secondé par M. *Joly*, propose que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender de manière à exempter de la taxe de un par cent, les produits des ventes d'immeubles, faites par licitation volontaire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bachand,*  
*Bisson,*  
*Chauveau,*  
*Daigle,*

*Joly,*  
*Laberge,*  
*LaFontaine,*

*Laframboise,*  
*Marchand,*  
*Molleur,*

*Pâquet,*  
*Robert,*  
*Wurtele.*—13.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Angers, (Sol. Gén.),</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Beauchesne,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Church, (Proc. Gén.),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Landry,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Dukamel,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Watts.—44.</i>

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*,

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, Que ce bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour obliger les assureurs à prendre une licence, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour prévenir tout conflit entre l'autorité religieuse et l'autorité civile relativement aux cimetières des catholiques romains dans cette province, étant lu.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois. Et la question étant mise aux voix que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant l'inhumation dans les cimetières catholiques romains ", la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Tailon* du comité spécial nommé sur le bill pour amender l'acte 38 Vict., chap. 29, concernant les assemblées de paroisses dans les paroisses formées ou à former de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal*, fait rapport que le comité a examiné le bill et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny* pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme en comité sur le bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province, quant aux écoles en la cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *St. Cyr* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *St. Cyr* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour refondre et amender les parties du chap. 78 des Statuts Refondus du Bas-Canada qui ne sont pas comprises dans le code de procédure civile du *Bas-Canada*, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.



Le bill pour changer le nom de "la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*," en celui de "la compagnie du chemin de jonction du *St. Laurent* et du lac *Champlain* pour permettre à la dite compagnie de changer son tracé, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour changer le nom de "La Compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*" en celui de "La Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *St. Laurent*, et lui permettre de changer son tracé.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, incorporant la ville de *St. Jean* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Laberge*, fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 27 Vict., chap. 23, intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Joliette* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Institut littéraire de *St. Patrice de Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour diviser la municipalité de *Newport*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, étant lu ;

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ; et objection étant faite que le dit bill n'est point dans l'ordre, parcequ'il contient des dispositions qui excèdent la nature du sujet qui était contenu dans l'avis donné relativement au dit bill.

M. l'Orateur décide que le dit bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents, parce que l'avis relatif à ce bill n'a pas été pris en considération par ce comité.

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord* et du *Cap Rouge* est, en conformité de l'Ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. le Commissaire *Malhiot*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ;—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 12 novembre 1875, demandant un état détaillé indiquant le montant réclamé, pour services et déboursés par le curateur de la compagnie des mines de charbon et des pêcheries de *Gaspé* et des diverses sommes qui lui ont été payées par le gouvernement de cette province pour tels services et déboursés ainsi que copie des ordres en conseil en vertu desquels ces sommes ont été payées, et copie de tous documents et correspondance au sujet de cette affaire. (Documents de la session No. 22.)

Et aussi, réponse à une adresse datée le 15 décembre 1875, demandant un état indiquant :

1o. Les noms de tous les détenteurs de limites à bois dans le comté de *Bonaventure*.

2o. Les noms de ces détenteurs qui ont payé les rentes foncières le cinq de décembre courant. (Documents de la Session, No. 23.)

*Ordonné*, Que les dites réponses soient imprimées.

La Chambre s'ajourne alors, jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 20 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St. Joseph, *Farnham*, pour l'année 1875. (Documents de la session No. 4.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du gaz de *St. Henri*, sans amendement.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants, avec un amendement à chacun de ces bills, pour lesquels, il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Institut des Frères des écoles chrétiennes."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la congrégation des Religieuses Carmélites Déchaussées, de *Rimouski*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer les Frères du Sacré Cœur."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer les Frères des Écoles Chrétiennes, lequel est lu comme suit :

Page 3, retrancher la clause 6 ; la remplacer par la suivante :

6. La dite corporation sera tenue de faire rapport de ses affaires au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, annuellement vingt jours avant la réunion de la Législature.

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer les Frères du Sacré-Cœur," lequel est lu comme suit :

Page 2, retrancher la clause 5, et la remplacer par la suivante :

5. La dite corporation sera tenue de faire rapport de ses affaires au Lieutenant-Gouverneur en Conseil annuellement, vingt jours avant la réunion de la Législature.

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Congrégation des Religieuses Carmélites Déchaussées, de *Rimouski*," lequel est lu comme suit :

Page 2, ajoutez à la fin du bill les mots suivants qui formeront la clause 4.

"4. La dite corporation sera tenue de faire rapport de ses affaires au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, annuellement, vingt jours avant la réunion de la Législature."

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Irvine*,—la pétition de *R. B. Angers* et autres, directeurs de corporations et compagnies à fonds social faisant affaires dans la province de Québec

Par M. *Gauthier*,—la pétition du Conseil Municipal No. 2, du comté de *Chicoutimi* ; et la pétition du Révérend *J. O. Perron* et autres, de la *Pointe aux Esquimaux*.

Par M. *Marchand*,—la pétition d'*Amable Jodoin*, junior.

Par M. le Procureur-Général *Church*,—la pétition du Conseil Municipal du comté de *Pontiac*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *James Foley* ; demandant à être entendu contre le bill pour incorporer *The Canada Tanning Extract Company*, (limité).

De *J. B. Rolland* et fils et autres, libraires, imprimeurs et relieurs de la province de *Québec* ; demandant que le bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance, ne devienne pas loi.

De la compagnie de Dépôt et de Prêt du *Canada* demandant certain amendement au bill pour incorporer *The Trust Company of Canada*.

Du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Ste. Germaine du Lac Etchemin* ; demandant de l'aide pour les chemins et pour un pont sur la rivière *Famène*.

Du Révérend *L. Poulin* et autres, de la paroisse de *St. Isidore* ; et de la municipalité du township de *Cranbourne*, tous du comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour les chemins.

M. le Procureur-Général *Church* du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Tranchemontagne* à la pratique du notariat.

Bill pour incorporer la compagnie dite "*The Canada Tanning Extract Company (Limited)*."

Bill pour autoriser la "*Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga*", à émettre des débentures portant hypothèque sur les biens de la dite compagnie et pour autres fins.

L'Honorable M. *Laframboise*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-septième rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, d'après les instructions de Votre Honorable Chambre, s'est enquis si les avis publiés relativement à la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston*, et si cette pétition elle-même couvrait la troisième clause du bill basé sur cette pétition, et qui est maintenant soumis à Votre Honorable Chambre ;—votre comité trouve que la dite pétition et les avis publiés ne couvrent pas la troisième clause du dit bill ; cependant votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 5<sup>te</sup> règle, pourvu que l'on introduise dans le dit bill une clause par laquelle les droits de tous et chacune des porteurs de bons ou débentures de la dite compagnie et autres intéressés soient complètement sauvegardés.

L'Honorable M. *Ouimet*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir pris en considération les questions se rattachant à l'économie intérieure de cette Chambre, croit devoir recommander que le comité permanent des dépenses contingentes soit remplacé par une commission composée de l'Orateur de cette Chambre et de deux des membres du Conseil Exécutif de cette province, lesquels devront être nommés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ; qu'il a préparé un projet de loi en ce sens sur le modèle de l'acte passé à cette fin par le Parlement Fédéral à sa première session, en autant que les clauses du dit acte sont applicables à notre Législature, lequel projet de loi est annexé au présent rapport et qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. le Procureur-Général *Church* présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 novembre 1875, demandant copie de l'enquête faite

dernièrement contre le magistrat stipendiaire du district de *Beauharnois*, et aussi copie des papiers, lettres, correspondances échangées entre le gouvernement et les particuliers au sujet de la dite enquête et de la nomination du nouveau magistrat du dit district de *Beauharnois*. (Documents de la Session No. 24.)

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport que les lois suivantes mentionnées ci-dessous sont des lois expirantes qu'il est à propos de les mentionner pour un terme déterminé, savoir : au 1er janvier 187 , et de là, jusqu'à la fin de la prochaine session de la Législature de cette province.

L'acte du parlement de la ci-devant province du *Bas-Canada*, passé dans la seconde année du règne de Sa Majesté, feu le roi George IV, intitulé : "Acte pour mieux régler la commune de la Seigneurie de *Laprairie de la Magdeleine*."

L'acte du dit Parlement, passé dans la même année du même règne, et intitulé : "Acte pour mettre les habitants de la seigneurie de la *Baie St. Antoine*, communément appelé *La Baie du Febvre*, en état de pouvoir mieux régler la commune de la dite seigneurie," tel que amendé et étendu par l'acte du dit Parlement, passé dans la quatrième année du même règne, et intitulé : "Acte pour autoriser le président et les syndics de la commune de la seigneurie de la *Baie St. Antoine*, communément appelée *Baie du Febvre*, à terminer certaines disputes relativement aux limites de la dite commune, et pour d'autres objets y appartenant."

L'acte du dit Parlement passé dans la neuvième année du même règne, et intitulé : "Acte pour changer et amender un acte passé dans la sixième année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour autoriser les habitants du fief *Grosbois*, dans le comté de *St. Maurice*, à établir des règlements pour la "commune du dit fief."

Et tous et chacun des dits actes sont par le présent continués et resteront en vigueur jusqu'au premier de janvier, mil huit cent soixante-et-seize, et de là jusqu'à la fin de la session de la Législature de cette province alors prochaine, et pas plus longtemps.

*Ordonné*, Que M. le Procureur-Général *Church*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la police de *Québec*, (33 *Vict.*, ch. 24.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Résolu*, Que cette Chambre concourt dans le dix-septième rapport du comité permanent des ordres permanents.

*Ordonné*, Que M. *Paquet*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 38 *Vict.*, ch. 22.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Collège de *St. Césaire* et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Club Canadien de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Lacerte*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la vente d'un certain bien fonds substitué par l'acte des dernières volontés et le testament de Dame *Maria Orkney*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Wurtels* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Compagnie Manufacturière *Paton*, de *Sherbrooke*, "*Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*," à émettre du stock préférentiel; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Quimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Communauté des Religieuses du Précieux Sang de *Notre Dame de Grâce*, diocèse de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "l'Association Chrétienne des Femmes de *Québec*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Baker* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Durham Ladies College*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Ogilvie* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour accorder une charte spéciale à la ville de *St. Henri*, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des Bills Privés.

Le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*, étant lu ;

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Martin* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. le Solliciteur-Général *Angers* présente conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 22 novembre 1875, demandant la commission et tous les procédés et le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir des affaires des chemins à barrières de la *Rive Nord* et de la *Rive Sud de Québec*. (Documents de la session No. 25.)

L'ordre du jour pour que la chambre se forme en comité sur le bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu et pour régler la procédure à cette fin, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les lois de la chasse en cette province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y fait des amendements.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu,

M. *Gauthier*, secondé par M. *Shehyn*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de ré-insérer la troisième clause" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

*M. Bellingham* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le statut 38 Victoria, chap. 29, relativement aux assemblées de paroisses dans les paroisses formées ou à former de l'ancienne paroisse de *Notre-Dame de Montréal*; et après y avoir siégé quelques temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Roy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

*M. Roy* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte de cette Province, 38 *Vict.*, chap. 29," la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Les bills suivants sont en conformité de l'ordre, lus une seconde fois, et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain :

Bill pour détacher une certaine partie du comté de *Lotbinière* et l'annexer au comté de *Beauce* pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Bill concernant la compilation des statistiques de naissances, mariages, décès et causes de décès dans la province de *Québec*.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 38 *Vict.*, chap. 29, amendant le chap. 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, étant lu ;

*M. Beaulieu*, secondé par *M. Mathieu*, propose que ce bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

*M. Gendron*, du comité spécial sur le bill, pour amender de nouveau le code municipal, en y insérant un certain article après l'article 1030, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*M. le Trésorier Robertson*, secondé par *M. le Commissaire Malhiot*, propose



que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, a été informé du sujet des dites résolutions et les recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il soit loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur résolution des directeurs d'une Compagnie ayant droit à un subside en argent, de convertir ce subside en la garantie et paiement par cette province, pour et en faveur des porteurs de bons ou de débentures de cette compagnie, des intérêts à 5 0/0 par an, sur un capital qui à ce taux produit une somme d'intérêts égale au subside accordé par mille de chemin, avec intérêt jusqu'à ce que le subside soit payé.

2. *Résolu*, Que tout paiement de subside déjà fait par cette province, pourra être remboursé au trésorier de la province, et être ensuite converti en une semblable garantie pour telle portion ou partie du subside remboursée.

3. *Résolu*, Que le paiement des intérêts sera fait semi annuellement, pour chaque 10 milles ou plus de chemin complétés, continus et non-interrompus.

4. *Résolu*, Que le subside de mille piastres par mille accordé à la Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, (aujourd'hui amalgamée et connue sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston*, pour cette partie du dit chemin de *Sorel* à *Chambly* et de *Chambly* à *St. Jean*, soit retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin de *Montréal, Portland* et *Boston* via *Chambly, West Farnham* et *Freleighsburg* jusqu'à la frontière de cette province, pourvu que de ce jour au premier août prochain, les directeurs de la dite Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Portland* et *Boston*, passent une résolution à cet effet, et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle, et par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

5. *Résolu*, Que le subside de \$2,500 par mille accordé à la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est, pour cette partie du dit chemin ci-devant connu sous le nom de chemin de fer des comtés de *Richelieu, Drummond* et *Arthabaska*, distance de 55 milles allant de *Drummondville* à l'embranchement d'*Arthabaska*, (Grand Tronc), et toute cette partie du dit chemin à l'est de *Drummondville*, soit retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin du Sud-Est, de *Sorel* à *Sutton Junction* via *Acton* et *Waterloo*; pourvu que de ce jour au premier août prochain les directeurs de la dite Compagnie passent une résolution à cet effet et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle et par le Lieutenant-Gouverneur en conseil; pourvu aussi que la dite Compagnie remette, à la municipalité des townships de *Wendover* et *Simpson*, les bons ou débentures qu'elle a souscrite dans le dit chemin ou le montant d'iceux, et pourvu qu'en aucun cas la répartition du dit subside, ajoutée au subside actuel, ne forme un total excédant \$4000 par mille de chemin.

6. *Résolu*, que le délai accordé par la 4e section de la 38e Vict., ch. 2, soit prolongé au premier octobre prochain.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. *Ouimet*, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. Ouimet, fait rapport des résolutions en conséquence, et elles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il soit loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur résolution des directeurs d'une compagnie ayant droit à un subside en argent, de convertir ce subside en la garantie et paiement par cette province, pour et en faveur des porteurs de bons ou de débentures de cette Compagnie, des intérêts à 5 0/0 par an, sur un capital qui à ce taux produit une somme d'intérêts égale au subside accordé par mille de chemin, avec intérêt jusqu'à ce que le subside soit payé.

2. *Résolu*, Que tout paiement de subside déjà fait par cette province, pourra être remboursé au trésorier de la province, et être ensuite converti en une semblable garantie pour telle portion ou partie du subside remboursée.

3. *Résolu*, Que le paiement des intérêts sera fait semi annuellement, pour chaque 10 milles ou plus de chemin complétés, continus et non-interrompus.

4. *Résolu*, Que le subside de mille piastres par mille accordé à la Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, (aujourd'hui amalgamée et connue sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*), pour cette partie du dit chemin de *Sorel à Chambly* et de *Chambly à St. Jean*, soit retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin de *Montréal, Portland et Boston via Chambly, West Larnham et Freleighsburg* jusqu'à la frontière de cette province, pourvu que de ce jour au premier août prochain, les directeurs de la dite Compagnie de chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston* passent une résolution à cet effet, et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle, et par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

5. *Résolu*, Que le subside de \$2,500 par mille accordé à la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est, pour cette partie du dit chemin ci-devant connu sous le nom de chemin de fer des comtés de *Richelieu, Drummond et Arthabaska*, distance de 55 milles allant de *Drummondville* et l'enbranchement d'*Arthabaska*, (Grand Tronc), et toute cette partie du dit chemin à l'est de *Drummondville*, soit retranché et versé, appliqué et payé sur le parcours du dit chemin du Sud-Est de *Sorel à Sutton Junction via Acton et Waterloo*; pourvu que de ce jour au premier, août prochain les directeurs de la dite Compagnie passent une résolution à cet effet et qu'elle soit approuvée par la majorité des votes des actionnaires d'icelle et par le Lieutenant-Gouverneur en conseil; pourvu aussi que la dite Compagnie remette, à la municipalité de *Wendover et Simpson*, les bons ou débentures qu'elle a souscrite dans le dit chemin ou le montant d'iceux, et pourvu qu'en aucun cas la répartition du dit subside, ajoutée au subside actuel, ne forme un total excédant \$4000 par mille de chemin.

6. *Résolu*, Que le délai accordé par la 4e section de la 38e Vict., ch. 2, soit prolongé au premier octobre prochain.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le dit comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la question est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les octrois en argent à certains chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix, que ce bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix que le dit bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. Ouimet du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'érection d'une prison pour les femmes, *Montréal*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspecteur des prisons, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, C. B. est insuffisant.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour laquelle le montant déjà voté par 38 *Vict.*, C. B. est insuffisant.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspecteur des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction du viaduc du chemin de fer au-dessus du *St. Maurice*, pour l'usage des voitures ; ou si ce projet était abandonné, pour reconstruire le pont sur le *St. Maurice*, près de *Trois-Rivières*, pourvu que la cité des *Trois-Rivières* et des autres municipalités environnantes, fournissent les sommes suffisantes pour parachever les dits ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un calorifère pour la prison de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile *Nazareth* pour les aveugles et les enfants pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses relatives à l'exposition de *Philadelphie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour se procurer de la vaccine pure pour être distribuée au public, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire copier les registres de la paroisse de *St. Gervais*, comté de *Bellechasse*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois. Et la première ainsi que les suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La sixième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Et la septième et les suivantes jusqu'à la onzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend la considération des résolutions trente et trente et un rapportées du comité des subsides, jeudi, le 9 du présent mois.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que cette Chambre concoure avec le comité dans la huitième résolution.

M. Joly, secondé par M. Pâquet, propose sous forme d'amendement à la question que les mots "mais que cette chambre désapprouve l'emploi des octrois de colonisation pour des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été votés, comme dans le cas du pont situé à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier, pour la construction duquel il appert, par le retour produit devant cette Chambre, dans la présente session, que le Gouvernement a donné la somme de quatre mille quatre cents piastres pris sur les fonds votés pour les chemins de colonisation," soient ajoutées à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Bachand,  
Daigle,  
Irvine,  
Joly,

Laberge,  
Lafontaine,  
Laframboise,

Marchand,  
Molleur,  
Pâquet,

Robert,  
Sylvestre, et  
Wurtelé.—13.

## CONTRE :

## Messieurs

Angers, (Sol. Gén.),  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchesne,  
Chapleau,  
Charlebois,  
Church, (Proc. Gén.)  
Deschênes,  
Duhamel,  
Garneau,

Gauthier,  
Gendron,  
Houde,  
Lacerte,  
Lalonde,  
Landry,  
Larocheville,  
LaRue,  
Lavalée,

LeCavalier,  
Loranger,  
Lynch,  
Mathiot,  
Martin,  
McGauvrau,  
Méthol,  
Ogilvie,  
Ouimet,

Peltier,  
Picard,  
Robertson,  
Roy,  
St. Cyr,  
Taillon,  
Thornton,  
Verreault et  
Watts.—37.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Sur motion de M. le Trésorier Robertson, secondé par M. le Commissaire Mathiot,

Ordonné, Que la trentième et la trente-unième résolutions, rapportées du comité des subsides jeudi le 9 du présent mois, soient de nouveau renvoyées au dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en le dit comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Sur motion de M. le Trésorier Robertson, secondé par M. le Commissaire Mathiot,

La dite résolution est amendée en y ajoutant à la fin d'icelle les mots suivants :

"Pourvu que les travaux pour tels chemins de colonisation, seront donnés, autant que possible par soumissions, chaque fois que l'octroi excèdera la somme de quatre cents piastres."

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, de 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Ouimet fait rapport des résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1<sup>ère</sup> classe, pourvu que les travaux pour tels chemins de colonisation, seront donnés, autant que possible par soumissions, chaque fois que l'octroi excèdera la somme de quatre cents piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, de 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Sur motion de M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité des voies et moyens pour prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de quatre-vingt-trois mille, deux cent quatre-vingt-huit piastres (\$83,288.00) pour couvrir les dépenses durant l'année fiscale courante ; et la somme de un million sept cent quatre-vingt-douze mille quatre-vingt-seize piastres (\$1,792,096) pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1877, soient accordées sur le fonds consolidé de revenue de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Ouimet fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de quatre-vingt-trois mille, deux cent quatre-vingt-huit piastres (\$83,288.00) pour couvrir les dépenses durant l'année fiscale courante ; et la somme de un million, sept cent quatre-vingt-douze mille quatre-vingt-seize piastres (\$1,792,096) pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1877, soient accordées sur le fonds consolidé de revenu de cette province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill

pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-seize, et le trente de juin mil huit cent soixante-et-dix-sept, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le Bill concernant la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Church*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport du bill en conséquence.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Procureur-Général *Church*,—met devant la Chambre l'opinion des conseils (Messieurs *Roy* et *Ritchie*) concernant un appel du jugement du juge *Johnston* renvoyant l'action du Procureur Général *vs. John Rollo Middlemiss* (Document de la Session No. 20.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour obliger les assureurs à prendre une licence ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

*Ordonné*, Que M. le Trésorier *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser l'émission de Bons Provinciaux pour payer les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour étendre la juridiction du commissaire des incendies pour la cité de *Québec*, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur Général *Church*, propose que le bill soit maintenant lu pour une seconde fois.

Et objection étant faite que le dit bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il tend à augmenter les taxes sur le peuple, et qu'il aurait dû être introduit sur des résolutions adoptées en comité de toute la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que cette question étant d'une grande importance, il différera jusqu'à demain pour donner sa décision.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*, propose que le Bill soit maintenant lu pour une seconde fois.

M. *Molleur*, secondé par M. *Laberge*, propose sous forme d'amendement que le mot "maintenant," soit effacé, et que les mots "d'hui à six mois," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bachand,*  
*Daigle,*  
*Joly,*

*Laberge,*  
*LaFontaine,*

*Laframboise,*  
*Marchand,*

*Molleur et*  
*Robert.—9.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Angers, (Sol. Gén.),*  
*Baker,*  
*Beaubien,*  
*Beauchesne,*  
*Cameron,*  
*Chapleau,*  
*Charlebois,*  
*Church, (Proc. Gén.),*  
*Deschênes,*

*Duhamel,*  
*Gauthier,*  
*Houde,*  
*Irvine,*  
*Lucette,*  
*Lalonde,*  
*Landry,*  
*LaRochele,*  
*LaRue,*

*Lavallée,*  
*LeCavalier,*  
*Loranger,*  
*Lynch,*  
*Malhiot,*  
*Martin,*  
*McGauvran,*  
*Méthot,*  
*Ogilvie,*

*Peltier,*  
*Robertson,*  
*Roy,*  
*St. Cyr,*  
*Sylvestre,*  
*Taillon,*  
*Verreault,*  
*Watts et*  
*Wurtele.—36.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix :

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Loranger* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice" la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'à minuit, mardi matin.

Mardi, 21 décembre 1875.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte de la ci-devant Province du Canada, 27 et 28 Vict., chap. 5, concernant l'apposition des timbres judiciaires, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Procureur-Général *Church*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

*Ordonné*, Que M. le Commissaire *Malhiot*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de *Québec*, 32 Vict., ch. 11, concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et demie, mardi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

## Mardi, 21 décembre 1875.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'échange du vieux château St. Louis pour la propriété et les édifices occupés actuellement comme palais de justice.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif, de la province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

### (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que, en vue des améliorations et des embellissements qu'il est projeté de faire dans la cité de *Québec*, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à échanger le vieux château St. Louis, près de la place Durham, pour le terrain et les édifices actuellement occupés comme palais de justice, et pour la bâtisse située sur la rue St. Louis et connue autrefois sous les noms de " Caserne des officiers " et " Hôpital Militaire, " dans la cité de *Québec*.

2. *Résolu*, Que, au cas où cet échange serait effectué, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de \$60,000 pour commencer sans délai la construction d'un palais de justice pour le district de *Québec*.

Résolutions à rapporter.



M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. Chapleau, fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Chapleau, fait en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, en vue des améliorations et des embellissements qu'il est projeté de faire dans la cité de *Québec*, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à échanger le vieux château St. Louis, près de la place Durham, pour le terrain et les édifices actuellement occupés comme palais de justice, et pour la bâtisse située sur la rue St. Louis et connue autrefois sous les noms de " Caserne des officiers " et " Hôpital Militaire," dans la cité de *Québec*.

2. *Résolu*, Que, au cas où cet échange serait effectué, le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de \$60,000 pour commencer sans délai la construction d'un palais de justice pour le district de *Québec*.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le prêt de \$60,000 aux Révérendes Sœurs de la Providence, *Montréal*.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé du sujet de cette proposition, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à prêter aux Révérendes Sœurs de la Providence, de *Montréal*, une somme de \$60,000, aux conditions suivantes :

La somme ainsi prêtée sera remboursée par paiements annuels de un dixième du capital, chacun, le premier paiement devenant dû cinq ans après la date du prêt.

Ce prêt portera intérêt à raison de six par cent, par an, payable semi-annuellement.

Les Révérendes Sœurs de la Providence donneront au gouvernement, pour le remboursement de ce prêt, les sûretés et garanties jugées suffisantes à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Les sommes qui seront dues en vertu de ce prêt, pourront être retenues par le trésorier, sur les deniers payables aux Révérendes Sœurs en vertu de leur contrat pour le soin des idiots et des aliénés.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable H. Ouimet, fait en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à prêter aux Révérendes Sœurs de la Providence, de *Montréal*, une somme de \$60,000, aux conditions suivantes :

La somme ainsi prêtée sera remboursée par paiements annuels de un dixième du capital, chacun, le premier paiement devenant dû cinq ans après la date du prêt.

Ce prêt portera intérêt à raison de six par cent, par an, payable semi annuellement.

Les Révérendes Sœurs de la Providence donneront au gouvernement, pour le remboursement de ce prêt, les sûretés et garanties jugées suffisantes à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Les sommes qui seront dues en vertu de ce prêt, pourront être retenues par le trésorier, sur les deniers payables aux Révérendes Sœurs en vertu de leur contrat pour le soin des idiots et des aliénés.

La dite résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

M. le Commissaire *Garneau*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, propose que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant un subside annuel pour l'établissement d'une manufacture de sucre de betteraves.

M. le Commissaire *Garneau*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion, et la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder au lieu du subside mentionné dans l'acte 38 *Vict.*, chap. 3, un subside annuel de sept mille piastres, durant dix ans pour établir une raffinerie de sucre de betteraves en cette province, dans le but de faire participer la province aux capitaux et à l'expérience des nations européennes.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. *Ouimet* fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil soit autorisé à accorder au lieu du subside mentionné dans l'acte 38 *Vict.*, chap. 3, un subside annuel de sept mille piastres, durant dix ans pour établir une raffinerie de sucre de betteraves en cette province, dans le but de faire participer la province aux capitaux et à l'expérience des nations européennes.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que M. le Commissaire *Garneau*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 38 *Vict.*, chap. 4, concernant la fabrication du sucre de betteraves.

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Church*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, demandant qu'une commission soit nommée pour classer, réviser et refondre les Statuts Généraux de la ci-devant province du *Canada*, qui affectent la province de *Québec* et sont du ressort de sa législature, et ceux de cette province depuis 1867, et que cette Chambre subviendra aux dépenses qui pourront être encourues dans l'exécution des travaux de cette commission.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant l'achat du terrain et la construction des édifices convenables pour l'Ecole Normale Jacques-Cartier et la vente de la propriété du gouvernement située sur la rue Notre-Dame, *Montréal*.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil soit autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province, une somme n'excédant pas \$125,000, pour l'achat de terrains et la construction d'édifices convenables pour l'école normale Jacques-Cartier, à ou près de *Montréal*, et que cette somme soit remboursée à même le produit de la vente des terrains du gouvernement situés dans la cité de *Montréal* sur la rue Notre-Dame, entre la place *Jacques-Cartier* et la rue Claude, et autres, à être vendus en vertu de l'acte de cette province 35 *Vict.*, chap. 14.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*. Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil soit autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province, une somme n'excédant pas \$125,000, pour l'achat de terrains et la construction d'édifices convenables pour l'école normale Jacques-Cartier, à ou près de *Montréal*, et que cette somme soit remboursée à même le produit de la vente des terrains du gouvernement situés dans la cité de *Montréal*, sur la rue Notre-Dame, entre la place *Jacques-Cartier* et la rue Claude, et autres, à être vendus en vertu de l'acte de cette province 35 *Vict.*, chap. 14.

La dite résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*, propose

que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'octroi *bonus* aux employés du service civil.

M. le Trésorier *Robertson*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé du sujet de cette proposition, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil soit autorisé à accorder aux employés du service civil, un mois de salaire comme *bonus*.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport de la résolution en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder aux employés du service civil, un mois de salaire comme *bonus*.

La dite résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. l'Orateur décide, par rapport à l'objection faite hier, que le bill pour étendre la juridiction du commissaire des incendies de la cité de *Québec*, n'est pas dans l'ordre, parce qu'il tend à augmenter les taxes qui pèsent sur le peuple, et qu'il aurait dû être introduit sur une résolution adoptée en comité général, comme suit :

Le point d'ordre soulevé par l'Honorable membre pour *Yamaska* par rapport à la clause 2 du bill pour étendre la juridiction du commissaire des incendies pour la cité de *Québec*, en vertu de laquelle le salaire du commissaire des incendies de la cité de *Québec* est porté \$1200, est que cette clause entraînant une charge sur le peuple, aurait dû originer en comité, et par conséquent n'est pas dans l'ordre.

Or cette clause élevant le salaire du dit commissaire n'est pour ainsi dire qu'un amendement à la clause de l'acte 33 Vict., chap. 39, clause 2, qui décrète ;

1o. Qu'un salaire de \$1000 sera accordé au commissaire des incendies de *Québec*.

2o. Que ce salaire sera payé par la corporation de *Québec*.

3o. Que la dite corporation aura droit de le prélever sur les compagnies d'assurance contre le feu.

Par conséquent ce n'est pas, d'après mon opinion, disposer d'une partie du revenu public, ni imposer une taxe, ni un impôt sur le public, mais c'est plutôt une taxe imposée sur une corporation pour services qu'elle reçoit d'un fonctionnaire public.

Or d'après la pratique de la Chambre des communes, les clauses d'un Bill établissant une taxe locale seulement ne sont pas imprimées en italiques, ni ne sont votées préalablement en comité.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Loranger, fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Cameron, le bill est amendé en y ajoutant la clause suivante :

" 6. L'article 1816 du Code Civil est, par le présent acte, amendé aux fins particulières ci-dessus mentionnées."

Résolu, Que le bill, tel qu'amendé, passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*,"

Bill intitulé : " Acte pour annexer certaines parties du township de *Shawinigan* dans le comté de *Saint-Maurice* à la paroisse de *Ste. Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire,"

Bill intitulé : " Acte passé pour amender de nouveau les actes relatifs à la Compagnie de chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly*,"

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Collège de Notre-Dame, Côte des Neiges."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le corps de musique du village *Lauzon*,"

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'association littéraire et de bienfaisance des jeunes irlandais de *Montréal*,"

Bill intitulé : " Acte pour détacher du comté de *Terrebonne*, la partie de la paroisse de *Sainte-Monique* située dans ce comté et l'annexer au comté des *Deux-Montagnes*, et pour annexer certaines terres détachées du domaine du lac des *Deux-Montagnes*, à la paroisse de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires,"

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église de *St. Etienne*, (*St. Stephens Church*) de la paroisse de *St. Etienne*, (*St. Stephen*) dans le diocèse de *Montréal*, à vendre la dite église et la propriété sur laquelle elle est bâtie, et à construire une autre église ailleurs,"

Bill intitulé : " Acte pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'état civil, de la paroisse de *Ste. Marie de Monnoir*, comté de *Rouville*,"

Bill intitulé : " Acte pour définir la juridiction de la Cour des Magistrats de district en matières civiles,"

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vic., chap. 79, intitulé : Acte pour incorporer la cité de *Hull*, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre,"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vic., chap. 79 intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Hull*," lesquels sont lus comme suit :

Page 1, après le dernier mot de la clause 1, les mots suivants deviennent la clause 2.

2. La section 10 du dit acte est abrogée et la suivante lui est substituée :  
“ Les personnes qui auront droit de voter aux élections municipales de la dite cité seront les francs-tenanciers âgés de vingt-et-un ans et en possession actuelle de biens fonds dans la dite cité d'une valeur de \$200 ou d'une valeur annuelle de \$20 et aussi les locataires âgés de vingt-et-un ans qui seront inscrits sur le rôle d'évaluation lors d'une élection comme payant un loyer d'au moins \$20 par année pour les prémisses par eux occupées lequel cens d'éligibilité sera constaté par le rôle d'évaluation qu'il sera du devoir du conseil d'amender et de compléter d'année en année ; pourvu toujours qu'aucune personne ayant droit de voter à une élection municipale dans la dite cité n'ait le droit de faire enregistrer son vote, si elle n'a pas payé avant le premier jour de votation, les cotisations municipales et scolaires échues alors ; et tout candidat à telle élection ou le président de telle élection pourra exiger la production des reçus constatant le paiement de telles cotisations échues comme susdit, et chaque électeur votera dans le quartier où sera sa propriété ou location et au bureau de votation tenu pour tel quartier et en faveur des candidats mis en nomination pour tel quartier. Les électeurs devront être du sexe masculin.

Page 2, ligne 36, clause 11. Après le mot “ dissidentes ” retrancher le mot “ seront ” et le remplacer par le mot “ sont. ”

Page 3, ajouter à la fin du bill les mots suivants, qui formeront la clause 12 :  
12. Cet acte deviendra en vigueur le jour de sa sanction.”

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher certaine partie du comté de *Lotbinière* et l'annexer au comté de *Beauce* pour toutes fins électorales, municipales, scolaires et d'enregistrement ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laroche* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Lotbinière* et l'annexer au comté de *Beauce*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire et pour ériger civilement la paroisse de *St. Séverin*. ”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la compilation des statistiques de naissances, mariages, décès et causes de décès dans la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province. ”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette Province, 38 *Vict.*, chap. 29, amendant le chap. 18 des

Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* : et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Ogilvie* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette province, 38 *Vict.*, chap. 29, amendant le chap. 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*," la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte de la police de *Québec*, (33 *Vict.*, chap. 24), est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill, et a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Ouimet* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de la Police de *Québec*, (33 *Vict.*, chap. 24,) la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour enlever les doutes relatifs à l'authenticité de certains registres des actes de l'état civil dans le comté de *Rimouski*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Paquet*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre, un état indiquant le nombre des employés surnuméraires dans cette Chambre durant la présente session, la date de leur appointment, le salaire que chacun d'eux reçoit pour ses services, soit pour chaque jour ou pour la session.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Tranchemontagne* à la pratique du notariat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie dite "*The Canada Tanning Extract Company*"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lalonde* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, à émettre des débetures portant hypothèque sur les biens de la dite Compagnie et pour d'autres fins; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender le chapitre 23 des Statuts Refondus du *Canada*, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres publiques, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme, en conséquence, en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Loranger* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus du *Canada*, concernant les arpenteurs et les arpentages, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter à cette Chambre le rapport suivant :

Que le gouvernement soit autorisé durant la vacance à faire des contrats pour l'impression des bills privés.

M. le Solliciteur-Général *Angers* présente, en conformité d'adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée



---

Législative datée le 25 novembre 1875, demandant un état de toutes les sommes d'argent payées à la Province depuis la Confédération à ce jour par les encanteurs, pour droit imposé par la section 43 de l' "Acte des Licences de Québec," et aussi copie de tous rapports faits par les encanteurs pendant le même temps en vertu de la section 45 du même acte. (Documents de la Session No. 26).

Et de plus, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 16 novembre 1875 demandant de faire mettre devant cette Chambre un état des fonds de bâtisse du palais de justice, de *Montréal*, établi en vertu de la 12<sup>e</sup> *Vict.*, chap. 112 et 18<sup>e</sup> *Vict.*, chap. 164, indiquant la balance du débit du dit fonds au 1<sup>er</sup> de juillet 1867, et les montants portés à son crédit et à son débit depuis cette date. (Documents de la Session No. 27.)

*Ordonné*, Que M. le Solliciteur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 22 décembre 1875.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Providence St. Joseph, *Trois-Rivières*, et de l'Union St. Joseph, *Montréal*, tous deux pour l'année 1875. (Documents de la Session No. 4.)

Et aussi, conformément à un ordre de la Chambre d'hier, un rapport indiquant le nombre des employés surnuméraires employés dans cette Chambre durant la présente session, la date de leur appointment, le salaire que chacun d'eux reçoit pour ses services, soit pour chaque jour ou pour la session, lequel est lu comme suit :

## LISTE des employés sessionels

NOMS.	FONCTIONS.	PAR QUI NOMME.
A. E. Duncan.....	Ecrivain au bureau du Greffier.....	Le Greffier.....
John P. Daly .....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
Paul Picard.....	“ “ de l'Assistant-Greffier.....	“ “ .....
Phil. Bourassa.....	“ “ du Comptable.....	“ “ .....
Geo. Van Felson.....	“ “ du Greffier en chef des bureaux.....	“ “ .....
E. H. Laliberté.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
C. G. Bertrand.....	“ “ des copistes surnumér.,	“ “ .....
P. H. LaRue.....	Ecrivain sessionel .....	L'Orateur sur demande officielle du Greffier...
L. G. Desjardins.....	“ “ .....	“ “ .....
M. Kelly .....	“ “ .....	“ “ .....
Chas. Chartre.....	“ “ .....	“ “ .....
F. M. Desève.....	“ “ .....	“ “ .....
G. Lupien.....	“ “ .....	“ “ .....
S. J. Chalifour.....	“ “ .....	“ “ .....
Henri Delagrave.....	Traducteur français surnuméraire.....	“ “ .....
C. E. Roche.....	“ anglais “ .....	“ “ .....
Martial Vallée.....	Surnuméraire engagé spécialement pour la traduction des documents sur les ch. de fer.	Sur recommandation du chef des traducteurs français.....
Jos. Maire.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
J. P. Tardivel.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
Alf. MacDonald.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
A. F. Giard.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....
Chas. P. de Martigny.....	“ “ “ “ .....	“ “ .....

L. SIMONEAU,  
Comptable,  
A. L.

pendant la session de 1875.

Date de la nomination.	Montant du salaire. \$1.00 per diem.	DEPUIS ET JUSQU'A QUAND PAYE.
4 novembre 1875.	\$4 00	Depuis la date de son entrée en fonction le 4 nov au 24 déc. 1875.
" " "	4 00	" " " "
" " "	4 00	" " " "
" " "	4 00	" " " "
" " "	4 00	" " " "
" " "	4 00	" " " au 11 déc. 1875.
" " "	4 00	" " 4 nov. au 24 déc. 1875.
16 " "	4 00	" " " 16 " " "
" " "	4 00	" " " " "
" " "	4 00	" " " " "
" " "	4 00	" " " " "
" " "	4 00	" " " " "
" " "	4 00	" " " " "
" " "	4 00	" " " au 27 novembre 1875.
" " "	4 00	" " " absent du 1er au 12
" " "	4 00	" " " décembre. De nou-
" " "	4 00	" " " veau depuis le 18
" " "	4 00	" " " jusqu'à ce jour. Non
" " "	4 00	" " " payé en son absence.
" " "	4 00	Depuis la date de son entrée en fonction le 16 nov. au 24 déc. 1875.
22 " "	4 00	" " " 22 " " "
26 " "	4 00	" " " 26 " " "
" " "	4 00	" " " " 11 " "
" " "	4 00	" " " " " "
" " "	4 00	" " " " 24 " "
" " "	4 00	" " " " " "
" " "	4 00	" " " " 12 " "
" " "	4 00	" " " " " "

Attesté,  
G. M. MUIR,  
G. A. L.

## LISTE des messagers et pages sessionnels, pendant la session de 1875.

NOMS.	FONCTIONS.	Par qui nommé.	Date de la nomination.	Montant du salaire. Per diem.	DEPUIS ET JUSQU'A QUAND PAYÉ.
Remis Quirouet.....	Messager à la Chambre de Lecture.....	Le Greffier .....	4 nov. 1885	2 00	Depuis la date de son entrée en fonction le 4 novembre au 24 décembre 1875.
Sam. King.....	" aux Records.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Aug. Vallières.....	" à la Chambre de Toilette.....	" .....	" .....	2 00	" .....
J. B. Parent.....	" au passage de l'Orateur.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Elie Quimet.....	" au magasin de la Chambre.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Jos. Bittner.....	" au bureau du Comptable.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Narcisse Vachon.....	" Chambre des Messagers.....	" .....	" .....	2 00	" .....
James McGolrick.....	" à la Galerie des Rapporteurs.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Joseph Villeneuve.....	" " des Dames.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Arthur Angers.....	" à la Chambre des Messagers.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Vital Roy.....	" " .....	" .....	" .....	2 00	" .....
Xavier Kennedy.....	" " .....	" .....	" .....	2 00	" .....
Claas. Noël.....	" à la galerie privée de l'Orateur.....	" .....	" .....	2 00	" .....
John Coreney.....	" au Bureau de Poste.....	" .....	" .....	2 00	" .....
George St. Michel.....	" à la Salle de Lecture.....	" .....	" .....	2 00	" .....
Arthur Fortin.....	Page à la Salle de Séance.....	" .....	" .....	1 50	" .....
George Workman.....	" " .....	" .....	" .....	1 50	" .....
Jos. Marcoux.....	" " .....	" .....	" .....	1 50	" .....
David Boulet.....	" " .....	" .....	" .....	1 50	" .....
Veuve Délima Lépine.....	" .....	" .....	" .....	50	au 27 décembre 1875.
" Josephine Huppé.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Caroline Patenaient.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Josephine Marois.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Sophie Valin.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Eglise Dorion.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Catherine Roy.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Jose. Sanschagrin.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Elizabeth Dallaire.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
" Mary Hurly.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....
Mme. Josephine Fortier.....	" .....	" .....	" .....	50	" .....

Attesté,  
G. M. MUIR,  
G. A. L.

L. SIMONEAU,  
Comptable,  
A. L.

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par M. Joly,—la pétition de S. Marcotte et autres, imprimeurs, de la cité de Québec.

Par M. Beauchesne,—la pétition de Joseph J. Roy et autres, du township de Cap Chatte.

Par M. Martin,—la pétition d'Alexandre Daly et autres, du township de Chertsey.

Par l'Honorable M. Ouimet,—la pétition de la corporation du Collège de Chambly.

Par M. Ogilvie,—la pétition de The Montreal Sailors Institute.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De R. B. Angus et autres, gérants des compagnies à fonds social faisant affaires dans la province de Québec ; demandant certains amendements au bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu et pour régler la procédure à cette fin.

De Amable Jodoin, fils ; demandant que certaine partie du bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston ne devienne pas loi.

Du Révérend J. O. Perron, et autres, de la Pointe-aux-Esquimaux ; demandant qu'il soit établi un terme de la Cour du Magistrat de District à la Pointe-aux-Esquimaux.

Du conseil municipal du comté de Pontiac ; demandant de l'aide pour un pont.

Du conseil municipal de comté No. 2, du comté de Chicoutimi ; demandant certains amendements à l'acte des chemins de fer.

M. Wurtels, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer une compagnie sous le nom " Le crédit foncier du Bas-Canada."

*Ordonné*, Que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la compagnie, dite : " Le crédit foncier du Bas-Canada."

L'Honorable M. Ouimet, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre, le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris communication d'une requête signée, Olivier Robitaille, messenger en chef de cette Chambre, demandant augmentation de salaire.

Qu'il est d'opinion que le salaire du dit Olivier Robitaille devrait être augmenté ; mais il laisse à Votre Honorable Chambre à décider quel sera le chiffre de cette augmentation.

Votre comité a passé la résolution suivante, qu'il soumet respectueusement à la considération de Votre Honorable Chambre,

*Résolu*, Que 65 cartes géographiques de la Nouvelle-France par P. M. A. Genest, soient achetées à \$4 la copie, pour l'usage des membres.

Sur motion de M. Beaubien, secondé par M. Taillon,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien transmettre la résolution suivante à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Considérant que la province de *Québec* se propose de construire tout le chemin de la *Rive Nord* depuis *Québec* jusqu'à *Portage du Fort* ;

Considérant que pour relier cette ligne importante avec la portion subventionnée du chemin du *Pacifique*, il reste à construire une certaine longueur de chemin dans la province d'*Ontario* ;

Considérant qu'il serait extraordinaire pour la province de *Québec* d'employer ses ressources à construire un chemin de fer dans une autre province ;

*Résolu*, Que la province de *Québec* prie Son Excellence le Gouverneur Général de vouloir bien assurer comme œuvre fédérale, la construction de cette partie de la ligne devant relier *Portage du Fort* avec le point le plus rapproché ou le plus convenable sur la ligne subventionnée du *Pacifique*.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Houde*,

*Résolu*. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, le rapport de P. *Gauvreau*, écuyer, ingénieur du gouvernement, sur les inondations périodiques du fleuve *St. Laurent*, sur le tracé du chemin de fer du *Nord*, entre *St. Barthélemi* et *Berthier*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Ouimet*, secondé par M. *Lacerte*,

*Ordonné*, Que le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir des affaires de la commission des chemins à barrières de la *Rive Nord* et de la *Rive-Sud* de *Québec*, soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau le code municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lynch* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau le code municipal," la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance étant lu,

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le bill soit retiré.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice No. 2.)

Le bill pour amender l'acte concernant les inhumations et les exhumations, chap. 21, des statuts refondus pour le *Bas Canada*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Pâquet* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le chapitre 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les inhumations et les exhumations," la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. le Commissaire *Garneau*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Angers*,

*Ordonné*, Que le traité de *Cuisset* sur la culture de la betterave et la fabrication du sucre de betteraves soit traduit, et qu'il en soit imprimé 500 copies pour l'usage des membres.

M. *Roy*, du comité permanent de l'agriculture de l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire, à Votre Honorable Chambre, le rapport suivant :

Votre comité a tenu plusieurs séances, et donné son attention à diverses questions concernant l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Au début de ses réunions votre comité a été heureux d'entendre les informations de M. *Joseph Perreault*, secrétaire de la commission fédérale à l'Exhibition Internationale de 1876 à Philadelphie, relativement aux mesures prises par la dite commission pour que les diverses provinces de la Confédération puissent figurer dignement à cette grande Exposition. Votre comité espère, d'après les renseignements obtenus, que la province de *Québec*, sera convenablement représentée à cette Exposition et qu'elle y pourra supporter une concurrence avantageuse sous plusieurs rapports, entre autres sous celui des collections de produits forestiers et miniers et d'objets de divers genres manufacturés dans le pays.

Il sera, sans doute, permis à votre comité de féliciter le gouvernement d'avoir accordé une somme suffisante pour encourager la publication d'un journal d'agriculture illustré. Les services qu'un tel journal rendra à l'agriculture, en permettant, à des conditions favorables, la diffusion des connaissances agricoles parmi les cultivateurs, seront certainement une ample compensation pour le léger sacrifice que la Province se sera imposé. Dans le but d'assurer davantage le succès de ce journal, votre comité recommande qu'un agent soit nommé pour visiter toutes les paroisses pour établir dans chacune d'elles un petit comité composé de deux ou trois personnes qui verront à ce que tous les cultivateurs de leur localité s'abonnent autant que possible au dit journal.

Les éléments de l'agriculture devraient être enseignés dans toutes les écoles primaires de la Province, et votre comité croit devoir recommander, en conséquence, que l'ordonnance du Ministre de l'Instruction Publique rendant obligatoire tel enseignement, soit mise à exécution dans toutes les écoles sous le contrôle du gouvernement et que, vu le bien déjà produit par son introduction,

le *Petit Manuel d'Agriculture* du Docteur LaRue continue d'être obligatoire dans les écoles.

Votre comité regretterait l'adoption par le conseil d'agriculture de toute mesure tendant à supprimer le mode suivi actuellement par un grand nombre de sociétés d'agriculture, d'encourager leurs souscripteurs au moyen d'achat et distribution de graines fourragères.

Comprenant les avantages immenses qui résulteraient de l'empierrement de nos chemins municipaux, et ne voulant pas que l'argent destiné aux sociétés d'agriculture soit affecté à cette fin, parce que ce serait un détournement de fonds fatal à l'agriculture, votre comité désire néanmoins attirer l'attention du gouvernement sur une amélioration aussi nécessaire et manifester l'espoir que ce besoin de la classe agricole sera satisfait avant longtemps.

C'est l'opinion de ce comité qu'on perfectionnerait le fonctionnement des sociétés d'agriculture en amendant l'acte qui les régit de manière à assurer à toute paroisse qui fournira au moins dix souscripteurs à une société d'agriculture, le droit d'avoir un directeur dans le bureau de direction de telle société choisi par et parmi tels souscripteurs.

Vu les résultats peu satisfaisants obtenus jusqu'ici dans les efforts faits par cette province pour attirer d'Europe une immigration utile ; vu aussi le montant restreint affecté à l'Immigration et au repatriement, votre comité croit de son devoir de recommander de nouveau que la presque totalité des fonds destinés à l'immigration étrangère soit dépensée à promouvoir le repatriement des canadiens émigrés aux Etats-Unis.

Afin d'assurer une représentation plus complète des intérêts agricoles dans le conseil d'agriculture, votre comité, tout en reconnaissant les services rendus par les membres qui composent aujourd'hui ce conseil, est d'opinion que la Province devrait être divisée en régions agricoles correspondant aux divisions sénatoriales actuellement existantes, chacune de ces régions devant par ses sociétés d'agriculture élire un délégué, et les vingt-quatre délégués ainsi élus devant constituer le conseil d'agriculture.

Votre comité est, de plus, d'opinion que le gouvernement, autant que possible, ne doit faire ouvrir de chemins de colonisation que dans les cantons propres à être colonisés, après s'en être assuré par des rapports consciencieux faits à cet effet, et que les fonds destinés à la colonisation ne soient pas employés à faire ou améliorer des chemins ou des ponts dans les anciennes paroisses, ni à faire des chemins à travers les seigneuries non concédées, à moins d'urgente nécessité.

Considérant qu'il est de la plus grande importance pour l'amélioration immédiate de notre agriculture de trouver quelque moyen de mettre au plus tôt sous les yeux de nos agriculteurs de bons exemples de culture ; considérant que l'on peut parvenir à ce but en s'efforçant d'enseigner aussi généralement que possible une saine pratique à ceux qui se destinent à cet état, votre comité a adopté la résolution suivante :

*Résolu.*—Qu'il est désirable que l'on établisse au moins deux fermes modèles dans la Province où les élèves pourront se perfectionner par le travail dans une pratique intelligente tout en retirant de ce travail une rémunération raisonnable. Cette rémunération les mettra en mesure de pouvoir se payer un remplaçant dans la maison paternelle, où souvent on ne peut se passer de leurs services. Le tout sur le plan de l'Institut agricole de l'Etat du Missouri, établi à Lansing, où les élèves sont payés pour leur travail, et qui compte aujourd'hui au-delà de cent cinquante élèves, et aussi de l'école d'agriculture d'Hohenheim, Allemagne, où le même système est suivi. Dans l'établissement de ce système, on devra se servir autant que possible des écoles d'agriculture maintenant existantes, reconnaissant par là la priorité qu'elles ont droit d'exiger pour le dévouement de leurs fondateurs et pour les services rendus.

Votre comité est, en outre, d'opinion que l'octroi voté annuellement par la Législature au bénéfice des sociétés d'agriculture, soit mis à la disposition du



conseil d'agriculture et que la distribution en soit faite par lui et sous sa responsabilité ; le surplus de cet octroi devant être employé par le dit conseil à promouvoir les intérêts de l'agriculture dans les localités les moins avancées sous ce rapport.

Votre comité a ordonné que copie des minutes de tous ses procédés et du présent rapport soit transmise au Conseil d'Agriculture de cette Province, pour l'information des membres de ce conseil.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le collège des dames de *Compton*."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennebec*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 24 *Vict.*, chap. 24, relativement à la pratique de la vaccination."

Et de plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec divers amendements auxquels il désire le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour octroyer à la compagnie de navigation *Union*, incorporée par lettres-patentes une nouvelle charte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les dispositions de divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la cité de *Sherbrooke*."

Bill intitulé : Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour octroyer à la compagnie de navigation *Union*, incorporée par lettres-patentes, une nouvelle charte d'incorporation avec des pouvoirs plus étendus," lequel est lu comme suit :

" Page 2, après le dernier mot de la clause 4, ajouter " les mots suivants :  
" Pourvu aussi que les dites actions préférentielles ne soient pas émises ou  
" exécutées avant qu'un règlement à cet effet n'ait été adopté par les deux tiers  
" des actionnaires en valeur, présents ou représentés à une assemblée générale des  
" actionnaires spécialement convoquée dans le but de prendre en considération le  
" dit règlement."

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les dispositions de divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Quebec*," lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise après le mot " treasurer " dans la sixième ligne de la clause 12, ajouter les mots " And sealed with seal of the said Corporation."

Le dit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la cité de *Sherbrooke*," lequel est lu comme suit :

Page 3, ligne 18, clause 6, après le mot " propriétaire " insérer les mots " soit en son nom ou au nom de son épouse."

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

DANS LA VERSION FRANÇAISE.

Page 5, ligne 10, clause 9.—Après le mot " public " ajouter les mots " et à " après la clause 13 ajouter les deux clauses suivantes qui seront les clauses 14 et 15.

14. Les sections 1 et 2 du présent acte sont censées faire partie du dit acte, 37 Vict., chap. 51, qu'elles amendent.

15. Le présent acte sera censé faire un seul et même acte avec les actes qu'il amende.

La clause 14 deviendra la clause 16.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique," lequel est lu comme suit :

Dans la clause 26, retrancher le mot " janvier " et le remplacer par le mot " février."

Le dit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer une compagnie sous le nom de " Le Crédit Foncier du *Bas-Canada* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant une compagnie incorporée sous le nom de " Le Crédit Foncier du *Bas-Canada*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Quimet*, propose que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections.

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que le mot " concoure " soit effacé et que les mots " ne concoure pas " soient mis à la

place, et que les mots " attendu qu'il appert par les procédés qui ont eu lieu devant le dit comité, que *George H. Deschênes*, écuyer, représentant la division électorale de *Témiscouata*, s'est rendu coupable d'un acte inqualifiable, qui le rend indigne de siéger dans cette honorable Chambre," soient ajoutés à la fin de la proposition principale.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bachand,*  
*Bisson,*  
*Cameron,*  
*Chauveau,*  
*Daigle,*  
*Hearn,*  
*Irvine,*

*Joly,*  
*Laberge,*  
*Lafontaine,*  
*Laframboise,*  
*Larochelle,*  
*Lynch,*  
*Marchand,*

*McGauvran,*  
*Molleur,*  
*Pâquet,*  
*Préfontaine,*  
*Rinfret dit Malouin,*  
*Robert,*

*Robertson,*  
*Sawyer,*  
*Shekyn,*  
*Sylvestre,*  
*Watts et*  
*Wurtele.*—26.

## CONTRE :

## Messieurs

*Angers, (Sol. Gén.),*  
*Baker,*  
*Beaudien,*  
*Beauchesne,*  
*Chapleau,*  
*Charlebois,*  
*Church, (Proc. Gén.)*  
*Fradette,*

*Garneau,*  
*Gauthier,*  
*Gendron,*  
*Houde,*  
*Lacerte,*  
*Lalonde,*  
*Landry,*

*LaRue,*  
*Lavallée,*  
*LeCavalier,*  
*Loranger,*  
*Malkiot,*  
*Martin,*  
*Mathieu,*

*Ouimet,*  
*Peltier,*  
*Picard,*  
*Roy,*  
*St. Cyr,*  
*Taillon et*  
*Verreault.*—29.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que cette Chambre concurre dans le premier rapport du comité des privilèges et élections ;

L'Honorable *M. Irvine*, secondé par *M. Lynch*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots " il soit résolu, que le dit *George H. Deschênes*, s'est rendu coupable d'une action d'une telle nature, qu'il devient nécessaire, pour le maintien et la dignité et l'honneur de cette Chambre, qu'il soit puni sévèrement pour cette offense, et qu'il soit ordonné que le dit *George H. Deschênes* soit mis sous la garde du Sergent-d'Armes, et amené à la barre de cette Chambre et y être sévèrement réprimandé par *M. l'Orateur*," soient mis à la place.

*M. Taillon*, secondé par *M. Méthot*, propose sous forme d'amendement au dit amendement que les mots " il soit résolu que le dit *George H. Deschênes* s'est rendu coupable d'une action d'une telle nature qu'il devient nécessaire pour le maintien et la dignité et l'honneur de cette Chambre qu'il soit puni sévèrement pour cette offense et qu'il soit ordonné que le dit *George H. Deschênes* soit mis sous la garde du Sergent-d'Armes et amené à la barre de cette Chambre et y être sévèrement réprimandé par *M. l'Orateur*" soient effacés et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion principale, " Et que *G. H. Deschênes*, membre pour *Témiscouata*, soit requis de prendre son siège, et que là, il soit sévèrement réprimandé par *M. l'Orateur*," soient mis à la place.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Angers, (Sol. Gén.),</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>* Ouimet,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Houde,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Beauchesne,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Landry,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Fradette,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Garneau,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Verreault.—29.</i>
<i>Gauthier,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Irvine,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Church, (Proc. Gén.),</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert.—9.</i>	<i>Wurtele.—28.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la question principale ainsi amendée, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix, que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections, et que *G. H. Deschênes*, membre pour *Témiscouata*, soit requis de prendre son siège et que là il soit sévèrement reprimandé par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et *M. G. H. Deschênes* ayant pris alors son siège dans la Chambre, est réprimandé sévèrement par M. l'Orateur, comme suit :

*M. Deschênes*.—L'Honorable membre pour *Mégantic*, ayant fait une déclaration, que vous aviez enfreint les privilèges de cette Chambre, le comité des privilèges et élections, s'étant enquis de cette accusation, fait rapport à cette Chambre, que votre conduite, a été reprehensible.

Une motion de cette Chambre m'ordonne de vous réprimander sévèrement : c'est pourquoi je vous réprimande sévèrement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Ouimet* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable *M. Ouimet* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre continuant à siéger après minuit, jeudi matin.

*Jeudi, 23 décembre 1875.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les arpenteurs et les arpentages ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Chapleau fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacerte fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lacerte fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales, expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-seize, et le trente de juin mil huit cent soixante-et-dix-sept et pour d'autres fins, du ressort du service public, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte de *Québec*, 32 *Victoria*, chapitre 11, concernant la vente et l'administration des terres publiques est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacerte fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette Province, 32 *Vict.*, chap. 11, concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne."

*Ordonné*, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour autoriser l'émission de débetures provinciales pour le paiement des subsides accordés à des compagnies de chemins de fer est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, renvoyé à un comité de toute la Chambre.

---

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Ouimet fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

M. le Trésorier *Robertson*, secondé par M. le Commissaire *Mathiot* propose, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Joly*, secondé par M. *Bachand*, propose sous forme d'amendement que le mot " maintenant " soit effacé, et que les mots " d'hui en six mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. *McGauveran*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et dix minutes jeudi matin, s'ajourne jusqu'à onze heures aujourd'hui.

---

Jeudi, 23 décembre 1875.

11 heures, A. M.

*Ordonné*, Que la 60<sup>e</sup> Règle de cette Chambre soit suspendue de manière à permettre au comité permanent des bills privés à prendre immédiatement en considération le bill pour accorder une charte spéciale à la ville de *St. Henri*.

M. *Loranger*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que les différentes sommes payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction, correction d'épreuves, et maintenant entre les mains du greffier de la Chambre, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes d'argent soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément au règlement et à la pratique suivie à *Ottawa*, et l'année dernière dans ce comité.

Sur motion de l'Honorable M. *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le salaire des shérifs, et des protonotaires dans la province de *Québec*, et les émoluments qu'ils ont reçus durant la dernière année fiscale.

Sur motion de *M. Hearn*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toute la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province concernant le transport fait à ce dernier, de la propriété connue sous le nom de " Caserne des Jésuites," située en cette cité.

Sur motion de *M. Bisson*, secondé par l'Honorable *M. Lafrancoise*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le montant des frais, et à qui payés, dans une cause à la Cour Supérieure de Montréal, portant le numéro 887, où l'Honorable *George Irvine* alors Procureur-Général était demandeur *Pro Regina vs. Louis Cadieux* et *Thomas Lunn*, de Montréal, défendeurs et l'Honorable *L. R. Church*, Procureur-Général, demandeur par reprise d'instance *Pro Regina vs. les mêmes*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Que l'honoraire de cent piastres payé sur le bill, pour incorporer le collége de *St. Césaire*, soit remboursé.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

*M. le Solliciteur-Général Angers*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre, le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il ratifie les contrats faits pour les impressions suivantes, savoir :

Votes et délibérations de l'Assemblée Législative et ordres du jour.

Journaux de la Chambre, Bills Publics et autres documents de la session.

Procès verbaux et ordres du jour du Conseil Législatif, et Journal du Conseil Législatif.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à trois heures P. M. aujourd'hui.

*Trois heures P. M.*

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :—

Par *M. Larochelle*,—la pétition de *Hugh Hurley* et autres ; et la pétition de *Chs. Audette* et autres, tous du township de *Frampton*, et la pétition de *Patrick Hayes* et autres, du township de *Buckland*, tous du comté de *Dorchester*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :—

De *S. Marcotte* et autres, imprimeurs, de la cité de *Québec* ; demandant que le bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance, ne devienne pas loi.

De *Joseph J. Roy* et autres, du township de *Cap Chatte* ; demandant l'octroi de lots gratuits le long du chemin du dit township.

De *Alexander Daly* et autres, du township de *Chertsey* ; demandant de l'aide pour un chemin et pour un pont.

De la Corporation du Collège de *Chambly* ;—et de *The Montreal Sailors Institute* ; demandant respectivement de l'aide.

L'Honorable M. *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a eu sous considération le bill pour changer le nom de la ville de *St. Henri* pour celui de la ville de *Montréal Ouest* et pour autres fins, et est d'avis que ce bill est trop volumineux et trop important pour que ce comité puisse l'examiner d'une manière satisfaisante pendant cette session.

Votre comité recommande la remise de l'honoraire payé pour ce bill.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que l'honoraire payé sur le bill, donnant des pouvoirs plus étendus à la ville de *St. Henri*, soit remboursé, tel que recommandé par le comité permanent des bills privés.

M. le Commissaire *Malhiot*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 15 décembre 1876, demandant un état des terres dont la vente a été annulée, dans les townships de *Ditton*, *Hampden*, *Whitton*, *Marston* et *Diethfield*, depuis le premier de janvier 1875, avec les noms des acheteurs, les dates de ces achats et les raisons qui ont occasionné leur annulation. (Documents de la Session No. 28.)

*Ordonné*, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 38 Vict., chap. 22, étant lu ;

M. *Piquet*, secondé par M. *Marchand*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

M. le Solliciteur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Malhiot*, propose sous forme d'amendement que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "d'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix :

*Ordonné*, Que le bill soit lu une seconde fois d'hui à six mois.

M. *Wurtelle*, du comité spécial nommé pour prendre en considération la pétition du Révérend *Louis Graham* et autres ; demandant la passation d'un acte pour régler le flottage du bois de corde, sur la rivière *St. François* et ses tributaires, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice No. 3.)

M. le Solliciteur-Général *Angers* met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le septième rapport des inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., pour la province de *Québec*, pour l'année 1874 jusqu'au 30 juin 1875. (Documents de la Session No. 15.)

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour étendre la juridiction du commissaire des incendies pour la cité de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour amender "l'acte électoral de *Québec* " (38 Vict., ch. 7)."

Bill intitulé : "Acte passé pour incorporer *The Church Home*, de *Montréal*."



Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'Education en cette province quant aux écoles de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'église libre (*Free Church*) de la rue Côté, de *Montréal*, au sujet de sa propriété."

Bill intitulé : " Acte concernant les inhumations dans les cimetières catholiques romains."

Bill intitulé : " Acte pour ériger le village de *Bagotville* en une municipalité séparée."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 2179 du Code Civil."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 38 Vict., chap. 4, relativement à la fabrication du sucre de betterave."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " La Compagnie d'Assurance Patriotique du *Canada*."

Et de plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec*," (34 Vict., chap. 2,) et les divers actes qui l'amendent et en étendre l'application."

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec*," (34 Vict., ch. 2,) et les divers actes qui l'amendent et en étendre l'application, lequel est lu comme suit :

DANS LA VERSION ANGLAISE.

Clause 3, ligne 7, *struck out the word " in " and insert the words " under authority of "*

Le dit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant le notariat, lesquels sont lus comme suit :

Clause 13, ligne 7, retrancher les chiffres et mots suivants " 193, de la profession de notaire et " et les remplacer par les chiffres et mots suivants " 191 du présent acte et, "

Clause 14, ligne 6, après le mot " ci-dessus " ajouter le mot " déclaré."

Clause 20, ligne 8, effacer " sans frais " et mettre " gratuitement."

Clause 29, ligne 2, après le mot " signée " insérer les mots " par eux."

Clause 35, après le dernier mot, ajouter " concernant la profession de notaire."

Clause 43, après le mot " dus " de la ligne 5, effacer le mot " des " et mettre " de leurs."

Même clause, même ligne, après le mot " contributions " ajouter " jusqu'au dernier jour du mois de février précédent."

Clause 44, ligne 2, après le mot " transmis " ajouter " par les secrétaires."

Clause 47, ligne 5, effacer le mot " suffisante " et le remplacer par les mots " de huit dollars."

Clause 53, ligne 19, effacer " le notaire sera tenu " et mettre " il sera loisible au notaire."

Paragraphe 2, ligne 2, effacer " de la signature " et mettre " et la signature d'un."

Clause 89, ligne 1, effacer " d'accorder " et mettre à la place " que " et après le mot " permission " ajouter " soit accordée."

Clause 90, après le dernier mot du paragraphe 2, ajouter le paragraphe 3.

3. De se pourvoir d'une voûte de sûreté suffisante et à l'épreuve du feu et de l'humidité, pour y déposer les dites minutes, répertoire et index, et chaque fois qu'il en est requis, il doit livrer la dite voûte à telle inspection que la Chambre des notaires peut de temps à autre ordonner en vertu d'un mandat sous le seing du président ou du vice-président de la dite Chambre, le contre seing de l'un de ses secrétaires. La première inspection est toujours faite aux frais du requérant qui doit les payer immédiatement et avant de pouvoir obtenir l'ordre de possession du notariat à lui cédé et transporté."

Clause 95, après le dernier mot, ajouter " et le protonotaire de chaque district est tenu sous peine d'une amende de vingt piastres, d'indiquer un appartement décent et convenable pour tenir telles assemblées."

Clause 97, ligne 2, après le mot " par " effacer le mot " les " et mettre " la majorité des."

Clause 101, ligne 3, après les mots " mai à " effacer le mot " onze " et mettre " dix."

Ligne 4, même clause, après le mot " à " effacer " onze " et mettre " dix."

Après le quatrième paragraphe de la clause 105, mettre ce qui suit comme clause 106.

106. Le président sortant de charge doit aussi, à l'assemblée du mois d'octobre qui suit une élection générale de ses membres, soumettre un rapport des principaux faits et procédés de la Chambre, durant sa présidence, et un état général de ses affaires sous le contrôle de la Chambre, jusqu'à cette époque."

La clause 106 devient 107, et toutes les clauses suivantes jusqu'à 154 remontent d'un chiffre.

Clause 118, ligne 4, effacer le mot " mai " et mettre le mot " octobre."

Clause 147, ligne 2, après le mot " et " mettre le mot " si."

Retrancher le mot " deux " de la ligne 6 de la page 33, et le remplacer par le mot " quatre."

Les clauses depuis 156 à 184 reculent d'un chiffre et depuis 184 jusqu'à la fin du bill de deux chiffres.

Clause 166, retrancher les mots " treize de cet acte " à la ligne 5 et les remplacer par " sept de cet acte."

Clause 190, paragraphe 3, mettre 55 au lieu de 54 ; paragraphe 5, mettre 114 et 115 au lieu de 113 et 114 ; paragraphe 6, mettre 158 au lieu de 159 ; paragraphe 7, mettre 159 au lieu de 160 ; paragraphe 9, mettre 167 au lieu de 168.

Clause 195, ligne 6, après le mot " avant " ajouter les mots " le premier avril précédent " et à la fin de la même clause, ajouter les mots " pour jusqu'au dernier jour du mois de février précédent."

Ajouter une clause à la fin du bill comme suit : " 198. Cet acte deviendra en force du jour de sa sanction."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que la pétition du Révérend L. Trahan et autres, demandant la pasation d'un acte pour régler le flottage du bois de corde sur la rivière St. François et ses tributaires, et le second rapport du comité spécial nommé pour s'en ériger des faits, et des meilleurs moyens à prendre pour parer à ces inconvénients ainsi qu'aux abus mentionnés dans la dite pétition et faire rapport, soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général Angers, secondé par M. le Trésorier Robertson,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à dix heures et demie A. M. demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain à dix heures et demie A. M.

Vendredi, 24 décembre 1875.

Dix heures et demie A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Landry,—la pétition du Réverend Chs. Bacon et autres, de la paroisse de St. Pierre, Rivière du Sud.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De Hugh Hurley et autres, du township de Frampton ;—et de Patrick Hayes et autres, du township de Buckland ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Chs. Audette et autres, du township de Frampton ; demandant la remise des arrérages dûs au gouvernement sur leurs terres.

Ordonné, Que le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte passé pour autoriser la compagnie manufacturière Paton, de Sherbrooke (*The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*) à émettre du stock préférentiel."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Club Canadien de Montréal."

Bill intitulé : " Acte passé pour autoriser la vente d'un certain biens fonds substitué par l'acte des dernières volontés et le testament de Dame Marie Orkney."

Bill intitulé : " Acte passé pour incorporer le Collège de St. Césaire."

Bill intitulé : " Acte érigeant la communauté des religieuses du Précieux Sang de Notre-Dame-de-Grâce, diocèse de Montréal."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 17 Vict., chap. 23 intitulé : " Acte pour incorporer la ville de Joliette."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'institut littéraire de St. Patrice de Québec."

Bill intitulé : " Acte pour détacher une certaine partie du comté de Lotbinière et l'annexer au comté de Beauce, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire et pour ériger civilement la paroisse de St. Séverin."

Bill intitulé : " Acte autorisant l'évêque catholique romain ou la corporation épiscopale catholique romaine de Montréal, à vendre un immeuble destiné par le Révd. Louis Marie Lefebvre à l'établissement d'un hôpital en la paroisse de Ste. Geneviève."

Bill intitulé : " Acte pour changer le nom de la compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska," en celui de " la compagnie de chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du St. Laurent," et lui permettre de changer son tracé."

Bill intitulé : " Acte passé pour incorporer l'association chrétienne des femmes de Québec."

Bill intitulé : " Acte pour diviser la municipalité de New-Port, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston."

Bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-seize, et le trente de juin mil huit cent soixante-et-dix-sept, et pour d'autres fins du ressort du service public."

Et de plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre. :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106 incorporant la ville de *St. Jean*."

Bill intitulé : "Acte pour changer le nom de "la Société Provinciale Permanente de Construction," en celui de "Compagnie Provinciale de Prêt," et pour étendre ses pouvoirs."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29, amendant le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29."

Bill intitulé : "Acte passé pour changer le nom de la "Société permanente de construction de *Montréal*," en celui de "Compagnie de Prêt de *Montréal*," et pour en étendre les pouvoirs."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de *St. Henri*, comté d'*Hochelaga*, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles, et y ériger des bâtisses pour des fins d'écoles."

Bill intitulé ; "Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Belle-chasse* et l'annexer au comté de *Montmagny* pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent, faits à certains chemins de fer."

Bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus du *Canada*, concernant les arpenteurs et arpentages."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le Code Municipal."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes."

Bill intitulé : "Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, à émettre des débentures portant hypothèque sur les biens de la dite compagnie et pour autres fins."

Bill intitulé : "Acte concernant la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du *Canada* concernant les arpenteurs et les arpentages" lesquels sont lus comme suit :

Clause 11, retrancher les quatre derniers mots et les remplacer par les mots "ci-dessus."

Clause 12e à l'avant dernière ligne retrancher le mot "devront" et mettre "devant."

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : Acte pour autoriser la Compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, à émettre des débentures portant

hypothèque sur les biens de la dite Compagnie et pour autres fins lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 11, après les mots "taux d'intérêt" ajouter les mots "n'excédant pas huit pour cent."

Ajouter après le dernier mot de la clause 2, les mots "après quinze jours d'avis donner aux actionnaires de telle assemblée."

Ce qui suit formera la clause 14.

14. Cet acte viendra en force du jour de sa sanction.

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération le amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour détacher une certaine partie du comté *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny* pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 1, après le mot "Nord" effacé le mot Ouest et insérer le mot "Est."

Le dit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, le bill est de nouveau amendé en ajoutant les mots suivants à la fin de la troisième clause "excepté en ce qui a rapport aux fins parlementaires et pour ces dites fins et n'entrera en force que dans un an à dater de sa sanction."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : Acte pour autoriser les commissaires d'école de la municipalité scolaire de *St. Henri*, comté d'*Hochelaga*, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâtisses pour des fins d'écoles lesquels sont lus comme suit :

Après le mot "d'école" première ligne du titre ajouter le mot "catholiques."

Après le mot "d'écoles" première ligne du préambule ajouter le mot "catholiques."

Après le mot "d'écoles" clause 1, ligne 3, ajouter le mot "catholiques."

Page 3, ligne 1, après le mot "imposables" ajouter les mots "des catholiques seulement."

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code municipal" lesquels sont lus comme suit :

Clause 25, retrancher les chiffres et mots suivants "6 du chapitre 2 de la 35 Victoria," et les remplacer par les chiffres et mots suivants "29 du chap. 21 de la 36 Victoria."

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits au bill intitulé : Acte pour changer le nom de la société permanente de construction en celui de "Compagnie de Prêt de *Montréal*," et pour en étendre les pouvoirs, lesquels sont lus comme suit :

Dans le titre, troisième ligne, après le mot "prêt" mettre les mots "et d'hypothèque" et après le mot "*Montréal*" de la même ligne, ajouter les mots "*Montreal Loan and Mortgage Company*."

Partout où les mots compagnie de prêt se rencontrent, ajouter après le mot "prêt" les mots suivants "et d'hypothèque."

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29, lesquels sont lus comme suit :

Ajouter après le dernier mot de la clause 1 les mots suivants : "Pourvu qu'en aucun cas les marguilliers ainsi élus ou les fabriques ainsi constituées ne puissent obliger ou lier les paroissiens au paiement des dettes contractées par les dits marguilliers ou les dites fabriques sans le consentement préalable des dits paroissiens, donné dans une assemblée générale de la paroisse dûment convoquée sous huit jours d'avis."

Les mots suivants formeront la clause 5.

5. Cet acte sera mis en vigueur le jour de la sanction du présent acte.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 22, Vict., chap. 106, incorporant la ville de *St. Jean*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 15, ligne 25, retrancher les mots "autorisant l'emprunt."

Page 5, lignes 11 et 12, retrancher les mots "conseil de ville pourra contracter l'emprunt" et les remplacer par les mots "règlement aura pleine force et effet."

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : Acte pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du bill la clause suivante :

6. L'article 1816 du code civil est par le présent amendé aux fins particulières ci-dessus mentionnées.

Le dit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province," lesquels sont lus comme suit :

Ligne 7 de la clause 7, retrancher le mot "huit" et insérer le mot "quatre".

Ajouter à la fin du bill la clause 10. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer ", lequel est lu comme suit :

Après la clause 4, ajouter ce qui suit : " Et pourvu que les directeurs de cette Compagnie aient donné au Lieutenant Gouverneur en conseil, preuve satisfaisante que la Compagnie a payé aux propriétaires le coût du droit de passage et les dommages sur leurs propriétés."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte concernant la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 10, *strike out the words " may ratify and infirms " and insert the words " may herein " after or hereby ratify and infirm."*

Page 3, ligne 4, *after the word " property " and the words " and rights of action."*

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour changer le nom de la Société Provinciale Permanente de Construction en celui de " Compagnie Provinciale de Prêt " et pour étendre ses pouvoirs, lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 11, après le mot " de " retrancher le mot " dépôt " et insérer le mot " prêt."

Clause 5, ligne 4, après le mot " prêt " insérer les mots " et pour."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29, amendant le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, lesquels sont lus comme suit :

Retrancher le titre du bill et le remplacer par le suivant : " Acte pour ériger civilement certaines paroisses démembrées du territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal.

Dans le préambule, ligne 3, après le mot " désignées " retrancher tous les mots jusqu'aux mots " Sa Majesté," et insérer les mots " et comprises dans l'ancien territoire de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, seraient très dispendieuses et qu'il serait très difficile à cause de la population nombreuse de ces paroisses de procéder selon les dispositions du chapitre 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et attendre qu'il est opportun de reconnaître civilement les dites paroisses."

Clause 1, ligne 8 et 9, après les mots " Bas-Canada," retrancher les mots " sauf ce qui est prescrit par la section deux de cet acte."

Clause 5, ligne 2, après le mot " affaire " retrancher le mot " érigeant " et le remplacer par le mot " exigeant," après le dernier mot de la clause 5, ajouter les mots suivants : Pourvu qu'en aucun cas les marguilliers ainsi élus ou les fabriques ainsi constituées ne puissent obliger ou lier les paroissiens au paiement des dettes contractées par les dits marguilliers ou les dites fabriques sans le consen-

tement préalable des dits paroissiens donné dans une assemblée générale de paroisse dûment convoquée sous huit jours d'avis.

6. Cet acte sera mis en vigueur le jour de la sanction du présent acte.

Les dits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre au bill intitulé : " Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny* pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

De plus le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie dite " *The Canada Tanning Extract Company*." (*Limited*.)

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Dunham Ladies College*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer une Compagnie sous le nom de " *Le crédit foncier du Bas-Canada*."

Bill intitulé : " Acte pour détacher du comté de *Dorchester*, une partie de la paroisse de *St. Anselme*, située dans ce comté et l'annexer au comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires."

Bill intitulé : " Acte passé pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Tranchemontagne*, à la pratique du notariat.

Bill intitulé : " Acte pour obliger les assureurs à prendre une licence."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 23 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant la vente et l'administration des bois sur les terres publiques.

Bill intitulé : " Acte pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada* 27, 28 *Victoria*, chapitre 5, concernant l'apposition des timbres judiciaires."

Bill intitulé : " Acte pour enlever les doutes relatifs à l'authenticité de certains registres de l'Etat civil dans le comté de *Rimouski*."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant les inhumations et les exhumations."

Bill intitulé : " Acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative et pour autres fins."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de police de *Québec*, 33 *Victoria*, chapitre 24."

Bill intitulé : " Acte autorisant l'émission de bons provinciaux pour payer les subsides accordés aux chemins de fer."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte de cette province, 32 *Victoria*, chapitre 11, concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne."

M. le Procureur-Général *Church*, met devant la Chambre, copies du *Writ* et de la déclaration, plaidoyer, réponses, articulation de faits du demandeur, réponses du défendeur, réponses du demandeur avec une copie certifiée de la preuve dans le No. 1590 où l'Honorable *Levi Ruggles Church*, Procureur-Général *Pro Regime* était demandeur *vs. John Rollo Middlemiss*, défendeur. (Documents de la Session No. 20).

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.



## M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église de *St. Etienne* (*St. Stephen's Church*) de la paroisse de *St. Etienne*, (*St. Stephen*) dans le diocèse de *Montréal*, "à vendre la dite église et la propriété sur laquelle elle est bâtie, et à construire une autre église ailleurs."

Acte pour amender l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, (38 Vict., chap. 8.)

Acte pour autoriser les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de *St. Henri*, comté d'*Hochelaga*, à prélever une certaine somme et à acquérir des biens immeubles et y ériger des bâties pour des fins d'école.

Acte pour amender les lois de la chasse en cette province.

Acte pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction, en pourvoyant au mode de leur union ou fusion.

Acte pour incorporer "Les Frères du Sacré-Cœur."

Acte pour amender de nouveau "l'Acte des chemins de fer de *Québec*, 1869," 32 Vict., ch. 51.)

Acte passé pour définir la juridiction de la cour des magistrats de district en matières civiles.

Acte déclarant à quelle date commence à courir le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques, après le cadastrage.

Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le Notariat en cette province.

Acte pour changer le nom de "La compagnie de chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*," en celui de "La compagnie de chemin de fer de jonction du lac *Champlain* et du *St. Laurent*," et lui permettre de changer son tracé.

Acte pour changer le nom de "La société provinciale permanente de construction," en celui de "Compagnie provinciale de prêt," et pour étendre ses pouvoirs.

Acte pour incorporer la compagnie de gaz de *St. Henri*.

Acte passé pour changer le nom de la "Société permanente de construction de *Montréal*," en celui de "Compagnie de prêt de *Montréal*," et pour en étendre les pouvoirs.

Acte pour incorporer la cité de *Sherbrooke*.

Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*.

Acte pour déclarer et définir les pouvoirs des syndics de l'église libre (*Free Church*,) de la rue *Côté*, de *Montréal*, au sujet de sa propriété.

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, section du district de *Montréal*, à admettre *Louis Philippe Guillet* au nombre de ses membres, après examen.

Acte pour amender l'acte incorporant "La compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu*."

Acte pour incorporer la congrégation des religieuses "*Carmélites déchaussées de Rimouski*."

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 Vict., chap. 49.

Acte amendant l'article 210 du Code Civil.

Acte pour incorporer le corps de musique du village de *Lauzon*.

Acte pour annexer certaines parties du territoire du *St. Maurice*, au comté de *Champlain*, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée Législative et pour les fins municipales et de l'enregistrement.

Acte pour amender de nouveau le Code Municipal.

Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Victoria, chapitre 29.

Acte autorisant l'évêque catholique romain ou la corporation épiscopale catholique romaine de *Montréal*, à vendre un immeuble destiné par le testament du Révd. *Louis Marie Lefebvre*, à l'établissement d'un hôpital en la paroisse *Ste. Geneviève*.

Acte pour incorporer "Les Frères des Ecoles Chrétiennes."

Acte pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, incorporant la ville de *St. Jean*.

Acte pour incorporer la compagnie dite *The Canada tanning extract Company*, (limited.)

Acte pour incorporer le collège de Notre-Dame, *Côte des Neiges*.

Acte pour annexer certaines parties du township de *Shawinigan*, dans le comté de *St. Maurice*, à la paroisse de *Ste. Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Acte pour octroyer à la "Compagnie de Navigation Union," incorporée par lettres-patentes, une nouvelle charte d'incorporation, avec des pouvoirs plus étendus.

Acte passé pour incorporer "l'association littéraire et de bienfaisance des jeunes irlandais," de *Montréal*.

Acte pour ériger le village de *Bagotville* en une municipalité séparée.

Acte pour annexer certaines îles dans la paroisse de *Sorel*, comté de *Richelieu*, à la paroisse de la *Visitation*, de l'*Île du Pads*, comté de *Berthier*, pour les fins parlementaires, municipales, scolaires et d'enregistrement.

Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 79, intitulé :

"Acte pour incorporer la cité de *Hull*."

Acte pour amender l'acte 27 Vict., chap. 23, intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Joliette*."

Acte passé pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie de chemin de fer de *Stanstead*, *Shefford* et *Chambly*.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique.

Acte pour autoriser la "compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hoche-laga*," à émettre des débentures portant hypothèque sur les biens de la dite compagnie et pour autres fins.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Acte pour amender de nouveau "l'acte des licences de *Québec*," (34 Vict., ch. 2) et les divers actes qui l'amendent et en étendre l'application.

Acte pour incorporer "l'Institut littéraire de *St. Patrice de Québec*."

Acte passé pour incorporer "le Collège des Dames de *Compton*."

Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*.

Acte pour incorporer le "Club Canadien, de *Montréal*."

Acte pour incorporer "la compagnie d'assurance patriotique du *Canada*."

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Lévis et Kennébec*.

Acte passé pour autoriser la vente d'un certain biens-fonds substitué par l'acte des dernières volontés et le testament de Dame *Maria Orkney*.

Acte pour incorporer le *Dunham Ladies College*.

Acte passé pour incorporer *The Church Home*, de *Montréal*.

Acte pour diviser la municipalité de *Newport*, dans le comté de *Gaspé*, en deux municipalités séparées.

Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Lotbinière*, et l'annexer au comté de *Beauce*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de

représentation parlementaire, et pour ériger civilement la paroisse de *St. Séverin*.

Acte pour détacher du comté de *Terrebonne* la partie de la paroisse de *Ste. Monique* située dans ce comté, et l'annexer au comté des *Deux-Montagnes* et pour annexer certaines terres détachées du Domaine du Lac des *Deux-Montagnes* à la paroisse de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Bellechasse* et l'annexer au comté de *Montmagny*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Acte pour incorporer une Compagnie sous le nom de "Le crédit foncier du *Bas-Canada*."

Acte érigeant la communauté des religieuses du Précieux-Sang-de-Notre-Dame-de-Grâce, diocèse de *Montréal*.

Acte passé pour incorporer l'Association chrétienne des femmes de *Québec*.

Acte passé pour autoriser la Compagnie manufacturière *Paton* de *Sherbrooke* (*The Paton manufacturing Company of Sherbrooke*) à émettre du stock préférentiel.

Acte pour détacher du comté de *Dorchester*, une partie de la paroisse *St. Anselme*, située dans ce comté, et l'annexer au comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Acte pour amender l'article 2170 du Code Civil.

Acte passé pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre *Charles Euchariste Octave Thomas Tranchemontagne*, à la pratique du notariat.

Acte pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'état civil, de la paroisse de *Ste. Marie de Monnoir*, comté de *Rouville*.

Acte pour amender "l'acte électoral de *Québec*," (38 Vict., ch. 7.)

Acte pour obliger les assureurs à prendre une licence.

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 24 Vict., ch. 24, relativement à la pratique de la vaccination.

Acte concernant l'inhumation dans les cimetières catholiques romains.

Acte pour étendre la juridiction du commissaire des incendies pour la cité de *Québec*.

Acte passé pour incorporer le collège *St. Césaire*.

Acte pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes.

Acte pour amender la loi concernant l'éducation en cette province, quant aux écoles de la cité de *Montréal*.

Acte pour amender le chapitre 23 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres publiques.

Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus du *Canada*, concernant les arpenteurs et les arpentages.

Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province.

Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer.

Acte pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice.

Acte relatif à la construction du "chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*."

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 27, 28 Vict., ch. 5 concernant l'apposition des timbres judiciaires.

Acte pour amender l'acte de cette province, 38 Vict., ch. 29, amendant le chapitre 18 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte pour enlever les doutes relatifs à l'authenticité de certains registres des actes de l'état civil, dans le comté de *Rimouski*.

Acte pour amender le chapitre 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les inhumations et les exhumations.

Acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative et pour autres fins.

Acte pour amender "l'acte de police de *Québec*," (33 Vict., ch. 24.)

Acte autorisant l'émission de bons provinciaux pour payer les subsides accordés aux chemins de fer.

Acte pour amender l'acte 38 Vict., ch. 4, relativement à la fabrication du sucre de betterave.

Acte pour amender l'acte de cette province 32 Vict., ch. 11, concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE :

Au nom de l'Assemblée Législative, de la province de *Québec*, je présente un bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin mil huit cent soixante-et-seize, et le trente juin mil huit cent soixante-dix-sept, et pour d'autres fins du ressort du service public, lequel je prie humblement Votre Excellence de vouloir sanctionner.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de prononcer le discours suivant aux deux Chambres :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je dois vous féliciter sur les travaux que vous avez accomplis pendant cette première session du troisième parlement de la province de *Québec*.

Vos discussions au sujet des matières importantes sur lesquelles vous avez été appelés à légiférer ont été marquées au coin de l'urbanité et de l'intelligence des affaires, et ont pris un caractère élevé que j'ai constaté avec satisfaction. Pendant toute cette session, vous avez donné des preuves de votre zèle, de votre patriotisme et de vos sentiments de loyauté envers Sa Très-Gracieuse Majesté la Reine.

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je vous remercie des subsides que vous avez si généreusement votés. Je veillerai à ce qu'ils soient employés de la manière la plus efficace et la plus économique possible.

*Honorables Messieurs et Messieurs :*

Au moment où vous allez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, et à la veille d'une année nouvelle, je fais des vœux pour votre bonheur, et je prie la divine Providence de continuer sa protection sur vos familles et sur tous les habitants de cette fidèle et loyale province.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée jusqu'à mercredi, le deuxième jour de février prochain, pour être alors ici tenue, et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à mercredi, le deuxième jour de février prochain.

# APPENDICES.

---

## LISTE DES APPENDICES.

---

No. 1.—RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

No. 2.—PRIVILÉGES ET ELECTIONS :—Rapport du comité permanent des—.

No. 3.—RIVIÈRE ST. FRANÇOIS ET SES TRIBUTAIRES, ETC :—Second rapport du comité spécial sur la—.

---

# RAPPORT

DE

## L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

---

A Son Excellence l'Honorable **RÉNÉ-ÉDOUARD CARON**,  
Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

En conformité au statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette province, pour la session de 1874-75, et des balances en mains et de ceux des années 1868, 1869, 1870, (1ère Session) 1870, (2ème Session) 1871 et 1872 et 1873-1874. Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français des statuts ont été imprimés et trois mille cinq cents anglais.

Les cédules A, B, C, D, E, F, G et H, indiquent respectivement la distribution et les ventes des statuts de 1868 à 1874-75 inclusivement, et la cédule I fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts.

Le montant payé pour le transport, ne pouvant être ajouté aux prix des dits statuts est mentionné séparément.

Le tout très-respectueusement soumis.

C. F. LANGLOIS,  
*Imprimeur de la Reine.*

Québec, 11 novembre 1875.

## DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1874-75.

	A.	F.	
Gouverneur-Général, Ottawa.....	2	2	
Membres du Cabinet Fédéral.....(†)	9	3	Liste de la Gazette, p. 1.
Lieutenant-Gouverneur, Québec.....	2	2	
Membres du Cabinet, do .....(†)	7	7	“ “ 2.
Conseil Exécutif et Greffier, do .....(†)	16	16	Livré au Greffier du Conseil Exécutif.
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur.....(†)	1	1	
Juge de la Cour du Banc de la Reine. ....(†)	5	5	Liste de la Gazette, p. 5.
Chambres des Juges do .....(†)	5	5	Montréal 3, Québec 2, “
Juge de la Cour de l'Amirauté.....(†)	1	1	“
Chambres des Juges do .....(†)	1	1	“
Juges de la Cour Supérieure.....(†)	24	24	“
Chambres des Juges do .....(†)	24	24	“
Juges des Sessions.....(†)	2	2	13.
Recorders.....(†)	2	2	“
Magistrats de Districts .....(†)	21	21	“
Orateur du Conseil Législatif.....	2	2	
Membres do { Anglais. } (*)	31		
Orateur de l'Assemblée Législative.....	2	41	“ “ 2.
Membres do { Français. } (*)	80	2	
Membres do { Anglais. } (*)		115	“ “ 3.
Membres do { Français. } (*)			
Greffiers des Cours d'Appel, Montréal.....(†)	1	1	
Députés Greffi. des Cours d'Appel, Québec.(†)	1	1	
Greff. de la Cour de Vice Amirauté, Québec.(†)	1	1	
Shérifs.....(†)	21	21	Liste de la Gazette, p. 10.
Protonotaires .....(†)	21	21	“ “ 9.
Régistrateurs.....(†)	65	65	“ “ 14.
Greffiers des Cours de Circuit.....(†)	62	62	“ “ 12.
Do de la Couronne.....(†)	2	2	“ “ 9.
Do de la Paix.....(†)	3	3	“ “ 9.
Orateur du Sénat.....	2	2	
Membres do .....(†)	60	17	Liste supplémentaire A.
Orateur de la Chambre des Communes.....	2	2	
Membres do .....(†)	157	46	Liste supplémentaire B.
Conseil Législatif, Officiers, Québec.....	8	8	
Do Bureaux, do .....(†)	50	30	
Assemblée Législative, do .....(†)	16	16	
Do Officiers, do .....(†)	6	6	Liste supplémentaire C.
Greffier en Loi, Québec.....	3	3	
Do en Chancellerie, Québec.....	2	2	
Secrétaire de l'Orateur, do .....(†)	1	1	
Départements Ministériels, do .....(†)	7	7	Liste de la Gazette, p. 6.
Députés Chefs. do .....(†)	7	7	
A reporter.....	735	601	

Ceux marqué (†) chacun un exemplaire en anglais ou en français, suivant sa langue.

“ (†) chacun deux exemplaires, un en français et un en anglais.

“ (\*) chacun, Membres anglais, deux exemplaires en anglais, et un en français ; Membres français, deux exemplaires en français, et un en anglais.

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1874-75.—*Suite.*

	A.	F.	
Rapporté.....	735	601	
Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, Québec.....	15	20	Liste supplémentaire D.
Auditeur des Comptes Publics, Québec.....	4	4	
Département Fédéral, Ottawa.....(†)	12	12	
Greffier en Loi et Imprimeur de la Reine, Ottawa.....(†)	2		
Coroner, Québec.....(†)	1	1	Liste de la Gazette, p. 17.
Surintendant de Police, Québec.....(†)	1	1	
Inspecteurs de Prisons.....(†)	1	2	
Corporations des Cités.....(†)	21	21	
Do Villes.....(†)			" " "
Journaux.....(†)	19	29	" " 18.
Inspecteurs du Revenu de l'Intérieur.....(†)	2	2	" " 16.
Collecteurs do.....(†)	23	23	" " "
Inspecteurs d'Ecoles.....(†)	9	22	" " 22.
Conseil de l'Instruction Publique.....(†)	26	26	Liste supplémentaire E.
Conseil de l'Agriculture.....(†)	23	23	Liste supplémentaire F.
Institutions d'Education.....(†)	33	33	Liste de la Gazette, p. 21.
Municipalités de comté.....(†)	18	42	" " "
Do Rurales.....(†)	145	520	" " 51.
Cours de Commissaires.....(†)	294	294	Liste supplémentaire G.
Magistrats qualifiés.....(†)	792	1259	Voyez liste dans le coffre de sûreté.
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	4	2	
Do Québec.....	24	24	
Bibliothèque du Barreau.....(†)	4	4	Liste de la Gazette, p. 24.
Sociétés.....(†)	5	5	Liste supplémentaire H.
Consuls.....(†)	9	2	Liste de la Gazette, p. 24.
Clergé du Diocèse Catholique de Québec.....(†)	2	153	" " 25.
Do do Montréal.....(†)	2	142	" " 31.
Do do Ottawa.....(†)		23	" " 36.
Do do Rimouski.....(†)		60	" " 37.
Do do St. Hyacinthe.....(†)		67	" " 39.
Do do Trois-Rivières.....(†)		79	" " 42.
Clergé Protestant.....(†)	237		" " 45.
Province d'Ontario.....(†)	9		" " 7.
Do de la Nouvelle-Ecosse.....(†)	13		" " 7.
Do du Nouveau-Brunswick.....(†)	13		" " 8.
Do de Manitoba.....(†)	9		" " 8.
Do de la Colombie.....(†)	8		
Do de l'Île du Prince Edouard.....(†)	14		
Angleterre et pays étrangers.....(†)	8	2	Liste supplémentaire I.
Divers.....	11	13	
Total.....	2551	3510	

Ceux marqué (†) chacun un exemplaire en anglais ou en français, suivant sa langue.

" (†) chacun deux exemplaires, un en français et un en anglais.

" (\*) chacun, Membres anglais, deux exemplaires en anglais, et un en français : Membres français, deux exemplaires en français, et un en anglais.



## CÉDULE A.

Statuts de 1868.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			821	732
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	19	13		
Ventes.....	1	4		
On ne peut rendre compte de.....	0	3		
Balance en mains.....	801	712	821	732

## CÉDULE B.

Statuts de 1869.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	830	717		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	1	0		
			831	717
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	19	12		
Ventes.....	0	6		
On ne peut rendre compte de .....	0	1		
Balance en mains.....	812	698	831	717

## CÉDULE C.

Statuts de 1870 (1ère session.)	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	948	926		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	1	1		
			949	927
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	18	16		
Ventes.....	0	2		
Balance en mains.....	931	909	949	927

## CÉDULE D.

Statuts de 1870 (2me session).	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	795	1027		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	1	0		
			796	1027
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	18	15		
Ventes.....	0	2		
On ne peut rendre compte de.....	0	4		
Balance en mains.....	778	1006	796	1027

## CÉDULE E.

Statuts de 1871.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	996	894		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	3	0		
			999	894
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	24	21		
Ventes.....	1	6		
Balance en mains.....	979	874	999	894

## CÉDULE F.

Statuts de 1872.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	1025	925		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	1	1		
			1026	926
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	24	16		
Ventes.....	1	2		
Balance en mains.....	1001	908	1026	926

## CÉDULE G.

Statuts de 1873-74.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	966	901		
Surplus dont on ne peut rendre compte.....	2	0		
			968	901
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	41	19		
Ventes.....	12	9		
On ne peut rendre compte de.....	0	2		
Balance en mains.....	925	871	968	901

## CÉDULE H.

Statuts de 1874-75.	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre en conseil.....			4500	3500
Distribution générale..... 3510   2551				
Renvoyé au bureau..... 24   29				
	3486	2522		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	46	29		
Envoyés à l'Hon. Secrétaire Provincial (reliure extra)	75	75		
On ne peut rendre compte de.....	3	0		
Ventes.....	15	80		
Balances en mains.....	875	794	4500	3500

## CÉDULE I.

	\$ cts.	\$ cts.
Impression, reliure et distribution des Statuts de 1874-75.		
Payé à A. Côté & Cie., pour impression et reliure de 4,500 Statuts français.....	3074 74	
Payé à J. J. Foote, pour impression et reliure de 3,500 Statuts anglais.....	2506 47	5581 21
Reçu par la Chambre d'Assemblée pour impression de bills privés comme acte de la législature.....		435 79
<b>Coût total des Statuts de 1874-75.....</b>		<b>5145 42</b>
<b>Payé pour distribution et frais de port des Statuts.....</b>	<b>763 96</b>	

Attesté,

C. F. LANGLOIS,  
I. R.

# RAPPORT

DU

## COMITÉ PERMANENT DES PRIVILEGES ET ELECTIONS.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'après avoir pris en considération la déclaration de l'Honorable M. Irvine au sujet de Georges H. Deschênes, écuyer, membre pour la division électorale de Témiscouata, référée à Votre Comité, et avoir entendu les explications du dit Georges H. Deschênes et le témoignage de Charles Bertrand, écr., qui est annexé à ce rapport, il en est venu à la conclusion suivante :

Que Georges H. Deschênes, député pour Témiscouata, a signé l'écrit mentionné dans la motion de l'Honorable M. Irvine, et a commis en portant les accusations mentionnées dans la déclaration de cet Honorable Monsieur, un acte reprehensible, et a, par là, engagé M. Charles Bertrand à tenter contre le nommé Bazile Thibault une action en réclamation de dommages.

Que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait fait aux dits Bertrand et Thibault, en signant en faveur du premier une rétractation complète, et en indemnisant le second des frais et des conséquences de la poursuite en question.

Que M. Bertrand a déclaré, devant ce comité, qu'il avait été satisfait de la rétractation de Monsieur Deschênes, et que ce dernier n'avait signé l'écrit en question, qu'à la condition qu'il resterait entre les mains du dit Bertrand ; et que le dit M. Deschênes lui avait déclaré avant de le signer qu'il s'objectait aux deux dernières phrases et qu'il ne les signait que sous la condition, que le dit écrit resterait en la possession du dit Bertrand.

Que ce Comité tout en exprimant sa désapprobation la plus entière sur l'acte commis par M. Deschênes, en portant contre M. Bertrand les accusations mentionnées dans la déclaration de l'Honorable M. Irvine, croit que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait commis.

Que Votre Comité a annexé au présent rapport, le procès-verbal des délibérations de Votre Comité sur cette enquête, le témoignage du dit Charles Bertrand, écr., ainsi que les autres documents produits devant Votre Comité.

Le tout respectueusement soumis.

J. A. CHAPLEAU,  
*Président.*

Assemblée Législative,  
Québec, 22 Décembre 1875.

## PROCES-VERBAL.

Des délibérations du Comité Permanent des Privilèges et Elections sur l'information faite en Chambre par l'Hon. M. Irvine, concernant une déclaration faite par M. Georges Deschènes, écr., membre pour la division électorale de Témiscouata référée à ce comité.

18 Décembre 1875.

*Le comité se réunit à onze heures A. M., dans la chambre du comité No. 29.*

## PRÉSENTS :

Hon. MM. CHAPLEAU, président ;

ANGERS,

CHURCH,

IRVINE,

OUMET et

MM. BACHAND,

BAKER,

GENDRON,

JOLY,

LORANGER,

LYNCH,

MATHIEU,

PRÉFONTAINE,

TAILLON et

WURTELE.

M. Deschènes présent au Comité, fait application pour que le comité procède à huit clos.

Application accordée.

Le Président donne lecture de la déclaration faite en Chambre le 15 décembre courant, au sujet d'une déclaration prétendue avoir été signée par M. Deschènes à l'Isle Verte, le 30 août dernier, en présence de J. B. Raymond et Basile Thibault, et de la résolution de la Chambre renvoyant cette déclaration à ce comité.

L'Honorable M. Irvine fait motion que M. Deschènes étant présent, la question suivante lui soit posée.

*Question*, " La copie de la déclaration paraissant être avoir été signée par vous, et mentionnée dans l'information référée à ce comité et qui vous est maintenant lue, est-elle une vraie et exacte copie d'une déclaration que vous avez vous même faite ? "

La motion ayant été accordée, le président demande à M. Deschènes s'il veut répondre à cette question, tout en l'avertissant qu'il a le droit de ne pas répondre s'il le juge à propos.

M. Deschènes répond : " Je refuse de répondre à présent. Il me semble que l'Hon. M. Irvine en faisant sa déclaration doit avoir le document sur lequel il se fonde et qui devrait être produit ici."

Sur motion de l'Hon. M. Irvine, ordre est donné au Greffier du comité d'assigner les témoins suivants :

BASILE THIBAUT,

J. B. RAYMOND,

ELIE MAILLOUX, ECR., et

CHARLES BERTRAND, ECR.,

de comparaître devant le comité, mardi prochain et qu'ordre soit donné à ces témoins de produire l'original du document prétendu avoir été signé par G. H. Deschênes, écr., en présence de Basile Thibault et J. B. Raymond et mentionné dans l'ordre de référence.

21 décembre 1875.

*Le comité se réunit à 11 heures A. M., dans la même chambre.*

PRÉSENTS : L'Hon. M. Chapleau, Président, et tous les autres membres du comité.

M. W. Bossé, de Québec, avocat, comparait comme conseil pour M. Deschênes.

M. Deschênes produit une réponse (marquée A) expliquant les circonstances sous lesquelles il a fait la déclaration référée à ce comité.

M. Charles Bertrand de l'Isle Verte, marchand, comparait devant le comité et donne son témoignage. Il produit un *fac-simile* de l'original de la déclaration de M. Deschênes, marqué B.

Le comité, du consentement de M. Deschênes, déclare ensuite l'enquête close et les autres témoins assignés sont déchargés.

22 décembre 1875.

*Le comité se réunit à 11 heures A. M., dans la même chambre.*

PRÉSENTS : L'Hon. M. Chapleau, et tous les autres membres du comité.

M. Bossé adresse le comité :

L'Hon. M. Irvine ayant fait motion que pendant le délibéré sur l'accusation contenue dans la déclaration soumise à ce comité le membre inculpé soit prié de se retirer et le Président lui ayant fait part de cette demande au nom du comité, M. Deschênes déclare qu'il désire lui-même se retirer de la Chambre du comité pendant la discussion sur la preuve et le délibéré.

Et M. Deschênes se retire.

L'Hon. M. Irvine fait motion, Que la résolution suivante soit adoptée et qu'elle soit rapportée à la Chambre comme étant le rapport de ce comité.

Qu'il appert par la preuve faite devant ce comité que M. Deschênes, le député du district électoral de Témiscouata, dans le but d'aider à son élection comme membre de cette Chambre, a inventé et fait circuler dans la paroisse de l'Isle Verte et celle de St. Epiphane dans le dit comté un scandaleux et malicieux mensonge répandu dans le dessein d'injurier M. Charles Bertrand, et de détruire son caractère, en ce qu'il lui impute un caractère et une conduite effrontément corrompus comme homme public ;

Que, dans la suite, dans le but de sauver un de ses amis d'une poursuite devant les tribunaux, il a signé dans la demeure du dit Charles Bertrand, le document dont une copie est donnée dans la déclaration de l'Hon. M. Irvine et dont l'original est encore en la possession de M. Bertrand ;

Que la conduite de M. Deschênes dans cette affaire, est scandaleuse et déshonorante et indigne d'un membre de cette Chambre et qu'elle est de nature à faire tomber cette Chambre dans le mépris.

M. Loranger propose en amendement que le Comité passe le rapport suivant :

Que Georges H. Deschênes, député pour Témiscouata, a signé l'écrit mentionné dans la motion de l'Honorable M. Irvine, et a commis en portant les accusations mentionnées dans la déclaration de cet Honorable Monsieur, un acte reprehensible et par là engagé monsieur Charles Bertrand à intenter contre le nommé Basile Thibault, une action en réclamation de dommages.

Que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait fait aux dits Bertrand et Thibault, en signant en faveur du

premier une rétractation complète et en indemnisant le second des frais et des conséquences de la poursuite en question.

Que M. Bertrand a déclaré devant ce comité qu'il avait été satisfait de la rétractation de M. Deschênes, et que ce dernier n'avait signé l'écrit en question qu'à la condition qu'il resterait entre les mains du dit Bertrand : et que le dit M. Deschênes lui avait déclaré avant de signer qu'il s'objectait aux deux dernières phrases, qu'il ne les signait que sur la condition que le dit écrit resterait en la possession du dit Bertrand.

Que ce comité tout en exprimant sa désapprobation la plus entière sur l'acte commis par M. Deschênes en portant contre M. Bertrand les accusations mentionnées dans la déclaration de l'Honorable M. Irvine croit que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait commis.

L'amendement fut alors emporté sur la division suivante :

POUR :—MM. Angers, Baker, Church, Gendron, Loranger, Mathieu, Ouimet et Taillon.

CONTRE :—MM. Bachand, Irvine, Joly, Lynch, Lafontaine et Wurtele.

Il fut alors ordonné qu'un rapport fut préparé en conséquence et il fut de plus ordonné que les procédés du comité et le témoignage fussent mis devant la Chambre avec le dit rapport.

(Vraie copie),

CHS. P. LINDSAY,  
Greffier du Comité.

*Question par l'Hon. M. Irvine.*—La déclaration qui vous est présentement lue est-elle conforme à l'original de la déclaration que vous avez signée ?

*Réponse.*—Oui.

M. BERTRAND.—Chs. Frédéric Bertrand, marchand, de l'Isle Verte, comparait devant le comité, ce vingt-et-unième jour de décembre 1875.

*Question par l'Hon. M. Irvine.*—Voulez-vous prendre communication de ce document et dire si vous en avez l'original en votre possession ?

*Réponse.*—Oui, et je le produis, et je déclare que c'est moi qui l'ai écrit et rédigé ; cette déclaration a été signée par M. Deschênes lui-même en ma présence, le trente août dernier. J'avais préparé le document moi-même d'avance, et je lui en avais envoyé un double par Bazile Thibault, lui faisant dire de le signer lui-même, ou de venir chez moi, et il est venu chez moi le signer.

Avant de signer ce document dont il prit connaissance, M. Deschênes me fit la remarque qu'il y avait des choses un peu fortes dans la déclaration et sur observation on y fit quelques petites corrections. M. Deschênes me demanda alors, avant de signer, si ce document devait rester confidentiel entre nous et ne pas être livré à la publicité. Je lui répondis que oui, s'il donnait des explications satisfaisantes à l'Isle Verte et à St. Epiphane ou cette accusation avait surtout circulée. Je crois bien que M. Deschênes se fiait alors à ma parole, que ce document resterait entre nous ; et ce n'est que par un concours de circonstances diverses que cette déclaration est devenue publique.

Ces circonstances sont les suivantes : Il était entendu, comme je viens de le dire, que M. Deschênes donnerait des explications au sujet de cette affaire, à la porte de l'église de l'Isle Verte le dimanche suivant. Le dimanche suivant, après la messe, M. Deschênes se trouvant dans l'assemblée, je l'interpellai en lui demandant de donner les explications promises ; il me répondit qu'il ne pensait pas qu'il devait en parler ce jour-là parce qu'il craignait qu'il n'y eût du bruit. Je lui dis alors que s'il ne parlait pas je lirais le document, et je le lus alors à haute voix et sans commentaire. Alors M. Pelletier qui avait été candidat contre M. Deschênes à la dernière élection, adressa la parole à l'assemblée et commenta le document que je venais de lire. M. Deschênes le suivit et parla lui aussi et

d'une manière que je compris être agressive pour moi et contrairement à ce que je m'attendais de lui à propos de cette affaire. Il y eut alors du bruit et du tapage dans l'assemblée. On me demanda ensuite la copie de ce document que je refusai, et si on s'en est procuré une copie, ça été à mon insu et sans mon consentement, car je le répète, je ne voulais pas que cet écrit fut livré à la publicité. Je dois dire qu'il avait été convenu entre M. Deschênes et moi, lorsque cet écrit a été signé, que s'il ne donnait pas des explications à la porte de l'Eglise, j'aurais le droit de lire le document, mais sans commentaire. Je ne devais pas non plus le donner à M. Pelletier ni à qui que ce soit, pour le faire publier dans les journaux.

Je suis la personne mentionnée dans le document en question sous le nom de Charles Bertrand.

Je me rappelle qu'avant de signer ce document, M. Deschênes m'a dit quelque chose comme ceci : " Vous comprenez bien que si ce document devait être publié, il y a des choses là dedans que je ne signerais pas," et c'est alors que je lui dis que le document ne serait pas publié.

Il y avait alors une poursuite en dommages par moi contre Basile Thibault au sujet de cette accusation et ce document était signé pour mettre fin à cette poursuite.

Je sais comme fait que M. Deschênes a payé les frais de cette poursuite que j'ai discontinuée, car mon but dans toute cette affaire était simplement d'obtenir une réparation.

Quand M. Deschênes m'a fait la remarque qu'il y avait quelque chose d'un peu fort dans cette déclaration, je me rappelle que cela se rapportait à ce qu'y était dit au sujet de ma réputation, et il me dit alors qu'il n'avait jamais eu l'intention, en faisant cela, de perdre ma réputation, et quelques mots se rapportant à cela furent retranchés de la déclaration.

Le témoin ayant pris connaissance de sa déclaration déclare qu'elle contient la vérité et a signé.

(Signé.)

CHAS. BERTRAND.

*Réponse de M. Deschênes qu'il désire soumettre au comité.*

Que cette déclaration a été faite pour demeurer entre les mains de M. Bertrand, pour la satisfaction personnelle de ce dernier, et n'être communiquée à personne, et que ce n'est que sur l'assurance donnée à cet effet par M. Bertrand que les deux derniers paragraphes, c'est-à-dire tous les mots après "*que ce sont des mensonges*" dans la déclaration produite devant la Chambre, n'ont pas été rayés.

Qu'elle n'a de plus été faite qu'à la demande du dit Thibault et pour le sauver d'une action en dommages portée contre lui par M. Bertrand.

Certifié,

(Signé.)

J. A. CHAPLEAU,

Président.

" Je, George Deschênes, reconnais avoir dit à M. Basile Thibault, chez lui, vers la fin du mois de mai dernier, que lors de l'élection de M. Elie Mailloux, en 1872, M. Charles Bertrand, alors candidat, s'était vendu pour \$500.00 à condition qu'il retirerait sa candidature ; que ces \$500.00 lui avaient été payées en ma présence chez le dit Sieur Elie Mailloux où il était arrêté en descendant de Québec : que j'avais fait et rédigé moi-même l'acte de résignation et que j'avais passé ma chaise au Sieur Bertrand pour s'asseoir afin de signer le contrat ; que j'avais cet écrit en mains et j'ai dit de plus au Sieur Thibault que je lui laisserais avoir cet écrit quand il le voudrait afin de lui faire croire toute cette histoire que j'inventais pour servir dans mon élection.



“ Je déclare par ces présentes que je n'étais pas présent lorsque M. Bertrand a arrêté chez Mailloux, que je ne l'ai point vu recevoir d'argent, qu'aucun de ceux présents m'a dit que M. Bertrand en avait reçu ou qu'il lui en avait été promis, que *je n'ai jamais fait d'écrit, que ce sont des mensonges que j'ai faits, un inventés pour compromettre et perdre M. Bertrand comme homme public, que c'est ma faute si M. Basile Thibault se confiant sur ma parole a répété cette histoire mensongère*” qui l'a exposé à une poursuite très onéreuse et dont je m'engage à payer les frais.”

C'est pourquoi j'ai signé les présentes à l'Isle Verte, le 30 août 1875.

(Signé,)

GEORGE H. DESCHÈNES,

J. B. Raymond et

En présence de

Basile <sup>sa</sup> Thibault :— Témoins.  
marque.

Proposé par M. Loranger,

Que Georges H. Deschênes, député pour Témiscouata, a signé l'écrit mentionné dans la motion de l'Honorable M. Irvine, et a commis en portant les accusations mentionnées dans la déclaration de cet Honorable Monsieur, un acte reprehensible et par là engagé Monsieur Charles Bertrand à intenter contre le nommé Basile Thibault, une action en réclamation de dommages.

Que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait fait aux dits Bertrand et Thibault, en signant en faveur du premier une rétraction complète et en indemnisant le second des frais et des conséquences de la poursuite en question.

Que M. Bertrand a déclaré devant ce comité qu'il avait été satisfait de la rétraction de M. Deschênes, et que ce dernier n'avait signé l'écrit en question qu'à la condition qu'il resterait entre les mains du dit Bertrand ; et que le dit M. Deschênes lui avait déclaré avant de signer qu'il s'objectait aux deux dernières phrases, qu'il ne les signait que sur la condition que le dit écrit resterait en la possession du dit Bertrand

Que ce comité tout en exprimant sa désapprobation la plus entière sur l'acte commis par M. Deschênes en portant contre M. Bertrand les accusations mentionnées dans la déclaration de l'Honorable M. Irvine croit que le dit Georges H. Deschênes a fait tout en son pouvoir pour réparer le tort qu'il avait commis.

Proposé,

Que la résolution suivante soit adoptée et qu'elle soit rapportée à la Chambre comme étant le rapport de ce comité.

Qu'il appert par la preuve faite devant ce comité que M. Deschênes, le député du district électoral de Témiscouata, dans le but d'aider à son élection comme membre de cette Chambre, a inventé et fait circuler dans la paroisse de l'Isle Verte et celle de St. Epiphane, dans le dit comté, un scandaleux et malicieux mensonge répandu dans le dessein d'injurier M. Charles Bertrand, et de détruire son caractère, en ce qu'il lui impute un caractère et une conduite effrontément corrompus comme homme public ;

Que dans la suite, dans le but de sauver un de ses amis d'une poursuite devant les tribunaux, il a signé dans la demeure du dit Charles Bertrand, le document dont une copie est donnée dans la déclaration de l'Hon. M. Irvine et dont l'original est encore en la possession de M. Bertrand ;

Que la conduite de M. Deschênes dans cette affaire, est scandaleuse et déshonorante et indigne d'un membre de cette Chambre et qu'elle est de nature à faire tomber cette Chambre dans le mépris.

## DEUXIEME RAPPORT

Du comité spécial chargé de faire une enquête et de faire rapport sur les abus qu'on dit exister sur le flottage du bois de corde dans la rivière St. François et ses tributaires.

Votre comité a l'honneur de faire rapport à Votre Honorable Chambre qu'il a examiné quatre témoins très-compétents à cause de leurs connaissances pratiques et leur longue expérience du sujet dont il est parlé dans la pétition du Rév. L. Trahan et autres, et qu'il a été prouvé par leurs témoignages que les inconvénients et les abus dont on se plaint existent en réalité ; que ces abus sont la cause de nombreux procès et de pertes considérables pour les personnes qui sont engagées dans le commerce du bois de corde dans les environs de la rivière St. François, et que même ils sont, jusqu'à un certain point, la cause pour laquelle le commerce du bois de corde, ne prend pas une plus grande extension dans ces localités.

Que votre comité est d'opinion que les mêmes inconvénients et abus existent quant à d'autres rivières dans la province sur lesquelles on fait le commerce du bois de corde et qu'il est urgent de porter remède à cet état de chose ; mais qu'à cette période avancée de la session, il est impossible pour votre comité de considérer la question d'une manière suffisante et de recommander qu'il soit passé une législation qui puisse remédier à cet état de chose et qui soit dans les limites des pouvoirs de cette Législature.

Que votre comité a, en conséquence, résolu de se contenter de prendre et de consigner les témoignages donnés par Messieurs Louis Adélarde Sénécal, Victor Gladu, Pierre Marcel de Blois et Louis Caya, fils, qui ont prouvé complètement l'existence des inconvénients et des abus dont on se plaint et qui suggèrent le remède qui devrait, dans leur opinion, être donné ; ce but, votre comité soumet à votre Honorable Chambre la preuve ci-annexée.

J. WURTELE,  
*Président.*

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.  
Québec, ce 23 décembre 1875.

LOUIS ADÉLARD SÉNÉCAL, écuyer, de Pierreville.

J'ai résidé dans la paroisse de Pierreville, située sur la rivière St. François, depuis 1866, et depuis cette époque j'ai fait un grand commerce de bois sur la rivière.

Avant que je fusse venu résider en cet endroit, j'ai coupé en l'année 1862, près de onze cents cordes de bois que j'ai descendues en dérive sur la rivière. L'un des grands inconvénients qu'il y a à descendre le bois sur cette rivière, provient de ce que les gens qui coupent du bois sur le parcours de cette rivière le coupent de longueurs et de qualités différentes, et comme le bois ne peut être descendu qu'à certaines époques de l'année, quand il y a assez d'eau pour le flotter, tel que vers la fin du printemps, tous le bois est mis à l'eau en même temps, et se

trouve conséquemment mêlé lorsqu'il arrive aux estacades qui sont placés à l'endroit où la rivière devient navigable. Chacun jette son bois à l'eau, et personne n'est autorisé à s'assurer préalablement de sa qualité, de sa quantité ou sa longueur. Quelques personnes mettent à l'eau dix ou quinze cordes de bois de qualité inférieure, et lorsque le bois arrive aux estacades elles prennent quinze, vingt, et souvent quarante cordes de bois ; c'est-à-dire plus du tiers de ce qu'elles ont mis en flotte. Il arrive souvent qu'elles choisissent le bois d'une qualité bien supérieure à celui qu'elles ont mis à l'eau.

Ce sont des faits qui sont venus à ma connaissance personnelle. Il arrive quelque fois que ces personnes mettent en flotte du bois d'une qualité inférieure tel que la pruche et le pin, et en reprennent d'une qualité supérieure composée de bois francs et de sapins. Lorsqu'il survient des différends entre elles, chaque partie intéressée tâche d'établir par affidavit quelle quantité de bois elle a mise à flot. Je sais pertinemment que ce sont toujours les mêmes individus qui viennent jurer que telle et telles personnes ont mis en flotte telle quantité de bois, et c'est un fait connu que ces témoins ne connaissent pas la qualité du bois et ne le mesurent jamais.

Il y a presque chaque année des procès à ce sujet. Une autre difficulté provient de ce que le bois coule souvent à fond et se perd.

Une personne qui met en flotte cent corde de bois dans le haut de la rivière, peut s'attendre à ce qu'il y ait une perte de quinze pour cent sur cette quantité, parce que plusieurs morceaux de bois passent par dessus l'estacade et que d'autres coulent à fond.

La question de déterminer la proportion relative de bois qui a aussi sombré et qui doit être répartie entre les différentes parties intéressées, est aussi une source de procès. Il est arrivé à ma connaissance que plusieurs personnes ont perdu de cinquante à soixante-quinze pour cent sur la quantité de bois mis en flotte, parce que d'autres personnes avaient mis plus d'activité à prendre la quantité de bois qu'elles réclamaient en en prenant une quantité plus considérable que celle à laquelle elles avaient droit et en ne tenant aucun compte du bois sombré. C'est un fait bien connu qu'il y a un certain nombre de personnes résidant le long de la rivière, qui gagnent leur vie en spéculant de cette manière.

Tous les ans il y a un certain nombre de personnes qui spéculent ainsi, soit en mettant à l'eau une qualité inférieure de bois, soit en en coupant une petite quantité, et en en ramassant d'une qualité et d'une quantité supérieure.

Un grand nombre de personnes qui se livraient au commerce de bois de corde en sont empêchées parce qu'il n'y a pas de loi pour le protéger contre ce système de vol organisé dont je viens de parler.

Il est vrai que les victimes peuvent avoir recours aux tribunaux, mais c'est une protection illusoire attendu que ceux qui les dépouillent sont généralement insolvables et que le bois est livré et vendu bien longtemps avant qu'un jugement puisse être obtenu.

D'un autre côté, les procès qui sont survenus à ce sujet ont été très dispendieux et soit à cause du grand nombre de témoins à assigner, soit à cause du caractère douteux des témoignages d'un certain nombre d'entre eux les gens sont peu disposés à s'adresser aux tribunaux.

Je suggérerais, comme remède à cet état de choses, de nommer un syndic avec plein pouvoir d'examiner le bois mis à l'eau dans la rivière, d'en vérifier la quantité et la qualité, et que toute personne qui mettrait son bois en flotte sans en passer par cette vérification serait privée du droit d'enlever son bois des estacades, jusqu'à ce que les personnes qui se seraient conformées à ce règlement aient enlevé leur quantité de bois, en déduisant cependant la quantité que le syndic jugera à propos de distraire, soit à cause de la diminution de volume ou de la perte du bois causée par la rupture des estacades ou pour autre cause.

Le syndic devrait recevoir le bois, s'assurer de la qualité et la quantité et déterminer quelle quantité que chaque personne doit recevoir, après avoir fait la

réduction nécessaire pour cause de diminution de volume et de pertes tel que ci-devant mentionné.

Dans le cas où le syndic aurait livré trop ou trop peu de bois lors de la livraison finale aux estacades il devrait avoir le droit d'établir la proportion que chaque partie doit donner afin de satisfaire aux réclamations de tous. Le syndic devrait recevoir le bois et voir à ce que la quantité à laquelle chaque personne a droit lui soit livrée aux estacades.

Je suis de plus d'opinion qu'on devrait allouer au syndic un honoraire de cinq pour cent pour chaque corde de bois reçu, et je suis convaincu que les commerçants honnêtes consentiraient à payer cette somme avec plaisir. Je suggérerais aussi qu'une loi fut décrétée défendant de couper du bois pour le commerce d'une longueur moindre de trois pieds.

Ce syndic devrait être nommé par le gouvernement, ce qui le rendrait indépendant de toute influence locale et le mettrait en position de ne pas avoir besoin de popularité pour conserver sa situation.

En 1867, lorsque j'étais député à la Chambre de Québec, j'ai préparé un bill à ce sujet, mais je ne l'ai pas présenté parce que quelques unes des parties intéressées ont présenté une pétition à l'encontre ; mais je suis d'avis que le cas est grave et qu'il est urgent de lui apporter remède.

L. A. SÉNÉCAL.

VICTOR GLADU, de la paroisse de St. François-du-Lac, notaire public et maire de la paroisse, dépose :

Je réside à St. François depuis huit ans. Je connais bien la rivière, et j'ai eu maintes occasions de me familiariser avec les particularités relatives au commerce de bois de corde et au flottage sur la rivière St. François. J'ai remarqué qu'il existe un grand nombre d'abus dans le système de flotter les bois sur cette rivière. D'après mes propres observations et par le fait d'avoir été consulté professionnellement par les personnes intéressées dans le flottage du bois, j'ai reconnu que souvent il arrive, lorsque les gens mettent leur bois dans la rivière pour le flotter ensemble,—ce bois étant de qualité et de longueurs différentes,—que les flotteurs les plus rapides sont généralement ceux qui ont la meilleure occasion de choisir le bois de qualité supérieure quand ce bois atteint les estacades. Il arrive, suivant qu'on s'en est souvent plaint à moi, que des personnes qui ont mis à l'eau du bois court et de qualité inférieure, en retirent du bois de qualité et de longueur supérieures à celui qu'elles avaient mis ; ou, du moins de qualité meilleure en moyenne. Une personne, par exemple, met en flotte du bois de pruche ou du pin, et aux estacades, prend de l'épinette rouge ou du bois franc. Conséquemment, il est toujours très-difficile et même impossible à ceux qui ont mis en flotte du bois de bonne qualité, de recouvrer une quantité et une qualité semblables. A cause de la distance que le bois doit parcourir par eau, il s'en perd toujours une certaine quantité qui coule bas ; et lorsque le bois arrive aux estacades, ceux qui l'ont mis en flotte ne peuvent jamais parvenir à retrouver leur part exacte, parce que chacun en prend d'abord autant qu'il lui plaît, et les derniers venus sont obligés de prouver la quantité qu'ils ont mise à l'eau afin d'établir ce qu'ils doivent prendre aux estacades. C'est là que surgissent les disputes entre les partis, et de nombreux procès basés sur les assertions contradictoires de différentes personnes. Il arrive souvent que ceux qui ont pris plus que leur part se trouvent insolubles et que la partie lésée, malgré la preuve qu'elle fait de la quantité de bois qu'elle a mise en flotte, perd tout recours, et n'a ainsi aucune protection en loi contre un acte illégal.

La manière dont on s'y prend généralement pour établir la quantité de bois mise à l'eau, consiste à le faire mesurer par une personne de son choix, ordinairement amie du propriétaire, et lorsque vient le temps de faire la répartition, il n'y

a pas d'autre moyen de prouver les droits de chacun qu'en prenant l'affidavit du propriétaire ou de la personne qui a fait le mesurage. Il arrive ainsi souvent que ceux qui sont les derniers à venir réclamer leur bois en perdent des quantités considérables. Ceux qui font mesurer leur bois avant de le flotter font souvent faire un cordage lâche pour augmenter la mesure, et, une fois aux estacades ils le font corder serré.

Ainsi on m'a parlé d'un homme qui avait vendu une quantité de deux cent quarante cordes livrable sur le bord de la rivière. Avant que le bois fût jeté à l'eau, l'acheteur demanda de le faire corder afin qu'il pût le mesurer et le recevoir. Le vendeur engagea un homme pour corder ce bois et l'on m'a dit qu'il était convenu de lui donner dix cents pour chaque corde qu'il pourrait produire, par le cordage, en excès des deux cent quarante cordes. Le bois fut en conséquence cordé et produisit trois cent vingt-sept ou trois cent trente-sept cordes, ou environ.

L'acquéreur alla recevoir son bois, mais n'étant pas satisfait de la manière dont il était cordé, il s'entendit avec le vendeur pour le faire corder de nouveau : le résultat fort agréable pour les deux parties fut qu'il y avait seulement deux cent trente six cordes. La perte générale sur le bois qui descend en flotte est estimée de douze à quinze pour cent. La raison de ceci est qu'il y a beaucoup de morceaux de bois qui coulent à fonds, que d'autres morceaux passent sous les estacades lorsqu'ils y arrivent, et parce que d'autres perdent leur écorce en route.

Le bois est si mal cordé avant qu'il soit mis à l'eau qu'il est très difficile de déterminer la perte réelle que l'on souffre.

Les gens de bonne foi sont comme toujours exposés à être exploités par les gens de mauvaise foi. Dans l'état actuel des choses, il est très difficile d'établir un pourcentage exacte des pertes et de les répartir équitablement entre les parties qui ont descendu leur bois mêlé ensemble, ou même de fixer un montant équivalent en valeur, à la quantité qui a été mis à l'eau. Les procès qui ont pour origine cet état de choses coûtent généralement très chers, parce que chaque partie produit un grand nombre de témoins, et parce qu'il y a beaucoup de contradiction qui peut difficilement être évidente.

J'ai souvent entendu dire que certaines personnes dans l'habitude de descendre du bois sur la rivière ont leurs témoins particuliers qui comparaissent dans chaque cause.

Le commerce de bois de corde se trouve très gêné à cause de cette manière de descendre le bois et de le diviser en arrivant aux estacades ; cela empêche une foule de personnes de se livrer à ce commerce à cause de la répugnance qu'elles éprouvent de s'adresser aux tribunaux pour faire valoir leurs droits.

C'est une chose bien connue que le commerce de bois de corde augmenterait considérablement et payerait beaucoup mieux si la manière de le descendre et de le distribuer parmi les parties intéressées était convenablement réglée.

Je me souviens qu'une fois des personnes qui avaient du bois à descendre convinrent par un acte passé devant notaire, de nommer une personne pour mesurer le bois de chaque partie respectivement dans le haut de la rivière, pour le mesurer de nouveau lorsqu'il arriverait aux estacades, livrer à chaque personne la part à laquelle elle avait droit. Cette année il y eut peu ou point de disputes et de difficultés entre les parties, et je ne crois pas qu'il y ait eu de procès à ce sujet.

L'une des parties consentit à allouer une perte déterminée sur la quantité de bois mise à l'eau, et les autres parties se déclarèrent satisfaites de la quantité qui leur avait été livrée par l'individu choisi comme inspecteur de bois. Je suggérerais comme remède au déplorable état de chose ci dessus mentionné, de décréter une loi déterminant la longueur du bois de corde sur la rivière St. François, en établissant une mesure uniforme. La mesure de trois pieds est généralement considérée comme la meilleure et la plus avantageuse pour le commerce. Je suis d'avis qu'un syndic ou inspecteur devrait être nommé pour la rivière St. François et ses tributaires, ou ceux d'entre eux sur lesquels le bois de corde est mis en flotte.

Ses devoirs consisteraient à mesurer tout le bois qui doit être mis en flotte et à en tenir compte ; de surveiller le flottage du bois et de le distribuer aux parties intéressées lorsqu'il sera rendu aux estacades après l'avoir fait corder et mesurer à sa sortie de la rivière.

Toute personne ayant du bois à mettre en flotte devrait en avvertir l'inspecteur afin qu'il puisse le mesurer avant qu'il soit mis à l'eau, attendu que cet inspecteur ne serait nommé que pour surveiller le bois qui serait flotté en commun.

L'inspecteur devrait tenir un livre, dans lequel serait indiqué la quantité et la qualité du bois mis en flotte par chaque personne. Toute personne mettant du bois à l'eau pour être flotté en commun sans l'avoir préalablement fait mesurer par l'inspecteur ne devrait pas avoir le droit de prendre du bois aux estacades avant que l'inspecteur n'ait livré et distribué aux autres personnes la quantité et la qualité de bois auxquelles elles ont droit ; déduction faite cependant de la perte qu'il estimera avoir été causée par le flottage. Cet inspecteur devrait être payé par chaque partie intéressée à tant par corde de bois livrée aux estacades. Il devrait aussi avoir un lien sur ce bois pour assurer ses honoraires lesquels devraient lui être payés aussitôt que le bois est arrivé et livré aux estacades.

Cet inspecteur devrait aussi être autorisé à refuser de mettre en flotte toute espèce de bois d'une longueur moindre que trois pieds et à obliger ceux qui ont de ce bois dans leurs lots à le faire corder de nouveau avant de le mettre en flotte. Le bois devrait être cordé sur le bord de la rivière afin que l'inspecteur puisse l'examiner commodément. A cause de cette surintendance, l'inspecteur devrait aussi avoir le droit de désigner le nombre de personnes que chaque partie intéressée devrait employer pour l'aider à descendre le bois, et si une partie faisait défaut de lui donner les hommes nécessaires, l'inspecteur devrait pouvoir engager des hommes aux frais de cette partie. La décision de l'inspecteur quant à la quantité de bois mis à l'eau et à sa répartition, devrait être finale ainsi que toutes les autres décisions de sa compétence.

Je suis d'avis que pour assurer l'indépendance de cet inspecteur, il devrait être nommé par le gouvernement, ce qui le mettrait à l'abri de toute influence locale. En terminant, je dirai que je suis d'avis que cette affaire est assez grave pour justifier l'intervention de la Législature.

Je certifie que ce qui précède est une vraie copie.

S. A. ABBOTT,  
*Phonographe.*

PIERRE MARCEL DE BLOIS, de St. François du Lac, propriétaire de moulin, marchand de bois et propriétaire de la Seigneurie de Pierreville, déclare ce qui suit :

Je demeure à St. François depuis plus de vingt ans, et je connais bien le commerce du bois de corde qui s'est fait, et qui se fait encore sur les bords de la rivière St. François. Il existe beaucoup d'abus par le fait qu'on n'exige pas des parties intéressées, le mesurage de leur bois avant de le jeter dans la rivière pour le faire flotter en commun, et parce qu'il n'y a aucune autorité pour établir et déterminer la quantité des pertes quand le bois arrive aux estacades, et pour partager le bois entre les parties auxquelles il appartient selon la quantité jetée à l'eau par chacune d'elles. Cet état de choses est la cause de bien des fraudes, et des personnes mal disposées se prévalent tous les jours de l'impossibilité où l'on se trouve de faire un partage correct, par ce moyen, ces personnes prennent une plus grande part du bois qu'elles ne devraient, au grand détriment des autres intéressés. Il arrive bien souvent qu'une personne fait mesurer son bois avant de le mettre à l'eau par un individu qui donne un montant exagéré, parce que ce bois est cordé de manière à en faire paraître la quantité plus grande qu'elle est, ou

du moins qu'elle devrait être s'il était cordé d'une manière convenable. Il peut aussi se commettre des fraudes par rapport à la qualité du bois, dont une partie peut être d'une qualité inférieure, ou plus courte qu'elle ne devrait être.

Il est impossible de faire flotter le bois sans qu'il se mêle, surtout s'il vient d'une distance un peu éloignée. Quand il s'agit de le sortir des estacades, il se trouve des personnes peu scrupuleuses qui prennent du bois d'une meilleure qualité que celui qu'elles ont mis à l'eau, ou bien qui augmentent le nombre de cordes quand elles ne peuvent choisir parmi du bois d'une qualité inférieure mêlé à d'autre bois d'une qualité supérieure. Ceci cause de grands dommages aux personnes qui ont fait flotter du bois de bonne qualité sur un parcours considérable, et qui ne reçoivent que du bois d'une qualité inférieure pour celui qu'elles ont mis flotter sur la rivière. Quelque fois on corde le bois en plusieurs rangées, et il arrive alors qu'une grande partie de ce bois qui a reposé sur la terre humide et qui n'a pas séché, coule au fond, de sorte que la proportion perdue dans de tel bois, est beaucoup plus grande que la moyenne du bois ordinaire, et il n'existe aucune loi pour régler le montant de la perte que devraient supporter les propriétaires de ces sortes de bois, qui ne veulent supporter que la perte moyenne quand ils divisent le bois, ce qui est une injustice et une cause continuelle de chicane.

J'ai souvent vu des cas de cette nature. Les procès qui doivent leur origine à cet ordre de choses, sont très dispendieux à cause des nombreux témoins que l'on assigne et que l'on fait entendre. Je connais des personnes qui ont préféré souffrir des pertes considérables sur le bois qu'elles avaient mis à l'eau, plutôt que d'avoir recours à la loi.

Je suis d'opinion que tous ces inconvénients nuisent considérablement au commerce du bois de corde sur la rivière St. François. Je connais beaucoup de personnes qui ont réussi dans ce genre de commerce parce qu'il n'y avait pas de loi pour le régler. Il est grand temps que la Législature intervienne et fasse cesser tous les abus—en passant une loi pour régler le flottage du bois de corde et la manière de le partager équitablement.—Je suggérerais la passation d'une loi qui pourvoirait à la nomination d'un syndic de la rivière, avec pouvoir de mesurer et de recevoir le bois avant qu'il soit mis à l'eau, d'en surveiller le flottage et de le partager entre les parties intéressées dans les estacades. Il devrait avoir le pouvoir de faire une déduction sur la quantité reçue pour toute quantité de bois coupé trop court, ou de qualité inférieure, qu'il aura reçue. Personne ne devrait avoir le droit de faire flotter du bois libre sur la rivière avant d'avoir été reçu par le syndic. Il devrait encore avoir le pouvoir de faire corder de nouveau le bois avant de le recevoir, s'il a lieu de croire qu'il ne soit pas cordé d'une manière convenable—ou de faire telle déduction sur la mesure qu'il croira équitable. Ce syndic devrait recevoir un honoraire pour ses services, de cinq à dix centins pour chaque corde de bois livrée dans les estacades.—Je suggérerais qu'on imposât une pénalité sur toute personne qui prendrait du bois dans les estacades avant qu'il soit partagé et qu'il lui soit livré par le syndic. Je pense aussi que la décision du syndic dans tout ce qui se rapporte à ses devoirs devrait être finale. Pour assurer la dépendance entière et l'éloignement de toute influence locale, ce syndic devrait être nommé par le gouvernement et prêter le serment d'office.

Je certifie que le témoignage ci-dessus est une copie exacte de celui que j'ai pris moi-même.

S. A. ABBOTT,  
*Phonographic.*

LOUIS CAVA, fils, de St. François du Lac, contre-maitre.

J'ai demeuré pendant quarante ans dans la paroisse de St. François du Lac. Je connais bien la rivière St. François, j'y ai fait moi-même la descente du bois et

en ai une connaissance pratique. Il se fait tous les ans une grande quantité de bois le long de la rivière et dans ses environs, et pour que ce bois soit livré au marché il faut qu'il soit flotté sur la rivière. On coupe le bois sur un parcours de dix lieues en remontant la rivière et il est flotté jusqu'à l'endroit où elle devient navigable à une distance d'à peu près deux lieues du lac St. Pierre. Il y a beaucoup d'abus dans la manière dont le bois est descendu. Le bois de corde pour le commerce devrait être de trois pieds de long. Mais plusieurs personnes le coupent plus court avec intention. Le bois ne peut être descendu qu'à certaines époques, ainsi il ne peut être descendu quand l'eau est trop haute ou qu'elle est trop basse, ce qui fait que le bois des différents commerçants est mis à l'eau en même temps et se trouve mêlé lorsqu'il arrive aux estacades. Le bois n'est pas toujours de la même qualité, chaque qualité ayant une valeur différente, ce qui fait que lorsqu'il se mêle, les gens qui ont une bonne qualité de bois et d'une longueur convenable, sont exposés à perdre beaucoup par la qualité inférieure du bois qu'ils reçoivent.

Il n'y a pas de manière régulière de s'assurer de la quantité que chaque personne possède avant la mise à l'eau, et tous les ans il survient des difficultés à ce sujet. Souvent certaines personnes prennent plus de bois aux estacades que la quantité à laquelle elles ont droit. Le bois peut être cordé de manière à ce qu'il semblez avoir plus de bois qu'il y en a réellement. Il y a toujours une certaine perte en descendant le bois, causé par le retrait, ou parce que des morceaux de bois coulent à fond ou s'échouent sur les battures, l'écorce est souvent enlevée et quelque fois le bois passe au-dessous des estacades; cette perte à mon avis et d'après mon expérience est de huit à dix par cent.

On fait souvent de grandes injustices à ceux qui ne se hâtent pas d'aller chercher leur bois aux estacades, les premiers venus ayant l'habitude de se servir amplement et de ne tenir aucun compte des pertes dont j'ai parlé plus haut. Ceci occasionne des procès tous les ans qui coûtent très cher à cause de nombreux témoins qui sont entendus et qui souvent rendent des témoignages contradictoires, ce qui prolonge l'enquête.

Dans mon opinion, il serait nécessaire de faire une loi pour déterminer la longueur du bois de corde livré au commerce, et pour nommer un syndic ou inspecteur pour cette rivière, avec le pouvoir de recevoir tout le bois avant qu'il est mis à l'eau, de fixer le nombre d'hommes que chaque commerçant devrait employer pour aider à descendre le bois, pour surveiller la descente. Cet inspecteur devrait aussi avoir le pouvoir d'établir la perte soufferte par la descente et de déterminer quelle quantité de bois revient à chacun, en tenant compte de la diminution de la valeur du bois causé par le mélange et par le retrait.

sa  
LOUIS X CAYA, fils.  
marque.



# INDEX

DU

## NEUVIEME VOLUME.

---

39 VICTORIA, 1875.

---

**A**CTE DE CETTE PROVINCE, 38 Vict., ch. 29 :—Bill pour amender l'amendant le chap. 18 des S. R. B. C. ; (M. Beaubien.) 131. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 148. Considéré ; Rapporté ; Passé sur division, 163. Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 187. S. R. 190. (39 Vict., c. 36.)

ACTE 38 Victoria, chapitre 22 :—Bill pour amender l'—(M. Pâquet), 145. Motion pour 2<sup>ème</sup> lecture ; motion en amendement pour renvoyer la 2<sup>ème</sup> lecture à 6 mois, adoptée sur division ; 2<sup>ème</sup> lecture renvoyée à 6 mois, 180.

ACTE 35 Vict., ch. 30 :—Pétition demandant que l'—soit amendé, 127.

ACTE ÉLECTORAL DE QUÉBEC. Voir *Elections Contestées*.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :—Bill pour aider à subvenir aux fins de l'—(Hon. M. Angers). 135. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté et passé sur division, 155. Par le Conseil, 188. S. R. 191. (39 Vict., c. 8.)

### ADRESSES

AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Arbitrage* :—Pour copie de toute correspondance qui a lieu entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la province d'Ontario, ou le gouvernement du Canada, concernant les actifs communs qui furent le sujet de l'arbitrage entre ces provinces, depuis le 28 janvier 1874, 18.
2. *Beauharnois* :—Pour copie de l'enquête faite dernièrement contre le magistrat stipendiaire du district de Beauharnois, et aussi copie des papiers, lettres, correspondances échangés entre le gouvernement et les particuliers au sujet de la dite enquête et de la nomination du nouveau magistrat du dit district de Beauharnois, 24. Voir *Documents*, 4.

---

**ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

---

3. *Bonaventure* :—Pour un état indiquant les noms de tous les détenteurs de limites à bois dans le comté de Bonaventure, et les noms de ces détenteurs qui ont payé les rentes foncières le cinq de décembre courant, 113. Voir *Documents*, 22.
1. *Boulangerie Militaire* :—Pour un rapport indiquant la nature et le coût des travaux qui ont été faits dans l'ancienne boulangerie militaire, rue Ste. Anne, pour préparer cette bâtisse à recevoir les archives de la cour et le bureau d'enregistrement ; le dit rapport rendant compte plus particulièrement des précautions prises pour mettre tous les documents à l'abri de l'incendie, avec copie des recommandations et rapports faits par les ingénieurs du gouvernement sur ce point si important, 24.
5. *Bureau d'Enregistrement* :—Pour un état indiquant :
  1. Copie du rapport de la dernière inspection des divers bureaux d'enregistrement dans le province établis en vertu des sections 93 et 111 du chapitre 37 des statuts refondus du Bas-Canada.
  2. Copie de l'ordre en conseil, établissant et prescrivant la forme, en vertu de la section 106, des statuts ci-dessus mentionnés, ou en vertu de l'article 2164 du code civil, de l'*Index* des immeubles dont on doit se servir, dans toute division d'enregistrement, après le dépôt des plans officiels, 68.
6. *Casernes des Jésuites* :—Pour copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province concernant le transport fait à ce dernier, de la propriété connue sous le nom de "Casernes des Jésuites," située en cette cité, 178.
7. *Chemins à Barrières* :—Pour la commission et tous les procédés et le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir des affaires des chemins à barrières de la Rive Nord et de la Rive Sud de Québec, 35 ; Réponse, 147. Imprimé, 170. Voir *Documents*, 7.
8. *Chemins à lisses de bois ou en fer* :—Pour un état de toutes les sommes d'argent payées jusqu'à ce jour, par le gouvernement, à aucune compagnie de chemin à lisses de bois ou en fer, la date de ces paiements et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements furent faits et le nombre de milles de chemin complétés par ces compagnies, 27.
9. *Chemins de Fer* :—Pour copie de tout rapport fait jusqu'à aujourd'hui au gouvernement par ses ingénieurs de chemins de fer, ainsi qu'un état des sommes d'argent payées aux compagnies de chemins de fer qui ont droit à un subside en vertu du 2<sup>ème</sup> chapitre de la 38<sup>ème</sup> Victoria, avec copie des demandes d'aide des compagnies ou des individus qui ont fait des demandes pour des chemins de fer et les noms des compagnies qui se sont conformées à la loi, 24.
10. *Cour Supérieure*.—Pour le montant des frais et à qui payés dans une cause à la Cour Supérieure de Montréal, portant le numéro 887, où l'Honorable George Irvine alors Procureur-Général était demandeur *Pro Regina* vs. Louis Cadioux et Thomas Lunn, de Montréal, défendeurs, et l'Honorable L. R. Church, Procureur-Général, demandeur par reprise d'instance *Pro Regina* vs. les mêmes, 178.

---

**ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

---

11. *Ditton* :—Etat des terres dont la vente a été annulée, dans les townships de Ditton, Hampden, Whitton, Marston & Ditchfield, depuis le premier janvier 1875, avec les noms des acheteurs, les dates de ces achats et les raisons qui ont occasionné leur annulation, 113. Voir *Documents*, 11.
12. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse à la réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 7. Amendement proposé au 4ème paragraphe ; débats ajournés, 8. Repris, 8 ; amendement rejeté, 10 ; autre amendement au 4ème paragraphe rejeté ; adresse adoptée ; comité chargé de rédiger l'adresse, 11. Rapportée ; Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; Devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 12. Réponse, 15.
13. *Encanteurs* :—Pour un état de toutes les sommes d'argent payées à la province depuis la confédération à ce jour par les encanteurs pour droit imposé par la section 43 de l' "Acte des Licences de Québec, et aussi copie de tous rapports faits par les encanteurs pendant le même temps en vertu de la section 45 du même acte, 43. Voir *Documents*, 12.
14. *Employés de la Province* :—Pour un état de tous les employés salariés de la province, y comprenant ceux qui ne sont employés que pendant la session ; cet état devant contenir le nom des employés, leur qualité et résidence avant leur nomination, la date de leur nomination, leur résidence actuelle et leur emploi ainsi que leur salaire annuel, 35.
15. *Employés du Service Civil* :—Pour une liste des employés du service civil de cette province avec le salaire de chacun et la date de leurs nominations, 84.
16. *Famine, Rivière* :—Pour un état indiquant les sommes payées pour la construction du nouveau pont sur la rivière Famine, dans le comté de Beauce ; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits et l'autorité en vertu de laquelle ils ont été faits, 39. Voir *Documents*, 3.
17. *Fonds de bâtisses et de Jurés* :—Pour un état de toutes les sommes d'argent payées depuis la confédération à ce jour à la province par les shérifs et les huissiers dans la province de Québec, appartenant au fonds de bâtisses et de jurés. Cet état devant mentionner les noms des shérifs et huissiers qui ont fait ces paiements et le nom des parties dans les causes dans lesquelles ces paiements ont été faits, 43.
18. *Fonds d'Emprunt Municipal* :—Pour un état de toutes les sommes maintenant dues à la province, comme partie du fonds d'emprunt municipal, indiquant séparément les débiteurs, le titre en vertu duquel ces sommes sont respectivement dues, le capital prêté, le capital maintenant dû, le montant des intérêts maintenant dus, le taux de l'intérêt tel que chargé, et le montant payé à compte de ces emprunts et la date de ces paiements, 61.
19. *Gaspé, Compagnie des Mines de Charbon et des Pêcheries* :—Pour un état détaillé indiquant le montant réclamé, pour services et déboursés par le Curateur de la Compagnie des Mines de Charbon et des Pêcheries de Gaspé et des diverses sommes qui lui ont été payées par le gouvernement de cette province pour tels services et déboursés, ainsi que copie des ordres en conseil en vertu desquels ces sommes ont été payées, et copie de tous documents et correspondance au sujet de cette affaire, 18. Voir *Documents*, 14.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

20. *Gauvreau Pierre* :—Pour le rapport de Pierre Gauvreau, écr., ingénieur du gouvernement, en date du 11 mars 1875, sur les travaux sur le *Quebec Central Railroad*, 113.
21. *Gauvreau Pierre*.—Pour le rapport de P. Gauvreau, écuier, ingénieur du gouvernement, sur les inondations périodiques du fleuve St. Laurent, sur le tracé du chemin de fer du Nord, entre St. Barthélemi et Berthier, 170.
22. *Jacques-Cartier, rivière* :—Pour un état indiquant les sommes payées par le gouvernement pour la construction du nouveau pont à l'embouchure de la Rivière Jacques-Cartier ; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits, et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements ont été faits, 24. Voir *Documents*.
23. *Magistrats de Districts*.—Pour un état détaillé des sommes payées depuis la confédération jusqu'à ce jourd'hui par les greffiers des magistrats de districts et des juges de paix, les greffiers de la couronne et de la paix, pour amendes appartenant à la province; cet état détaillé devant donner le titre des causes dans lesquelles ces amendes ont été payées, 33.
24. *Middlemiss* :—Motion pour une adresse demandant :
  1. Copie de la déclaration telle que dressée par les avocats employés par le gouvernement dans la cause du Procureur-Général *vs.* Middlemiss, avant qu'elle n'ait été changée à la demande du gouvernement ;
  2. Copie de cette déclaration telle que changée et modifiée comme ci-dessus, indiquant les changements faits par le gouvernement, ou à sa demande ;
  3. Copie de cette déclaration telle qu'annexée au bref d'assignation émané depuis en cette instance.
  4. Copie du jugement rendu dans la dite cause, 43. Négative, 45.
25. *Middlemiss* :—Pour copie de la déclaration et du jugement final dans la cause du Procureur-Général *vs.* Middlemiss, ci-devant pendante dans la Cour Supérieure à Montréal, 59. Voir *Documents*, 25.
26. *Middlemiss* :—Pour copies de toutes correspondances, ordres, jugements ou notifications se rapportant à tel jugement et de tous autres documents ou papiers ayant rapport à la cause dite M. le Procureur-Général Church *vs.* John Rollo Middlemiss, envoyés et reçus par le gouvernement ou aucun de ses membres en leur qualité officielle, depuis l'expiration du délai de quinze jours pour donner avis d'appel dans la dite cause, 63.
27. *Middlemiss* :—Pour copie de l'opinion des avocats employés par le gouvernement dans la cause de M. le Procureur-Général *vs.* J. R. Middlemiss, recommandant appel du jugement rendu dans la cause par l'Honorable juge Johnson, 134. Voir *Documents*, 24.
28. *Middlemiss* :—Pour copie de la déclaration, plaidoyers et réponses produites, ainsi que de la preuve faite dans la cause de M. le Procureur-Général *vs.* J. R. Middlemiss, dans la Cour Supérieure de Montréal, 134. Voir *Documents*, 23.
29. *Machines à broyer la pierre* :—Pour un état des sommes dépensées dans le dernier parlement jusqu'à ce jour pour l'achat, réparation, transport, etc., de machines à broyer la pierre et aussi tous documents, papiers et rapports échangés entre les particuliers et le gouvernement au sujet du fonctionnement de ces machines et de l'étendue de chemin empierré par le travail de ces machines, 68.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

30. *Montréal, Division d'Enregistrement* :—Pour copie de toutes les pétitions qui lui ont été présentées, ou qui ont été référées par le gouvernement du Canada, au sujet de l'acte passé dans la dernière session de la Législature de cette province intitulé : "Acte pour diviser la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement," et toute correspondance au sujet du dit acte, 18. Voir *Documents*, 26.
31. *Montréal, Palais de Justice* :—Pour un état de fonds de bâtieses du palais de justice de Montréal, (établi en vertu de la 12<sup>e</sup> Vict., chap. 112, et 18 Vict., chap. 164), indiquant la balance du débit du dit fonds au 1<sup>er</sup> de juillet 1867, et les montants portés à son crédit et à son débit depuis cette date, 21. Voir *Documents*, 27.
32. *Paroisses, Erection et Subdivision des* :— Pour un rapport de toutes les proclamations émanées depuis le 12 décembre 1853, concernant l'érection et la subdivision des paroisses, le changement des limites, bornes ou lignes de démarcation des paroisses, et de toutes proclamations concernant l'érection des townships et aussi de toutes proclamations concernant l'érection des villages ou villes, en vertu des différents actes municipaux et du Code Municipal ;—donnant la date de chaque telle proclamation, ainsi que la désignation des limites et bornes, ou le changement des limites et des bornes de telles paroisses, townships, de villages et villes ; pour continuer le rapport des subdivisions du Bas-Canada en paroisses et townships, préparé en réponse à une adresse votée par l'Assemblée Législative de la ci-devant Province du Canada, le 30 mars 1853, 52.
33. *Prêt aux Incendies de Québec* :—Pour copie de la commission des commissaires nommés pour s'enquérir des faits et des circonstances se rapportant au "Prêt aux Incendies de Québec," ainsi que de tous procédés adoptés par la commission, les documents et témoignages produits devant elle, le rapport des commissaires et les ordres en conseil concernant cette commission et le rapport des commissaires ; sans comprendre néanmoins les documents composant le No. 18 des documents de la dernière session, 14. Voir *Documents*, 31.
34. *Prisons de la Province* :—Pour un état indiquant le nombre des prisonniers qui se sont échappés des prisons de la Province depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier ; les prisons d'où ces évasions ont eu lieu ; les mesures prises pour arrêter ces prisonniers évadés et le nombre de ceux qui ont été repris, 37.
35. *Rive Nord, etc.* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et les compagnies de la Rive Nord et Montréal, Ottawa et Occidental, au sujet des raisons qui ont obligé ces compagnies à renoncer à l'œuvre qu'elles avaient entreprise ; de tout contrat conclu, ou de tout projet de contrat maintenant sous considération, entre le gouvernement et ces compagnies ou toute autre personne pour la construction des dits chemins de fer, et de tout offre ou proposition faite au gouvernement pour la construction des dits chemins, 33.
36. *Rive Nord* :—Priant Son Excellence de vouloir bien transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer de la Rive Nord, 170.

## ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

37. *Shérifs et Protonotaires* :—Pour un état indiquant le salaire des shérifs et des protonotaires dans la province de Québec, et les émoluments qu'ils ont reçus durant la dernière année fiscale, 178.
38. *Statuts* :—Demandant qu'une commission soit nommée pour classer, réviser et refondre les Statuts Généraux de la ci-devant province du Canada, qui affectent la province de Québec et sont du ressort de sa législature, et ceux de cette province depuis 1867, et que cette Chambre subviendra aux dépenses qui pourront être encourues dans l'exécution des travaux de cette commission, 159.
39. *Syndics* :—Pour un état des montants payés par les syndics de la loi des banqueroutes de 1869, en vertu de la section 152, au fonds de bâtisses et de jurés des différents districts judiciaires de la province, du 1er de septembre 1869, au 1er septembre 1875, 21.

## AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :

1. Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 1.

2. Motion de M. Landry pour introduire un bill pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics ; objection ; bill retiré, 23.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 517. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; quorum réduit à neuf membres, 26. Second rapport. (Recommandant l'octroi de la somme de \$2000 pour l'encouragement d'un journal agricole illustré), Adopté sur division, 94. Troisième rapport, 171. 3me rapport imprimé, 183.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE : Voir *Assemblée Législative*.

AMENDEMENTS : Voir *Questions*.

ARBITRAGE : Voir *Adresses*, 1.

✓ ARPENTEURS ET ARPENTAGES :—Bill pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada concernant les arpenteurs et les arpentages. (Hon. M. Malhiot), 103. Renvoyé à un comité général, 164. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 177. Par le Conseil avec amendements, 174. Considérés et adoptés, 184, S. R., 191. (39 Vict., c. 34.)

ASILE POUR LES ALIÉNÉS PROTESTANTS :—Pétition demandant l'établissement dans les environs de Québec, d'un asile pour les aliénés protestants, 34.

ASILE DES ALIÉNÉS :—Voir *Documents*, 2.

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. Rapport des membres élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, VIII à XII.

---



---

**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.***

2. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1, 3. Pour la sanction d'un bill, 36. A la clôture de la session, 189.

3. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 5.

4. Bill concernant l'économie intérieure de l'Assemblée Législative, et pour autres fins (Hon. M. Angers). Présenté ; Lu la 2<sup>me</sup> fois et renvoyé à un comité général, 165. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 177. Par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., chap. 12).

*Réunions et ajournements de la Chambre :*

5. Continue à siéger après minuit, 13, 45, 104, 106, 155, 176.

6. Siége le samedi, 96, 135.

7. Devant avoir deux séances le même jour, 178.

8. Ajourne au lendemain à 2 h. P. M., 132.

9. Ajourne au lendemain à 11 h. A. M., 178.

10. Ajourne au lendemain à 10½ h. A. M., 182.

**ARTHABASKAVILLE :** Voir *Frères du Sacré-Cœur.*

**ASSURANCES MUTUELLES :**

1. Pétition demandant la passation d'un acte permettant l'établissement de sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, 30.

2. Comité spécial pour aviser aux moyens de pourvoir à l'établissement, en cette province, d'un système d'assurance mutuelle contre le feu, 23.

**ASSURANCE PATRIOTIQUE DU CANADA :**—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 53. Avis, 56. Bill (M. Ogilvie), 56. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté avec des amendements, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 129. Par le Conseil, 181. S. R. 190. (39 Vict., c. 60.)

**ASSUREURS :**—Voir *Licences.*

**AUBERGISTES :**—Bill pour amender la loi concernant les droits et obligations des aubergistes, (M. Baker), 127. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 140. Considéré ; Rapporté, 148. Lu la 3<sup>me</sup> fois ; Amendé ; Passé, 161 ; Par le Conseil avec un amendement, 184. Considéré et rapporté, 186. S. R. 191. (39 Vict., ch. 23.)

**BAGOTVILLE :**—Pétition demandant que le village de Bagotville soit incorporé en municipalité, 34. Avis, 38. Bill (M. Gauthier), 46. Renvoyé au comité des bills privés, 61. Rapporté avec des amendements, 129. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 134. Par le Conseil, 181. S. R., 190. (39 Vict., chap. 45.)

BEAUGE :—Pont sur la rivière Famine. Voir *Adresses*, 16. *Documents*, 3.

BEAUHARNOIS :

1. Enquête contre le magistrat stipendiaire de :—Voir *Adresses*, 2. *Documents*, 4.

2. Hôpital St. Joseph :—Pétition ; Demande d'aide. 34.

BELLECHASSE :—Bill pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny ; (M. Landry), 63. Renvoyé à un comité général, 85. Considéré ; Rapporté progrès, 99, 133. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 140. Par le conseil, avec amendements. 184. Considérés et adoptés, 185. Bill amendé de nouveau, 185. Amendement adopté par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., chap. 43.)

BETTERAVES :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant un subside annuel pour l'établissement d'une manufacture de sucre de betteraves. Signification de la recommandation de Son Excellence ; Résolution rapportée et adoptée, 158.

2. Bill pour amender l'acte 38 Vict., chap. 4, concernant la fabrication de sucre de betterave ; (Hon. M. Garneau) ; Lu les 3 fois et passé, 158. Par le Conseil, 181, S. R., 192. (39 Vict., chap. 5.)

3. Pétition de Octave Cuisset. Voir *Cuisset Octave*.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du :—6. Voir *Documents*, 5.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 15. Message envoyé au Conseil, 15. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 20.

BILLARDS :—Pétition demandant certaines modifications à la loi imposant des taxes sur tables de billards. 97.

**BILLS :**

1. Présenté sur division, 131.

2. Deuxième lecture remise à six mois, 180.

3. Bill introduit en blanc ; Objecté ; Retiré. 25.

4. Renvoyés à des comités spéciaux. 27, 37, 52, 55, 59, 82, 85.

5. Renvoyés à un comité spécial sur un autre bill, 32.

6. Ordre pour seconde lecture, déchargé. 140, 170.

7. Ordre pour comité général déchargé, 147.



---

**BILLS :—*Suite.***

8. Considérés en comité, rapportés, lus la troisième fois et passés à la même séance, 56, 63, etc.

9. Amendé après 3<sup>me</sup> lecture, 161.

10. Son Excellence recommande à la considération de la Chambre les dispositions d'un bill, 131.

11. Bills ré-imprimés, 55, 85.

12. Bills retirés, 21, 23, 140, 170.

13. Honoraires sur bills remboursés, 179, 180.

14. Sanctionnés, 37, 189.

15. Amendés par le Conseil ; Considérés et adoptés immédiatement, 105, 136, etc.

16. Amendement aux amendements du Conseil, 185.

17. Bill du Conseil, 42.

18. Rapports concernant l'impression, etc., des bills, 136, 164, 178.

**BILLS PRIVÉS :**

1. Comité permanent des divers bills privés nommé, 5, 17. Premier rapport et réduction du quorum, 26. Quorum réduit à sept, 26. Autres rapports sur divers bills, 60, 83, 91, 97, 102, 105, etc.

2. Bills renvoyés à ce comité, 37, 40, 44, 55, 57, etc.

3. Prolongation du temps au sujet de la réception des rapports sur des bills privés, 26, 63.

4. Prolongation du temps au sujet de la réception des pétitions pour bills privés, 26.

5. Prolongation du temps pour l'introduction des bills privés, 26, 63.

6. Appel de l'ordre du jour pour bills privés, et heure fixée pour cet appel certains jours, en vertu de la 19<sup>ème</sup> règle, 44, 68, 105, etc.

7. Rapport concernant l'impression, etc., des bills privés, 103.

8. Avis pour la considération des bills privés pour les comités, limité à trois jours, 113.

9. Pétitions renvoyées au comité des—, 62, 113.

---

**BILLS PRIVÉS :—*Suite.***

10. Comité spécial pour aider M. l'Orateur à prendre en considération les règles et règlements de cette Chambre qui ont rapport à l'impression des bills privés, 94.

Bois :—Bill pour amender le chapitre 23 des statuts refondus du Canada concernant la vente et l'administration des bois sur les terres publiques. (Hon. M. Malhiot), 103. Renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 164. Par le Conseil, 188, S. R., 191. (39 Vict., c. 11.)

Bois, COUPE DE :—Pétition demandant que le gouvernement fasse remise pour cette année du droit de coupe de bois sur le cèdre, 101.

BONAVENTURE :—Voir *Adresses*, 3. *Documents*, 22.

BONS PROVINCIAUX :—Bill autorisant l'émission de Bons provinciaux pour payer les subsides accordés aux chemins de fer; (Hon. M. Robertson), 154. Lu la 2<sup>me</sup> fois; Renvoyé à un comité général; Considéré et Rapporté sur division; Motion pour 3<sup>me</sup> lecture; Motion en amendement à l'effet de renvoyer la 3<sup>me</sup> lecture à 6 mois, négative; Lu la 3<sup>me</sup> fois sur division; Passé, 178. Par le Conseil, 188. S. R., 192. (39 Vict., c. 4.)

BONUS :—Voir *Employés du Service Civil*.

BOULANGERIE MILITAIRE :—Voir *Adresses*, 4. *Documents*, 6.

**BREF D'INJONCTION :**

1. Bill pour pourvoir aux cas où le bref d'injonction peut être obtenu, etc., (Hon. M. Ouimet); 13. Renvoyé à un comité général, 37. Considéré; Rapporté progrès, 55. Ré-imprimé, 55. Considéré de nouveau; Rapporté progrès, 69. Ordre pour comité général déchargé, 147.

2. Pétition demandant certains amendements à ce bill, 169.

BROUGHTON : Pétition du township de—demandant à être annexé à la paroisse St. Frédéric pour les fins civiles, 53.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT.—Voir *Adresses*, 5.

**CADIEUX LOUIS.** Voir *Adresses*, 10.

CANADA TANNING EXTRACT COMPANY (*Limited*) :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 38. Avis, 42. Bill (M. Wurtele), 43. Renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 144. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 164. Par le Conseil, 188. S. R., 190. (39 Vict., chap. 65.)

Pétition contre, 143.

CASERNES DES JÉSUITES. Voir *Adresses*, 6.

CÈDRE, Coupe du :—Voir *Bois*.

## CHAMBLY :

1. Collège de Chambly :—Pétition demandant de l'aide, 180.
2. Hôpital St. Joseph de—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

CHAPMAN, Arthur Gascoyne. Voir *Gray Frost Wood*.

## CHASSE :

1. Bill pour amender les lois de la chasse en cette province (M. Mathieu), 13. Renvoyé à un comité spécial, (Voir *infra*, 2) 27. Rapporté ; Amendé, 84. Considéré en comité ; Rapporté progrès, 114. Bill ré-imprimé, 114. Considéré de nouveau ; Amendé ; Motion pour que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général négative ; Rapporté ; Passé, 147. Par le Conseil, 188. S. R., 189. (39 Vict., chap. 22.)

2. Comité spécial sur les lois de la Chasse, 27. Bill (Voir *supra*, 1) renvoyé à ce comité, 27. Rapporté ; Réduction du quorum, 42. Rapport sur bill, 84.

CHATEAU ST. LOUIS :—La Chambre décide de se former immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'échange du vieux château St. Louis pour la propriété et les édifices occupés actuellement comme palais de justice. Signification de la recommandation de Son Excellence, 156. Résolutions rapportées et adoptées, 157.

CHEMINS :—Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :—St. Romain de Winslow, 17. Demers et Viger, 46. Rawdon, 53. Lambton et Forsyth, 60. St. Damien, 83. St. Magloire ; Rioux ; Bellechasse et Daquam, 127. St. Malachie, 135. St. Germain du Lac Etchemin, St. Isidore, Cranburne, 144. Cap Chatte ; Chertsay, 179. Frampton ; Buckland, 183.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD ET DE LA RIVE SUD DE QUÉBEC :—Voir *Adresses*, 7. *Documents*, 7.

CHEMINS A LISSES DE BOIS OU EN FER :—Voir *Adresses*, 8.

## CHEMINS DE FER :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer. Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolutions rapportées et adoptées sur division, 150.

2. Bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec 1869 (M. Wurtele), 15. Renvoyé à un comité général, 21. Considéré ; Amendé, 24. Rapporté ; Passé, 27. Par le Conseil, 61. S. R., 189. (39 Vict., chap. 53).

Pétition demandant certains amendements à ce bill, 169.

3. Bill pour amender la loi concernant les octrois en argent à certains chemins de fer (Hon. M. Robertson), 150. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 150. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 176. Par le Conseil avec un amendement, 184. Considéré et adopté, 187. S. R., 192. 38 Vict. (39 Vict., chap. 6).

---

---

CHEMINS DE FER :—*Suite*.

4. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 5, 17. Membres ajoutés, 37, 40. Bills à lui renvoyés, 64, 68, 85, etc. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction du quorum; Quorum réduit à onze membres, 23. Autres rapports sur divers bills, 26, 63, 103, 104, 133, etc.

Voir *Adresses*, 9. *Documents*, 8. *Bons Provinciaux*.

CIMETIÈRES DES CATHOLIQUES ROMAINS :—Bill pour prévenir tout conflit entre l'autorité religieuse et l'autorité civile relativement aux cimetières des catholiques romains dans cette province. (Hon. M. Ouimet), 95, Renvoyé à un comité général, Considéré; Rapporté, 133, Passé, 140. Par le Conseil, 181. S. R. 191. (39 Vict., c. 19.) Voir *inhumations*.

## CODE CIVIL :

1. Bill pour amender l'article 1318 du Code Civil, (M. Wurtele), 34. Renvoyé à un comité spécial, 55. Rapport, 66. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 81. Par le Conseil, 117. S. R. 189. (39 Vict., c. 24.)

2. Bill pour amender l'article 210 du Code Civil. Voir *supra*, 1.

3. Bill pour amender l'article 2179 du Code Civil, (M. Wurtele), 66. Renvoyé à un comité général, 115. Considéré; Rapporté; Passé, 133. Par le Conseil, 181. S. R. 181. (39 Vict., c. 25.)

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour amender le—(M. Baker); 18. Renvoyé à un comité spécial, 56. Voir *infra*, 3.

2. Bill pour amender certains articles du—(Hon. M. Angers), 35. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 3), 52.

3. Comité spécial pour prendre en considération les amendements nécessaires au code de procédure civile, 37. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres, 38. Bills renvoyés à ce comité, 52, 56, 59, 116. Second rapport, 95.

## CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender de nouveau le—(M. Landry), 58. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 5), 85.

2. Bill pour amender certains articles du code municipal (M. Bissón), 97. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 5), 116.

3. Pétition demandant que l'article 810 du Code Municipal soit amendé, 83. Bill (M. Marchand), 84. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 5), 100.

4. Bill pour amender de nouveau le—en y ajoutant un certain article après l'article 1030 (M. Gendron), 39. Renvoyé à un comité spécial, 85. (Voir *infra*, 5). Rapporté amendé, 148. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Lu la 3<sup>me</sup> fois sur division et passé sur division, 170. Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 185. S. R., 190. (39 Vict., chap. 29.)

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

5. Comité spécial sur bill pour amender de nouveau le Code Municipal en ajoutant un certain article après l'article 1030, 85. Bills renvoyés à ce comité, 85, 100. Membre ajouté, 101. Premier rapport; Quorum réduit à Sept membres, 102.

COLLÈGE DE NOTRE DAME, CÔTE DES NEIGES :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 38. Avis, 42. Bill (M. LeCavalier), 43. Renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté; Amendé, 113. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 130. Par le Conseil, 161. S. R., 190. (39 Vict., chap. 81.)

**COMITÉS :**

1. Résolutions pour la nomination de dix comités permanents, 5. Comité nommé pour préparer la liste des membres qui doivent les composer, 6. Rapporté, 25. Adopté, 25. Voir *Privilèges*, 1. *Ordres Permanents*, 1. *Chemins de Fer, Canaux, etc.* 6. *Bills privés*, 1. *Lois expirantes*, 1. *Dépenses contingentes*, 1. *Impressions*, 1. *Comptes Publics*, 1. *Agriculture, Immigration et Colonisation*, 1. *Industrie*, 1. Voir aussi *Bibliothèque*.

2. Membres ajoutés, 36, 59, 101.

3. Comités généraux, 44, 48, 69, 95, 97, 98, 149, 156, 157, 158, 159, 160.

4. Comités collectifs. Voir *Bibliothèque, Impressions*.

5. Comités spéciaux. Voir *Assurance mutuelle, Statistiques hygiéniques et mortuaires, Chasse, Code de Procédure Civile, Notariat, Profession médicale. St. François, Assemblée de paroisses (Montréal)*.

6. Quorum de comités permanents réduits, 23, 26, 30, 31, 36, 38, 42.

7. Motion pour qu'il soit donné instruction à un comité général, négative, 116; Adoptée, 116.

## COMPAGNIE DE NAVIGATION UNION :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation et pour autres fins, 22. Avis, 42. Bill (M. Méthot), 43. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec amendements, 113. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 129. Par le Conseil avec amendements, 173. Considérées et adoptées, 173. S. R., 190. (39 Vict., chap. 58.)

2. Pétition contre, 65.

## COMPAGNIE DE PRÊT DU CANADA :

1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 94.

2. Pétition pour amendements au bill, 144.

COMPAGNIE DE PRÊT ET D'HYPOTHÈQUE :—Voir *Société de Construction Permanente de Montréal*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 5, 18. Comptes Publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1875, mis devant la Chambre ; Ordonnés d'être imprimés, 15. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction de son quorum ; Quorum devant être de neuf, 23. Voir *Documents*, 9.

COMPTON LADIES COLLEGE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 46, Avis, 54. Bill (M. Sawyer), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté avec des amendements, 129. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 134. Par le Conseil, 173. S. R. 190. (39 Vict., c. 72.)

## CONSEIL LÉGISLATIF :

### *Messages envoyés au Conseil :*

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination de deux comités collectifs au sujet des impressions et de la bibliothèque, 15, 20.

2. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 15, 20.

### *Messages du Conseil :*

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 26.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 26.

5. Admettant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ses bills) avec ou sans amendement, 35, 61, 105, 117, etc.

6. Transmettant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 41.

CÔTEAU DU LAC :—Pétition ; demande d'aide pour l'asile, 53.

COUR SUPÉRIEURE. Voir *Adresses*, 10.

CRANBOURNE :—Pétition demandant que le gouvernement viennent en aide à certaines familles du township de—ruinées par un orage de grêle en juillet 1875, 34.

COUR DE MAGISTRATS :—Bill pour définir la juridiction de la Cour de Magistrat, et celle des Magistrats de District en matière civile (M. Baker), 18. Renvoyé au comité spécial. (*Vide* Code de Procédure Civile), 59. Rapport, 96. Considéré en comité ; Rapporté progrès, 99. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 161. S. R., 189. (39 Vict., chap. 31.)

**CRÉDIT FONCIER DU BAS-CANADA** :—Pétition demandant des amendements à Son acte d'incorporation ; Reçue et lue, 53. Avis ; Suspension de la 51<sup>ème</sup> règle, 58. Bill (M. Wurtèle), 63. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté avec des amendements, 169. 60<sup>ème</sup> règle suspendue, 169. Considéré en Comité ; Rapporté ; Passé, 174. Par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., chap. 64.)

**CUISSET OCTAVE** :—Pétition demandant que, pour le défrayer du coût de l'impression de son "Traité populaire de la culture de la betterave et de la fabrication du sucre en Canada," une somme de \$250 à déduire du subside de \$500 votée dans le but d'encourager la culture de la betterave, lui soit accordée, 127. Ordre que le dit traité soit traduit et qu'il en soit imprimé 500 copies, 171.

**D'AMOUR CHARLES NICOLAS** :—Voir *Documents*, 10.

**DÉPENSES CONTINGENTES** :—Comité permanent nommé, 5, 17. **PREMIER RAPPORT**, demandant une réduction du quorum ; Adopté ; Quorum réduit à sept membres, 23. Membre ajouté, 59. **SECOND RAPPORT**, 144. Adopté, 64. **TROISIÈME RAPPORT**, 169. Adopté, 179.

## DEPUTES :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, VIII à XII.

2. Prétent serment et prennent leur siège, 1, 2, 8.

3. Résolutions relatives : 1<sup>o</sup> à l'élection ou au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2<sup>o</sup> à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3<sup>o</sup> à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5.

4. Permis d'absence, 20.

5. Rapport des membres élus pour le présent parlement, VIII à XII.

6. Un député se lève de son siège et dit qu'il a appris de source certaine et qu'il croit cette information véritable que Georges Deschênes, écr., membre pour Témiscouata, a fait et signé une déclaration, reconnaissant avoir dit à Basile Thibault que M. Charles Bertrand lors de l'élection de M. Elie Mailloux en 1872, s'était vendu pour \$500, etc., 115. Motion que cette question soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections ; Débats ; Ajournés, 116. Ordre pour la reprise des débats, ajourné, 129. Débats repris, question renvoyé au comité des privilèges et élections, 132. Rapport, 170. Motion pour que la Chambre concoure dans le dit rapport ; Amendement (que M. Deschênes est indigne de siéger dans cette Chambre), négativé, 175. Autre amendement (que M. Deschênes soit mis sous la garde du Sergent-d'Armes, amené à la barre de la Chambre et sévèrement réprimandé par M. l'Orateur.) Amendement à l'amendement (que M. Deschênes soit requis de prendre son siège et que là il soit sévèrement réprimandé par M. l'Orateur, adopté, 175. Réprimande, 176.

**DISCOURS** :—De Son Excellence à l'ouverture des Chambres. Voir *Lieutenant-Gouverneur*, 3. *Orateur*, . *Adresses*, 12.

**DITTON** :—Voir *Adresses*, 11. *Documents*, 11.

**DOCUMENTS :**

MIS DEVANT LA CHAMBRE RELATIFS A—

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour l'année expirée le 30 juin 1875. ( <i>Imprimé</i> , 18). ( <i>Documents de la Session No. 2</i> ).....	Par ordre de S. E.	18
2. <i>Asile des Aliénés</i> :—Rapport des médecins directeurs propriétaires de l'asile des aliénés de Québec, pour l'année 1874-75. ( <i>Documents de la Session No. 15</i> ).....	Par ordre de S. E.	18
3. <i>Beauce, Rivière Famine</i> :—Etat indiquant les sommes d'argent payées pour la construction du nouveau pont sur la rivière Famine, dans le comté de Beauce, la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits et l'autorité en vertu de laquelle ils ont été faits. ( <i>Documents de la Session No. 19</i> ).....	Adresse.	58
4. <i>Beauharnois</i> :—Copie de l'enquête faite dernièrement contre le magistrat stipendiaire du district de Beauharnois, et aussi copie des papiers, lettres, correspondances échangées entre le gouvernement et les particuliers au sujet de la dite enquête et de la nomination du nouveau magistrat du dit district de Beauharnois. ( <i>Documents de la Session No. 24</i> ).....	Adresse.	144
5. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du bibliothécaire.....	111 <sup>ème</sup> règle.	6
6. <i>Boulangerie Militaire</i> :—Rapport indiquant la nature et le coût des travaux qui ont été faits dans l'ancienne boulangerie militaire, rue Ste. Anne, pour préparer cette bâtisse à recevoir les archives de la cour et le bureau d'enregistrement ; le dit rapport rendant compte plus particulièrement des précautions prises pour mettre tous les documents à l'abri de l'incendie, avec copie des recommandations et rapports faits par les ingénieurs du gouvernement sur ce point si important. ( <i>Documents de la Session No. 13</i> ).....	Adresse.	47
7. <i>Chemins à Barrière de la Rive Nord et de la Rive Sud</i> :—Commission et tous les procédés et le rapport des commissaires nommés pour s'enquérir des affaires des chemins à barrières de la Rive Nord et de la Rive Sud de Québec. ( <i>Documents de la session No. 25</i> ).....	Adresse.	147
8. <i>Chemin de Fer du Nord</i> :—Contrats avec la compagnie de contracteurs de Chicago, pour la construction et le matériel du chemin de fer du Nord du Canada, et aussi, l'acte d'incorporation, les lois du gouvernement fédéral et de celui de la province, et les décisions judiciaires et autres documents concernant la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord, Montréal, ainsi que le contrat accordé à Mes-		



## DOCUMENTS.—Suite.

*Chemin de fer du Nord.*—Suite.

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
seurs Duncan, McDonald & Cie. ( <i>Imprimés</i> , 47.) ( <i>Documents de la Session</i> No. 11.).....	Par ordre de S. E.	47
9. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1875. Voir <i>Comptes Publics</i> . ( <i>Imprimés</i> , 15.) ( <i>Docu- ments de la Session</i> , No. 1.).....	Par acte.	15
10. <i>D'Amour Charles Nicolas</i> :—Copie de la concession à titre de seigneurie faite le 26 mai 1694, par le Comte de Frontenac, à Charles Nicolas D'Amour, Sieur de Louviers, d'une étendue d'une lieue autour du Lac Métapégna ou (Métapédia.) Copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de la dite seigneurie, et de son occupation par un nommé Bartholomew d'Hartford, dans le Connec- ticut. ( <i>Documents de la Session</i> , No. 8.).....	Adresse.	31
11. <i>Ditton, Hampden, etc.</i> :—Etat des terres dont la vente a été aunulée, dans les townships de Ditton Hampden, Whitton, Marston et Ditchfield, depuis le premier janvier 1875, avec les noms des acheteurs, les dates de ces achats et les raisons qui ont occasionné leur annulation. ( <i>Imprimé</i> , 180.) ( <i>Documents de la Session</i> , No. 28.).....	Do	180
12. <i>Encanteurs</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent payées à la Province depuis la Confédération à ce jour par les encanteurs, pour droit imposé par la section 43 de l' "Acte des Licences de Québec," et aussi copie de tous rapports faits par les encanteurs pendant le même temps en vertu de la section 45 du même acte. ( <i>Documents de la Session</i> , No. 26.).....	Do	165
13. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1877. Renvoyés au comité des subsides. Voir <i>Subsides</i> . ( <i>Documents de la Session</i> , No. 21.).....	Message.	67
<i>Estimés supplémentaires</i> . ( <i>Documents de la Session</i> , No. 21.)	Do	137
14. <i>Gaspé, Cie. des Mines de</i> :—Etat détaillé indiquant le montant réclamé, pour services et déboursés par le curateur de la compagnie des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé et des diverses sommes qui lui ont été payées par le gouvernement de cette province pour tels services et déboursés ainsi que copie des ordres en conseil en vertu desquels ces sommes ont été payées, et copie de tous documents et correspondance au sujet de cette affaire. ( <i>Imprimé</i> , 142.) ( <i>Documents de la Session</i> , No. 22.).....	Adresse.	142

DOCUMENTS.—*Suite.*

		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
15. <i>Greffier de la Couronne en Chancellerie</i> :—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des élections générales de 1875. ( <i>Imprimé</i> , 54.) ( <i>Documents de la Session</i> , No. 17.).....			53
16. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués. ( <i>Appendice No. 1</i> .....		Par message.	31
17. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :		Par acte.	
Hôpital St. Joseph,	Chambly.		96
Union St. Joseph,	Farnham.		142
Union St. Joseph,	Lévis.		62, 65
Hospice St. Paulin,	Maskinongé.		59
Asile de la Providence,	Montréal.		14
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum,	do		3
Asile Ste. Brigitte,	do		62
Asile pour les enfants pauvres, rue Bonaventure,	do		33
Asile Nazareth,	do		33
Asile des Orphelins Catholiques Romains, Communauté de N.-D. de Charité du Bon Pasteur,	do		19
Dispensaire,	do		14
Ecole de médecine et de chirurgie,	do		41
Hôpital-Général (Sœurs Grises),	do		25
Maison Protestante d'industrie et de refuge,	do		19
Union St. Joseph,	do		165
<i>Women's Hospital</i> ,	do		19
Asile des Dames Protestantes,	Québec.		5
Asile du Bon Pasteur,	do		14
Asile des Orphelines Protestantes,	do		112
Asile Ste. Brigitte,	do		39
Dispensaire,	do		25
Dispensaire du Sacré-Cœur Jésus,	do		59
Ecole de Réforme,	do		22
Hospice de St. Joseph de la Maternité,	do		27, 33
Hospice des Sœurs de la Charité,	do		22
Hôpital du Sacré-Cœur Jésus,	do		59
Œuvre du Patronage,	do		28
Société Charitable des Dames Catholiques Romaines,	do		25
Société historique et littéraire,	do		33
Hôpital-Général,	Sorel.		41
Hôpital-Général,	Sherbrooke.		22
Hospice Youville,	St. Benoit.		62
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth		104
Union St. Henri,	St. Henri.		5

DOCUMENTS.—*Suite.**Institutions littéraires, de charité et hôpitaux.—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Hôtel-Dieu,	St. Hyacinthe	12
Ouvroir Ste. Geneviève,	do	12
Salle d'Asile,	St. Jean d'Iberville.	22
Union St. Jean-Baptiste.	St. Joseph de Lévis.	104
Union St. Joseph,	do	104
Hospice des Sœurs de la Charité,	St. Germain de Rimouski	52
Asile de la Providence,	Ste. Ursule.	22
Hôpital des Sœurs de la Providence,	St. Vincent de Paul.	69
Hôpital des Dames Ursulines,	Trois-Rivières.	12, 19
Asile de la Providence, St. Joseph,	do	165
<i>(Pas imprimé).....Documents de la Session, No. 4.)</i>		
18. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Ministre de l'Instruction Publique pour les années 1873, 1874, et partie pour 1875. ( <i>Imprimé</i> , 32.) ( <i>Documents de la Session No. 3.</i> ).....	Par acte.	32
19. <i>Jacques-Cartier</i> :—Etat indiquant les sommes payées par le gouvernement pour la construction du nouveau pont à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier; la date de ces paiements et les noms de ceux auxquels ils ont été faits, et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements ont été faits. ( <i>Imprimé</i> , 48.) ( <i>Documents de la Session No. 14.</i> ).....	Adresse.	48
20. <i>Limites</i> :—Etat indiquant le prix d'achat des limites mentionnées dans le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874. ( <i>Documents de la Session No. 40.</i> ).....	Adresse.	35
21. <i>Limites</i> :—Etat indiquant les changements opérés depuis le 10 décembre 1873, dans la possession des limites mentionnées dans le rapport des Terres de la Couronne de 1874. ( <i>Documents de la Session No. 18.</i> ).....	Adresse.	54
22. <i>Limites</i> :—Etat indiquant :		
1. Les noms de tous les détenteurs de limites à bois dans le comté de Benaventure.		
2. Les noms de ces détenteurs qui ont payé les rentes foncières le cinq de décembre courant. ( <i>Imprimé</i> , 142.) ( <i>Documents de la Session No. 23.</i> ).....	Adresse.	142
23. <i>Middlemiss</i> :—Copies du Writ et de la déclaration, plaidoyer, réponses, articulation de faits du deman-		

DOCUMENTS.—*Suite.**Middlemiss.*—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
deur, réponses du défendeur, réponses du demandeur avec une copie certifiée de la preuve dans le No. 1590 où l'Honorable Levi Ruggles Church, Procureur-Général <i>Pro Regime</i> était demandeur <i>vs.</i> John Rollo Middlemiss, défendeur. ( <i>Documents de la Session No. 20.</i> ).....	Par ordre de S. E.	188
24. <i>Middlemiss</i> :—Opinion des conseils (Messieurs Roy et Ritchie) concernant un appel du jugement du juge Johnston renvoyant l'action du Procureur-Général <i>vs.</i> John Rollo Middlemiss. ( <i>Documents de la Session No. 20.</i> ).....	Do	154
25. <i>Middlemiss</i> :—Copie de la déclaration et du jugement final dans la cause du Procureur-Général <i>vs.</i> Middlemiss ci-devant pendante dans la Cour Supérieure à Montréal. ( <i>Documents de la Session No. 20.</i> ).....	Adresse.	62
26. <i>Montréal, Division d'Enregistrement</i> :—Copie de toutes les pétitions qui lui ont été présentées, ou qui ont été référées par le gouvernement du Canada, au sujet de l'acte passé dans la dernière session de la Législature de cette province, intitulé : "Acte pour diviser la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement," et toute correspondance au sujet du dit acte. ( <i>Documents de la Session No. 9.</i> ).....	Do	31
27. <i>Montréal, Palais de Justice</i> :—Etat des fonds de bâtisse du palais de justice de Montréal, établi en vertu de la 12e Vict., chap. 112 et 18e Vict., chap. 164, indiquant la balance du débit du dit fonds au 1er de juillet 1867, et les montants portés à son crédit et à son débit depuis cette date. ( <i>Documents de la Session No. 27.</i> ).....	Do	165
28. <i>Montréal, Ottawa et Occidental, Cie., etc.</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, et la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord, respectivement, ainsi que copie des divers actes et contrats passés entre le gouvernement et les dites compagnies pour la construction et le parachèvement de leurs lignes de chemin de fer.....	Par message.	39
29. <i>Officiers Publics</i> :—Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie depuis le 12 décembre 1874, au 11 novembre 1875.....	Par acte.	15
30. <i>Pointe Betsimis</i> :—Copies de toute correspondance concernant les terres de la Pointe Betsimis, dans le		

DOCUMENTS.—*Suite.**Pointe Betsimis.—Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
comté de Saguenay, vendues à la Compagnie de la Baie d'Hudson, par le gouvernement de la ci-devant province du Canada, en 1867, ou concernant la prétendue révocation de la dite vente, le 2 octobre 1872, et de tous rapports, ordres en conseil, pétitions ou documents concernant ces sujets, et de toute patente accordée depuis cette date, ou de toutes ventes de ces terres ou d'aucune partie d'icelles, et de toute correspondance et de tout document s'y rapportant en aucune manière. ( <i>Documents de la Session No. 12.</i> ).....	Adresse.	47
31. <i>Prêt aux Incendies de Québec</i> :—Copie de la commission des Commissaires nommés pour s'enquérir des faits et des circonstances se rapportant au "Prêt aux Incendies de Québec," ainsi que de tous procédés adoptés par la commission, les documents et témoignages produits devant elle, le rapport des Commissaires et les ordres en conseil concernant cette commission et le rapport des Commissaires; sans comprendre néanmoins les documents composant le No. 18 des documents de la dernière session. ( <i>Documents de la Session No. 7.</i> ).....	Adresse.	21
32. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Septième rapport des inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., pour la province de Québec, pour l'année 1874 jusqu'au 30 juin 1875. ( <i>Documents de la Session No. 15.</i> ).....	Par ordre de S. E.	180
33. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1874. ( <i>Pas imprimé.</i> ) ( <i>Documents de la Session No. 5.</i> ).....	Par acte.	13
34. <i>Recettes et paiements de la province de Québec</i> , depuis le 30 juin jusqu'au 15 novembre 1875. ( <i>Imprimé, 76.</i> )	27	73
35. <i>Statistiques Judiciaires</i> :—De la province de Québec, pour l'année 1874. ( <i>Pas imprimé.</i> ) ( <i>Documents de la Session No. 6.</i> ).....	Par acte.	13
36. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport des Commissaires des Terres de la Couronne pour les douze mois expirés le 30 juin 1875. ( <i>Documents de la Session No. 16.</i> ).....	Par ordre de S. E.	48
DORCHESTER :—Petition du Révérend W. Richardson et autres, du comté de Dorchester; demandant que le gouvernement vienne en aide à certaines familles ruinées par un orage de grêle en juillet dernier, 83.		
DOUAIRES COUTUMIERS :—Bill pour rendre obligatoire l'enregistrement des douaires coutumiers créés avant le 1er août 1866, (M. Wurtele); 15.		

## DURHAM LADIES COLLEGE :

Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 53. Avis, 56. Bill (M. Baker), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté avec des amendements, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 188. S. R., 190. (39 Vict., c. 71.)

2. Pétition ; demande d'aide, 53.

**ECONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE** :—Voir *Assemblée Législative*, 10.

EDUCATION :—Bill pour amender les lois concernant l'éducation.—Voir *Montréal, Ecoles*.

EGLISE LIBRE, RUE CÔTÉ :—Voir *Montréal*.

EGLISE ST. ETIENNE :—Voir *St. Etienne*.

**ELECTIONS :**

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 5.

2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection des membres, VIII à XII.

**ELECTIONS CONTESTÉES :**

1. Bill pour amender l'acte des élections contestées de Québec, 1875 (M. Wurtele), 8. Ordre pour seconde lecture déchargé, bill retiré, 21. ✓

2. Bill pour amender l'acte des élections contestées de 1875 (Hon. M. Angers), 8. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 21. Rapporté progrès, 24. Considéré de nouveau ; Amendé, 25. Ordre pour la réception du rapport ; Motion en amendement pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; Amendement au dit amendement : Débats : Ajournés, 27. Repris : Amendement rejeté sur division ; Autre amendement au même effet, retiré ; Rapporté : Lu la 3<sup>me</sup> fois et passé, 32. Par le Conseil, 35. S. R., 37. (39 Vict., chap. 14.) ✓

3. Bill pour amender l'acte électoral de Québec (38 Vict., chap. 7) (Hon. M. Angers), 84. Renvoyé à un comité général, 99. Considéré en comité ; Rapporté progrès, 133. Considéré de nouveau ; Amendé : Rapporté : Passé, 138. Par le Conseil, 180. S. R., 191. (39 Vict., chap. 13.)

EMPLOYÉS DE LA PROVINCE :—Voir *Adresses*, 11.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'octroi *banus* aux employés du service civil; Signification de la recommandation de Son Excellence; Résolution rapportée et adoptée, 160. Voir *Adresses*, 15.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Pour un état indiquant le nombre des—, la date de leur appointment, le montant de leur salaire, 163. Rapport, 165. Voir *Adresses*, 14.

ENCANTEURS :—Voir *Adresses*, 13. *Documents*, 12.

ENREGISTREMENT DES HYPOTHÈQUES :—Bill concernant le délai pour le renouvellement de l'enregistrement des hypothèques (M. Wurtele), 20. Renvoyé à un comité général, 32. Considéré; Amendé, 35. Rapporté; Passé, 37. Par le Conseil, 61. S. R., 189. (39 Vict., chap. 26).

EXHIBITS, TAX SUR :—Voir *Taxe*.

FAMINE, RIVIÈRE : Pont sur la—Voir *Adresses*, 16. *Documents*, 3.

FARNHAM : Union St. Joseph—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS :—Voir *Adresses*, 17.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir *Adresses*, 18.

FRAMPTON :—Pétition des habitants du township de—demandant la remise des arrérages dûs au gouvernement sur leurs terres, 183.

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 13. Avis, 36. Bill (Hon. M. Ouimet), 42. Renvoyé au comité des bills privés, 55. Rapport, 94. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 100. Par le Conseil avec un amendement, 143. Considérés et adoptés. S. R. 190. (39 Vict., c. 80).

FRÈRES DU SACRÉ CŒUR :—Pétition demandant un acte d'incorporation sur ce non, 36. Bill (M. Watts), 36. Renvoyé au comité des bills privés, 57. Rapporté, 94. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 101. Par le Conseil avec un amendement, 143. Considérés et adoptés, 143. S. R., 189. (39 Vict., c. 79.)

FRONTIÈRE :—Cie. du chemin de fer de la—Pétitions demandant que le délai qui donne droit à la compagnie de recevoir un subside ou octroi soit prolongé, 62, 83, 97, 101.

GASPÉ :—Compagnies des mines de charbon et des Pêcheries de—Voir *Adresses*, 19. *Documents*, 14.

GAUVREAU, PIERRE :—Voir *Adresses*, 20, 21.

GRAND TRONC :—Cie. du chemin de fer du—Pétition demandant qu'aucune mesure ne reçoive la sanction de la Chambre, ayant pour but la construction de chemins de fer quelconques, sur la Rive Nord du St. Laurent, qui pourraient faire concurrence aux pétitionnaires ou contre-carrer leurs droits, 65.

GRAY, FROST WOOD :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant à vendre une certaine propriété dans la cité de Québec, 38. Avis, 46.

GUILLET, L. P. :—Pétition demandant la passation d'un acte, permettant au Barreau de la Province de Québec, de l'admettre au nombre de ses membres, 19. Avis, 30. Bill (M. Taillon), 36. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 41. Rapport, 60. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 63. Par le Conseil, 104. S. R., 189. (39 Vict., c. 87.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :

1. Remet au Greffier une liste des noms des membres, 1. Pour liste, voir VIII à XII.

2. Rapport des élections générales de 1875, 53.—Voir *Documents*, 15.

HOMMES DE CAGES :—Petition demandant la passation d'un acte pour assurer le privilège des hommes de cages, 19. Bill (M. Mathieu), 20.

HUDON, V. :—Pétition de la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hoche-laga ; demandant un acte pour l'autoriser à émettre des débentures et autres fins, 53. Avis, 56. Bill (M. Beaubien), 84. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté avec des amendements, 144. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 164. Par le Conseil avec des amendements, 184. Considérés et adoptés, 184. S. R., 190. (39 Vict., chap. 66.)

HUISSIERS :—Bill concernant les—de la province de Québec (M. Taillon), 66. Renvoyé à un comité spécial, 116. Voir *Code Civil*, 3.

HULL :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la ville de—, 30. Avis, 36. Bill (M. Duhamel), 47. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 105. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil avec des amendements, 161. Considérés et adoptés, 162. S. R., 190. (39 Vict., chap. 49.)

2. Autre pétition en faveur, 57.

3. Pétition contre certaines parties du bill, 83.

4. Pétition demandant que le conseil municipal de Hull ait une personne chargée de la représenter dans celui d'Ottawa, etc., 65. Avis, 83.

HYPOTHÈQUES :—Renouvellement d'enregistrement des—Voir *Enregistrement*.



## IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 5, 17. Comité collectif des—; Membres nommés par l'Assemblée; Message envoyé au Conseil, 20. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 26. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres et sous-comité nommé, 65. Rapport adopté, 66. Second Rapport, 164. Troisième rapport; Adopté, 179.

2. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 15, 32, 40, 47, 48, 54, 76, 96, 142, 169, 170, 171, 182.

3. Documents dont l'impression est ordonnée par le comité, 66.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir *Documents*, 16.

INDUSTRIE :—Comité permanent nommé, 5, 17. Premier rapport; quorum réduit à sept membres, 31.

INHUMATIONS ET EXHUMATIONS :—Bill pour amender l'acte concernant les inhumations et les exhumations, ch. 21, S. R., B. C. (M. Wurtele), 135. Lu la 2<sup>me</sup> fois; Renvoyé à un comité général; Considéré; Lu la 3<sup>ème</sup> fois et passé sur division, 171. Par le Conseil, 184. S. R., 191. (39 Vict., c. 18.)

## INSTITUTIONS DE CHARITÉ ET DE BIENFAISANCE :

1. Bill pour autoriser les institutions de charité et de bienfaisance à exercer certains arts et industries nécessaires à leur subsistance. (M. Taillon), 84. Ordre pour 2<sup>me</sup> lecture déchargé; bill retiré, 170.

2. Pétitions contre, 131, 135, 144, 179.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Voir *Documents*, 17.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'— (Hon. M. Angers), 48. Renvoyé à un comité général, 99. Ordre pour comité général; Signification de la recommandation de Son Excellence; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 130. Par le Conseil avec amendements, 173. Considérés et adoptés, 174. S. R., 190. (39 Vict., chap. 15.)

ISLE DU PADS :—Bill pour annexer certaines isles dans la paroisse de Sorel, comté de Richelieu, à la paroisse de la Visitation de l'Isle du Pads, comté de Berthier (M. Sylvestre), 47. Renvoyé à un comité général, 69. Considéré; Rapporté; Passé, 82. Par le Conseil, 136. S. R., 190. (39 Vict., chap. 37.)

## ISLES DORVAL :

1. Pétition demandant la passation d'un acte autorisant à vendre certaines isles dans le fleuve St. Laurent, connues sous le nom de "Les Isles Dorval," 53.

2. Pétition contre, 65.

ISLES DE LA MAGDELEINE :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération une résolution concernant l'achat de provisions pour l'usage des habitants des Isles de la Magdeleine pendant l'hiver prochain; Signification de la recommandation de Son Excellence; Le comité délibère; Résolution rapportée, 44. Adoptée, 45.

**JACQUES-CARTIER, RIVIÈRE** :—Pont sur la—. Voir *Adresses*, 22. *Documents*, 19.

**JACQUES-CARTIER** :—Pétition ; Demande d'aide pour le collège St. Laurent, 34.

**JOLIETTE** :—Pétition du Conseil-de-Ville ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 38. Avis, 46. Bill (M. Lavallée), 47. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 132. ✓  
Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 141. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., chap. 47.)

**JOLIETTE, STE. ELIZABETH** :—Pétition ; Demande d'aide pour un asile, 14.

**JUGE DES SESSIONS DE LA PAIX** :—Bill pour autoriser le juge des sessions de la paix de Québec, à se nommer un député (Hon. M. Angers), 84. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 99. ✓

**KINGSEY** :—Pétition demandant que certains lots dans la municipalité de Kingsey Falls soient annexés à la municipalité du township de—, 46.

**LAC CHAMPLAIN, ST. LAURENT** :—Pétition de la compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska ; demandant que son nom soit changé en celui de "Compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du St. Laurent," et pour autres fins, 30. Avis, 36. Bill (M. Gendron), 39. Renvoyé au comité des chemins de fer, 64. Rapporté amendé, 129. ✓  
Considéré en comité ; Rapporté, 134. Passé, 141. Par le Conseil, 183. S. R., 189. (39 Vict., c. 54.)

**LAC ST. JEAN** :—Pétition demandant le parachèvement du chemin de fer de Québec au—, 110.

**LAPRAIRIE** :—Asile de la Providence ; demande d'aide, 13.

**LAURENTIDES, COMPAGNIE DES** :—Pétition demandant que son subside soit augmenté et de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière au village de St. Lin, 14.

**LEFEBVRE** :—Pétition autorisant la vente d'un immeuble dépendant de la succession de feu Messire Louis Marie Lefebvre, 19. Avis, 38. Bill (M. Taillon), 42. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., c. 85.) ✓

**LÉVIS** :

1. *Union St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

2. *Union St. Jean Baptiste* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

**LÉVIS ET KENNEBEC** :—Pétition de la compagnie du chemin de fer de— ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 53. Avis, 56. Bill (M. Laroche), 57. Renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 64. Rapporté avec des amendements, 104. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 129. ✓  
Par le Conseil, 173. S. R., 190. (39 Vict., c. 57.)

---

**LÉVIS :—VILLAGE LAUZON :**

1. Pétition demandant l'incorporation du corps de musique du dit village, 30. Avis, 34. Bill (M. Pâquet), 34. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 130. Par le Conseil, 161. S. R., 189. (39 Vict., c. 76.)
2. Pétition demandant à être séparée du comté de Lévis pour les fins municipales et que certains pouvoirs lui soient accordés, 30. Avis, 33. Bill (M. Pâquet), 39. Renvoyé au comité des bills privés, 68.
3. Pétitions contre certaines parties du bill, 113.
4. Pétitions demandant à être annexés au village Lauzon, 30, 65.
5. Pétition contre, 65.

**LICENCES :**

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère, 48. Résolutions à rapporter, 50. Rapportées et adoptées, 52.

2. Bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec (34 Vict., chap. 2) (Hon. M. Robertson), 54. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 126. Considéré ; Motion pour la réception du rapport ; Motion en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; Autre motion au même effet, adoptée ; Renvoyé ; Amendé ; Rapporté sur division et passé sur division, 139. Par le Conseil avec un amendement : Considéré et adopté, 181. S. R., 190. (39 Vict., ch. 6.)

3. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant les licences ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère, 69. Résolution à rapporter ; Rapportée et adoptée sur division, 70.

4. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences ; Signification de la recommandation de Son Excellence, 97. Le comité délibère ; Résolutions rapportées, 98. Adoptées sur division, 126.

5. Bill pour obliger les assureurs à prendre une licence (Hon. M. Robertson), 131 ; Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 139. Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division ; Passé, 154. Par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., chap. 7.)

**LIEUTENANT-GOUVERNEUR :**

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour sa prise en considération, 4. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 17. Voir *Adresse*, 12.

---

**LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 44, 48, 69, 95, 97, 98, 130, 137.

3. Son discours à la clôture de la session, 192

4. Il proroge le Parlement, 193.

*Messages de Son Excellence :*

5. Invite la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1, 3. Pour la sanction d'un bill, 36. A la clôture de la session, 189.

6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 115.

7. Transmettant le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 48.

8. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 31.

9. Transmettant les estimés, 67.

10. Transmettant les estimés supplémentaires, 137.

11. Transmettant par (message ou par la voix d'un membre du Conseil Exécutif) divers documents et rapports, 15, 18, 31, 39, 47, 48, 67, 73, 137.

**LIMITES :—**Voir *Documents*, 20, 21, 22.

**LOIS EXPIRANTES :—**Comité permanent nommé, 5, 17. Premier rapport ; quorum réduit à cinq membres, 30. Second rapport, 145.

**LONGUEUIL :—**Pétition du Conseil de Ville ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 25. Avis, 30. Bill (M. Préfontaine), 31. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil, 188. S. R., 189. (39 Vict., c. 46.)

**MACHINES A BROYER LA PIERRE :—**Voir *Adresses*, 29.

**MAGISTRATS DE DISTRICTS :—**Voir *Cour de Magistrats. Adresses*, 23.

**MEUBLES DE SUCCESSION :—**Voir *ventes, etc.*

**MIDDLEMISS :—**Voir *Adresses*, 24, 25, 26, 27, 28. *Documents*, 23, 24, 25.

**MONTMAGNY :—**Institut de— : Pétition ; Demande d'aide, 46.

**MONTRÉAL :**

1. *Asile de Providence :*

1. Pétition ; demandant un emprunt de \$60,000.17.

2. Pétition en faveur, 17.

MONTREAL :—*Suite.*

*Asile de Providence* :—*Suite.*

3. Pétition ; demande d'aide, 26.
4. Pétition en faveur de la Salle d'Asile de St. Vincent de Paul, 25.
5. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
2. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
3. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition ; Demande d'aide, 22.
4. *Asile Nazareth de St. Joseph* :—Pétition ; Demande d'aide, 17.
5. *Asile Nazareth, rue Ste. Catherine* :
  1. Pétition ; Demande d'aide, 26.
  2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
6. *Asile pour les enfants pauvres, rue Bonaventure* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
7. *Asile St. Joseph, rue Bonaventure* :—Pétition ; Demande d'aide, 26.
8. *Asile St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
9. *Asile Ste. Brigitte* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
10. *Assemblées de Paroisses* :—Bill pour amender l'acte 38 Victoria, chap. 29, relativement aux assemblées de paroisses dans les paroisses formées ou à former de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal, (M. Taillon), 42. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 133. Rapport, 140. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 186. S. R., 191, (39 Vict., c. 35.) Voir aussi acte de cette Province, (38 Vict., c. 29.)
11. *Bishop's College* :—Pétition ; Demande d'aide, 14.
12. *Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 14.
13. *Bon Pasteur, rue Fullum* :—Pétition ; Demande d'aide, 13.
14. *Church Home, The* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 53. Avis non requis, 58. Bill (M. Ogilvie), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 129. Par le Conseil, 180. S. R. 190. (39 Vict., c. 70.)
15. *Club Canadien de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 41. Avis, 54. Bill (Hon. M. Chapleau), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapport, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., c. 75.)

---

---

MONTREAL :—*Suite.*

16. *Communauté de N. D. de Charité du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

17. *Dames Religieuses du Précieux Sang* :—Pétition demandant un acte d'incorporation ; Reçue et lue, 61. Avis, 63. Bill (M. Beaubien), 84. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté avec des amendements, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 183. S. R., 191. (39 Vict., c. 83.)

18. *Division d'enregistrement* :—Voir *Adresses*, 30. *Documents*, 26.

19. *Dispensaire* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

20. *Ecoles en la cité de* :—Bill pour amender la loi concernant l'éducation en cette Province, quant aux écoles en la cité de Montréal (M. Taillon), 103. Renvoyé à un comité général, 134. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 140. Par le Conseil, 181. S. R., 191. (39 Vict., c. 16.)

21. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :—Pétition ; Demande d'aide, 53. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

22. *Ecole Normale Jacques-Cartier* :—La Chambre décide se former en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant l'achat du terrain et la construction des édifices convenables pour l'Ecole Normale Jacques-Cartier, et la vente de la propriété du gouvernement située sur la rue Notre-Dame, Montréal ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Résolution rapportée et adoptée, 159.

23. *Eglise Libre, rue Côté* :

1. Pétition pour acte autorisant à vendre la propriété de la Congrégation de l'—, dans Montréal, 25. Avis, 30. Bill (M. Ogilvie), 31. Renvoyé au comité des bills privés, 57. Rapporté amendé, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 130. Par le Conseil, 181. S. R., 189. (39 Vict., c. 73.)

2. Pétitions demandant que le bill soit amendé ou rejeté, 83, 94.

24. *Faculté Médicale de l'Université McGill* :—Pétition ; Demande d'aide, 53.

25. *Hôpital-Général, (Sœurs Grises)* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 26.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

26. *Hospice de la Maternité de l'Université* :—Pétition ; Demande d'aide, 53.

27. *Institut Hervey* :—Pétition ; Demande d'aide, 58.

28. *Institut Ophthalmique* :—Pétition ; Demande d'aide, 17.

29. *Institution Catholique des Sourds-Muets* :—Pétition ; Demande d'aide, 14.

30. *Institution des Aveugles, Asile Nazareth* :—Pétition ; Demande d'aide, 26.

MONTRÉAL :—*Suite.*

31. *Institution des Sourds-Muets* :—Pétition ; Demande d'aide, 19.

32. *Montréal, cité de* :—Pétition de la Corporation demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, 25. Avis, 30. Bill (M. McGauvran), 31. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 83. Réimprimé, 85. Ordre pour comité général ; Motion en amendement rejetée sur division ; Autre motion adoptée sur division ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 116. Passé, 127. Par le Conseil avec amendements, 173. Considérés et adoptés, 174. S. R., 189. (39 Vict., c. 52.)

Pétitions contre certaines parties du bill, 53, 62, 65.

Pétitions contre le bill, 60.

33. *Maison Protestante d'Industrie et de Refuge* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

34. *Montreal Sailors Institute* :—Pétition ; Demande d'aide, 180.

35. *Orphelins Catholiques Romains* :—Pétition ; Demande d'aide, 14.

36. *Palais de Justice* :—Voir *Adresses*, 31. *Documents*, 27.

37. *Société Bienveillante des Dames de* :—Pétition ; Demande d'aide, 22.

38. *Société des Artisans Canadiens* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 46. Avis, 56. Bill (M. Taillon), 95.

39. *Société d'Histoire Naturelle* :—Pétition ; Demande d'aide, 22.

40. *Société de Numismatique et d'Archéologie* :—Pétition ; Demande d'aide, 20.

41. *Taxe d'école* :—Pétition demandant qu'aucun acte ne soit passé ayant pour objet de modifier les dispositions de l'acte 36, Vict., c. 33, au sujet de la taxe d'école de la dite cité, 83.

42. *Union St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

43. *Women's Hospital* :—Voir *Documents*, 17.

MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL, CIE. DU CHEMIN DE FER DE :—Voir *Documents*, 28.

1. Pétition demandant un acte pour prolonger le terme de la confection du dit chemin etc., 25. Avis, 42. Bill (M. Mathieu), 55. Renvoyé au comité des chemins de fer, 85. Rapporté avec des amendements, 133. Ordre pour comité général, Objection—que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que le bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents ; Ordre rescindé et bill renvoyé au comité permanent des Ordres Permanents, 142. Rapport, 144. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 147. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., c. 56.)

2. Pétition contre certaines parties du bill, 169.

MONTRÉAL, PORTLAND ET BOSTON :—Pétitions demandant respectivement que le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston soit mis sur le même pied que les autres chemins de sa classe, maintenant en construction, en lui accordant un égal subside, 14, 17, 19, 22, 25, 38.

Pétition demandant de l'aide pour ce chemin, 42.

NEW PORT :—Voir *Pabos* et *New Port*.

#### NOTARIAT :

1. Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Chambre Provinciale des Notaires, (M. Beauchesne) ; 15. Renvoyé au comité spécial sur bill. (Voir *infra*), 32. ✓

2. Bill concernant le notariat (Hon. M. Chapleau), 21. Renvoyé à un comité spécial, 27. Voir *infra*, 3. Rapporté avec des amendements, 103. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Ordre pour 3<sup>me</sup> lecture ; Motion en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; Lu la 3<sup>ème</sup> fois et passé, 128. Par le Conseil avec amendements, 181. Considérés et adoptés, 182. S. R., 189. (39 Vict., c. 33.) ✓

3. Comité spécial sur le bill concernant le Notariat, 27. Bills renvoyés à ce comité, 22. Membre ajouté, 36. Premier rapport, 36. Quorum réduit à cinq membres, 36.

OFFICIERS PUBLICS :—Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie, 15. Tableau, 16. Voir *Documents*, 29.

#### ORATEUR :

1. Son Excellence invite l'Assemblée à élire un Orateur, 2,

2. L'Honorable Pierre Fortin, élu Orateur *nemine contradicente*, 2.

3. Adresse de l'Orateur à Son Excellence, demandant les privilèges ordinaires ; Réponse de Son Excellence par l'intermédiaire de l'Orateur du Conseil Législatif, 3.

4. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la Session, 3.

5. Communique le rapport du Bibliothécaire, 6.

6. Met devant la Chambre le rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des élections générales de 1875, 53.

7. Met devant la Chambre divers état et rapports. 5, 12, 14, 19, 22, 25, 28, 33, 35, 41, 52, 53, 59, 62, 65, 69, 96, 104, 112.

8. Son discours en présentant le bill des subsides, 192.

9. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 61, 142, 160.



---

ORDRES DU JOUR :

1. Ordres rescindés, 21, 140, 142, 147, 170.
2. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19ème règle, 44, etc.
3. Ordre devant être le premier ordre du jour, 129.

## ORDRES PERMANENTS :

1. Nomination du comité des ordres permanents, 5, 17. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept, 23. Autres rapports sur différentes pétitions, 30, 34, 36, 38, 42, 46, 58, 63, 66, 83, 94, 102, etc.
2. Que les avis donnés sont suffisants, 30, 34, 36, 38, 42, 46, 54, 56, 63, 83, etc.
3. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 34, 46, 56, 58, 63, 83, 94, 102, 105, etc.
4. Que les avis n'ont pas été donnés, 58, 66.

## ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.
2. Relatif à l'élection et conduite des députés en certains cas, 5.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des pétitions pour bills privés, 26.
4. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 26, 63. Pour la réception des rapports sur iceux, 26, 63.

ORKNEY, MARIA :—Bill pour autoriser la vente de certains bienfonds substitué par l'acte des dernières volontés et le testament de Dame Maria Orkney, (Hon. M. Irvine), 57. Renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapport, 136. Considéré ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., chap. 86.)

PABOST ET NEW PORT :—Pétition demandant que ces townships soient divisés en deux municipalités séparées, 22. Avis, 30. Bill (M. Beauchesne), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 132. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 141. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., c. 44.)

PALAIS DE JUSTICE :—Voir *Château St. Louis*.

PAROISSÉS, ÉRECTION ET SUBDIVISION DES :—Voir *Adresses*, 32.

PATON MANUFACTURING COMPANY OF SHERBROOKE :—Voir *Sherbrooke*, 3.

## PÉTITIONS :

1. Pétition spécialement renvoyée à un comité, 62, 113.
2. Pétitions reçues et lues le même jour, 53, 58, 60, 83.
3. Délai pour la réception des pétitions pour bills privés prolongé, 26.

PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA.—Voir *Lac Champlain et St. Laurent*.

POINTE AUX ESQUIMAUX :—Pétition demandant qu'il soit établi un terme de la Cour du Magistrat de district à la —, 169.

POINTE BETSIMIS :—Voir *Documents*, 30.

POLICE :—Bill pour amender l'acte de Police de Québec, (32 Vict., c. 24) ; (Hon. M. Church), 145. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté et Passé sur division, 163. Par le Conseil, 188, S. R., 192. (39 Vict., c. 30.)

PONTS :—Pétitions relatives à des ponts, savoir :

1. *Chertsey* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont, 179.
2. *Du Loup* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 46.
3. *Laurentides, Compagnie du Chemin de Fer des* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur la rivière au village de St. Lin, 14.
4. *Marie-à-Caiche* :—Pétition demandant de l'aide pour la reconstruction d'un pont sur cette rivière, 65.
5. *Petit Bonaventure* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 127.
6. *Pontiac* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont, 169.
7. *Rivière du Loup* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 135.
8. *St. Maurice* :—Pétition demandant la reconstruction des ponts sur cette rivière, 65, 102.
9. *St. Gabriel de Brandon* :—Pétition, demande d'aide pour pont, 132.
10. *Ste. Germaine du Lac Etchemin* :—Pétition, demande d'aide pour un pont sur la rivière Famine, 144.

PRÊT AUX INCENDIÉS DE QUÉBEC :—Voir *Adresses*, 33. *Documents*, 31.

PRICE :—Pétition demandant que le gouvernement fasse ébaucher un certain nombre de lots de terre dans le township de Price, et dans la partie nord-est du township de Statford, afin de faciliter la colonisation de ces townships, 38.

PRISONS DE LA PROVINCE :—Voir *Adresses*, 34. *Documents*, 32.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité permanent nommé, 5, 17. Premier rapport, 170. Motion pour que la Chambre concourt dans le premier rapport, Motion en amendements ; sous amendement adopté ; Motion principale amendée, adoptée 176. Voir *Députés*, 6.

PROCLAMATIONS :—VI à VII.

PROFESSION MÉDICALE :—Bill concernant la —, dans la Province de Québec, (Hon. M. Chapleau), 42. Renvoyé à un comité spécial, 82.

PROROGATION :—Jour de la prorogation, 192.

PROULX FIRMIN H.—Pétition ; Demande d'aide pour la *Gazette des Campagnes*, 46.

## QUEBEC :

### 1. *Asile des Dames Protestantes* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 53.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

### 2. *Asile des Orphelins en rapport avec l'église d'Angleterre*.

Pétition ; Demande d'aide, 58.

### 3. *Asile des Orphelines Protestantes* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 26.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

### 4. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

### 5. *Asile Finlay* :—Pétition ; Demande d'aide, 34.

### 6. *Asile Ste. Brigitte* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 58.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

7. *Association Chrétienne des Femmes de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom ; Reçue et lue, 61. Avis, 63. Bill (Hon. M. Irvine), 66. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté avec des amendements, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 183. S. R., 191. (39 Vict., c. 69.)

8. *Commissaire des incendies* :—Bill pour étendre la juridiction du —, pour la cité de Québec, (Hon. M. Angers), 97. Ordre pour 2<sup>me</sup> lecture ; Objection que le

---

---

QUÉBEC :—*Suite.**Commissaire des incendies :—Suite.*

✓ bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur devant donner sa décision, demain, 154. Décision de M. l'Orateur ; Bill dans l'ordre ; Lu la 2<sup>ème</sup> fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 160. Par le Conseil, 180. S. R., 191. (39 Vict., c. 32).

9. *Ecole de Réforme :*

1. Pétition ; Demande d'aide, 13.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

10. *Dispensaire :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 17.

11. *Dispensaire du Sacré Cœur de Jésus :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 17.

12. *Hôpital du Sacré Cœur de Jésus :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 17.

13. *Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires.—* Voir *Documents*, 17.

14. *Hospice de la Maternité :*

1. Pétition ; Demande d'aide, 34.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

15. *Institut Canadien :—Pétition ; Demande d'aide*, 58.

16. *Institut littéraire de St. Patrice :*

✓ 1. Pétition de W. P. McNally et autres ; demandant un acte d'incorporation sous ce nom—, 33. Avis, 38. Bill (M. Hearn), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté avec des amendements, 132. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 141. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., chap. 78.)

2. Pétition demandant que la propriété appartenant à l'institut catholique et littéraire de St. Patrice ne devienne pas la propriété de l'Institut littéraire de St. Patrice, 102.

17. *Œuvre du Patronage :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 17.

✓ 18. *Québec, Cité de :—Pétition du maire et de la corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation*, 34. Avis, 38. Bill (M. Hearn), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en Comité ; Rapporté progrès, 117. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 127. Par le Conseil, avec amendements, 173. Considérés et rapportés, 173. S. R., 190. (39 Vict., chap. 51.)

19. *Société Charitable des Dames Catholiques Romaines :*

1. Pétition, demandes d'aide, 34.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

---

**QUÉBEC :—Suite.**

20. *Société d'histoire naturelle* :—Pétition ; Demande d'aide, 34.

21. *Société littéraire et historique* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 38.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

22. *Union des Menuisiers de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 34. Avis, 38. Bill (M. Shehyn), 36. Renvoyé au comité des bills privés, 52. Rapporté avec des amendements, 94. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 100.

Pétitions contre, 65, 101.

**QUÉBEC-EST** :—Copie du jugement rendu sur une pétition contre le rapport d'élection de Joseph Shehyn, écr., 28.

**QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :**

1. La Chambre décide de se former en comité sur certaines résolutions concernant la construction du chemin de fer dit : " Le Chemin de Fer de—Signification de la recommandation de Son Excellence, 95. Motion pour aller en comité ; Débats ; Ajournés, 95. Repris et ajournés de nouveau, 96. Repris ; Motion en amendements, débats, 103. Ajournés, 104. Repris, 105. Amendement rejeté ; La Chambre en comité ; Série de résolutions ; Considérées, 107 à 112. Motion pour la réception du rapport ; Motion en amendement rejetée ; Résolutions rapportées et adoptées, 119.

2. Bill concernant la construction du chemin de fer de—(Hon. M. Church), 125. Renvoyé à un comité général, sur division ; Considéré, 139. Rapporté sur division ; Lu la 3<sup>me</sup> fois et passé, 154. Par le Conseil avec amendement, 184. Considérés et adoptés, 187. S. R. (39 Vict., chap. 2.)

**QUESTIONS :**

1. Débats sur une question, ajournés. Par l'ajournement de la Chambre ou la levée de la séance à 6 heures, 8, 28, 44.

2. Débats repris, 8, 32, 45.

3. Sans amendements, 40, 106, 175.

4. Motions amendées, 40, 176.

5. Motion retirée, 32.

6. Objection est faite à l'introduction du bill pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics (38 Vict., chap. 15), pour la raison que le bill est introduit en blanc ; Bill retiré, 23.

7. Objection (à la seconde lecture) du bill pour mieux définir les articles 648, 649 et 650, concernant les annonces des ventes faites par le shérif en pour-

---

---

QUESTIONS:—*Suite.*

voyant qu'il soit donné avis de telles ventes aux créanciers hypothécaires ; M. l'Orateur décide que le dit bill n'est pas dans l'ordre parce qu'il tend à imposer des taxes, 61.

8. A l'ordre du jour pour comité général sur bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston ; Objection est faite que le dit bill n'est point dans l'ordre, parce qu'il contient des dispositions qui excèdent la nature du sujet qui était contenu dans l'avis donné relativement au dit bill ; M. l'Orateur décide que le dit bill doit être renvoyé au comité des ordres permanents, parce que l'avis relatif à ce bill n'a pas été pris en considération par ce comité, 142.

9. Objection (à la seconde lecture) du bill pour étendre la juridiction du Commissaires des incendies pour la cité de Québec ; M. l'Orateur diffère de donner sa décision jusqu'à demain, 154. M. l'Orateur décide que le bill est dans l'ordre et qu'il ne tend pas à imposer des taxes, 160.

*Questions rejetées ou remplacées :*

10. Pour amender le quatrième paragraphe de l'adresse, 7, 11.

11. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte des élections contestées, 1875, 27, 32.

12. Pour une adresse concernant les réclamations contre les contracteurs des chemins de fer de la Rive Nord, Montréal, Ottawa et Occidental, 39.

13. Pour une adresse dans la cause le Procureur-général *vs.* Middlemiss, 43.

14. Pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, 178.

**R**APATRIEMENT :—Voir *Témiscouata*.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, POUR 1874. Voir *Documents*, 33.

RECETTES ET DÉPENSES :—Etat des—depuis le 30 juin au 15 novembre 1875 devant être mis sur la table du greffier, 27. Réponse, 73. Imprimé, 76. Voir *Documents*, 34.

## RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 51ème règle suspendue, 53, 103.

2. 60ème règle suspendue, 169, 178.

RÈGLES ET RÈGLEMENTS :—Comité spécial pour aider M. l'Orateur à prendre en considération les règles et règlements de cette Chambre qui ont rapport à l'impression des bills privés, 94. Rapport, 102. Second Rapport ; Adopté, 136.

✓ RICHELIEU CIE. HYDRAULIQUE ET MANUFACTURIÈRE DE LA RIVIÈRE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 25. Avis, 34. Bill' (M. Préfontaine), 34. Renvoyé au comité des chemins de fer, 64. Rapporté, 104. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil, 161. S. R., 189. (39 Vict., c. 59.)

---

**RIMOUSKI :**

1. *Révérèdes Sœurs Carmélites Déchaussées* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 13. Avis, 30. Bill présenté, (M. Chauveau), 31. Renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté avec des amendements, 94. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 100. Par le Conseil avec un amendement, 143. Considéré et adopté, 143. S. R., 189. (39 Vict., c. 84.)

2. *Sœurs de la Charité* :—Pétition ; Demande d'aide, 13.

3. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 18.

4. Séminaire : Pétition ; Demande d'aide, 13.

5. Bill pour enlever les doutes relatifs à l'authenticité de certains registres des actes de l'état civil dans le comté de—, (Hon. M. Angers), 135. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 163. Par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., c. 28.)

RIVE NORD, CHEMIN DE FER DE :—Pétitions demandant qu'une commission soit nommée pour régler les réclamations dues par le contracteur du chemin de fer de la Rive Nord, 60, 97.

RIVE NORD :—Pétition demandant qu'aucune mesure ayant pour objet la construction des chemins de fer de la Rive Nord, Montréal, Ottawa et Occidental par le gouvernement, ne reçoive la sanction de la Chambre, 97.

RIVE NORD :—*Vide* P. 39. Voir *Adresses*, 35, 36.

RIVE NORD ET CAP-ROUGE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et du Cap-Rouge," 53. Avis, 63. Bill (Hon. M. Garneau), 63. Renvoyé au comité des chemins de fer, 142.

RYLAND GEORGE H. :—Pétition demandant le remboursement de la somme de \$1,844 déposée entre les mains du Trésorier de la province de Québec, 83.

ST. ANSELME :—Pétition demandant qu'une partie de la paroisse de—en soit détachée et soit annexée à la paroisse de St. Gervais, 60. Bill (M. Fradet), 66. Renvoyé à un comité spécial, 99. Considéré ; Rapporté ; Passé, 115. Par le Conseil, 188. S., R., 191. (39 Vict., chap. 39.)

**ST. BENOIT :***Hospice Youville :*

1. Pétition ; Demande d'aide, 26.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

**ST. CÉSaire :**

*Collège Commerciale* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom ; Reçue et lue, 58. Avis, 84. Bill (M. Robert), 97. Renvoyé au comité

ST. CÉSAIRE :—*Suite.*

*Collège Commerciale* :—*Suite.*

✓ des bills privés, 119. Rapporté, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 145. Honoraire remis, 179. Par le Conseil, 183. S. R., 191. (39 Vict., chap. 82.)

STE. ELIZABETH :

*Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

✓ ST. ETIENNE :—Pétition du recteur et des marguilliers de l'église St. Etienne, de la paroisse de St. Etienne, dans le diocèse de Montréal, demandant l'autorisation de vendre la dite église et le terrain sur laquelle elle est bâtie et de la rebâtir ailleurs, 14. Avis, 22. Bill (M. McGauvran), 27. Renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté amendé, 97. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil, 161. S. R., 189. (39 Vict., chap. 74.)

ST. FRANÇOIS :—Pétition demandant la passation d'un acte réglant le flottage de bois de corde sur la rivière—et ses tributaires, 97.

ST. FRANÇOIS, RIVIÈRE :—Comité spécial auquel est renvoyée la requête du Révérend Louis Trahan et autres, habitants, des paroisses de St. Thomas de Pierreville, St. François du Lac et St. Pie de Guir, dans le comté d'Yamaska, demandant la passation d'un acte réglant le flottage du bois de corde sur la rivière St. François et ses tributaires, 113. PREMIER RAPPORT ; Réduction du quorum à trois membres, 133. SECOND RAPPORT, 180. Pétition et rapport imprimés, 182.

ST. FRANÇOIS DU LAC :—Pétition ; Demande d'aide pour l'académie Commerciale de—, 65.

ST. GERVAIS :—Pétition demandant de l'aide pour faire copier les registres de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de—détruits lors de l'incendie de l'église, 14.

SAINT HYACINTHE :

1. *Association de Charité de* :

2. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

1. Pétition ; Demande d'aide, 17.

2. *Ouvroir Ste. Geneviève* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

ST. HENRI :

✓ 1. Pétition demandant la passation d'un acte accordant des pouvoirs plus étendus aux commissaires d'école de la municipalité scolaire de St. Henri, 42. Avis, 46. Bill (M. Beaubien), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 57. Rapporté amendé, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 130. Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 185. S. R., 189. (39 Vict., chap. 17.)



ST. HENRI :—*Suite.*

2. Pétition demandant la passation d'un acte incorporant la ville de St. Henri par une charte spéciale et pour autres fins, 17. Avis, 102. 51ème règle suspendue ; Bill présenté (M. Beaubien), 103. Renvoyé au comité des bills privés, 147. 60ème règle suspendue, 178. Rapporté, 180. Honoraire remboursé, 180.

3. *Compagnie du Gaz* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 19. Avis, 22. Bill (M. Ogilvie), 23. Renvoyé au comité des bills privés, 55. Rapporté avec des amendements, 94. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 142. Par le Conseil, 189. S. R., 189. (39 Vict., chap. 68.)

4. Pétition contre le bill ; Reçue et lue, 83.

5. *Union St. Henri* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

## SAINT-JEAN :

1. *L'Hôpital de la ville de* :—Pétition ; Demande d'aide, 25.

2. *Salle d'asile* :—Pétition ; Demande d'aide, 25.

3. Pétition du Conseil de Ville demandant des amendements à son acte d'incorporation, 38. Avis, 42. Bill (M. Marchand), 42. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 132. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 141 ; Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 186, S. R., 190. (39 Vict., chap. 48.)

4. Pétition contre ; Renvoyée au comité des bills privés, 113.

ST. JEAN D'IBERVILLE, SALLE D'ASILE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

ST. JOSEPH DE CARLETON :—Pétition des Sœurs de la Charité ; Demande d'aide, 13.

ST. JOSEPH DE CHAMBLY :—Pétition ; Demande d'aide pour un hôpital, 102.

ST. JOSEPH DE LANORAIE :—Pétition ; Demande d'aide pour le Couvent, 26.

## SAINTE-MARIE DE MONNOIR :

1. *Hospice Sainte-Croix* :—Pétitions ; Demandes d'aide, 20, 22.

2. Bill pour remédier à la perte de certains registres des actes de l'Etat civil de la paroisse de Ste. Marie de Monnoir, dans le comté de Rouville (Hon. M. Church), 69. Renvoyé à un comité général, 99. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 125. Par le Conseil, 161. S. R., 191. (39 Vict., chap. 27.)

ST. MAURICE :—Bill pour annexer certaines parties du territoire de St. Maurice au comté de Champlain, pour les fins scolaires, municipal, d'enregistrement et de représentation parlementaire (Hon. M. Malhiot), 36. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 55. Considéré ; Rapporté ; Passé, 56. Par le Conseil, 105. S. R., 190. (39 Vict., chap. 40.)

STE. MONIQUE :—Bill pour détacher du comté de Terrebonne, la partie de la paroisse de Ste. Monique, située dans le dit comté et l'annexer au comté des Deux-Montagnes (Hon. M. Ouimet), 61. Renvoyé à un comité général, 99. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 161. S. R., 191. (39 Vict., chap. 38.)

ST. NICOLAS :—Pétition ; Demande d'aide pour le couvent, 30.

ST. PAULIN :—Pétition ; Demande d'aide pour le couvent, 22.

ST. SÉVERIN :—Pétition demandant que certaine partie de—qui se trouve située dans le comté de Lotbinière en soit détachée et soit annexée au comté de Beauce, 34. Bill (M. Dulac), 60. Renvoyé au comité général, 148. Considéré ; Rapporté ; Passé, 162. Par le Conseil, 183. S. R., 190. (39 Vict., chap. 42.)

STE. URSULE, ASILE DE LA PROVIDENCE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

ST. VINCENT DE PAUL, HÔPITAL DES SŒURS DE LA PROVIDENCE :—Etat d'affaires, Voir *Documents*, 17.

SALLE D'ASILE :—Pétition demandant de l'aide pour établir des— pour les jeunes enfants qui, pendant les heures de travail de leurs parents, se trouvent sans protection, 57.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration des serments d'office ; Présenté, 3.

SHAWANIGAN :—Bill pour annexer certaines parties du township de Shawanigan dans le comté de Champlain, etc., (M. St. Cyr), 43. Renvoyé à un comité général, 99. Considéré ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 161. S. R., 190. 39 Vict., c. 41.)

SHERBROOKE :

1. Pétition du Conseil de Ville ; demandant à être incorporé, 13. Rapport de l'avis, 22. Bill (Hon. M. Robertson), 24. Renvoyé au comité des bills privés, 37. Rapporté avec des amendements, 94. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 100. Par le Conseil avec amendements, 173. Considérés et adoptés, 174. S. R., 189. (39 Vict., c. 50.)

2. Pétition ; Demande d'aide pour l'Hôpital, 13.

3. *Paton Manufacturing Company* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation ; Reçue et lue, 62. Avis ; 51ème règle suspendue ; Bill (Hon. M. Robertson), 66. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté, 136. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 146. Par le Conseil, 183. S. R., 191. (39 Vict., c. 67.)

4. *Hôpital Général* :—Etat d'affaires Voir *Documents*, 17.

SHERIFS ET PROTONOTAIRES :—Voir *Adresses*, 37.

SIMPSON, J. H. P. :—Rapport sur pétition de —, 105.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Bill concernant les—et pour pourvoir au mode de leur amalgamation et pour d'autres fins (Hon. M. Ouimet), 13. Renvoyé à un comité général, 55. Considéré ; Rapporté ; Passé, 59. Par le Conseil avec amendements, 136. Considérés et adoptés, 137. S. R., 189. (39 Vict., chap. 61.)

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE PROVINCIALE :—Pétition demandant que son nom soit changé et pour autres fins, 17. Avis, 22. Bill (M. Ogilvie), 23. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil avec amendements, 184. Considérés et adoptés, 184. S. R., 189. (39 Vict., chap. 62.)

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE MONTRÉAL :—Pétition pour changer son nom, etc., 13. Avis, 22. Bill (M. Ogilvie), 23. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil avec des amendements, 184. Considérés et adoptés, 185. S. R., 189. (39 Vict., chap. 63.)

SOEURS DE LA PROVIDENCE :—La Chambre décide de se former en comité, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le prêt de \$60,000 aux Révérendes Sœurs de la Providence, Montréal ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Résolution rapportée et adoptée, 157.

SOREL :

1. *Collège de* :—Pétition ; Demande d'aide, 26.

2. *Hôpital Général* :—Pétition ; Demandant que son allocation annuelle soit augmentée, 53.

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

STANSTEAD, SHEFFORD ET CHAMBLY :—Pétition de la compagnie du chemin de fer de — : demandant des amendements à son acte d'incorporation, 34. Avis non requis, 46. Bill (l'Hon. M. Laframboise), 47. Renvoyé au comité des chemins de fer, 68. Rapporté avec des amendements, 103. Considéré en comité, 105. Rapporté ; Passé, 116. Par le Conseil, 161. S. R., 190. (39 Vict., c. 55.)

STATISTIQUES :—Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province (M. LaRue), 127. Renvoyé à un comité général, 148. Considéré ; Rapporté ; Passé, 162. Par le Conseil avec amendement, 184. Considérés et adoptés, 186. S. R., 191. (39 Vict., chap. 20.)

STATISTIQUES HYGIÉNIQUES ET MORTEAIRES :—Comité spécial chargé d'étudier le meilleur système des— ; 27. Premier rapport ; quorum réduit à cinq membres, 31. Second rapport, 72. Adopté, 96. Troisième rapport, 104. Adopté, 127.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, 35.

STATUTS :—Voir *Adresses*, 38.

STATUTS REFOUNDUS POUR LE BAS-CANADA :—Bill pour refondre et amender les parties du chapitre 78 des Statuts Refondus du Bas-Canada qui ne sont pas comprises dans le code de procédure civile du Bas-Canada, (Hon. M. Ouimet), 84. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill retiré, 140.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1877 ; Renvoyés au comité, 67. Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1877, 137.

2. La Chambre en comité, 67, 70, 76, 138, 151.

3. Résolutions rapportées et adoptées, 85, 86, 88, 151, 152.

4. Résolutions remises, 88, 93.

5. Résolutions amendées en comité, 137, 152.

6. Résolution renvoyée de nouveau au comité des subsides, 152.

7. La Chambre décide de se former en comité des voies et moyens, 153. La Chambre en comité ; Rapport d'une résolution ; Adoptée, 153.

8. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le 30 de juin 1876 et le 30 de juin 1877, et pour d'autres fins du ressort du service public ; Présenté (L'Hon. M. Robertson), 154. Lu la 2ème et la 3ème fois, et passé, 177. Par le Conseil, 184. S. R., 192. (39 Vict., chap. 1.)

SUCRE DE BETTERAVES :—Voir *Betteraves*.

SYNDICS :—Voir *Adresses*, 39.

**T**AUXE SUR EXHIBITS :—La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour pourvoir au prélèvement d'une taxe sur les exhibits produits dans certaines cours de justice ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolutions rapportées, 98. Adoptées sur division, 125.

TÉMISCOUATA :—Pétition demandant que le gouvernement établisse un canton de repatriement dans le comté de—, 127.

TERRES DE LA COURONNE :—Bill pour amender l'acte de Québec, 32 Vict., chap. 11, concernant la vente et l'administration des—sur les terres publiques (Hon. M. Malhiot), 156. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 177. Par le Conseil, 188. S. R., 192. (39 Vict., chap. 10.) Voir *Documents*, 36.

TERRES DONT LA VENTE A ÉTÉ ANNULÉE :—Voir *Dillon*.

TIMBRES JUDICIAIRES :—Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 27, 28 Vict., chap. 5, concernant l'apposition des—(Hon. M. Angers), 135. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil, 188. S. R., 191. (39 Vict., chap. 9.)

TRANCHEMONTAGNE, C. E. O. T. :—Pétition demandant la passation d'un acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen, 41. Avis, 54. Bill (M. Taillon), 69. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté avec des amendements, 144. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 163. Par le Conseil, 184. S. R., 191. (39 Vict., chap. 88.)

### TROIS-RIVIÈRES :

1. *Asile de la Providence St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
2. *Hôpital des Dames Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.
3. *Hôtel-Dieu* :—Pétition ; Demande d'aide, 60.

VACCINATION :—Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., chap. 24, concernant la pratique de la vaccination (Hon. M. Church), 95. Renvoyé à un comité général, 126. Considéré ; Rapporté ; Passé, 131. Par le Conseil, 173. S. R., 191. (39 Vict., chap. 21.)

VENTES DE MEUBLES DE SUCCESSION :—Bill pour valider certaines— ; Du Conseil, Lu, 41. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 57. Ordre pour comité général déchargé, bill renvoyé au comité spécial (Voir *Code de Procédure Civile*, 3), 59.

VENTES PAR LE SHÉRIF :—Bill pour mieux définir les articles 648, 649 et 650, concernant les annonces des ventes faites par le shérif, en pourvoyant à ce qu'il soit donné avis de telles ventes aux créanciers hypothécaires (M. Wurtele), 43. Ordre pour 2<sup>me</sup> lecture ; Objection que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur déclare le bill hors d'ordre, 61.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 7.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des—, 5.

YAMACHICHE :—*Ste. Anne d'Yamachiche* :—Pétition ; Demande d'aide, 15.

YAMASKA :—Pétition ; Demande d'aide pour une institution à St. François-Xavier du Lac St. Pierre, 34.

YOUNG IRISHMEN'S LITERARY AND BENEFIT ASSOCIATION :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 53. Avis, 56. Bill (M. McGauvran), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 102. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil, 161. S. R., 190. (39 Vict., chap. 77.)

### YOUVILLE, HOSPICE :

1. Pétition ; Demande d'aide pour l'—, 22.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.



---

## ERRATUM.

Page 36, après la ligne 30, insérez les mots suivants :

“ Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer les Frères du Sacre-Cœur.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.”

Page 64, après la ligne 36, insérez :

“ Bill pour incorporer *The Young Irish Literary and Benevolent Association.*”

Page 116, dernière ligne, après le mot “ fois ” insérez : “ demain.”

---